Une sociologie sans sociologues ? Les Britanniques en quête d'une discipline (1904-2014)

Baudry Rocquin

▶ **To cite this version:**

Baudry Rocquin. Une sociologie sans sociologues ? Les Britanniques en quête d'une discipline (1904-2014). Sociologie. Université de Bordeaux, 2014. Français. NNT : 2014BORD0413 . tel-02883976

HAL Id: tel-02883976

https://theses.hal.science/tel-02883976

Submitted on 29 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

université de BORDEAUX

THÈSE PRÉSENTÉE
POUR OBTENIR LE GRADE DE

DOCTEUR DE

L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Ecole Doctorale SP2
Sociétés, Politique, Santé Publique

SOCIOLOGIE

Par Baudry ROCQUIN

« Une sociologie sans sociologues ? Les Britanniques en quête d'une discipline (1904-2014) »

Sous la direction de : M. Charles-Henry CUIN

Soutenue le 12 décembre 2014

Membres du jury :

M. SMITH, Andy	DR, Centre Durkheim, Université de Bordeaux	Président
M. RODRIGUEZ, Jacques	PU, Université de Lille III	Rapporteur
Mme SCHRECKER, Cherry	MCF HDR, Université de Nancy	Rapporteure
M. CUIN, Charles-Henry	PU, Université de Bordeaux	Dir. de thèse
Mme BERTHEZENE, Clarisse	MCF, Université de Paris-VII, Sciences Po	Invitée

Titre : « Une sociologie sans sociologues ? Les Britanniques en quête d'une discipline (1904-2014) »

Résumé : Ma thèse traite de la sociologie britannique au XXe siècle (1904-2014). Comment expliquer que pendant longtemps, il n'y ait pas eu de sociologie en Grande Bretagne et qu'elle apparaisse si tardivement au XXe siècle ?

L'apport principal de mon travail est de montrer qu'une discipline se construit à deux niveaux : d'un côté des institutions, de l'autre une identité. Si les britanniques ont disposé des premières très tôt, ils n'ont pas réussi à construire la seconde avant les années 1960. La sociologie est donc largement restée une « affaire d'amateurs ». La faiblesse et l'oubli historiographique dont souffre la sociologie britannique tient dans ce simple constat, qui n'a pas grand-chose à voir avec un échec intellectuel (Soffer, 1982 ; Goldman, 1987) comme on le croit souvent.

Le fil rouge de ma thèse est donc la question de l'identité des sociologues. L'absence de frontières disciplinaires claires en sciences sociales avant les années 60 a fait que la sociologie britannique est longtemps restée insulaire. Cela explique qu'il faille la chercher, notamment hors des universités, pour la (re)trouver.

Ma thèse apporte donc une pierre à l'édifice historique de la sociologie mais elle peut aussi aider les britanniques à s'affirmer comme ce qu'ils sont, une grande nation avec une sociologie originale qui mérite d'être au panthéon des grandes disciplines. C'est tout le problème du « complexe d'infériorité » qui domine les sociologues britanniques jusqu'à nos jours, alors même que la sociologie y est florissante. Il lui reste à gagner, toujours, en légitimité – à la fois sociale et scientifique. »

Enfin cette thèse utilise des archives inédites des universités, du Parlement et des sources primaires ainsi que N=11 entretiens et une base de données de N=1 565 articles sociologiques pour montrer à quel point la sociologie britannique contemporaine est l'égal d'autres grands sociologies occidentales désormais.

Mots clés : sociologie britannique ; Grande Bretagne ; 20e siècle ; institutionnalisation ; discipline ; universités

---

Title : « A sociology without sociologists ? Britain's search for a discipline (1904-2014) »

Abstract : This dissertation seeks to explain the peculiar development of British sociology in the 20th century (1904-2014). Why did it take it so long to emerge? Is it true to say that there is such things as "a British tradition in sociology?".

This thesis argues that British sociologists had institutions very early on, but lacked a coherent and cogent definition of themselves. In other words, British sociologists had institutions but no identity. This impacted on the definition of a discipline in universities, and thus its lack of recognition among academics.

We therefore explore the long-running trend of “extra-mural” sociology and show how important it was for the post-WWII discipline, when the professionalisation of sociologists started as a process. It remains that British sociology was mostly insular and “parochial” for most of the twentieth century.

However, our last chapter shows that British sociologists are coming to terms with the current intellectual situation in the world. British sociology has never been so lively and is on a par with all the other “grand sociologies” in the western World nowadays. But they need to realise that.

To argue that sociologists lacked a definition of their discipline and still suffer from an “inferiority complex” both socially and intellectually, we use previously unused archives from universities and the Parliament, printed sociological sources such as journals, novels and newspapers as well as interviews with N=11 contemporary British sociologists and a database of N=1565 recent articles in sociology.

Keywords : British sociology ; Britain ; 20th century ; institutionalisation ; discipline ; universities ; public sociology

---

Unité de recherche

Centre Emile Durkheim (UMR5116)
Université Bordeaux Segalen
3 ter place de la Victoire
33076 Bordeaux Cedex

A mes parents,

« My theme is infinite, but your patience is finite. »
- Ernest Barker (1936)

Remerciements

Je tiens à remercier d'abord mon directeur de thèse, M. Charles-Henry Cuin, à l'Université de Bordeaux pour ses conseils, son soutien constant et ses multiples encouragements pendant la préparation et la rédaction de cette thèse. C'est de nos échanges que j'ai tiré beaucoup d'enseignements et d'intuitions « sociologiques ».

Du point de vue institutionnel, je tiens à remercier l'Université d'Oxford, mon *alma mater*, ainsi que Keble College, Oxford, l'Université de Bordeaux et de Strasbourg pour leur accueil et le confort matériel et intellectuel grâce auquel ce projet a pu être mené à bien.

Je tiens à remercier ensuite ma famille (Mansuy et Marine, Lorraine, Thélise, mes parents, grands-parents et beaux-parents) pour leur accompagnement et leur soutien sans faille durant toute la durée de ce projet.

Un grand merci également à Shérif, Alessandro, James et Luke pour leur amitié et les bons moments passés ensemble à Oxford, ce qui n'a pas directement participé à la rédaction de la thèse mais m'a permis de ne pas perdre la tête !

Je dois également beaucoup, en tant que chercheur, à Amazon et à Google, sans qui un projet de recherche serait beaucoup plus difficile à mener.

Je tiens à remercier les archivistes de la LSE, d'Oxford, de Cambridge, de Keele, de Liverpool et de Birmingham pour leur accueil et leur aide.

Enfin, *last but not least*, toutes mes pensées et mes remerciements vont à Julie. Ce projet n'aurait jamais pu être achevé sans son soutien inconditionnel, sa présence rassurante et ses encouragements répétés, dans les bons comme dans les mauvais moments. Qu'elle soit ici sincèrement remerciée !

Bonne lecture !

Strasbourg, le 7 août 2014.

Abbréviations

AERES : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur

AISLF : Association internationale des sociologues de langue française

AFS : Association française de sociologie

ARSS : *Actes de la recherche en sciences sociales*

ASA : American Sociological Association

BJS : *The British Journal of Sociology*

BSA : The British Sociological Association

CCCS : Centre for Contemporary Cultural Studies

COS : Charity Organisation Society

CUP : Cambridge University Press

ESRC : Economic and Social Research Council

HCPP : House of Commons Parliamentary Papers

ICS : Institute of Community Studies

IOS : Institute of Sociology

ISA: International Sociological Association

LSE: The London School of Economics and Political Science

MO : Mass Observation

MOA : Mass Observation Archives

MSS : Manuscripts and special collections (fonds d'archives)

NAPSS : National Association for the Promotion of Social Science

NHS : National Health Service

OUP : Oxford University Press

PEP : Political and Economic Planning

PPE : Politics, Philosophy and Economics (cursus de licence à Oxford)

RAE : Research Assessment Exercise

REF : Research Excellence Framework

RFS : *Revue Française de Sociologie*

RHUL : Royal Holloway, University of London

SGR : *The Sociological Review*

SSRC : Social Science Research Council

Sommaire

Introduction 12
I. Cadre d'analyse théorique et conceptuel 13
II. Originalité méthodologique 17
III. Matériaux empiriques 18
IV. Apport cognitif 20
V. Plan adopté 21
VI. Historiographie 23
1. Les explications intellectuelles 24
2. Les explications institutionnelles 25
3. La difficile institutionnalisation 27

1ère partie : Pourquoi n'y a-t-il pas eu de sociologie britannique pendant longtemps ? .. 30

Chapitre 1 – Les proto-sociologues (1857-1918) 31
Introduction 31
I. Aux sources de la science sociale britannique (XVIIe-1886) 31
1. L'arithmétique politique et la philosophie politique 32
2. Les sociétés statistiques et les organisations caritatives 33
3. La NAPSS (1857-1886) : les limites de la science sociale 35
II. Les proto-sociologues : Spencer, Booth et Rowntree (1886-1903) 37
1. La sociologie conservatrice : le courant Leplaysien et Herbert Spencer 37
2. *The life and labour of the people of London* : de la sociologie ou de la sociographie ? 39
3. A la recherche de la pauvreté : Rowntree dans son contexte 42
III. Les débuts prometteurs de la Sociological Society (1903-1918) 44

Chapitre 2 – Le succès invisible (1919-1939) 50
Introduction 50
I. Une analyse du contexte dans lequel se présente la sociologie de l'entre-deux-guerres .. 50
1. Le contexte intellectuel britannique 51
2. La concurrence internationale entre sociologie française et britannique 52
3. Le succès populaire de la sociologie : le chômage, les romans, la politique 56
II. Une analyse intellectuelle : sociologues et sociologies de l'entre-deux-guerres 63
1. Hobhouse, Ginsberg et Westermarck, une sociologie conservatrice ? 63

2. Branford, Geddes, les sociologues de la *Sociological Review* : une « école » de sociologie britannique ? 67
3. Les manuels de sociologie : une formation inadéquate ? 71
4. L'économie politique, la sociologie britannique par excellence ? 74
III. Une analyse institutionnelle 76
1. Oxford et Cambridge : les grands absents 76
2. La sociologie « provinciale » (Liverpool, Bedford, Birmingham et Manchester) 78
3. La sociologie extra-murale : IOS, Mass Observation, Sociology Club 81
4. Les autres publications de la sociologie : *Politica* & *Economica* 85
Conclusion 87

2e partie : Comment la sociologie moderne s'est-elle constituée ? 89

Chapitre 3 - Le temps de la professionnalisation (1945-1968) 90
I. Un changement social : une période faste pour la sociologie 90
1. Changement dans le public et les attentes sociales 90
2. Changement politique 92
3. Un changement intellectuel et méthodologique 95
II. Changement théorique : entre rupture et continuité intellectuelles 96
1. Internationalisation 96
2. Sociologie du conflit et de la classe ouvrière 97
3. Problèmes de l'Etat providence 100
III. Le tournant institutionnel des années 60 102
1. Une sociologie mature ? 102
2. Le Centre for Contemporary Cultural Studies 104
3. L'Institute of Community Studies 106
4. La British Sociological Association 108
Conclusion 110

Chapitre 4 – Le temps des débats (1969-1989) 112
Introduction 112
I. La vie intellectuelle de la sociologie dans les années 70 113
1. Débats et enjeux autour des Pères fondateurs 113
2. Les critiques de la sociologie 114
II. Une révolution en sociologie ? 116
1. La nouvelle « Methodenstreit » 116
2. Le renouveau de l'histoire de la discipline : un enjeu national et international 118
3. Conclusion : trop de théorie ? 120

III. Le SSRC et le thatchérisme : une brèche institutionnelle 122
1. Du SSRC à l'ESRC : la sociologie sous Thatcher 122
2. Le rapport Rothschild (1982) 123
3. Conclusion 126
IV. La sociologie de Giddens : révolution politique ou tradition nationale ? 126
1. De nouvelles règles pour une nouvelle sociologie ? 127
2. La théorie de la structuration 129
3. La troisième voie et l'engagement politique 131
Conclusion 133

3e partie : A quoi ressemble la sociologie contemporaine ? 134

Chapitre 5 – La sociologie britannique contemporaine 135
Introduction 135
I. Une sociologie trop fragmentée dans les années 90 ? 136
II. L'analyse quantitative de la sociologie britannique contemporaine (2001-2014) à travers ses trois grandes revues : *BJS, SGR, Sociology* 139
1. Introduction : trois questions 139
2. Historiographie et limites 140
3. Méthodologie 143
4. La sociologie britannique est-elle amateur ? 146
5. La sociologie britannique est-elle empiriste ? 150
3. La sociologie britannique est-elle « provinciale » ou insulaire ? 153
III. La sociologie ou la politique : entretiens avec N=11 sociologues britanniques 155
1. Méthodologie de l'enquête 155
2. « Sociology's under attack » : le conservatisme est-il (toujours) l'ennemi des sociologues ? 158
3. Une sociologie publique ou politique ? 161
IV. Une sociologie en crise ou en métamorphose ? 165
1. A la recherche d'une identité : analyse du *Handbook of Sociology in Britain* (2014) 165
2. La fragmentation ou les différentes conceptions de la sociologie parmi les contemporains 168
V. L'avenir de la sociologie britannique 172
1. Les défis de l'avenir : la mondialisation et la crise de la sociologie empirique 173
2. L'avenir de la sociologie selon l'ESRC 176
3. Les chercheurs de demain : analyse empirique des thèses de sociologie soutenues en Grande Bretagne en 2013 (N=116) 177
Conclusion : la mort de la sociologie ? 181

Conclusion 184
I. Pourquoi un développement si tardif ? 184
II. Les apports de la thèse 185
III. Une histoire comparative est nécessaire 186
IV. L'histoire de la sociologie israélienne est-elle un cas pertinent ? 187
V. Une tradition nationale ou une sociologie mondiale ? 188

Annexes 191
Annexe 1 – Questionnaire to ask British Sociologists in Leeds (23-25 April 2014) 191
Annexe 2 – Sommaire du Palgrave *Handbook of Sociology in Britain* (2014) paru le 23 juillet 2014 193
Annexe 3 – BSA Annual Conferences (2003-2015) 194
Annexe 4 – List of articles published in *Economica* (1921-1933) 196
Annexe 5 – List of articles published in *Politica* (1934-1939) 206
Annexe 6 – List of sociology theses in the UK (1927-1933) 210

Bibliographie 218
1. Archives 218
2. Sources publiées 218

Introduction

« I once worked at an institution where it was seriously proposed […] that a well healed celebrity chef who happened to be an alumnus should sit on the board tasked with appointing a professor of sociology. Eventually they were persuaded that this might, perhaps […] lead to the appointment becoming an object of ridicule. With some reluctance the plan was dropped. […] I doubt they would have tried it on with the economics department. »[1]

Voilà une anecdote rapportée par Colin Mills, Associate Professor en sociologie à l'Université d'Oxford et Fellow de Nuffield College, en septembre 2014 sur son blog. Elle peut prêter à sourire : en effet, quelle logique peut-il y avoir entre le recrutement d'un professeur des universités spécialisé en sociologie et la présence d'un célèbre chef cuisinier dans le jury de sélection ? Si on laisse de côté la possibilité, non mentionnée ici, que le chef en question soit spécialiste de sociologie de l'alimentation, cette petite histoire nous fait entrer directement dans l'univers surprenant de la sociologie en Grande Bretagne : une discipline souple – voire floue, dont les représentants ont encore aujourd'hui du mal à définir les grands axes et les frontières disciplinaires. C'est ainsi qu'un chef cuisinier peut presque être admis comme membre du comité de recrutement d'un professeur de sociologie, au point que, comme le souligne Mills, cela devienne « une source de ridicule » pour la discipline, très loin d'autres domaines où les frontières (et donc les jurys) sont constituées et stables, comme l'économie : car en Grande Bretagne, l'image de la sociologie est avant tout celle d'une « discipline sans frontières » où cohabitents spécialistes et amateurs, experts culinaires et grands noms de la pensée sociale.

A dire vrai, cette « étrange identité » des sociologues est plutôt la règle en Grande Bretagne. Elle est un difficilement compréhensible sans remonter jusqu'aux sources de la sociologie britannique et d'observer son développement jusqu'à nos jours. L'objet de cette thèse est donc d'analyser la formation de la sociologie britannique de 1904 à 2014, en observant les ruptures et continuités de la discipline au cours du XXe siècle. En dépit d'institutions nombreuses et de revues prestigieuses, la sociologie n'a pas réussi à se doter d'une identité stable : notre thèse est ainsi que si la sociologie britannique a réussi à se doter d'institutions très tôt au XXe siècle, la communauté des chercheurs n'a pas trouvé d'identité disciplinaire et intellectuelle. Elle s'est donc développée tardivement, c'est-à-dire pas avant les années 1950-60. Nous proposons ainsi de la décrire globalement comme une « sociologie sans sociologues » au XXe siècle.

Cette thèse tente donc à la fois d'éclairer une sociologie mal connue et d'expliquer les difficultés de sa « construction sociale » en tant que discipline au XXe siècle. Elle est encore aujourd'hui parfois menacée dans les universités. Notre problématique est la suivante : s'il n'y a pas eu de sociologie, où s'est donc logée la pensée sociale, en attendant qu'elle se constitue comme discipline autonome ? Pourquoi la sociologie britannique a-t-elle mis si longtemps à se constituer comme discipline et surtout qu'est-elle devenue aujourd'hui ? Dans le cadre de cette thèse, nous proposons de faire la sociologie de la sociologie plutôt que son histoire

[1] Colin Mills, sociologue à Oxford, http://oxfordsociology.blogspot.fr, consulté le 9 septembre 2014.

institutionnelle ou intellectuelle. La différence est de taille, tant dans les méthodes que dans les objets d'étude, comme nous le verront plus bas.

Avant d'entrer dans les détails de cette thèse ainsi que du plan il s'agit de présenter le cadre d'analyse théorique et conceptuel, la méthodologie de notre étude, les matériaux empiriques utilisés ainsi que notre apport cognitif à une sociologie/histoire de la sociologie. Enfin nous décrirons l'historiographie du sujet pour identifier ses manques et présenter les thèses déjà existantes.

I. Cadre d'analyse théorique et conceptuel

Le concept-phare autour duquel est construit notre propos est celui de la « discipline ». Comme le notent Y. Affergan et al. (2006) la discipline désigne à la fois un ensemble de normes éthiques de la recherche respectées par la communauté et un département du savoir universitaire qui dispose de chaires, de revues, de manuels et d'étudiants dans les universités. Le mot recouvre ainsi, dans notre esprit mais aussi dans celui, entre autres, de J.-M. Berthelot (1991) un complexe intellectuel et institutionnel qui sont étroitement liés. En effet, il n'y a pas de règles communes respectées sans des institutions qui les font appliquer et il n'y a pas non plus d'institutions qui joue son rôle sans un savoir encadré par des normes scientifiques acceptées.

C'est ainsi que J.-M. Berthelot souligne l'importance de produire une sociologie historique de la discipline ; c'est-à-dire à la fois une lecture historique du processus de construction (des évolutions dans le temps, dans les concepts et les institutions) et une lecture sociale ou sociologique (qui présuppose que le social joue un rôle dans l'apparition d'une discipline). Ce n'est pas par hasard qu'il a intitulé son essai *La Construction sociale de la sociologie* (1991) : « S'attacher à saisir, simultanément, les théories sociologiques et les conditions au sein desquelles elles ont pris forme, ne relève pas d'une histoire classique des idées, mais d'une *sociologie historique* d'une discipline. C'est la raison pour laquelle nous y parlerons de *la construction* de la sociologie. » (Berthelot, 1991 : 4)

Le but de cet essai n'est pas tant de parler de formation de la discipline sociologique que de celle des « programmes de recherche » qui correspondent aux grands ensembles théoriques et empiriques que l'on trouve en sociologie. Ainsi, J.-M. Berthelot écrit par exemple que « Durkheim met en place ce que l'épistémologie contemporaine appellerait un « programme de recherche », c'est-à-dire un ensemble cohérent et ouvert de postulats et de procédures. » (Berthelot, 1991 : 35). Dès lors, comment faire pour les mettre à jour ? Ces grands programmes de recherche regroupés sous les étiquettes sociologiques de Marx, Weber, Durkheim ou Simmel ne sont-ils pas de simples procédés rhétoriques qui permettent de parler de la sociologie comme si elle était constituée de blocs monolithiques ?

Berthelot précise ainsi que « la discipline nouvelle ne se réduit ni à Durkheim, Weber ou Simmel, ni à la sociologie française et allemande. Le point de vue que nous adoptons nécessitait de les mettre en avant, non selon une logique traditionnelle d'histoire des idées, mais selon celle, plus novatrice, de la construction d'une *matrice* disciplinaire. » (Berthelot, 1991 : 49-50) Ainsi il faudrait parler de cumul des programmes de recherche dans le cadre d'une discipline plus fondamentale, celle de la sociologie aux XIXe et XXe siècles.

Cette matrice disciplinaire est symbolisée dans chaque programme par de grands noms de « pères fondateurs » mais ne s'y réduit pas car « si la forme et le cadre d'élaboration des

programmes durkheimiens et wébériens sont nationaux, leur contenu ne l'est plus ; il définit des modes d'intelligibilité, des paradigmes, qui appartiennent en propre à une discipline qui ne va cesser dès lors de les travailler. » (Berthelot, 1991 : 52) On retrouve bien ici la similarité entre le « paradigme » de T. Kuhn (1962) et celui de programme de recherche, bien que ce dernier soit plus adapté pour comprendre la discipline sociologique là où le premier prenait d'abord pour cadre la science « dure ».

Ainsi, la sociologie d'une discipline doit se faire, d'après cette argumentation, d'un point de vue historique et global. On est loin dès lors de l'opposition entre perspective interne et perspective externe, distinction déjà ancienne et très usée. Rappelons-en néanmoins les termes car cela permettra d'expliquer les grands pôles de l'analyse des sciences en sociologie et d'éviter certaines erreurs dans la méthodologie.

Comme le rappelle J. Heilbron dans son introduction à la *Naissance de la sociologie* (2006), la perspective internaliste consiste d'abord à s'intéresser aux textes en tant que tels et de les interpréter comme des influences ou des oppositions largement intellectuelles : « Les idées qui s'y trouvent sont traitées comme relevant d'une histoire autonome, susceptible d'être examinée indépendamment de ce qui s'est passé en dehors de ces textes. Une telle méthode est d'un usage courant dans l'histoire des idées, dans l'histoire des concepts et dans l'histoire de la science. » (Heilbron, 2006 : 19)

Cette perspective d'histoire des sciences – ou tout simplement des concepts – est opposée à la perspective externe. Celle-ci explique au contraire les textes d'après leur contexte. Là où les « internalistes » réfléchissent en terme de paradigmes largement déterminés d'après les idées, les concepts et les débats scientifiques, les externalistes déterminent la pertinence de la science d'après la position sociale de leur auteur, le contexte social et historique, toutes ces variables qui sont extérieures au texte lui-même mais qui lui donnent forme.

« La seconde façon de procéder donne une place centrale au contexte. Les analyses « externes » prennent comme point de départ l'idée selon laquelle un texte ne peut être compris qu'en recherchant des liens avec des instances qui lui sont extérieures. On prend pour acquis que le texte a un degré d'autonomie très faible par rapport à l'auteur, à sa position sociale et au contexte social. » (Heilbron, 2006 : 20)

Comme on le voit, cette analyse des « programmes de recherche » est non seulement pertinente pour la sociologie de la sociologie, mais également pour l'évolution actuelle du savoir. Mais comme il le souligne, aucune de ces deux approches n'a plus guère « d'adeptes » tout du moins en sociologie. Ce sont des pôles de la recherche qui servent plutôt d'apport cognitif pour comprendre les débats plutôt que de « programmes » véritablement pertinents.

« Dans les recherches sur la science, les frontières rigides entre épistémologie, histoire des sciences et sociologie des sciences ont perdu une part importante de leur signification. La question [est] de savoir comment les différentes facettes de l'évolution du savoir pourraient être intégrées dans un nouveau programme de recherche. » (Heilbron, 2006 : 22)

Ce qui manque à ces deux approches pour permettre de mieux saisir la naissance et le développement de la sociologie, tant du point de vue des idées que des institutions (c'est-à-dire une discipline) c'est l'approche dite « transversaliste » de P. Ragouet et T. Shinn (2005) :

« La position de la sociologie des sciences est délicate. Elle doit endosser une double

vocation : appréhender les processus d'accumulation du capital matériel et symbolique qui opèrent au sein de chaque champ scientifique comme dans tout microcosme social, et analyser en même temps les mécanismes en vertu desquels la rationalité et la réflexivité tendent à soustraire les propositions scientifiques à la contingence sociale, leur permettant ainsi de rendre compte des qualités universelles, stables et durables du monde physique. » (Shinn et Ragouet, 2005 : 192)

Cette approche de la discipline et de la sociologie des sciences propose de recentrer la réflexion autour des faits sociaux de la science dans leurs trois dimensions (objet intellectuel, fait social comme les autres et hybride) (voir par exemple Lepenies (1988)). Cette perspective s'inspire notamment de la définition du « champ scientifique » par Pierre Bourdieu pour ces deux auteurs (Bourdieu, 1976). Ce champ scientifique y est défini comme un champ où les relations entre producteurs de savoir scientifique est déterminé par des considérations non uniquement scientifiques mais symboliques, économiques, sociales (les types de capitaux).

Mais on est là dans une approche plutôt déconstructiviste de la science où existent dominants et dominés. C'est donc une approche utile mais insuffisante par rapport à la question de l'institutionnalisation d'une discipline car on peut se demander quel serait alors le rôle des individus, s'ils sont limités dans leur action à la concurrence des capitaux ? Or une science, comme le souligne J. M. Berthelot, avance avec des innovations d'abord individuelles qui s'imposent ensuite ; quand bien même ces individus « géniaux » seraient déterminés par leur position sociale. On est donc bien loin des « programmes de recherche » ici.

Pour mieux cerner notre approche de la « discipline » sociologique et de son institutionnalisation on peut également s'appuyer sur la définition, certes désormais largement connue, des « paradigmes » de Kuhn (1962). Pour Kuhn, la science n'est pas cumulative mais est constituée de « programmes » (voir Lakatos (1978) également sur cette question) incommensurables entre eux. Dès lors, l'histoire de la science est formée par l'histoire des « révolutions scientifiques » (cf. titre de son ouvrage). Ce sont là des événements fondamentaux dans l'histoire d'une discipline, où son institutionnalisation se fait pas à pas en changeant d'acteurs scientifiques, les « communautés » regroupées autour de « paradigmes ».

Cette approche est particulièrement féconde car elle permet d'associer à la fois les changements dans les théories et ceux dans les institutions. Toutefois elle ne dit rien véritablement de la concurrence entre paradigmes, car comment un paradigme pourrait-il s'imposer s'il n'était pas plus « vrai » qu'un autre, tout au moins plus efficace ? On sait bien, avec T. Shinn et P. Ragouet, que cette « vérité » n'a plus vraiment sa place chez les sociologues antidifférenciationnistes. Mais si on prend à la fois la perspective institutionnelle et la perspective intellectuelle, il faut bien la supposer.

Par ailleurs, une seconde limite que l'on peut trouver dans le travail de Kuhn c'est qu'il parle alors uniquement de science « dure » et aucunement des sciences sociales. Or un travail qui chercherait à expliquer les changements de paradigmes en sociologie autrement qu'en s'appuyant sur P. Bourdieu (c'est-à-dire par la domination dans le champ scientifique) doit bien se poser la question de la pertinence du concept de « paradigme » en science sociale. Et celle-ci n'est pas évidente, même si les paradigmes des sciences sociales sont également incommensurables et qu'ils se structurent autour de communautés et de révolutions scientifiques.

La sociologie de la sociologie a adapté ce concept en parlant plutôt de « traditions »

sociologiques (Collins, 1994). Ces traditions ont la particularité d'être plutôt des modes d'appréhension des objets sociologiques que de véritables « paradigmes » définis. Ils sont spécifiques à des « civilisations » ou à des cultures qui ont fondé chacune une science sociale (Allemagne, France, Etats-Unis) différente. Ce n'est pas ainsi que R. Collins présente son travail car il présente ces traditions de façon qualitative et d'après leurs grandes spécificités (par exemple la tradition conflictuelle, la tradition rationnelle, etc.). Mais on peut très bien les analyser ainsi.

Dans ce cadre on peut alors même parler de « tradition nationale » en sociologie (Heilbron, 2008), reprenant l'idée de Nisbet (1967). C'est une chose que ne faisait pas R. Collins mais qui est un concept fécond pour notre recherche car elle permet de définir des qui partagent quelque chose par une perspective comparative. Il faut noter qu'il y a très peu de référence, dans l'article cité mais également dans l'ouvrage de R. Collins, à la sociologie britannique sans doute parce qu'elle est mal connue et peu populaire. Notre recherche se basera sur cette discussion de la tradition nationale afin d'envisager une perspective comparative avec la France et l'Allemagne. Le processus d'innovation et d'institutionnalisation disciplinaire y a été à chaque fois différent. Il n'est ainsi pas sûr qu'on puisse parler de la même chose en parlant de « sociologie » dans ces trois pays ou « traditions ».

Voici pourtant ce qu'écrivait à ce propos J. M. Berthelot dans sa *Construction de la sociologie* : « Si la forme et le cadre d'élaboration des programmes durkheimiens et wébériens sont nationaux, leur contenu ne l'est plus ; il définit des modes d'intelligibilité, des paradigmes, qui appartiennent en propre à une discipline qui ne va cesser dès lors de les travailler. » (Berthelot, 2001 : 52)

Il suppose que les disciplines sont unifiées et qu'elles sont « exportables », comme des paradigmes alors que J. Heilbron voit plutôt ceux-ci comme incommensurables et difficilement transférables tels quels. Cette perspective comparative sur la « discipline » sociologique serait une des clés du traitement de notre sujet. Notre réflexion apportera des éléments de réponse en ce qui concerne cette question.

Pour rappeler notre cadre d'analyse théorique et conceptuel, résumons d'abord ses apports : nous avons déclaré que ce qui devait nous intéresser dans l'histoire de la sociologie (ou de la sociologie de la sociologie, mais comme le note J. Heilbron, « l'histoire forme un réservoir dans lequel chaque chercheur peut puiser des termes et des concepts, des exemples et des contre-exemples, des symboles et des idoles. L'histoire constitue ainsi une dimension de l'identité de la discipline. » (Heilbron, 2006 : 2)), c'est avant tout le concept de discipline ou de disciplinarisation. Ce concept englobe trois dimensions : une intellectuelle, une institutionnelle et une identitaire.

Nous avons ensuite souligné que l'attrait du concept de « programme de recherche » de J. M. Berthelot pour décrire (ou écrire) l'histoire de la sociologie était justifié car il est à mi-chemin entre celui de paradigme (de T. Kuhn) et celui de sociologie « transversaliste » des sciences (de T. Shinn et P. Ragouet). Enfin nous avons expliqué qu'une perspective comparative du développement de discipline sociologique pouvait être un atout pour notre recherche car il permet de s'appuyer sur le concept de « tradition » voire de tradition « nationale », même si cela est encore sujet à débat. C'est sur ces trois concepts que nous nous appuierons dans la thèse sur le cas britannique au XXe siècle. Il est intéressant de noter, encore une fois avec J. Heilbron, que cette période est encore celle de la « protohistoire » ou de l'histoire « prédisciplinaire » de la sociologie et cette période est d'autant plus intéressante pour la

comprendre qu'elle est l'objet de la création d'une discipline, avec tous les débats et les matériaux empiriques qui l'accompagnent.

Avant d'en arriver à parler des matériaux empiriques, il convient toutefois d'abord décrire notre méthodologie afin d'en montrer l'originalité par rapport aux travaux antérieurs ainsi que l'application des concepts que nous avons décrits plus haut.

II. Originalité méthodologique

Le cadre théorique étant désormais fixé, attardons-nous sur le cadre méthodologique adopté dans cette thèse.

Nous avons évoqué auparavant la difficulté à « dire » ce qu'est la sociologie, selon le « paradigme » ou la tradition nationale choisie. Ainsi, n'est pas sociologique, tant dans la méthode que dans les résultats ou les objets, tout ce que l'on trouve. Notre méthode, d'abord qualitative, repose sur celle adoptée en histoire. On y utilise des sources et des méthodes (par exemple dans l'administration de la preuve) qui s'inspirent des méthodes d'archives. C'est notre premier point. Il s'agit de parvenir à définir une sociologie authentiquement « britannique » alors qu'elle n'existe pas vraiment consciemment. Comment alors définir la sociologie ? C'est sur cette base que nous pourrons alors définir les ressources de notre recherche.

Il y a deux façons de définir méthodologiquement la sociologie : soit on considère de façon restrictive que la sociologie est constituée par tout ce qui en porte le nom ; soit on considère de façon générale que la sociologie doit intégrer tous les écrits et institutions qui sont liés au social, car la sociologie ne se réfère alors pas uniquement à la discipline universitaire. La sociologie serait alors indéfinissable car englobant, de façon discutable, tout ce qui peut être interprété comme telle.

En résumé, d'un côté on se limite à la discipline en propre, de l'autre on se contente de lister un ensemble d'auteurs et d'écrits sans vraiment éclairer le sens de ce qui leur est « sociologique ». En effet dans la deuxième approche, toute définition devient arbitraire là où la première a l'avantage d'être beaucoup plus claire mais cependant inadaptée à notre recherche en raison de la « faiblesse » de la discipline en Grande Bretagne au XXe siècle. Par ailleurs, le format d'une thèse ne convient pas à l'étude exhaustive de la sociologie générale.

Pour sortir de ce débat et afin de produire une définition au plus près de ce que pouvait être la sociologie britannique, il est possible de trouver une voie intermédiaire. Il suffit pour cela de décrire la sociologie comme une « communauté » (scientifique) ou un « réseau » d'oeuvres, d'auteurs, d'idées et d'institutions liés entre eux par des influences, des références, la participation à un réseau de recherche (à travers des revues par exemple) ou d'institutions en partant d'un « coeur » sociologique (où l'on se définit consciemment comme tel) à des couches de plus en plus éloignées mais toujours pertinente de la sociologie. On passe alors d'une définition arbitraire ou manichéenne (sociologique oui/non) à un degré plus fin de pertinence et de cohérence de plus en plus élevé. On peut à la marge intègrer des disciplines connexes (anthropologie sociale, économie politique, géographie) si leurs auteurs ou idées sont liés à d'autres, eux-mêmes proches des « purs » sociologues. Cette distinction est nécessaire et importante, notamment pour le début du XXe siècle, où très peu de « sociologues » ont reçu une formation à la sociologie. Ils sont donc peu identifiables si on souhaite utiliser ce critère.

Cela permet de combiner à la fois la multiplicité des sources et l'objectivité d'une définition, appuyées sur les concepts de la sociologie des sciences comme la communauté, le réseau ou le paradigme. Ceux-ci seront définis grâce aux liens qui se dessinent dans notre méthode. Celle-ci sera qualitative pour les sources, même s'il semble possible de décrire un réseau sociologique de façon plus quantitative, par exemple en utilisant des revues et en croisant des données sur leurs auteurs, ce que nous ferons dans le dernier chapitre pour tenter de cerner ce qu'on entend par « la sociologie britannique contemporaine ». Ceci est notre deuxième point méthodologique.

Nous discuterons dans la prochaine partie des matériaux empiriques qui lui sont associés. Le troisième argument consiste à dire que pour définir la sociologie d'un pays il peut être utile – voire nécessaire – de la comparer à une ou plusieurs autres qui sont elles bien connues. On pense évidemment à la sociologie allemande, française ou américaine, par exemple. Notre méthode sera donc également comparative. Plusieurs ouvrages ont déjà bien documenté l'apparition de la sociologie en France ou en Angleterre au XIXe siècle (Rodriguez, 2007 ; Mucchielli, 1998 ; Heilbron, 2006). Il en ressort que la sociologie est née d'une construction sociale et historique de « faits » sociaux pour reprendre une formule des durkheimiens. Mais chaque histoire est différente et les grandes œuvres qu'elle façonne le sont également. A part ceux cités, peu d'auteurs ont attiré l'attention sur la perspective comparative en histoire de la sociologie pour comprendre l'émergence parallèle et pourtant différente de la « même » science. On verra, notamment en conclusion, que l'histoire si particulière de la tradition sociologique britannique n'est pourtant pas unique en son genre : malgré ses difficultés d'institutionnalisation et de constitution d'une identité sociologique, ces obstacles ne sont pas spécifiques au cas anglais.

Mais voyons maintenant quels matériaux empiriques seront utilisés pour appuyer notre démonstration.

III. Matériaux empiriques

Après avoir décrit notre méthodologie, il s'agit désormais d'expliciter comment l'appliquer au matériau empirique disponible et original. Rappelons notre problématique : S'il n'y a pas eu de sociologie, où s'est donc logée la pensée sociale ? C'est une question qui admet deux réponses : la première consiste à définir la sociologie de façon élargie et de synthétiser ses approches et ses idées. C'est un moyen de cerner la sociologie d'abord comme un ensemble de théories et de faits à mettre en cohérence. La seconde consiste au contraire à dire que la sociologie a été une discipline qui s'est lentement construite en Grande Bretagne et que la pensée sociale, spécifique, s'y est développée sans doute plus lentement que dans d'autres pays. Il s'agit alors à la fois de définir cette sociologie « brute » et de cerner ses contours. Pour cela il est nécessaire de s'intéresser davantage à l'aspect institutionnel de la sociologie, et donc à ses archives.

Puisque la sociologie britannique se développe institutionnellement surtout à partir des années 60, il peut être intéressant de la « chercher ailleurs » jusqu'à cette naissance tardive puis de s'intéresser plus spécifiquement à ses productions et à ses producteurs.

Dans la première partie du XXe siècle, où la discipline sociologique est encore faible, nous nous intéresserons à la pensée sociale, globalement « sociologique ». Pour démontrer qu'une telle sociologie existe avant la lettre, il faut partir du centre et montrer une genèse des idées et

des influences entre individus. Il s'agit de montrer ce qui est sociologique dans la prose des anthropologues sociaux (Raddcliffe-Brown, Malinowski), des économistes (A. Marshall, Keynes) ou des « proto-sociologues » (C. Booth, S. Rowntree) à travers leurs œuvres. Il s'agit donc de les lire soigneusement afin d'y trouver des liens de parenté ou tout du moins un « paradigme » qui s'en dégagerait, même s'il n'était pas volontaire. On retrouve bien ici notre concept de tradition sociologique ; un construit intellectuel qui n'est pas forcément conscient mais qui est cohérent et qui a une valeur explicative. Pour mettre à jour une telle tradition il convient de partir de la lecture de première main des œuvres principales dans l'histoire de la sociologie et d'intégrer une panoplie plus grande d'idées et d'auteurs, moins connus, pour démontrer l'existence de cette tradition commune (chapitre 1).

Mais comme on l'a déjà dit, il ne s'agit pas pour autant de se limiter à une lecture « interne » de l'histoire de la sociologie. Pour cela, il est nécessaire de superposer à une lecture théorique une lecture institutionnelle de la discipline. La discipline sociologique n'est pas « achevée » avant son institutionnalisation grandissante dans les universités à partir des années 60. Mais elle émerge beaucoup plus tôt, dès 1903-4 avec la création de la Sociological Society et la mort de Herbert Spencer (ce qui justifie le choix de ces dates) et se renforce dans l'entre-deux-guerres avec la création de l'Institute of Sociology en 1930 (chapitre 2). Cette période est donc cruciale car c'est là qu'on trouve les créations sociologiques les plus convaincantes d'avant-guerre qui vont influencer tout l'après-guerre et préparer son développement universitaire. Afin de poursuivre notre idée d'expliciter une « tradition » originale, nous utiliserons des matériaux empiriques inédits avec pour objectif de suivre « la construction sociale » de cette sociologie, à la manière de J. M. Berthelot. Cette construction sociale repose sur deux fondements : la capacité des agents à produire des normes éthiques pour la recherche (une identité, ou un paradigme) et l'enracinement croissant de celles-ci dans des institutions.

Mettre à jour ces normes, qui fondent une discipline, suppose de s'intéresser aux universitaires ou meneurs de la sociologie, jusque dans leur correspondance privée pour saisir ce qui pouvait pousser ou faire obstacle à l'avancement d'une discipline. Pour mesurer l'institutionnalisation nous utiliserons des données qualitatives et quantitatives tirées des archives des universités. Des programmes universitaires ou des travaux d'étudiants pourront par exemple nous aiguiller sur les normes utilisées. Nous nous appuierons ensuite des revues scientifiques pour déterminer, de façon qualitative mais aussi quantitative (croisement entre auteurs et articles), un réseau d'auteurs, institutions affiliées, trajectoires et idées qui étayent notre idée de discipline croissante, notamment dans la période contemporaine (chapitre 5).

Par ailleurs, il y a une dernière dimension de la sociologie qui n'est pas à négliger, surtout en Grande Bretagne, et que nous n'avons pas encore mentionnée : la sociologie ne fut pas uniquement universitaire avant les années 60 ; elle fut autant voire plus soutenue par la culture populaire et politique. C'est une des facettes originales de la sociologie britannique. Elle se développe aussi bien dans les universités qu'à l'extérieur, ce qui n'est pas sans lui poser de problèmes de légitimité et de reconnaissance. Qui du député de la chambre des communes, de l'individu qui participe aux expériences quotidiennes du programme Mass Observation ou de l'expert universitaire de la London School of Economics a plus de légitimité dans l'expression de ce qu'est la sociologie, et dans la manière de faire ? On trouve là en creux un débat important et durable dans la sociologie britannique : la légitimité des chercheurs est-elle le fruit d'un jugement scientifique ou bien social ? Pour cette raison, il est impossible de vouloir faire une histoire ou une sociologie de la sociologie sans prendre en compte de sources parlementaires ou populaires (comme des quotidiens). Nous nous intéresserons donc au développement de catégories sociologiques dans le discours et dans les débats au Parlement

(chapitre 2) tout autant qu'auprès du « petit peuple » qui s'intéresse, sans doute plus qu'ailleurs, à ce qui se passe dans le pays.

Ensuite, nous proposons dans le chapitre 4 une analyse intellectuelle et institutionnelle de la sociologie dans les années 70 et 80, en utilisant des lectures de première main (notamment sur « la révolution Giddens »), des rapports institutionnels (SSRC, ESRC) ou des articles importants (notamment de Goldthorpe). Cela permet de montrer l'évolution des idées et des institutions qui soutiennent ou s'opposent à la sociologie à une époque (le thatchérisme) où elle est menacée.

Enfin, il semble incontournable de laisser la parole sociologique à ceux qui la pratiquent. C'est pour cette raison que nous avons réalisé N=11 entretiens parmi la communauté contemporaine des chercheurs et praticiens de la sociologie à l'occasion d'une conférence à Leeds en avril 2014. Des entretiens ont donc été réalisés avec des sociologues pour nous donner une image plus nette et vivante que ne le feraient les archives de la teneur sociologique et de la conscience de la discipline. Ce matériau, riche et original, s'appuie également sur des données quantitative tirées de l'analyse de trois revues de sociologie britannique (N=1565 articles) ainsi que de N=116 thèses de sociologie soutenues en 2013. Enfin, nous avons recensé les articles les plus marquants de ces dernières années en sociologie pour tenter de rendre une image fidèle des débats contemporains. L'apport à l'analyse sociologique dans le dernier chapitre est sans doute l'aspect le plus original de notre recherche (2001-2014).

IV. Apport cognitif

Rappelons ici que le sujet se divise en deux grandes parties : l'histoire pré-disciplinaire et l'histoire disciplinaire (Heilbron, 2006). Même si cette division est datée de façon un peu arbitraire (disons 1903-1960, 1960-2014) puisque la discipline commence à se développer assez tôt, elle est intéressante pour notre recherche. Le premier apport de notre thèse est non seulement d'étudier mais surtout de conceptualiser les « proto-sociologues », ces premiers chercheurs du XXe siècle qui écrivirent de grande sommes « sociologiques » (chapitre 1).

Le deuxième apport est de tenter de définir une sociologie en s'engageant au cœur des productions scientifiques, plutôt que d'expliquer par la négative l'absence de sociologie. Il est très difficile d'expliquer les raisons pour lesquelles un phénomène n'existe pas ; il est plus original de s'intéresser à des auteurs moins connus et à des réseaux de sociologues qui n'ont pas encore été étudiés. Cette thèse a donc un aspect largement positif car elle porte sur des matériaux existants mais encore non étudiés. Elle n'est pas une dissertation sur l'absence de discipline.

Le troisième apport est de proposer une nouvelle définition de la science (dans notre cas, de la sociologie) en la présentant comme un réseau organisé d'idées, d'auteurs et de productions scientifiques de façon à parvenir à un continuum des positions plutôt qu'à une définition binaire et manichéenne (oui/non). C'est le propre d'une période pré-disciplinaire d'être définie selon des degrés d'intégration divers autour d'un cœur scientifique ; ce qui permet non seulement de percevoir un niveau croissant d'institutionnalisation d'une discipline mais aussi, dans la préhistoire d'une discipline, de trouver un principe d'organisation sans passer par le concept de paradigme ou de programme de recherche. Car jusque dans les années 60 environ, dans une période de concurrence entre paradigmes, il est difficile les définir clairement.

Notre thèse vise à compléter la « collection » de traditions sociologiques en y ajoutant celle de

la Grande Bretagne qui, bien que cohérente avec celle bien connue du XIXe siècle, est néanmoins originale et inédite. C'est un mélange entre la biologie, le conservatisme social et une conception positive de l'Etat-Providence (chapitre 2). La sociologie britannique est mal connue au XXe siècle, car on soupçonne à tort son inexistence. Notre thèse avance une histoire alternative de cette sociologie faite de constructions intellectuelles et de concurrence entre disciplines via des auteurs et des institutions encore peu connus ; mais elle propose également une interprétation différente de la faiblesse de cette discipline, en défendant l'idée qu'elle n'a pas eu à exister forcément car elle n'était pas aussi « nécessaire » intellectuellement et politiquement (Goldman, 1987) que dans les autres pays industrialisés.

Enfin, notre apport principal est d'un côté de renseigner l'état d'une discipline méconnue au XXe siècle et d'un autre côté de mettre au centre de l'analyse l'identité de « sociologues sans sociologie », car elle est sous le feu constant des critiques, en particulier depuis les années 80. Nous soutenons qu'en dépit d'institutions stables tout au long du XXe siècle, les sociologues britanniques n'ont eu que difficilement accès à une identité positive pour se constituer comme une force intellectuelle et scientifique qui légitime leur discipline multiforme. Il ne faut pas oublier que, depuis 1951, il existe la British Sociological Association et que depuis 1968 trois revues sociologiques générales sont publiées. L'Angleterre compte près de 24 000 étudiants en sociologie en 2006, soit deux fois plus qu'en France. (Schnapper, 2005 : 112) Ainsi, paradoxalement, la stabilité de la sociologie britannique est attaquée par la difficulté des sociologues à se constituer en une communauté soudée par des concepts et des institutions qui feraient l'unanimité.

V. Plan adopté

L'idée est de structurer le propos comme une démonstration, selon un modèle à la fois chronologique et thématique :

Introduction

1ère partie : Pourquoi n'y a-t-il pas eu de sociologie britannique pendant longtemps ?

Chapitre 1 – Les proto-sociologues (1857-1918)

Chapitre 2 – Le succès invisible (1919-1939)

2e partie : Comment la sociologie moderne s'est-elle constituée ?

Chapitre 3 – Le temps de la professionnalisation (1945-1968)

Chapitre 4 – Le temps des débats (1969-1989)

3e partie : A quoi ressemble la sociologie contemporaine ?

Chapitre 5 – La sociologie britannique contemporaine

Conclusion

Le chapitre 1 (1857-1914) traite des origines de la sociologie britannique, des développements de la « science sociale » à la fin du XIXe siècle à la NAPSS jusqu'à la création de la

Sociological Society et la mort de Herbert Spencer. Cette époque marque un tournant pour la science sociale. L'argument principal de ce chapitre est de présenter ce qu'on pourrait décrire comme de la « proto-sociologie » plutôt que de la sociologie à proprement parler, non par faiblesse intellectuelle mais parce qu'elle reste au stade de « mouvement social ». Ses débuts sont enthousiastes.

Le chapitre 2 (1919-1939) détaille ce que nous appelons le « succès invisible » de la sociologie. En effet, en dépit d'une institutionnalisation lente et singulière, qui se fait largement hors des universités, la sociologie connaît un grand succès populaire, politique et intellectuel. On fait de la sociologie partout, mais elle n'a pas droit de cité en tant que tel du fait de son manque de légitimité intellectuelle et sociale (par l'origine sociale de ses leaders). L'argument principal est que les écrits de Hobhouse, Ginsberg et Geddes ne sont pas si conservateurs ou dénués d'intérêt qu'on le croit, mais que la discipline reste cantonnée à un état de « sociologie invisible ». On aboutit à un succès populaire, culturel et intellectuel, mais un échec institutionnel de la sociologie. Elle est partout et paradoxalement elle ne se trouve nulle part – l'absence d'identité disciplinaire expliquant la faiblesse institutionnelle.

Le chapitre 3 (1945-1968) est intitulé « le temps de la professionnalisation ». En effet cette période est une période-clé dans l'histoire de la discipline : elle s'institutionnalise et se professionnalise considérablement en Grande Bretagne. On passe ainsi de 45 professeurs de sciences sociales en 1945 à près de 300 en 1971. L'argument principal est de montrer l'accumulation des institutions de la sociologie (universités, BSA, SSRC, CCCS, ICS) qui, ajoutée à un changement de contexte politique, permet l'émergence d'une « véritable » discipline sociologique, tout en restant largement insulaire.

Le chapitre 4 (1969-1989) dépeint les nouveaux obstacles auxquels fait face la sociologie, qui a gagné en maturité dans la période précédente : en effet, sous Thatcher, la sociologie est maltraitée. Cela ne l'empêche pas de connaître des développements théoriques fulgurants (Giddens, Runciman, Goldthorpe, qui sont détaillés) et extrêmement intéressants pour la discipline. Cela prouve également sa force intellectuelle, sa vigueur et sa cohésion en dépit d'une faiblesse institutionnelle sous l'ère du thatchérisme. Paradoxalement, la sociologie moderne ressort plus forte, mais changée, de cette période difficile. L'argument principal de ce chapitre est de montrer les débats et les courants de la sociologie britannique qui s'affirment face à l'adversité, interne (débats sociologiques) ou externe (pression politique sous Thatcher). La sociologie britannique gagne en maturité, à un moment de grandes difficultés.

Le chapitre 5 (1990-2014) traite de la sociologie britannique contemporaine. Il s'attelle à décrire les grands débats et courants qui traversent la discipline, désormais bien installée, bien que doutant encore d'elle-même. C'est ce que nous montrent les N=11 entretiens réalisés en avril 2014. Ce chapitre décrit par ailleurs quantitativement le contenu des trois revues sociologiques générales en Grande Bretagne (*The British Journal of Sociology*, *Sociology* et *The Sociological Review*) grâce à une base de N=1565 articles qui révèle un visage de la sociologie tout autre qu'attendu : elle est à la pointe de la recherche et son avenir est bien amorcé, comme le montre l'analyse de N=116 thèses de sociologie soutenues en 2013. En dépit de la fragmentation et de la « disparition » de la sociologie sous ses formes anciennes, l'avenir de la sociologie britannique semble radieux. L'argument principal de ce chapitre consiste à démontrer que les sociologues britanniques ont du mal à se concevoir une identité disciplinaire sous prétexte que la discipline est « en crise », « fragmentée », « insulaire », etc. Nous démontrons que la sociologie est florissante et qu'elle a un bel avenir.

Conclusion

L'apport principal de mon travail est de montrer qu'une discipline se construit à deux niveaux : d'un côté du point de vue des institutions, de l'autre de l'identité. Si les Britanniques ont disposé des premières très tôt, ils n'ont pas réussi à construire la seconde au XXe siècle. L'absence de sociologie britannique tient dans ce simple constat, qui n'a pas grand-chose à voir avec un échec intellectuel comme on le croit souvent. Les sociologues britanniques sont, au XXe siècle, en quête d'une discipline, n'arrivant pas à se mettre d'accord sur un paradigme unanime.

Le fil rouge de ma thèse est donc la question de l'identité des sociologues. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs : l'absence de Père fondateur influent comme Durkheim, peu d'intellectuels publics, l'absence de frontières disciplinaires claires en sciences sociales, le manque d'information américaine ou continentale de la sociologie britannique jusque récemment, l'absence de centralisation universitaire, etc. La sociologie britannique reste largement insulaire. Cela explique qu'il faille la chercher pour la (re)trouver sous diverses étiquettes, à travers des matériaux empiriques abondants et originaux.

Ma thèse apporte donc une pierre à l'édifice historique de la sociologie et peut aussi aider les Britanniques à réfléchir sur la cohérence de leur identité au XXe siècle. Comme toute tradition, la sociologie britannique a connu des ruptures et quelques continuités, sur lesquelles il faut insister. Ce travail est également une manière d'aider les sociologues à s'affirmer comme ce qu'ils sont, une grande nation avec une sociologie originale qui mérite d'être au panthéon des grandes disciplines. C'est tout le problème du « complexe d'infériorité » qui domine chez la majorité des sociologues britanniques jusqu'à nos jours.

Il faut souligner que ce travail n'est pas une « histoire institutionnelle de la sociologie » mais qu'on s'est efforcé de produire une « sociologie de la sociologie », en utilisant notamment N=11 entretiens en 2014 et une base de N=1565 articles tirés de revues sociologiques britanniques.

VI. Historiographie

Que ce soit dans les manuels anglo-saxons d'histoire de la sociologie (Swingewood, 1984 ; Nisbet, 2005 ; Bottomore et al., 1978) ou français[2], la sociologie britannique avant Giddens n'occupe que peu ou pas de place. Elle est, par exemple, absente de l'ouvrage fondateur de Raymond Aron (1967) sur les sociologues ayant contribué à faire naître la sociologie. Il en va de même parmi les « quatre traditions sociologiques » mises à jour par Randall Collins (1994 : 133), qui met l'accent sur la fertilité de l'approche utilitariste en économie, mais non en sociologie, jusqu'au XIXe siècle.

Ainsi, on pourrait penser que la sociologie britannique n' « a pas existé avant Giddens et les années 90 ». Pourtant, si on remonte dans le temps on s'aperçoit que la première chaire de sociologie britannique fut créée à la London School of Economics en 1907, soit avant la première chaire « d'éducation et sociologie » créée pour Durkheim à la Sorbonne en 1912. Il en fut de même avec la création de la Sociological Society, l'association pour la promotion et

[2] Giddens n'est même pas cité dans Ansart (1990). On note cependant une exception à cette tendance avec une analyse plus détaillée de la sociologie britannique avant 1918 dans Cuin et Gresle (1992 : 94-96).

le développement de la sociologie en Grande Bretagne, créée en 1903 précédant de quelques années l'American Sociological Association et comptant près de 500 membres (dont Durkheim et Tönnies) à sa création. Il n'est pas nécessaire pour l'instant d'insister sur l'influence sociologique britannique antérieure, dont Herbert Spencer, John Stuart Mill ou Adam Smith.

Il reste que l'entreprise de cette sociologie naissante au début du XXe siècle n'a pas connu le succès escompté. Alors, faut-il penser que cette absence britannique des annales sociologiques du XXe siècle est due au simple oubli d'une tradition florissante ou bien à un véritable échec intellectuel et institutionnel ?

Les explications sur l'apparente absence de sociologie britannique dans la littérature sont nombreuses, mais peuvent se diviser en deux catégories : les explications intellectuelles et les explications institutionnelles. En général, ces explications concluent à l'échec de la sociologie à se développer au XXe siècle au détriment d'autres disciplines comme l'économie politique, la philosophie ou l'anthropologie sociale. On verra que certains auteurs s'opposent cependant à cette thèse.

1. Les explications intellectuelles

Observons d'abord les explications intellectuelles. L'argument principal de ces auteurs est de mettre en avant la tradition empirique et libérale de la pensée sociale britannique pour expliquer qu'une étude collectiviste de la société (ou sociologie) n'a pu se développer. C'est ainsi que Talcott Parsons (1937), dans son célèbre ouvrage sur la structure de l'action sociale, après un séjour à la London School of Economics en 1924-25, décrit l'état de la sociologie britannique au XXe siècle :

« Who now reads Spencer? », se demande-t-il, « Spencer is dead. » (Parsons, 1937 : 3-5) Pour Parsons, en dépit du succès de ses *Principes de Sociologie* (1876-1896) dans le développement de la tradition « positiviste-utilitariste » au XIXe siècle, Spencer aurait été incapable de présenter une sociologie susceptible de prendre en compte le pessimisme croissant et les tensions contradictoires vers les « socialistic, collectivistic, organic theories of all sorts » du XXe siècle. A cause de cette incapacité à traiter ces nouvelles tendances intellectuelles et sociales, la sociologie spencérienne est tombée dans l'oubli, et avec elle la sociologie britannique.

Ce point de vue théorique est partagé par Noel Annan (1959), dans un article intitulé « The curious strength of positivism in English political thought », où il fait valoir que la pensée britannique est fondamentalement individualiste et rationaliste, ce qui la rend peu perméable à la sociologie classique. Au lieu de cela, la tradition positiviste britannique – que l'auteur associe de façon discutable à l'individualisme – s'est développée essentiellement dans l'économie classique (Alfred Marshall, l'école néoclassique, etc.) On peut tout de même souligner l'importance de ces contributions à la sociologie « rationnelle/utilitariste » décrite par Collins (1994 : 125-133) à partir des années 70.

Jose Harris (1993 : 221), dans un ouvrage sur l'histoire sociale de la Grande Bretagne entre 1870 et 1914, ajoute que les sciences sociales britanniques ont toujours été assignées à l'individu rationnel, peu compatible avec l'étude de phénomènes sociaux généraux. Les sciences sociales sont seulement individualistes, mais encore biaisées vers le moralisme et les réformes sociales plutôt que tournées vers l'étude objective de faits sociaux. Elle écrit :

« By contrast with these great systematic schools, so it is often argued […] social analysis was always harnessed to and distorted by the British impulse towards moralism and social reform […] British social science and sociological theory have been depicted as persistently wedded to a conception of the isolated 'rational individual' and largely indifferent to the existence and behaviour of collective social groups. »

Lorsqu'on s'intéresse à la tradition intellectuelle dominante au début du XXe siècle dans les universités et parmi les intellectuels, on observe qu'elle était peu compatible avec l'élaboration d'une sociologie classique. En effet, comme l'a montré Stefan Collini (1978), l'Idéalisme était dominant parmi les philosophes au sein des grandes universités. Pour ces idéalistes, les sciences sociales représentaient une tentative de sacrifier l'individu à la société et comme le souligna un observateur américain (Palmer, 1927) pour expliquer la méfiance par rapport à la sociologie, « in England the individual will probably not be sacrificed for scientific purposes. »

Perry Anderson (1992 : 57-58) propose enfin une interprétation intéressante de l'histoire britannique sur l'impossibilité pour la bourgeoisie montante de créer une sociologie « classique ». En effet, l'absence d'une révolution historique (si l'on excepte celle de 1688) en Angleterre et surtout l'inexistence d'un large mouvement socialiste au XIXe siècle (comme en France ou en Allemagne) proposant une remise en question de l'ordre social et politique a freiné l'émergence de conceptions sociologiques alternatives de la société. Sans société à recréer, la fertilité de la sociologie britannique qui aurait pu apparaître avec la bourgeoisie s'est tarie :

« From the outset, the British bourgeoisie forwent any large questioning of society as a whole. A deep, instinctive aversion to the very category of the totality came to mark its characteristic outlook. It never had to recast society as a whole, in a concrete historical practice. It consequently never had to rethink society as a whole, in abstract theoretical reflection. […] It was naturally and resolutely hostile to any form of thought that might put the social system as a whole in question. […] The preoccupations that produced Weber, Durkheim or Pareto were foreign to this world. One important reason for this, of course, was that the political threat which had so hastened the birth of sociology on the Continent – the rise of socialism – did not materialize in England. »

Cette interprétation est conceptuellement proche de celle utilisée par Emile Durkheim (1915) pour expliquer le développement de la sociologie en France, lieu par excellence de la reconstruction d'une société après sa remise en cause avec la Révolution française de 1789.

2. Les explications institutionnelles

Les explications intellectuelles se concentrent sur la tradition rationaliste-individualiste et historiquement stable en Grande Bretagne avant le XXe siècle. Celles-ci sont séduisantes, mais néanmoins insuffisantes. Car si la sociologie n'avait que peu de terrain favorable pour émerger, elle a pourtant bel et bien existé, bien qu'à un niveau limité. Ainsi, il ne suffit pas d'expliquer l'absence de sociologie, mais plutôt sa faiblesse institutionnelle, même si comme le soutient R. Soffer (1982 : 774), « in Britain, sociologists had neither institutional protection nor, more seriously, viable ideas. »

A partir des années 60, une nouvelle interprétation s'est développée à partir de l'analyse fondatrice de Philip Abrams (1968) articulant la perspective intellectuelle au point de vue institutionnel. Il fut souligné en effet que « it was not so much, or not only, the intellectual tradition that inhibited sociology in Britain. It was the very system ». (Kumar, 2001) La tradition empirique britannique n'est qu'une explication partielle car, comme l'écrit Abrams (1968 : 101-143), l'obstacle fondamental de la sociologie est qu'elle souffrait plus d'un « problème de ressources humaines » (*a problem of manpower*) que d'un manque d'idées.

En effet les sociologues potentiels n'avaient, à partir des années 1890, aucun intérêt à entrer dans les universités au moment où la politique leur était ouverte et les réformes sociales possibles par ce biais, contrairement à la France ou à l'Allemagne. La constitution d'une administration politique à la fin du XIXe siècle en Angleterre offrait aux apprenti-sociologues de larges ouvertures à l'expertise sociale pour mettre des réformes en pratique ; une alternative à la carrière universitaire qui a pu « soaked up many energies which, had they not been there, might have turned to academic sociology instead. » (Abrams, 1968 : 5) C'est typiquement ce qui s'est passé avec la National Association for the Promotion of Social Science que nous détaillons dans le chapitre 1.

Ceci explique en partie pourquoi la sociologie, en tant que discipline universitaire, était si faible. En effet, on peut interpréter son histoire comme celle d'une faiblesse institutionnelle dans l'entre-deux-guerres comparée à d'autres formes de pensée « sociale » comme l'économie politique (d'A. Marshall, à Pigou en passant par J. M. Keynes), la science politique (E. Barker) ou l'anthropologie sociale (R. R. Marett, E. Evans-Pritchard, B. Malinowski ou R. Radcliffe-Brown) ; toutes ces disciplines proches de la sociologie de l'avis général. Mais on peut reconnaître, comme le fait Lepenies (1988), que la sociologie pouvait se retrouver sous le nom de « littérature sociale », même si comme le souligne Anderson (1992 : 58), « this was a literary tradition that never generated a cumulative conceptual system. »

Cette perspective institutionnelle et intellectuelle du destin de la sociologie permet d'approcher son histoire comme celle d'une « discipline avortée », dévorée par ses concurrentes. Il est tentant de s'intéresser à la définition normative de la sociologie, en étudiant les œuvres et les auteurs qui s'en réclamaient ouvertement, mais cela signifierait de laisser de côté tout un pan de la littérature « sociale » non directement sociologique. Par ailleurs, il ne faut pas délaisser la sociologie britannique non-institutionnelle, c'est-à-dire se développant en parallèle des universités, fruit du travail « d'amateurs » (au sens de non-reconnus comme des spécialistes par les détenteurs du savoir, c'est-à-dire les universitaires).

Très peu d'ouvrages se sont penchées justement sur l'existence de sociologues auto-proclamés comme Victor Branford ou Patrick Geddes au XXe siècle dont le travail mériterait qu'on s'y intéresse (à part Fletcher (1972) et, plus récemment, Renwick (2012) et Scott et Bromley (2014)). Ensuite il faudrati s'intéresser également au travail de penseurs sociaux comme étant de la sociologie. C'est ici qu'un travail d'analyse comparative apparaît nécessaire pour s'interroger sur la capacité de ces sociologues de tous horizons à proposer une définition commune de « la » sociologie britannique, à travers la multiplicité de leurs travaux.

Une des particularités de la sociologie en Grande Bretagne avant et pendant l'entre-deux-guerres est qu'elle s'appuie largement sur le savoir statistique (Rodriguez, 2007). Elle a produit de grandes enquêtes statistiques de phénomènes sociaux aussi variés que la pauvreté, l'analphabétisme, le crime ou la vie des classes ouvrières. (Kent, 1981) C'est une des sources de la sociologie, comme l'explique Kent (1981 : 1) en citant Aron dans son introduction :

« ‘Modern sociology has two principal sources: the politico-social ideas or doctrines on the one hand, and the administrative statistics, surveys, and empirical investigation on the other.’ […] In declaring [this] Aron was […] speaking for the vast majority of those sociologists who have written about the history of their discipline, which they have treated almost exclusively in terms of the development of social or sociological thought. One consequence of this has been that the difficulties experienced by theorists […] in relating their ideas to an empirical data base have been ignored or quietly overlooked. »

D’où la nécessité d’écrire une histoire non seulement des idées sociologiques mais également de la pratique sociologique qui était très développée sur la période, même si elle était bien souvent le fait d’individus travaillant hors de l’université. Cette histoire a par exemple en partie était faite par A. H. Halsey (2004) qui s’est concentré sur celle de la London School of Economics, laissant de côté la sociologie « extra-muros » et ne mentionnant même pas l’Institute of Sociology dans les années 30.

3. La difficile institutionnalisation

Abrams (1968) ajoute alors que si la politique était ouverte aux sociologues, « les universités leur étaient fermées ». De nombreux analystes institutionnels expliquent que les universités ont joué un rôle important dans l’état délabré de la sociologie jusqu’aux années 60, ne lui laissant pas l’opportunité de devenir une discipline académique à part entière. Les universités n’étaient pas fermées comme le démontrent le chapitre 1 et 2, mais on note une certaine distance critique envers la discipline. Il faut en effet attendre les années 60 pour que de nombreuses institutions prennent en charge la discipline sociologique pour qu’elle gagne sa légitimité et son identité au sein des universités. (Garrett, 1987 et chapitre 3) Mais peu d’auteurs ont apporté des preuves pour démontrer ce fait, mis à part le cas intéressant de la Laura Spellman Rockefeller Foundation en 1925. (Bulmer, 1985 : 24)

Celle-ci a en effet proposé à l’université de Cambridge de financer une chaire de sociologie, offre que l’université a déclinée. Bien que cette décision aurait pu largement transformer l’histoire de la sociologie académique en Grande Bretagne (une université des plus prestigieuses l’accueillant en son sein) en 1925, Bulmer (1985) conclut plutôt à une indifférence marquée pour la sociologie plutôt qu’à une opposition de principe à la discipline. C’est un argument que nous détaillerons. La sociologie trouva malgré tout quelques palliatifs dans les universités dans ce qu’on nommait les « social studies ». Leur succès fut assuré, notamment en ce qui concerne les études de « Philosophy, Politics, Economics » (PPE) à Oxford. La création de diplômes en anthropologie et en économie dès 1904 a participé à leur diffusion. (Chester, 1986 : 1-45 ; Currie, 1994) Les archives détaillant ces changements ne sont pas nombreuses, comme il nous est apparu sur place aux archives d’Oxford et de Cambridge. Toutefois, une thèse non publiée rassemble tout ce qui est connu de l’institutionnalisation de la sociologie dans les universités de ses débuts à 1972 (Fincham, 1972) et nous l’utiliserons au cours de plusieurs chapitres.

Si la sociologie était absente des universités en tant que telle, on doit souligner qu’elle existait néanmoins dans les faits, en tant que pratique politique. En effet, les sociologues britanniques avaient, plus que sur le continent, pour habitude de s’engager politiquement (tells les époux Webb) car leur système politique semblait offrir plus de possibilités de réformes sociales. Ainsi, l’absence d’une discipline universitaire ne doit pas occulter le fait qu’une « conscience

sociologique » existait en tant que « bon sens politique » comme le rappelle G. Hawthorn (1976 : 170) :

« There is […] no need to be especially surprised by the lack of a flourishing self-styled sociology in England before 1939. And there is no need to invoke the 'empiricist temper of English thought' or to invent conspiratorial enemies like the old universities at Oxford and Cambridge to explain it. […] Sociology was virtually absent in England as an intellectually and academically distinctive pursuit because it was virtually everywhere present as […] mere commonsense. »

Cela signifie que pour comprendre l'émergence d'un point de vue sociologique il ne suffit pas de s'intéresser au peu qui existait jusque-là dans les universités, mais bel et bien de se pencher sur d'autres sources qui ont été négligées, en particulier les publications scientifiques, les quotidiens et les magazines où interviennent des experts et des intellectuels proches de la sociologie. De nombreuses études ont été faites sur Mass Observation, par exemple, qui démontre l'intérêt populaire pour la sociologie (voir chapitre 2), ce qui l'a dynamisée mais a également participé à sa délégitimation scientifique aux yeux des universitaires.

En dépit de cette sociologie naissante, l'absence d'une définition précise de la discipline est souvent associée, comme le souligne Lawrence Goldman (1987), à « a more wide-ranging failure of national imagination […] that exemplifies the many lacunae in British intellectual life ». Ceci est valable si on suppose classiquement que l'apparition de la sociologie parmi les grandes puissances européennes et américaine entre 1890 et 1920 est « normale ». En effet, le débat sur l'existence d'une sociologie ou non n'a pas seulement un enjeu intellectuel, mais bien national et international : la concurrence entre nations autour des enjeux scientifiques – de sciences dures comme des sciences sociales – est intense. Elle existe toujours aujourd'hui et l'enjeu de cette thèse est également de reconstituer une histoire cohérente de la sociologie britannique au XXe siècle pour « rassurer » la communauté sociologique sur son passé et donc son avenir (voir chapitre 5).

Goldman renverse l'argument en faveur de la Grande Bretagne. Selon lui, la présence d'une sociologie universitaire florissante en France ou en Allemagne à cette époque n'avait rien de normal ou de positif. Au contraire, son absence des universités britanniques jusqu'aux années 50 serait un élément positif car la sociologie universitaire trouverait ses origines dans la « frustration politique » (Goldman, 1987 : 171) sur le continent. L'absence de sociologie en Grande Bretagne prouverait donc sa suprématie politique. (Hawthorn, 1976 : 166)

Les sociologues allemands réunis autour de la *Verein für Sozialpolitik* et les sociologues français autour de l'*Année sociologique* dans les années 1890 auraient décidé d'agir par procuration, devant la fermeture du système politique et l'impossibilité de participer à l'élaboration de réformes sociales, depuis leur chaires universitaires : « Sociology […] in England […] was virtually everywhere present as part of the general liberal and liberal-socialist consciousness [whereas in France] there was virtually no sustained consideration of social reform [and] the responsibility for this lies as much with the intellectuals as with […] the fact was that sociologists had no forum beyond the seminar and arguments about school curricula. » (Hawthorn, 1976 : 170-174)

Goldman soutient qu'au lieu d'être une caractéristique normale sur le continent, l'apparition d'une sociologie académique entre 1890 et 1920 montre l'échec des politiciens français et allemands à accepter et proposer des réformes, ainsi que leur tendance à se concentrer sur des

questions théoriques byzantines. Anderson (1992 : 56-58) ajoute que l'absence d'une perspective révolutionaire – ou socialiste – parmi la bourgeoisie britannique a rendu la création d'une sociologie révolutionnaire – ou « classique » impossible et même superflue après le XIXe siècle.

C'est donc à la fois un projet d'analyse intellectuelle et institutionnelle que nous proposons de mener, afin d'identifier l'origine du retard de la sociologie britannique depuis le XXe siècle. Cela reste une énigme de se dire que le pays qui a le premier connu la Révolution Industrielle n'a pas eu de sociologie universitaire florissante. Nous nous intéresserons au processus d'institutionnalisation, c'est-à-dire à l'analyse des forces et des obstacles à l'intégration de la sociologie dans les universités, ainsi que le processus d'identité des sociologues. Car notre argument principal est en effet que la sociologie britannique a longtemps été « une sociologie sans sociologues », c'est-à-dire sans individus ou communauté désignés comme porteurs de normes légitimes et représentants d'une discipline scientifique.

« Une sociologie sans sociologues ?
Les Britanniques en quête d'une discipline (1904-2014) »

*

1ère partie : Pourquoi n'y a-t-il pas eu de sociologie britannique pendant longtemps ?

*

Chapitre 1 – Les proto-sociologues (1857-1918)

Introduction

La sociologie britannique est une discipline qui apparaît tardivement au XXe siècle. Mais il ne faut pas oublier ses racines historiques et intellectuelles qui remontent au moins au XVIIe siècle. Le contexte politique et social a été très favorable à l'apparition précoce d'une tradition de statistiques sociales pour contrôler la population et servir le Prince. On oublie ainsi souvent que l'Angleterre a connu une « Glorious Revolution » en 1688, en affirmant la non-nécessité d'une science sociale dans un pays qui n'aurait pas connu de révolution : l'argument est très souvent utilisé à mauvais escient pour critiquer (Goldman, 1987) ou, comme Durkheim (1915 : 10) pour justifier, la sociologie française. Comme toute nation, et peut-être même avant les autres, l'Angleterre a eu besoin d'institutions, de politiques sociales, de réformes et donc de concepts politiques élaborés par des spécialistes. Comment expliquer alors l'échec de l'institutionnalisation de la sociologie dans un contexte politique et intellectuel si favorable au XXe siècle ?

Notre argument dans ce chapitre est que comme toute grande nation occidentale, entre le XVIIe et le XIXe siècle, l'Angleterre a développé une « tradition nationale » de science sociale. Toutefois cette science sociale n'avait pas grand-chose à voir avec ce qu'on connaît sous le nom de « sociologie » en France et a échoué à s'institutionnaliser durablement après l'échec de la Sociological Society, fondée pourtant dans l'enthousiasme en 1903. Les transformations rapides de la société victorienne et la prise en compte par la politique de la question sociale (I), l'absence des « philanthropes » des universités en dépit de la force et de l'originalité de leurs analyses (II) et les divergences entre écoles de pensée sociologiques au sein de la Sociological Society (III) ont rendu la tâche difficile aux « proto-sociologues » (comme nous proposons de les appeler) : la science sociale britannique n'a pas réussi à s'institutionnaliser durablement, non par faiblesse de ses idées, mais parce qu'elle est restée au stade d'un « mouvement social » plus que d'une discipline universitaire.

La force de la sociologie, qui sera décrite dans le chapitre 2 et qui se confirme largement dans l'entre-deux-guerres, c'est justement son invisibilité : elle pénètre toutes les sphères du savoir et du pouvoir ; elle montre les problèmes, transforme la société à travers les institutions politiques et les réformes sociales et s'aventure au cœur de la « question sociale » victorienne sans chercher à s'objectiver dans les concepts et les cercles universitaires. Il ne faut pas croire que parce que la science sociale ne s'est pas institutionnalisée durablement avant les années 1960 qu'elle fut un échec intellectuel. La sociologie britannique s'est largement construite à l'extérieur des universités et pourtant cela n'a pas empêché la discipline d'être couronnée de succès. Au début du XXe siècle, il y a donc beaucoup d'espoir dans la discipline, avec raison.

I. Aux sources de la science sociale britannique (XVIIe-1886)

Bien que cette thèse commence officiellement en 1904, date-clé pour la sociologie, il est nécessaire de prendre en compte les origines de la sociologie britanniques, comme le souligne l'ouvrage d'Abrams (1968). En effet, il serait difficile de comprendre les débuts de l'institutionnalisation de la Sociological Society sans décrire – tout du moins rapidement – ce qui l'a précédée. Car en effet la conception de la « science sociale » qui précède a peu à voir

avec la sociologie au début du XXe siècle, même si elle est cohérente à travers l'œuvre de plusieurs organisations et auteurs.

Dans un premier temps nous remonterons aussi loin que possible pour expliquer les sources de la science sociale anglaise avec l'arithmétique politique de Graunt et Petty (fin XVIIe) et la philosophie politique (Hobbes, Locke, Hume et Smith) (1). Ensuite nous observerons comment cette tradition nationale du « social accounting » continue à travers la dynamique des associations de statisticiens (*statistical societies*), notamment de Londres et de Manchester, et des associations caritatives comme la Charity Organisation Society (COS) au XIXe siècle (2). Enfin nous éclairerons le sens de la « science sociale » pour la National Association for the Promotion of Social Science (NAPSS) ou Social Science Association et de son action entre 1857 et 1886 (3).

1886 marque une première rupture dans cette histoire car c'est à ce moment-là que Charles Booth commence sa grande enquête sur le peuple de Londres qui sera publiée par la suite et qui marque un changement notable dans la conception de la « science sociale ». C'est le passage de la tradition nationale de science sociale à la proto-sociologie.

1. L'arithmétique politique et la philosophie politique

La première trace de statistique sociale que l'on trouve, si l'on peut déjà lui donner ce nom, c'est le relevé du « Great Survey » de l'Angleterre et d'une partie du Pays de Galles à la suite de la conquête du royaume par Guillaume le Conquérant « publié » en 1086 sous le titre de « Domesday Book ».[3] Ce recensement exhaustif des richesses des familles anglaises et galloises avait pour ambition de décrire toutes leurs possessions afin de permettre au nouveau souverain d'établir leur patrimoine et de mieux les imposer. C'est la première fois qu'un tel travail était entrepris et il resta pendant longtemps une référence dans la question démographique et financière de l'Angleterre. Il s'agissait avant tout de gestion, mais c'est un document historique incontournable de l'histoire sociale.

Les deux ouvrages qui poursuivent ce travail sont les *Natural and Political Observations Made upon the Bills of Mortality* (1662) de John Graunt (1620-1674), un démographe, et le *Political Arithmetick*[4] (1690) de William Petty (1623-1687), un économiste politique. Graunt publia son ouvrage sur les tables de la mortalité en Angleterre en estimant la probabilité de mourir à différents âges, liée à l'épidémie de peste en vigueur à l'époque. Il propose également pour la première fois une estimation du nombre d'habitants à Londres (Graunt, 1662 : 61) estimé à 384 000. Le livre entier est une description statistique, bien que sous forme littéraire, du nombre de décès, baptêmes, enfants, etc. à Londres et en Angleterre. C'est une source d'information très précieuse sur l'époque et Graunt est souvent associé au développement de la démographie.[5]

---

[3] Le « Open Domesday site » propose la consultation gratuite d'un exemplaire numérisé du Domesday Book à http://www.domesdaymap.co.uk/, consulté le 17 août 2014.

[4] Le titre complet de l'ouvrage est en fait *Political Arithmetick or a Discourse Concerning, The Extent and Value of Lands, People, Buildings: Husbandry, Manufacture, Commerce, Fishery, Artizans, Seamen, Soldiers; Publick Revenues, Interest, Taxes, Superlucration, Registries, Banks Valuation of Men, Increasing of Seamen, of Militia's, Harbours, Situation, Shipping, Power at Sea, &c. As the same relates to every Country in general, but more particularly to the Territories of His Majesty of Great Britain, and his Neighbours of Holland, Zealand, and France*.

[5] L'ouvrage numérisé est disponible gratuitement à http://www.edstephan.org/Graunt/bills.html, consulté le 17 août 2014.

Quant à Petty (1690), son ouvrage est une vraie révolution car il fonde sa propre discipline, l'arithmétique politique, qui est un mélange d'économie, de sociographie et de statistique. Pour la première fois, en effet, ce sont des nombres qui sont utilisés et des arguments numériques plutôt que des mots, comme il l'écrit dans sa préface : « The Method I take to do this, is not yet very usual; for instead of using only comparative and superlative Words, and intellectual Arguments, I have taken the course (as a Specimen of the Political Arithmetick I have long aimed at) to express my self in Terms of Number, Weight, or Measure. » Tout son ouvrage consiste à faire des projections et des calculs simples pour permettre d'infirmer un certain nombre d'arguments qu'il considère non fondés, comme il l'indique par exemple dans la préface « that [...] the whole Kingdom grows every day poorer and poorer; [...] that there is no Trade nor Employment for the People [...]; that Taxes have been many and great; that Ireland and the Plantations in America [...] are a Burthen to England. »[6] Petty était un initialement économiste et participa à l'émergence de l'économie classique en inspirant notamment Adam Smith. Son ouvrage est plein de réflexions et d'indications numériques très intéressantes et ce n'est pas un hasard s'il fut dédié au Roi, dans la volonté d'aider Cromwell à estimer les richesses du pays et les décisions politiques à prendre après la guerre civile.

Quant à l'économie politique qui apparaît avec Adam Smith et David Hume et la philosophie politique de Hobbes et Locke, il n'est pas difficile d'y voir les sources d'une certaine forme de « science sociale ».

Un trait commun aux philosophes britanniques, que l'on remonte à Hobbes ou Adam Smith, c'est avant tout leur libéralisme économique et politique. On trouve chez Hobbes une théorie sociale et l'idée d'un contrat social dans le *Léviathan* (1651). On trouve de même celle d'une méthode scientifique applicable aux sciences de la nature chez Francis Bacon, mais c'est par reconstruction, pourrait-on dire, que ces philosophes ont joué un rôle dans la sociologie en lui donnant un cadre méthodologique et politique.

Politique en effet puisque c'est avant tout en se basant sur l'individualisme et le libéralisme que se construisit la théorie politique britannique. Chez Adam Smith, il est ainsi évident que les deux concepts à prendre en compte – l'idée d'individu et de marché – mettent en avant la réalisation d'une société de marché à travers la main invisible et l'initiative individuelle (Abrams, 1968 : 8).

C'est ainsi qu'on peut parler d'une tradition intellectuelle dominante en Angleterre, celle de la démographie et de l'économie politique comme fondatrice d'une certaine « science sociale » dès le XVIIe et XVIIIe siècle. Elle prépara le cadre intellectuel dans lequel vint se loger la pensée de la société, la sociologie à venir, tout en lui donnant déjà des caractéristiques bien particulière : pensée démographique, largement basée sur les statistiques, et individualisme méthodologique.

2. Les sociétés statistiques et les organisations caritatives

A partir de 1834, on note une inflexion importante de la pensée sociale et politique. C'est au cours du XIXe siècle que naissent véritablement la science sociale et la sociologie (on verra que les deux ne sont pas identiques). Ainsi, en accord avec Abrams (1968 : vi), on peut dater

[6] Ces citations sont tirées d'un exemplaire numérisé de l'ouvrage disponible gratuitement à http://socserv2.socsci.mcmaster.ca/~econ/ugcm/3ll3/petty/poliarith.html, consulté le 17 août 2014.

les véritables débuts de la science sociale à l'année 1834, qui marque à la fois le rapport de la commission sur la *Poor Law* (c'est-à-dire l'essor du libéralisme économique, à travers la remise en cause du *Speenhamland system*, la prise en charge par les paroisses des démunis, et l'emploi quasi-forcé des pauvres dans les tristement célèbres *workhouses*) et la fondation de la London Statistical Society. C'est donc une année qui marque un tournant politique et institutionnel puisque la statistique devient un catalyseur de la pensée des réformes sociales. C'est, par ailleurs, les débuts du règne de la Reine Victoria (à partir de 1832).

Avec la Révolution Industrielle, qui naît à la fin du XVIIIe siècle, la Grande Bretagne doit affronter très tôt des inquiétudes sociales majeures, notamment l'exode rural, l'entassement dans les taudis (*slums*) des grandes villes et les phénomènes de pauvreté. C'est d'ailleurs la thèse que soutient J. Rodriguez (2007 : 19) dans *La construction de la tradition sociologique anglaise 19e-20e siècles* : selon lui, toute la sociologie britannique, depuis ses débuts, est construite sur la réflexion sur la pauvreté et la nécessité de l'endiguer.

Entre 1833 et 1838, de nombreuses associations de statistiques (*statistical societies*) se créent parallèlement dans les grandes villes, notamment ouvrières, à Manchester, Londres ou Bristol (Cullen, 1975). Ce sont « des villes dominées par les classes moyennes prospères et dépourvues d'une aristocratie ancienne » (Rodriguez, 2007 : 29). Elles se donnent pour objectif de renseigner les individus et le gouvernement sur les problèmes sociaux et « la question de la condition du peuple » (*the condition of the people*). (Abrams, 1968 : 11) C'est en particulier en collectant et en fournissant des statistiques sur des questions comme l'alcoolisme, la prostitution ou les budgets ouvriers qu'elles se forgent une réputation de sérieux et d'utilité publique. A l'association statistique de Londres, par exemple, les travaux se concentrent sur les statistiques vitales (*vital statistics*) et sur les statistiques sur la pauvreté et se divisent en quatre catégories : les statistiques économiques, les statistiques politiques, les statistiques médicales et les statistiques morales et intellectuelles (Abrams, 1968 : 16).

Leur objectif est essentiellement de produire des informations sur l'état de la société utiles politiquement et non, par exemple, de produire des avancées théoriques en statistique, comme ils l'annoncent dès leur première publication : « The Statistical Society of London has been established for the purposes of procuring, arranging and publishing 'Facts calculated to illustrate the Condition and Prospects of Society. The Statistical Society will consider it to be the first and most essential rule of its conduct […] to confine its attention rigourously to facts […] which can be stated numerically and arranged in tables.' » (cité par Abrams, 1968 : 14-15) C'est dans ces associations pour la statistique que se développe pour la première fois, à grande échelle, la tradition de « science sociale » empiriste britannique qui se spécialise dans la démographie et l'étude de la pauvreté. C'est dans ce sens que l'on peut parler de véritable « science sociale » et que le terme de « sociologie » n'est pas encore vraiment adapté.

En dépit de ces avancées statistiques, il est en effet difficile de considérer ces préoccupations sociales et statistiques comme de la sociologie. D'abord, pour une question institutionnelle. Les différentes associations de statistiques n'ont « jamais formé un véritable réseau, assez soudé pour constituer l'amorce d'une institutionnalisation de la sociologie empirique » (Rodriguez, 2007 : 28) et beaucoup d'entre elles ne dépassent pas le stade de « projet » ou se séparent avant les années 1850. Ensuite, pour une question intellectuelle et politique. La sociologie, qu'on n'appelle pas encore sous ce nom-là car il faut rappeler que ce mot fut inventé par Auguste Comte dans les années 1840, reste à l'état empirique. Ce n'est que par reconstruction qu'on peut donner ce nom de sociologues à des amateurs intéressés par l'information sur l'état de la population, qu'on appelle les « facts-and-figures men ». Il faut

également souligner l'importance donnée à la réforme sociale plutôt qu'à la théorisation au sein de ces associations : la société est un problème politique, donné à la réforme et l'action sociale, avant d'être un problème intellectuel, dont il faut revoir les institutions rationnellement (Durkheim, 1915 : 10).

On peut certes dire que ce sont là des débuts prometteurs pour la sociologie même si on en reste à une statistique sociale basée sur la volonté de réforme. C'est dans ce contexte que se forme la « National Association for the Promotion of Social Science » en 1857.

3. La NAPSS (1857-1886) : les limites de la science sociale

La NAPSS fut fondée en 1857 par Lord Brougham, un juriste et ministre-chancelier de 1830 à 1834, comme une association de lobbying formée par l'élite intellectuelle, politique et administrative victorienne afin de promouvoir des réformes sociales, notamment hygiénistes, auprès des députés. Dans les termes de Brougham qui la définît dans son allocution présidentielle de 1857, la NAPSS servait « to aid legislation, by preparing measures, by explaining them, by recommending them […] or […] by stimulating the legislature to adopt them. » (cité par Goldman, 2002 : 1) L'association rassemblait des experts comme des hygiénistes, médecins, pédagogues, pénalistes et économistes sur des sujets d'intérêt public. L'association était basée à Londres pour promouvoir ses idées auprès du Parlement et était divisée en cinq sections, « legal reform, penal policy, education, public health and social economy. » (Goldman, 1986 : 96)

A vrai dire, tant dans les rangs des Statistical Societies que de la NAPSS, on trouve avant tout des statisticiens, des fonctionnaires, des hommes politiques dévoués à la réforme sociale, en harmonie complète avec les rôles institutionnels encouragés par le système (Abrams, 1968). D'un côté comme de l'autre on retrouve une élite britannique politisée et férue de science sociale mais peu d'universitaires, contrairement à d'autres traditions sociologiques comme l'école durkheimienne. Ainsi, les liens sont ténus entre le monde universitaire et le monde politique, ce qui pose dès la fin du XIXe siècle un problème à la « sociologie » naissante, portée notamment par des « marginaux » comme Herbert Spencer ou Patrick Geddes et qui essaye de trouver sa place en parallèle à la science sociale. L'opposition entre une « science sociale » telle que promue par la NAPSS et la « sociologie » telle qu'on se la représente à l'époque est claire ; la science sociale bénéficiant de la légitimité (politique et sociale) de ses promoteurs en tant que « science de la réforme politique appuyée sur les statistiques » pour améliorer la société, et la sociologie souffrant d'une image théorique voire idéologique, en tout cas floue, promue par des « amateurs » (voir chapitre 2).

La seconde différence entre la science sociale victorienne de la NAPSS et la sociologie telle qu'elle se développa au XXe siècle est également une question de curseur. En effet, les membres de la NAPSS, imprégnés du contexte victorien, tendaient à voir dans les problèmes sociaux des problèmes individuels et moraux. Dans cette perspective, la pauvreté n'est pas seulement un problème social mais elle a une origine personnelle : « what was needed was not the reorganization of society but the improvement of individuals. The problem was to design reforms that would so ameliorate social conditions that individuals would be enabled, or forced, to improve themselves » et non la société. (Abrams, 1968 : 37-38)

En restant un problème individuel, on empêche la question sociale d'être conceptualisée objectivement, notamment au travers des institutions qui l'entretiennent. C'est-à-dire que fondamentalement la question sociale n'est pas considérée comme un problème sociologique,

mais simplement, en complète convergence avec l'économie politique, comme un problème individuel et rationnel. Les solutions proposées ou possibles sont alors, logiquement, des solutions à court ou à long terme mais qui relèvent de l'éducation morale plus que de l'amélioration des institutions, de l'environnement ou de toutes les variables générales qu'on reconnaît aujourd'hui comme le propre de la sociologie.

Cette conception, qui est typiquement celle de la National Association for the Promotion of Social Science, est mise en pratique par de nombreuses associations bénévoles de secours aux pauvres, dont la plus connue est la Charity Organisation Society à la fin du XIXe siècle. Ce qui fait dire à Abrams (1968 : 38) que la « science sociale restait, dans les faits, de la philanthropie ».

Pour résumer cette approche morale des problèmes publics, Abrams (1968 : 40) défend tout de même la NAPSS en affirmant que les « amélioristes » – les partisans de la science sociale et de la réforme – n'étaient pas dépourvus d'un sens de la structure sociale. On trouve notamment dans la revue de l'association, *Meliora* (1858-1869), de nombreux articles qui proposent des interprétations typiquement sociologiques. Mais leur perception était tellement imprégnée de sens moral qu'ils ne ressentaient que très rarement le besoin d'étudier en profondeur, ou de tirer des conclusions générales quant aux liens structurels qui leur apparaissaient : le premier numéro détaille ainsi « Temperance in History », « The Philosophy of Wages » ou encore « Progress of Prison Discipline ».[7] Ainsi l'analyse de la société est-elle très souvent relativisée par la vitesse avec laquelle ses auteurs lui imposent leurs principes moraux et politiques. La sociologie restait une discipline difficilement adaptée à cette vision.

Enfin, l'échec de la NAPSS semble être en fait son apogée puisque la mise en place de ses réformes politiques dans les faits a marqué la fin de sa raison d'être. Elle s'est presque naturellement diluée après l'échec de la coalition Gladstonienne (1868-74) et la mise en place d'une législation sociale importante (le deuxième *Reform Act* de 1867, le *Licensing Act* contre l'alcoolisme de 1872 ou le *Factory Act* de 1874 interdisant le travail des enfants avant 14 ans par exemple) pour laquelle elle s'était battue. Goldman (2002) fait valoir que la dilution de la NAPSS correspond à celle de l'identité du parti Libéral, dont beaucoup de ses membres faisaient partie. Enfin, Goldman (1986 : 129) ajoute que bien que la *Social Science Association*, comme elle était également nommée, a aidé à professionnaliser les groupes d'intérêt et le lobbying, ceux-ci ont égoïstement utilisé l'organisation pour « further their political ends and then went their separate ways. »

Avec l'échec de Gladstone, les divergences d'intérêt se firent jour et de nombreux membres ont rejoint ou créé de nouvelles associations (par exemple *the National Education League, the National Liberal Federation, the National Association for the Repeal of the Contagious Diseases Acts* explique Goldman (1986 : 130)). Devant cette division croissante et l'impossibilité de continuer à « représenter l'expérience de la nation », l'association finit par se dissoudre officiellement en 1886 et la « science sociale » telle qu'elle connût de beaux jours, disparut quasiment complètement avec elle.

Peut-on alors dire que la NAPSS et que la tradition de réforme sociale qu'elle incarnait fut un échec ? Pas sur un plan pratique et politique. Mais sur un plan institutionnel et intellectuel, cela mit fin à l'expérience des social *scientists*.

[7] La revue *Meliora* est ainsi sous-titrée « A quarterly review of social science in its ethical, economical, political and ameliorative aspects. »

Toutefois, l'année 1886 marque également une rupture positive : avec la crise économique de la seconde partie de l'époque victorienne commence l'enquête « sociographique » de Charles Booth à Londres. Symboliquement, la date est forte : elle marque la fin de la science sociale et les débuts de la sociologie en Grande Bretagne.

II. Les proto-sociologues : Spencer, Booth et Rowntree (1886-1903)

Après avoir observé les débuts d'une véritable « tradition nationale » de sociologie britannique, on est amené logiquement à montrer sa transformation ou sa nouvelle mouture sous la plume de Spencer, Booth et Rowntree, les trois grands « proto-sociologues » de l'époque. S'agit-il d'un nouvel épiphénomène, comme la NAPSS, ou bien ce travail préliminaire permit-il l'exploration de nouveaux territoires facilitant l'apparition de la *Sociological Society* en 1903 ? Nous observerons d'abord à quel point la sociologie de Geddes et Spencer reste conservatrice et a du mal à persuader ses contemporains de son objectivité (1), puis comment Booth, tout en apportant de grandes nouveautés méthodologiques et intellectuelles, ne parvient pas à être un « père fondateur » sociologue (2) avant d'affiner cette thèse en analysant le travail de Rowntree (3).

Nous arrêterons cette partie en 1903 car c'est à la fois la fin de la proto-sociologie précaire, avec la parution du dernier volume de l'œuvre de Booth, la mort d'Herbert Spencer la même année et l'institutionnalisation officielle de la sociologie via la fondation de la *Sociological Society*. 1903 marque donc un nouveau départ.

1. La sociologie conservatrice : le courant Leplaysien et Herbert Spencer

On trouve, dans le rejet des universités, une de raisons pour laquelle un autre sociologue – étranger – a eu beaucoup de succès parmi les sociologues britanniques : Frédéric Le Play. Son analyse traite notamment de la famille « souche », du triptyque « Lieu – Travail – Famille » et de la désintégration des institutions sociales dans la France de Napoléon III. Elle a fourni aux « amélioristes », les réformateurs sociaux regroupés dans la NAPSS dans les années 1880 (Goldman, 2002), une théorie sociologique menant à une réforme sociale maîtrisée alors que le doute les prend devant les difficultés économiques de la Grande Bretagne. Les idées de Le Play furent prises comme une « recette » pour maintenir l'ordre social, à la fois sur des bases pratiques et scientifiques ; des idées d'autant mieux acceptées en Grande Bretagne à l'époque qu'elles avaient une teneur plutôt conservatrice (Abrams, 1968 : 60).

Ses « disciples », regroupés derrière Patrick Geddes (1854-1932), un zoologue et botaniste écossais se tournant sur le tard vers la sociologie, et Victor Branford (1863-1930), un banquier qui suivit ses cours à Edimbourg, ont d'autant mieux accepté ce « programme » sociologique qu'il avait des bases empiriques, encourageant les enquêtes sociales de type « surveys » à l'image de son célèbre ouvrage sur les *Ouvriers Européens* (1855). Pour Le Play, l'engagement dans l'érudition universitaire ne pouvait être qu'une « dissipation d'énergie », là où le sociologue devait se concentrer sur le partage de son savoir par le contact avec ses pairs. La sociologie leplaysienne a donc pu séduire les britanniques, non seulement en vertu de ses analyses conservatrices en résonance avec l'esprit du temps (Abrams, 1968 : 65 explique que sa sociologie a pu séduire la classe moyenne anglaise montante, attirée par la communauté rurale et tranquille, et opposée à l'idée de la vie trépidante des grande cités) mais également pour son programme antiacadémique. Cela a participé un peu plus à mettre à dos la

sociologie du point de vue intellectuel : la sociologie reste, au tournant du siècle, une matière à part et complètement hors système (*extra-mural*).

Enfin, le dernier problème de cette sociologie de fin de siècle c'est qu'elle particulièrement conservatrice et libérale politiquement, ce qui l'empêche de produire des analyses politiques alternatives et originales, contrairement à ce qui se passe sur le continent à la même époque. Parsons (1937 : 3-5) parle d'un tournant « collectiviste » au XXe siècle que la sociologie britannique n'a pas su prendre, à la suite de l'influence de Herbert Spencer notamment. Soffer (1982) parle elle carrément d'une sociologie conservatrice qui ne parvient pas à offrir de possibilités aux aspirations politiques. Beaucoup d'obstacles intellectuels sont donc présents dans l'Angleterre victorienne pour expliquer l'absence de développement institutionnel d'une discipline sociologique.

Que retient-on de la sociologie de Spencer ? Deux concepts principaux, à savoir l'organicisme et le darwinisme social. En ce qui concerne l'organicisme, on peut lire sur la position du sociologue que « l'observateur est ici aux phénomènes qu'il étudie comme est une cellule isolée, faisant partie d'un organisme vivant, aux phénomènes que présente l'ensemble de cet organisme. » (Spencer, 1873 : 53) Comparer la société à un organisme vivant dans lequel est ancré l'observateur sociologique, incapable de saisir le tout en en étant une partie, fait furieusement penser à la sociologie phénoménologique avec beaucoup d'avance. Mais cela nous amène à penser la société sur un mode biologique, ce qui par métaphore est correct mais peut induire des concepts plutôt surprenants si on la prend comme pure analogie : c'est par exemple le cas du darwinisme social (« the survival of the fittest »). Comme le rappelle Renwick (2009 : 37), Spencer est vu comme étant le premier à employer ce concept et qu'il est passé dans les oubliettes de l'histoire intellectuelle du fait de son opposition complète aux sensibilités politiques contemporaines. Le travail de Renwick (2009, 2014) tente d'ailleurs de réhabiliter la tradition spencérienne et géddésienne de sociologie en montrant les côtés plus acceptables de leur évolutionnisme et de leur apport à la réflexion biologique, qui peut être utile pour comprendre la société contemporaine.

Que dit vraiment Spencer ? Dans « l'individu contre l'Etat », il explique sa vision politique. Il distingue d'abord la morale individuelle, nécessaire au bon fonctionnement de la société sur une logique économiciste, de l'intervention de l'Etat. Il explique ainsi qu'il ne doit pas intervenir sous peine de pervertir le cours du marché : « Il ne faut pas altérer ces rapports normaux entre les citoyens d'après lesquels chacun reçoit en retour de son travail, habile ou grossier, physique ou mental, le salaire déterminé par la demande. » (Spencer, 1885 : 49)

Toutefois au cours du même essai il nuance sa vision en affirmant que les individus peuvent recevoir de « l'assistance individuelle » si ce sont des « malheureux dignes de commisération » et non des « indignes de nature » car « de cette bienfaisance la société retirerait d'ailleurs les avantages résultant du développement des sentiments sympathiques. » (ibid.) On retrouve dans cette conception de la sympathie le sentiment moral de Smith qui fait société et permet au marché de ne pas être une guerre perpétuelle, mais une harmonie basée sur les besoins et les intérêts réciproques des individus. Il conclut cependant en affirmant le darwinisme social d'une façon assez abrupte bien que chrétienne : « Eh bien ! le commandement 'si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger', est simplement l'énoncé chrétien de cette loi de la nature sous l'empire de laquelle la vie atteint son degré actuel, la loi d'après laquelle une créature qui n'est pas assez énergique pour se suffire, doit périr. » (Spencer, 1885 : 17)

Ce n'étaient pourtant pas là l'obstacle majeur à la sociologie de Spencer. Ces deux concepts étaient alors loin d'émouvoir les penseurs britanniques. Ce qu'on a plutôt reproché à Spencer dans les milieux universitaires c'étaient son origine sociale et son parcours intellectuel – d'abord journaliste puis ingénieur des chemins de fer avant de devenir « sociologue » – qui ne fut pas perçu comme « convenable » par les élites britanniques, en dépit du succès populaire international de sa philosophie et de sa sociologie. Cela a forcément joué un rôle dans l'oubli de sa pensée, bien qu'elle soit encore assez influente dans la sociologie britannique contemporaine, comme le montre le récent ouvrage de Gary Runciman (2009). On voit bien que la sociologie était largement marquée politiquement et socialement dans ses débuts spencériens et géddésiens et que cela a joué en défaveur de l'élaboration d'une discipline cohérente et convaincante.

2. *The life and labour of the people of London* : de la sociologie ou de la sociographie ?

La seconde tradition emprunte sa technique du « survey » à Geddes mais son idéal à la sociographie : c'est le *Life and Labour of the People of London* (1889-1903) de Charles Booth et le *Poverty* (1901) de Rowntree. Nous allons commencer par étudier le premier dans cette sous-partie.

L'enquête de Charles Booth (1840-1916) sur « the condition and occupations of the inhabitants of London » (Booth, 1889 : 1) commence en 1886 et va durer 17 ans. Booth est un armateur de Liverpool qui a réussi et se lance dans l'étude philanthropique de la pauvreté et de la population de Londres, à un moment où la crise économique mais aussi l'inquiétude morale sont grandissantes. (Topalov, 1991 : 12) Booth va, comme de nombreux autres à l'époque, financer lui-même son étude de Londres pendant 17 ans de manière philanthropique. Son premier souhait est de confronter les représentations de la pauvreté et de la misère ouvrière en vigueur dans la société à des données empiriques, c'est-à-dire statistiques. En effet, la misère ouvrière y est décrite comme le règne de l'alcoolisme, de la violence et de la prostitution (Booth, 1889 : 6) et Booth veut à tout prix revenir sur les « histoires à sensation » (*sensational stories* (Booth, 1889 : 6)) qui pullulent dans la presse et dans l'idéologie victorienne dominante, dépeignant la pauvreté à Londres comme un mal qui la ronge et la corrompt.

Ce qu'il décrit statistiquement n'est pas dénué d'une perception morale victorienne du problème – et non sociologique : en effet, il écrit par exemple dans son introduction préférant « to paint things too dark rather than too bright […] to avoid the chance of understating the evils with which society has to deal. » (Booth, 1889 : 5) En dépit de l'approche moralement marquée dans son vocabulaire, tout du moins dans l'introduction puisque les statistiques restent relativement dénuées de partialité, Booth cherche à quantifier pour pouvoir représenter objectivement les phénomènes et les traiter : il affirme ainsi que « pour soigner une maladie, il est nécessaire d'abord d'établir les faits concernant son caractère, son importance et ses symptômes » en parlant de la pauvreté et de ses conséquences. (cité par Topalov, 1991 : 9) « La statistique est donc nécessaire pour donner à chaque catégorie sociale son juste poids dans l'ensemble » et sera son outil principal.

En ce qui concerne sa méthode, Booth a cherché à faire une étude exhaustive de la pauvreté dans la ville de Londres. Pour cela, il a fait enquêter sur chaque famille, dans chaque maison de chaque rue, de l'East End pour le premier volume en l'étendant aux autres quartiers de Londres au fur et à mesure des années. Il a par ailleurs utilisé les informations fournies par les « school boards » lorsqu'il n'a pas pu se déplacer ou enquêter lui-même. (Booth, 1889 : 4) Ce

sont des enquêteurs scolaires chargés de recenser les enfants en âge d'être scolarisés qui avaient donc une bonne connaissance des quartiers, des foyers et de l'emploi des chefs de famille. Booth s'est chargé de la rédaction des parties les plus importantes de son enquête, notamment les introductions et conclusions, tout en délégant l'aspect pratique à des assistants dont Hubert Llewellyn Smith (l'auteur à venir du *New Survey of London*) ou Beatrice Potter (future Mrs Webb épouse de Sidney). Ce projet a donc servi non seulement de révélateur mais aussi de tremplin pour un certain nombre de sociologues en apprentissage. La méthode a dans tous les cas fait école à l'époque et impressionna de nombreux auteurs par son exhaustivité.

A quels résultats Booth parvint-il grâce à cette étude ? La plus grande avancée sociologique est probablement la quantification et la représentation des classes sociales à l'échelle d'une ville. Topalov (1991 : 8) souligne comment la représentation des résultats de Booth en termes de classes sociales sur une carte de Londres, restée très célèbre, accomplit une « révolution dans les représentations savantes de la société. » Pour la première fois, « les classes sociales du sens commun ou de l'économie politique deviennent des classes statistiques. » Cette nomenclature statistique et graphique des classes sociales – au nombre de huit de A (classes inférieures et très pauvres) à H (classes supérieures) et du noir (semi criminelle) au jaune (riche) – permet une représentation objective et géographique de la population selon une échelle de revenus ou, pour les plus riches, selon le nombre de domestiques.[8]

Le modèle utilisé par Booth pour son enquête sociale se rapproche beaucoup de la biologie et, en particulier, de la minéralogie : il indique ainsi dans un article (Booth, 1893 : 591) que sa nomenclature ressemble aux « drawers of a mineralogist's cabinet, [where] details can be classified and seen in their proper place ». Cela signifie qu'il compare son travail à celui d'un naturaliste en classant les populations selon leur classe et leurs attributs « naturels ». Il ajoute ensuite, ce qui est plus surprenant, que ce n'est qu'en connaissant les « styles de vie, les revenus et le métier » des classes étudiées qu'on peut « enjoy the full benefit of such work as that of Mons[ieur]. Le Play and his followers. Without such general knowledge we cannot tell whether the example given is truly typical or in what respects it diverges from a true type. » Booth connaissait et s'appuyait donc sur la méthodologie leplaysienne de la monographie et des enquêtes ouvrières en milieu urbain, utilisée notamment par ses disciples britanniques Geddes et Branford. Enfin il faut noter l'idée d'idéal-type qui est déjà en germe dans cette phrase, bien qu'ici les types désignés soient préconçus selon le revenu. L'enquête sociale et le modèle naturaliste : voilà donc deux traits qu'on retrouve de la sociologie conservatrice tant chez Geddes que chez Booth.

Le deuxième résultat, et sans doute le plus sensationnel pour l'époque, de Booth est le fait qu'il établit « qu'il y avait dans l'East End plus de 300 000 personnes et à Londres près de 1 300 000, soit 30,7% de la population, qui vivaient dans la pauvreté. » (Topalov, 1991 : 14) Ce résultat est à prendre dans un second sens : il signifie également qu'une large majorité d'individus disposait d'un travail régulier et de revenus suffisants (environ 70% de la population de l'East End). Comme en conclut encore Topalov (ibid.), « l'objectif de l'enquête est donc atteint, qui était de montrer que les masses misérables évoquées par les bourgeois sentimentaux et les révolutionnaires n'existent pas. » Les résultats de ces travaux sont symboliques mais cruciaux puisqu'à la suite de nouvelles législations vont être mises en place dans le logement ou l'urbanisme, les retraites ou les assurances (Topalov, 1991 : 15). Enfin,

[8] Voir les Charles Booth Online Archives pour observer sa représentation de Londres à http://booth.lse.ac.uk/static/a/9_3_2.html, consulté le 18 août 2014.

l'œuvre de Booth inspira intellectuellement ses successeurs au XXe siècle puisqu'elle encouragea Seebohm Rowntree à mener sa propre enquête à York en 1901 sur le modèle de Londres. Elle amena aussi par la suite Hubert Llewellyn Smith (1930-5) à republier un *New Survey of London* en cinq volumes, copiant la méthodologie du philanthrope 30 ans après pour des motifs de comparaison.

Comment expliquer alors le faible impact de Booth dans l'histoire de la sociologie britannique, en comparaison avec son succès populaire et intellectuel ? Peut-on parler de sociologie ou faut-il en rester à l'idée de sociographie ?

Evidemment, après cette rapide présentation on aurait tendance à pencher pour la première solution : Booth propose un travail de sociologue. Avec son concept de classe sociale, il propose une représentation de la société à l'échelle d'une ville ; avec sa méthodologie statistique il apporte une véritable plus-value à la représentation scientifique du phénomène de la pauvreté. Et comme le souligne Topalov (1991 : 34) en conclusion de son article sur Booth, les nouvelles représentations savantes de la société comme celle de Booth sont à la mode : on pourrait citer celle de Villermé (1840), de Michelet (1861) ou encore celle à venir de Vidal de la Blache (1903) en France, qui constituent tous des monuments de l'histoire intellectuelle et préparent l'avènement de la pensée proprement sociologique en menant des enquêtes à l'échelle d'une région, d'un pays ou d'une période historique.

Booth lui-même ne suggère-t-il pas que sa méthodologie puisse être exportée et appliquée à de nombreuses autres villes – de Paris à Moscou, New York, Melbourne, Calcutta ou Hong Kong – comme de « possible comparisons of great social interest, and to open up a large field of inquiry into the actual structure of society » ? (Booth, 1893 : 590) La plus grande avancée sociologique chez Booth est implicite, contrairement à Durkheim (1895) : « le fait « social », distincts de la diversité des phénomènes individuels » apparaît. « L'observation de la société relèvera désormais de méthodologies répondant à une exigence d'objectivation, parmi lesquelles statistique et cartographie sociales joueront un rôle majeur. » (Topalov, 1991 : 34) Booth annoncerait donc déjà l'avenir de la science sociale.

Mais, loin de rejoindre Topalov sur ce point, il nous semble que si le fait social est là, la pauvreté, il n'est pas encore totalement conscient bien qu'objectivé statistiquement. Il faut donc encore parler de proto-sociologie chez Booth. On peut en effet trouver de nombreuses occurrences d'un manque de curiosité sociologique dans *Life and Labour of the people of London*. Pour n'en citer que quelques-uns, Booth souligne l'importance de l'immigration à Londres et le rôle des juifs (Booth, 1893 : 13) mais ne s'avance nullement sur le terrain de l'analyse sociologique des facteurs d'immigration et de leurs conséquences sociales. Dans ses derniers volumes, il ne s'interroge pas non plus sur le rôle de la religion alors même qu'il en fait de longues sociographies à Londres. Bien que faisant parfois des corrélations entre variables numériques (Booth, 1893 : 14) par exemple entre le nombre de mariages et de naissances, il ne semble pas encore pouvoir le mesurer ou utiliser de tests statistiques (khi-2) comme Durkheim. Il en reste donc aux prémisses sociologiques, qu'il ne théorise pas.

Enfin, s'il fallait conclure sur la proto-sociologie de Booth on est en droit de se demander si son œuvre se rapprocherait de la sociologie urbaine (à travers sa cartographie), de la démographie (avec ses statistiques) ou encore de la sociologie économique (avec l'étude des inégalités au travail) : mais ce serait là faire de la téléologie. Rappelons qu'à l'origine, Booth souhaitait renseigner sur l'état d'une ville et de sa pauvreté : c'est ce qu'il a largement réussi et contribué à faire. Il a inspiré Rowntree qui avança un peu plus loin sur le terrain de la

« proto-sociologie ». Et François Simiand de conclure malgré tout, dans sa recension de l'ouvrage en 1902, que « l'ensemble de ce travail considérable est […] d'une valeur et d'une utilité incontestables [pour] l'économiste ou le sociologue ». (Simiand, 1902 : 610)

3. A la recherche de la pauvreté : Rowntree dans son contexte

Rowntree était également un philanthrope qui, comme Booth, n'a jamais eu de reconnaissance institutionnelle ou universitaire avant les années 50. Mais il a connu une grande notoriété populaire et intellectuelle à son époque et encore de nos jours (voir Rodriguez, 2013).

Benjamin Seebohm Rowntree (1871-1954) fut le deuxième fils de Joseph Rowntree, un quaker philanthrope de York et homme d'affaires qui développa une grande entreprise spécialisée dans le chocolat. Rowntree fut donc très jeune confronté à la gestion d'une grande entreprise autant qu'à la misère ouvrière de York. De toute façon, les quakers n'avaient encore pas le droit à l'époque d'intégrer Oxford ou Cambridge ce qu'Asa Briggs décrit comme une chance car « he avoided the intellectual and social influence of Oxford and Cambridge. » (Briggs, 1961 : 9)

Politiquement, Rowntree était proche des libéraux, plus en accord avec le socialisme qu'avec le libéralisme économique galopant de son époque, bien qu'il semble avoir été très méfiant envers le concept de « lutte des classes ». (Briggs, 1961 : 23) Son intérêt pour la pauvreté et la ville de York provint largement de sa connaissance des employés de ses usines. Il commença donc, sur le modèle de son père, une étude de la pauvreté urbaine à York en 1899 qui fut publiée en 1901 et qui eut un grand impact sur les débats et plus tard sur la législation.

Le but de son étude était de copier la méthode de Booth à Londres et de l'appliquer à une ville provinciale : il annonce ainsi dès l'introduction que son « object in undertaking the investigation [is] to throw some light upon the conditions which govern the life of the wage-earning classes in provincial towns, and especially upon the problem of poverty. » (Rowntree, 1901 : vii) L'objet de l'étude était donc déjà plus « problématisé » que celui de Booth, bien qu'il eut le bénéfice de l'antériorité, puisqu'il parle déjà de la pauvreté comme concept clé. En même temps, cela fut rendu possible par la taille moyenne de la ville et donc de son échantillon, beaucoup plus restreint que celui de Booth (46 754 personnes à York contre plus de 300 000 dans l'East End londonien). (Rowntree, 1901 : ix)

L'enjeu était en effet que « Booth's classical work […] led me to hope that a similar investigation made for a provincial town might be of use, as it was impossible to judge how far the general conclusions arrived at by Mr. Booth in respect of the metropolis would be found applicable to smaller urban population. » (Rowntree, 1901 : viii) L'analyse de Booth pour Londres avait en effet été critiquée à l'époque de sa publication en affirmant que le problème de la pauvreté à Londres était celui d'une « métropole » particulière plutôt que celui du pays tout entier. (Briggs, 1961 : 26) C'était une façon de limiter la portée de ses résultats et de ses conclusions, et donc de la nécessité d'intervenir à un niveau législatif national.

Or le premier grand résultat de Rowntree (1901 : 298) est de montrer que 20 302 personnes, soit 27,84% de la population de York, vit dans la pauvreté au début du XXe siècle ; un résultat comparable à celui de Booth pour Londres (30,7%). (Rowntree, 1901 : 299) La coïncidence était si surprenante que Rowntree souligna lui-même que « I did not set out upon my inquiry with the objects of proving any preconceived theory, but to ascertain actual facts, and that I was myself much surprised to obtain the above result. » (ibid. : 300)

D'autres résultats tout aussi importants sur la surpopulation urbaine (ibid.: 301) ou sur les loyers (ibid. : 302) étaient exploités. La conclusion de l'ouvrage de Rowntree est même une mise en cause indirecte du darwinisme social en vogue à l'époque : « the dark shadow of the Malthusian philosophy has passed away, and no view […] of things would now be accepted under which multitude of men and women are doomed […] to a struggle for existence so severe. » (Rowntree, 1901: 305) Cette conclusion semble assez lyrique et montre que l'interprétation morale dominante de la pauvreté est attaquée dans la conclusion de son travail.

Le deuxième résultat de Rowntree est d'ordre intellectuel : il distingue pour la première fois une « pauvreté primaire », liée à l'impossibilité de subvenir à des besoins primaires calculés en termes de calories nécessaires pour survivre avec son salaire, de la « pauvreté secondaire », liée à une mauvaise gestion du budget ou à des « vices » comme le jeu ou l'alcoolisme. (Rowntree, 1901 : x) Dans son introduction il posait déjà la question de savoir « how much of [poverty] was due to insufficiency of income and how much to improvidence? » (Rowntree, 1901: viii) Tout un chapitre est ainsi dédié à la définition de ces deux types de pauvreté, qui seront repris dans toute une littérature sociologique par la suite, ainsi qu'à la « ligne de pauvreté » qui est calculée comme le montant nécessaire pour subvenir à ses besoins caloriques afin de travailler. (Rowntree, 1901 : 86-118) La « poverty line » fut une avancée majeure car elle permettait de mesurer une échelle de revenus basée sur un critère objectif définissant la pauvreté primaire, par rapport à Booth.

En démontrant ainsi que 1 465 familles à York, soit 15% de la population totale, souffraient de la pauvreté primaire et 18% de la pauvreté secondaire, Rowntree ouvrait la boîte de Pandore : d'un côté cela montrait que 15% de la population ne pouvait survivre sans une hausse de revenus, et que la célèbre devise du « thrift and self-help » victoriennes, prêchées notamment par la COS, n'y pouvaient rien. Le problème n'était pas moral pour cette partie de la population car il était économique. Il attirait l'attention sur la nécessité d'une législation pour aider ces gens, tandis que ceux qui souffraient de la pauvreté secondaire pouvaient eux être mieux « éduqués ». (Briggs, 1961 : 33) Il mettait donc à jour le principal problème de la pauvreté primaire à York : non pas un problème d'éducation morale, de paresse ou de mauvaise gestion des budgets ouvriers, mais tout simplement de faiblesse des salaires et de manque de compétence professionnelle : « the wages paid for unskilled labour in York are insufficient to provide food, shelter and clothing adequate to maintain a family of moderate size in a state of bare physical efficiency. » (Rowntree, 1901 : 133)

On comprend dès lors l'importance de l'étude *Poverty* sur la législation sociale : elle encourageait indirectement l'Etat à aider ses pauvres qui ne s'en sortaient pas malgré toute leur bonne volonté. C'est une pierre intellectuelle inédite à l'édifice de la future sécurité sociale que défendait Rowntree à l'issue de cette analyse. Soulignons que Rowntree produisit deux autres analyses de la pauvreté à York : Rowntree (1941) retraçait l'analyse de la pauvreté à York dans les années 30 et montrait que les pauvres étaient deux fois moins nombreux, en dépit de la crise économique de cette époque. Enfin, Rowntree (1951) revient une troisième fois à York après la mise en place de l'Etat-Providence par le gouvernement travailliste depuis 1944 en montrant que la pauvreté ne survit qu'à l'état de poches parmi les personnes âgées, soulignant ainsi la réussite de la politique de plein-emploi et de sécurité sociale. La pauvreté a quasiment disparu dans les années 50 : il est admirable de se dire qu'une personne a pu mesurer cette évolution de ses propres yeux entre 1901 et 1951.

Que peut-on dire de l'apport proprement sociologique de l'œuvre de 1901 ? Si la pauvreté primaire, appuyée sur le concept de ligne de pauvreté calculée empiriquement et physiologiquement, fait l'objet d'un traitement à part et expliqué par des causes économiques (faiblesse des salaires, surpopulation des logements), la pauvreté secondaire liée à des causes plus sociologiques (« gambling, intemperance ») n'est pas traitée comme objet d'intérêt par le sociologue. En effet, comme Rowntree l'écrivit lui-même dans une lettre en 1942, « I purposely refrained from criticising wasteful expenditure […] because I wanted my book to be a scientific statement of facts as they are. » (cité par Briggs, 1961: 34)

L'interprétation des causes sociales de ces « faiblesses du caractère » aurait beaucoup éclairé les mécanismes sociologiques de la pauvreté, et pourtant elle est absente de l'ouvrage. On peut sans doute admettre que ce n'en était pas l'objet, que cela aurait requis un second ouvrage et peut-être parce que la vision de la sociologie était justement celle d'une « théorie » non basée sur les faits, et donc de l'idéologie selon Rowntree. Pourtant il était prêt lui-même à reconnaître que les causes de la pauvreté secondaire n'étaient pas dues au caractère individuel mais bien à des « adverse conditions under which too many of the working classes live. » (Rowntree, 1941 : 144) Il était sur la voie mais, par manque de temps ou faute de formation à l'analyse sociologique, il en resta au stade la « proto-sociologie ».

L'avancée majeure de l'ouvrage était de critiquer l'approche du COS et des autorités sur la pauvreté comme problème « moral », en mettant en avant la nécessité de l'intervention de l'Etat par la législation et plus tard de l'Etat-providence en particulier. (Briggs, 1961 : 34) La deuxième avancée est la naissance d'une véritable tradition de « sociologie empirique » avec Booth, comme le souligne Kent (1981 : 5-7) dans son histoire de la recherche sociologique en Grande Bretagne.

En 1903, Booth publie son dernier volume de *Life and Labour of the People of London*, le dix-septième. Cela met un terme à plus de quinze ans de recherche sur la ville. La même année, Herbert Spencer disparaît. Enfin, quasiment au même moment, la *Sociological Society* est fondée, mettant un terme symbolique à toute une époque où la science sociale restait au stade prototypique et amateur, voire philanthropique, pour s'institutionnaliser et se professionnaliser sous la forme de « la » sociologie. Ce tournant correspond à la dernière partie de ce périple à travers la proto-sociologie du XIXe-début XXe siècle : fut-il un succès ou un échec pour la discipline sociologique ?

III. Les débuts prometteurs de la Sociological Society (1903-1918)

La création d'une Sociological Society en 1903 n'est pas un hasard : elle correspond à un phénomène mondial d'institutionnalisation de la sociologie qui débute, en Allemagne (création du *Verein für Sozialpolitik* en 1873), en France (fondation de *l'Année Sociologique* en 1898) puis aux Etats-Unis (création de l'*American Sociological Society* qui devient l'ASA en 1905). En Grande Bretagne, elle n'est pas totalement déconnectée de la période des « proto-sociologues » qui a précédée puisque Charles Booth rejoint la Sociological Society dès sa fondation (*Sociological Papers*, 1905 : 119) bien qu'il ne présente pas de communication au cours des trois volumes. Les époux Webb, qui ont fondé la LSE en 1895, en dont également partie puisque Beatrice présente un article lors du troisième volume (*Sociological Papers*, 1907 : 345-351) sur les « Methods of investigation » de même que, déjà, William Beveridge sur « The problem of the unemployed » (ibid. : 323-331).

Mais il n'est pas faux de dire que toute la construction de la sociologie britannique au début du XXe siècle est due à l'action d'un seul homme, philanthrope lui aussi, James Martin White. Homme d'affaires écossais né en 1857 à Dundee, son activité en tant que député libéral en 1895-1896 le convainc qu'il est nécessaire de faire des efforts d'instruction en direction du public, notamment au moyen de la sociologie.

Ami de Patrick Geddes, un des fondateurs de la sociologie britannique avec Victor Branford, White avait prévu de fonder pour le premier une chaire de sociologie à la London School of Economics en 1907. Au lieu de cela, White lui offre une chaire de Botanique à Dundee, offrant celle de sociologie à Leonard Hobhouse. Geddes était un homme aux multiples facettes, biologiste, sociologue, pédagogue et urbaniste, dont l'intérêt pour la sociologie s'était éveillée sur le tard à l'occasion d'un séjour en France pour y étudier la zoologie. Cela fut peut-être trop difficile à accepter pour les élites intellectuelles et politiques de l'époque. (Renwick, 2012)

Victor Branford connut Patrick Geddes à l'occasion de ses séminaires à l'Outlook Tower, un laboratoire sociologique créé à Edimbourg en 1899. D'abord banquier et comptable, il s'est rapidement rallié entièrement à la sociologie de Geddes. C'est lui qui, avec White, rédigea la présentation de la Sociological Society en juin 1903, lorsque ce dernier proposa de la financer, en plus d'une série de conférences à la London School of Economics (LSE) pour la somme de £1 000 (l'équivalent de £40 000 actuellement).

La Sociological Society connut un grand succès à son lancement. Elle compta à sa création 408 membres répartis dans tout le Royaume-Uni, dans les colonies et à l'étranger. Ses membres les plus éminents furent James Bryce, premier président de l'association, H. H. Asquith, qui fut plus tard premier ministre, H. J. Mackinder, Bertrand Russell, Graham Wallas, Beatrice Webb ou encore Emile Durkheim et Ferdinand Tönnies. Le moins que l'on puisse dire c'est que les membres venaient d'horizons différents et prestigieux, ce qui a donné de la légitimité à l'institutionnalisation de la sociologie – un peu sur le modèle de la NAPSS qui a voulu être réinstauré.

Cette diversité, pierre angulaire de la sociologie britannique en construction, fut pourtant l'un de ses obstacles majeurs. Ainsi Victor Branford décrit-il les deux tâches à accomplir au sein de l'association : « The first task of sociology – as pure science – is thus the deliberate, systematic, and ever-continuing attempt to construct a more and more fully-reasoned social theory […] of human society. The second task of Sociology – as applied science – is the construction of principles applicable to the ordering of social life. » (Sociological Society (1904 : xiv, 15-16) cité par Dahrendorf (1995 : 97)) Ce projet était extrêmement audacieux et déchiré entre deux visions : l'une théorique et générale, représentée par Hobhouse, l'autre appliquée et empirique, représentée par Geddes.

Cet ambitieux programme était malheureusement difficile à mettre en oeuvre devant la diversité des membres, pour la plupart « des amateurs fortunés dont la carrière se trouvait dans un autre domaine, des universitaires marginaux ou des vieillards. » (Abrams, 1968 : 102) Ainsi l'alliance des « urbanistes, eugénistes, responsables d'oeuvres caritatives et travailleurs sociaux » à laquelle Halliday (1968) fait référence dans la *Sociological Society* ne fut que « temporaire ». Les débats sociologiques furent dominés en fait par la biologie et l'histoire, dans des débats sans fin entre écoles de pensée (*Sociological Papers*, 1905-7).

On peut en effet diviser les écoles présentes à la Sociological Society en trois, d'après la présentation faite par les *Sociological Papers* (1905 : v-vii), les publications de l'association :

- Les eugénistes, derrière Francis Galton (âgé de 82 ans en 1904), développent une sociologie adossée à la biologie qu'ils nomment « biométrie ». Il s'agit de prendre en compte un « stock génétique » de population et ses qualités, afin de favoriser le développement de la « race ». Même s'il est difficile de débattre aujourd'hui en ces termes, il faut souligner la prégnance intellectuelle du mouvement à l'époque, ainsi que son projet moral. En 1907, les eugénistes quittent finalement l'association pour former la leur, la *Eugenics Society* ainsi que le *Population Investigation Committee* qui donna naissance à la démographie et à la statistique britannique moderne.

- Les urbanistes, derrière Patrick Geddes, développent une sociologie plus proche de la géographie et de ce qu'il appelle « l'instruction civique » (*civics*). Cette école est très active, soutenue administrativement et financièrement par Victor Branford. Pour ces tenants du *survey*, il s'agit en particulier d'observer et de comprendre le développement de la ville comme lieu « civique » où se transforment, d'après leur devise inspirée de Frédéric Leplay, « le lieu, le travail et la famille » (*place*, *work*, *folk*). L'instruction civique pour Patrick Geddes devait être la base de la « sociologie appliquée », c'est-à-dire « l'application de l'enquête sociale au service du social ».

- Les philosophes sociaux, derrière Leonard Hobhouse, enfin, se préoccupent avant tout de l'éthique (*ethics*). Hobhouse s'intéresse aux institutions et aux conséquences politiques de la modernité. Ses oeuvres les plus connues avant la Guerre sont *Morals in Evolution* (1906), *Liberalism* (1911) et *The Material Culture and Social Institutions of the Simpler Peoples* (1915). C'est l'école qui bénéficiait le plus de légitimité et de reconnaissance du fait des publications de Hobhouse, en dépit d'une certaine abstraction assumée et d'un engagement politique discret en faveur du libéralisme.

Il n'empêche pas que certains intervenants ne fassent partie d'aucune « école ». Ainsi Westermarck, bien qu'employé par la LSE, présente une communication en anthropologie sociale sur la magie en 1904 (*Sociological Papers*, 1905 : 141-170) et A. E. Crawley un article sur « The origin and function of religion » (*Sociological Papers*, 1906 : 243-249). Cela va même jusqu'à l'intervention de l'écrivain H. G. Wells, dont on peut questionner la présence dans cette association puisqu'il dénie à la sociologie la possibilité d'une existence autre que comme « une science des utopies » (c'est-à-dire une idéologie) dans son article sur « The so-called Science of Sociology » (*Sociological Papers*, 1907 : 357-369). Il ne faut donc pas prendre cette typologie à la lettre ; tout au plus peut-on la considérer comme instructive bien qu'un peu caricaturale des positions prises au sein de l'association.

En 1907, Martin White offrit £10 000 à l'université de Londres pour établir une chaire permanente en sociologie – la première en Grande Bretagne – ainsi que des bourses pour les étudiants en sociologie. La chaire revint à Hobhouse en septembre 1907, au grand dam de Geddes et de White son ami, ce dernier faisant partie de la LSE depuis 1904. L'histoire de la sociologie britannique aurait grandement été différente si Geddes avait pu obtenir cette chaire, comme le souligne Renwick (2012). Cette déception pour Geddes et pour son disciple Branford, explique en grande partie l'échec qui suivit de la Sociological Society.

En 1911, à la suite de divergences de point de vue avec les auteurs de la revue et devant la charge de travail qu'exigeait sa chaire à la LSE, Hobhouse quitta la rédaction en chef de la

Sociological Review, la revue de sociologie créée en 1908 pour succéder aux *Sociological Papers* (1905-1907). C'est alors Patrick Geddes qui reprit le flambeau et qui donna à la *Sociological Review* sa réputation d'être faite « d'une épouvantable diversité de publications » avant 1930. (Bulmer, 1985 : 24)

Avec le départ des eugénistes dans leur propre association et celui de Hobhouse pour la LSE, la *Sociological Society* restait en piteux état. Cette crise mit un terme aux objectifs initiaux de 1904 qui étaient, entre autres, de fournir une base idéologiquement neutre à la création d'une « sociologie pure » et « appliquée ». En 1911, la question de savoir ce qu'il fallait entendre par « la sociologie » restait encore sans réponse devant l'étendue de l'incompréhension entre les trois écoles. Les eugénistes soulignaient l'importance des problèmes sociologiques au sein de la population, en proposant une méthode statistique ; l'école urbaniste proposait une méthode, l'enquête sociale (*survey*) alors que l'école éthique se concentrait sur l'importance des débats théoriques nécessaires avant de fonder une sociologie générale.

Ces trois écoles proposaient la même chose, de fonder la sociologie, mais sur des bases incompatibles et toujours partielles : une méthode, un objet et une théorie et pourtant l'absence d'un paradigme dominant empêcha la création d'une identité forte parmi les sociologues. Or une discipline est assurée par deux aspects : des institutions d'un côté, une identité de l'autre, c'est-à-dire une discipline au sens de règles et de sanctions scientifiques communes. Si les britanniques ont disposé très tôt des premières, grâce à la LSE et la *Sociological Society*, ils n'ont pas réussi à fonder la seconde, ce qui explique l'absence de « discipline » sociologique malgré les débuts enthousiastes de l'association.

Après la Première Guerre mondiale, la *Sociological Society* ne rassemblait plus qu'une partie des sociologues britanniques, éclatés entre le département de sciences sociales de Liverpool, le département de sociologie de l'université de Londres, et les vestigse de l'Association autrefois florissante. En 1918, le Dr. Rivers, alors psychologue renommé d'Oxford, soulignait l'importance des divisions qui secouaient la sociologie et son projet pour les années à venir : « It is now our task to establish methods and principles by means of which these facts may be used to build up one of those systematized and coherent bodies of knowledge which we call science. How little has been done towards the construction of such an edifice is shown by the widely divergent directions of the attempts which have been made to this end and by the absence of generally accepted principles comparable with those upon which other science are based. » (Rivers, 1918)

La Sociological Society réussit pourtant à maintenir un intérêt, lointain mais persistant, dans les milieux universitaires notamment grâce aux relations de Branford. Comme il l'écrit en 1922 au professeur J. Arthur Thomson qui avait milité, en tant que professeur d'anatomie humaine, pour la création d'un diplôme en anthropologie à Oxford, « the Sociological Society has just been holding a week-end conference at New College, Oxford, to discuss the co-relation of social sciences. We had papers or speeches from many of the 'big wigs' – Hobhouse, Marett, MacKinder, Graham Wallas, A. J. Carlyle, Lynton Myres, etc. », d'où un success d'estime relatif encore à l'époque. Il ajoute pourtant, déçu, que « the scientific result was rather negative, but I think the Conference brought home to most of those there the importance of co-relation and the character of the Problem ».[9]

[9] 'Letter Victor Branford to Arthur Thomson', 17 October 1922, VB 89, MSS Keele.

Aucun résultat probant n'en découla mais l'idée de coopération entre les différentes sciences sociales (Marett travaillait en anthropologie sociale, MacKinder en géographie, Wallas en psychologie, etc.) et l'intérêt universitaire pour la sociologie furent maintenus à l'Université après la Première guerre mondiale. Branford avait alors bien conscience cependant que cet intérêt pour la sociologie était de plus en plus distant, notamment à cause de l'échec de Geddes à promouvoir les intérêts de la *Sociological Society* comme organisation scientifique objective et cohérente.

Ce qui s'est passé en réalité, ce qu'on a vu avec la NAPSS et qu'on observera dans le chapitre 2 avec l'Institute of Sociology, c'est que ces universitaires ont fait des institutions sociologiques à l'identité encore floue des tremplins pour leurs propres intérêts disciplinaires et pour la promotion de leur propre discipline – et non pour défendre ou construire une vision commune de la discipline sociologique. Ce qui manqua à la *Sociological Society* était des « prophets and patrons » bien insérés dans le tissu universitaire (Clark, 1973) et engagés dans l'idée de construire une nouvelle discipline ouverte sur des bases internationales.

Malgré tout, la sociologie britannique resta longtemps très insulaire et ne bénéficia pas de l'ouverture intellectuelle offerte et du bras armé d'une *Année Sociologique* par exemple. L'absence d'un père fondateur reconnu et s'imposant institutionnellement comme Durkheim se fit également cruellement sentir dans la Sociological Society : il semble difficile de croire que l'inimitié entre Geddes et Hobhouse, l'origine sociale et la biographie particulière de Geddes et Branford (Goldman, 2007) ainsi que la simple psychologie puissent expliquer l'échec d'une disciplinarisation, et c'est pourtant un aspect négligé de l'analyse de l'association.

Comment expliquer alors l'échec de l'institutionnalisation de la sociologie dans un contexte politique et intellectuel qui lui était pourtant si favorable ?

Nous avons d'abord observé l'émergence d'une tradition typiquement britannique « d'arithmétique politique » au XVIIe qui se rapproche de la démographie puis de l'économie politique au XVIIIe siècle en donnant des bases à l'apparition d'une véritable science sociale. Créées autour de la statistique sociale, les sociétés de statistiques puis la *National Association for the Promotion of Social Science* (1857-1886) se firent les défenseurs d'une science de la réforme sociale guidée par la réflexion sur des données empiriques. Nous avons ensuite montré que la fin de la science sociale correspond à l'émergence d'une nouvelle tradition de « proto-sociologues », plutôt conservateurs et marqués par l'expérience du monde victorien : Geddes, Spencer, Booth et Rowntree font avancer la réflexion sociale et, en partie, sociologique, grâce à leur œuvre minutieuse empruntée de morale et de biologie. Mais ils semblent incapables de développer autre chose qu'une « proto-sociologie » dont il manque les traits caractéristiques selon Durkheim (1895).

On peut voir le verre à moitié vide ou à moitié plein : la sociologie universitaire n'avance pas vraiment, victime de son succès invisible et du manque de communications entre leaders du mouvement sociologique au sein de la Sociological Society à partir de 1903. Ce qui avait commencé dans l'enthousiasme se révéla un échec cuisant après la Première Guerre mondiale : absence de père fondateur, d'unanimité sur la définition de la sociologie et insularité sont les maîtres mots qui expliquent l'échec apparent de l'association pourtant promue par les plus grands (Asquith, Durkheim, Tönnies). S'il faut attendre l'entre-deux-guerres pour voir apparaître une véritable génération de « sociologues » formés à l'école britannique, le résultat est un véritable succès de l'entreprise intellectuelle et institutionnelle

après les années 20 – en dépit de son absence de la plupart des manuels d'histoire de la sociologie au XXe siècle.

Chapitre 2 – Le succès invisible (1919-1939)

Introduction

L'avant-guerre s'est distinguée par les débuts triomphants de la sociologie, notamment sous l'égide de la Sociological Society fondée en 1904. Bien que déchirée entre plusieurs écoles, celle-ci montre la volonté de développement de la discipline. En dépit de ce commencement prometteur, la sociologie ne rencontre toutefois pas le succès (universitaire) espéré dans la période qui suit. Entre 1918 et 1939, seules trois universités proposent des diplômes de sociologie : la LSE, Liverpool et Bedford College, bien que la « discipline » soit représentée sous divers aspects (« social studies », « social work ») dans d'autres universités (Oxford, Birmingham, Manchester). Cette diversification des formes académiques de la sociologie est-elle la preuve de son succès ou bien plutôt de son échec ?

Globalement, le succès de la sociologie dans l'entre-deux-guerres est grand, un peu à l'image du durkheimisme en France (Marcel, 2001), de la sociologie wébérienne en Allemagne (Lepsius, 1987) ou de la sociologie américaine (Chapoulie, 2001). Mais il ne se fait ni sous les ors de la République (Clark, 1973) ni sous celui de la construction d'une nation (Allemagne, Etats-Unis) : la sociologie britannique est largement invisible, sous la forme d'un vocabulaire, de discours et de perspectives qui prennent leur source dans la vitalité intellectuelle des « sociologues » et prend racine dans la culture populaire, sans s'objectiver dans de grandes institutions ou dans les universités. Mais, très largement, ce succès est académiquement invisible ; la sociologie reste largement dominée à l'époque et est encore vécue comme telle aujourd'hui (voir chapitre 5 sur la sociologie contemporaine).

Avant d'arriver à cette conclusion, nous allons tenter de répondre à la question suivante : comment expliquer que, pendant longtemps, il n'y ait pas eu de sociologie britannique ? Faut-il le lier à une véritable absence intellectuelle ou à un simple oubli de l'histoire traditionnelle ? (Scott, 2014) Pour nous, oubliée ou absente, la question ne se pose pas. L'histoire de la sociologie est une réinvention, un révisionnisme permanent et c'est une construction sociale. C'est par une multiplication des points de vue sur le problème, un faisceau de preuves qui permette d'expliquer « ce qui n'est pas » et de montrer ce qu'il y a eu, qu'on réussira à resserrer la définition de ce qu'implique le fait d'« être sociologue » dans l'entre-deux-guerres en Grande Bretagne.

Pour répondre à ces questions, nous procéderons à une démonstration en trois parties : dans un premier temps nous analyserons le contexte culturel et idéologique dans lequel se développe la sociologie (I). Ensuite nous avancerons une analyse des productions intellectuelles de la sociologie de cette époque (II) pour montrer qu'elle est « partout présente », ce qui en explique le succès. Enfin nous examinerons le contexte institutionnel dans lequel elle se développe pour tenter de comprendre l'absence de sociologie « académique » à un moment même où elle est pourtant nécessaire (III). Cela nous amènera à conclure sur le succès invisible de la discipline, qui ne se développera et ne s'affirmera finalement que dans l'après-Seconde Guerre mondiale.

I. Une analyse du contexte dans lequel se présente la sociologie de l'entre-deux-guerres

1. Le contexte intellectuel britannique

Pour les philosophes, en France comme en Angleterre, la sociologie menaçait d'abord le monopole intellectuel de la philosophie sociale sur l'étude de la société. Elle était ensuite une attaque portée à l'autonomie individuelle par la reconnaissance qu'elle supposait d'un déterminisme social.

Pour un monde universitaire britannique encore largement imprégné de culture classique, la création d'un barbarisme (socio-logie, socius venant du latin et logos du grec, ce qui en faisait donc un terme étymologiquement impossible) pour désigner la nouvelle discipline fut mal perçue à l'origine (dès 1839 avec la création du terme par Auguste Comte (1839 : 252) dans son *Cours de Philosophie Positive*) (Palmer, 1927 : 758). Considérée avec suspicion à cause de sa remise en cause des frontières intellectuelles entre la tradition scientifique et la tradition littéraire, la « troisième culture » comme la nomme W. Lepenies (1988 : 50), semblait remettre en cause les barrières intellectuelles habituelles entre les sciences et les humanités. Mais plus encore qu'un problème simplement intellectuel, la sociologie au début du XXe siècle remettait également en cause les intérêts institutionnels des disciplines plus anciennes, « trespassing on grounds previously belonging to social philosophy. » (Collini, 1978)

Au sein des universités, jusqu'aux années 30, l'opposition à la sociologie restait donc très présente. Elle se partageait entre deux groupes :

- Un premier groupe ne refusait pas tant la possibilité de construire une science des individus en société que de reconnaître le travail des sociologues déclarés comme digne d'intérêt scientifique, en l'absence d'une définition claire de ses frontières. (Branford, 1905 : 10) Le dernier problème de la sociologie britannique restait en effet une question de définition car elle ne parvient pas à trouver de fondements consensuels nécessaires à l'autonomisation d'une nouvelle science. Le champ du « social » se retrouvait donc, au début du XXe siècle, comme défini par un ensemble hétéroclite de catégories et d'objets que les développements de l'économie, de l'histoire et de la psychologie voulurent bien lui abandonner. (Bulmer, 1985 : 4)

- Un second groupe doutait de la possibilité même d'une telle science de la société, incarnant l'idéalisme hégélien alors très répandu dans les universités britanniques. Comme un observateur américain le notait en 1927, « there is still a strong and rather prevalent aversion to thinking of human nature in mechanistic terms and to 'prying into the individual's innermost recesses' to obtain those personal documents which are proving so important in advancing sociological knowledge. […] In England the individual will probably not be sacrificed for scientific purposes. » (Palmer, 1927 : 761)

Incarnant par excellence cet idéalisme hégélien, largement décrit dans la littérature sur la vie universitaire britannique (Collini, 1979), Ernest Barker était un politologue très influent (via son ouvrage de 1928 sur la pensée politique anglaise (Barker, 1928)) de Cambridge et un des meneurs de la sociologie puisqu'il fut président de l'Institute of Sociology entre 1935 et 1938. Il insista : « I don't see how any 'science' of social life can be other than an attempt to analyse and understand. […] Any scientific or 'artistic' control of social life is a thing which, on the whole, I don't want. I like the multitudinous diversity of private and voluntary endeavour. »[10]

[10] 'Letter Ernest Barker to Alexander Farquharson', 27 January 1933, MSS Keele (VB 302).

C'était un point de vue plutôt conservateur ou libéral à l'époque : cela revenait à nier tout déterminisme social et toute existence de la société qui puisse influencer l'individu et ses « efforts ».

En essayant de réduire la sociologie à la philosophie sociale, tentative que Hobhouse lui-même avait fini par abandonner, Barker ne faisait qu'illustrer la tendance des universités à vouloir repousser la perspective d'une science déterministe du social. Au cours d'une conférence sur les sciences sociales en 1934, sa position sembla évoluer puisqu'il affirma cette fois-ci que la sociologie pouvait avoir une existence qui conciliait la vie individuelle avec l'étude de la société si « Sociology means a study or consideration of the behaviour of men in society [not a science]. […] We may say that Sociology is that branch or aspect of Anthropology which is concerned with the particular phenomena presented to our observation by man when he lives and acts in any form of society. » (Institute of Sociology et al. (1937 : 9) Mais cela revenait à condamner la sociologie à n'être qu'une étude des sociétés dites primitives, et surtout pas des sociétés contemporaines, en tant que branche de l'anthropologie ! Le discours idéologique dominant, comme le montre cet exemple, n'allait clairement pas dans une facilitation du développement de la sociologie comme « science du social ».

2. La concurrence internationale entre sociologie française et britannique

Qu'est-ce qui donc gênait à ce point les universitaires dans la sociologie ? Une indication nous est fournie par un extrait de l'autobiographie de R. R. Marett, un anthropologue britannique né à Jersey ayant fait sa carrière à Oxford, qui décrit sa relation à la sociologie, notamment durkheimienne : « I had always insisted to myself that anthropology was no 'barbarology', but dealt with Man universal – with "Everyman", so to speak – and not merely with the savage; and it was on such larger lines that the group of scholars forming Durkheim's team had consistently worked. » Marett reconnaissait donc aux Durkheimiens un certain intérêt pour l'application à la modernité de leurs théories. Mais il ajoute, de façon à s'en distancer, « true, they were sociologists, not to say socialistic in tendency, and I could not believe it feasible to deal in their concrete way with an abstraction, such as social man must be if you leave out his individual aspect. » (Marett, 1941 : 162-3) Ce qui posait problème dans la sociologie d'après ce témoignage est l'importance du concept de « déterminisme » et de « conscience collective » : ce sont avant tout des concepts durkheimiens, et donc français.

Marett trouvait toutefois dans la sociologie française une perspective revigorante par rapport à celle qui dominait en Angleterre : « their insistence on the purely social element involved in the development of human institutions […] was needed to counteract the opposite tendency running through so much of British work. » (ibid.) Enfin, de façon très distante, il ose à peine reconnaître que les théories de Durkheim l'ont aidé à développer sa propre théorie : il ajoute avec tout le flegme britannique possible qu'il a peut-être « failed to indicate the full extent of my debt to their remarkable labours. » Autant parler de quasi-plagiat qu'il n'ose pas reconnaître !

Or, la concurrence entre les diverses « traditions nationales » en sociologie était vive entre pays européens à cette époque (Collins, 1994 ; Genov, 1989). On peut là encore prendre Marett comme témoin qui dépeint avec force admiration et jalousie l'avance intellectuelle anthropologique des Français sur lui : « I doubt if they had ever heard of me, even as I had never heard of them, when we severally arrived at what was roughly the same conclusion. But I had the almost unfair advantage of priority. Both of us undoubtedly hit the same bird […]

but I fired first. » (Marett, 1941 : 161) Lors d'une intervention en 1937 (Institute of Sociology et al., 1937 : 200-1), Morris Ginsberg, professeur de sociologie succédant à Hobhouse à la chaire de la LSE, ajouta de son côté que « this way a vitalising thought, even though the particular form of the [Durkheimian] theory of society as a supra-individual reality may turn out to be unacceptable. » Une franche opposition à l'idée de « conscience collective » semblait s'étendre parmi les universitaires britanniques.

Les racines françaises et continentales de la sociologie semblaient donc constituer des obstacles au développement de la discipline en Grande Bretagne en raison de la concurrence qui régnait alors entre pays industrialisés : France, Angleterre, Allemagne. Cela est pourtant étonnant : il faut rappeler qu'Emile Durkheim et Ferdinand Tönnies firent partie des membres fondateurs de la Sociological Society. Durkheim fut même invité à présenter un article à son ouverture en 1903 mais ne put être présent en personne, c'est donc Victor Branford qui le lut (Durkheim, 1905). L'argument principal de Durkheim consistait – sans surprise – à dire que la sociologie britannique naissante avait besoin d'être une discipline englobant toutes les dimensions du social et d'être basée sur le modèle philosophique, comme en France.

Ainsi l'influence de Durkheim sur la conception et la perception de la sociologie en Grande Bretagne a été beaucoup plus grande et pourtant plus discrète qu'on ne le pense habituellement. (Pizzaro Noël, 2009) En tant que « Père fondateur » de la sociologie française (bien que n'ayant obtenu de chaire de sociologie, la première en France, qu'en 1912 à la Sorbonne, soit 6 ans après Hobhouse), Durkheim fut un personnage dominant et très influent dans les milieux sociologiques de l'époque. Mais cela ne l'empêcha pas de soulever l'opposition de nombreux intellectuels – français et notamment britanniques – qui trouvèrent, un peu à la manière de son neveu Marcel Mauss, que son influence était dure à supporter. Les idées durkheimiennes se présentèrent à la fois comme un modèle à suivre et comme une menace pour les sociologues britanniques à la recherche d'une version « nationale » et propre de la discipline. Cette influence paternaliste explique entre autres l'opposition discrète mais constante envers les durkheimiens parmi les universitaires britanniques. L'exemple le plus probant, on le comprend mieux, est donc celui de R. R. Marett, un anthropologue social considéré comme sociologue par les durkheimiens en France et qui semble assez méfiant envers la conception durkheimienne de la sociologie.

Cela n'empêcha pas le concept de « conscience collective » d'être largement repris et débattu en Grande Bretagne par les *social scientists* de l'époque (le psychologue McDougall (1920) et le sociologue Ginsberg (1921), par exemple). Ironie du sort, le plus grand soutien à la sociologie de Durkheim vint des anthropologues sociaux et des disciples de Patrick Geddes ce qui n'améliora pas son image. Ainsi Bronislaw Malinowski, grand anthropologue social de la LSE, entretint-il une correspondance importante et de bonnes relations avec Marcel Mauss.[11] Evans-Pritchard, un autre anthropologue qui occupa la chaire de Sociologie à l'Université du Caire fondée en 1932 (Lienhardt, 2004), était également intéressé par la sociologie française.

Victor Branford permit la reprise de l'*Année Sociologique* en 1923 grâce à son soutien financier et à ses bonnes relations avec les disciples de Durkheim (Célestin Bouglé, notamment). (Année Sociologique, 1925 : 2) Patrick Geddes fonda même un *Collège des Ecossais* à Montpellier en 1924 pour y accueillir des étudiants écossais.[12] Autant dire que les relations avec Durkheim puis avec ses disciples furent largement encourageantes. Et pourtant

[11] 'Letter from M. Mauss to B. Malinwoski', 20 March 1930, Malinowski 29/11 Corresp. letter H, MSS LSE.
[12] S. H. Beaver (1941?) 'The Le Play Society and Field Work', Marshall 2/14, MSS LSE.

la vision répandue de la sociologie française en Grande Bretagne – une vision largement symbolisée par la sociologie de Durkheim – était celle d'une concurrente et d'un produit historique étranger inadapté à la culture et à la pensée britannique.

Comment expliquer alors, dans un premier temps, la difficulté de la sociologie britannique à émerger comme un acteur unifié et pourquoi cela prit-il si longtemps ? Une des réponses, du point de vue de la compétition intellectuelle internationale, vient de l'impossible superposition de modèles intellectuels étrangers que la sociologie britannique a intégrés et mélangés sans qu'ils ne furent jamais vraiment reconnus comme adaptés ou pertinents pour traiter de la société et de l'individu britannique. Que cela soit dû à un manque d'intérêt, à la barrière linguistique ou à la volonté claire d'élaborer un modèle proprement « britannique » de la sociologie dont les œuvres étrangères ne semblaient pas être convaincantes, tout cela conduisit la sociologie britannique à rester en retrait et à être plus « insulaire » que jamais comme l'écrit Platt (2008 : 176) (« parochial »).

Après avoir décrit le contexte intellectuel (l'idéalisme) et international (l'inspiration de Durkheim) dans lequel se développe la sociologie britannique de l'entre-deux-guerres, intéressons-nous à la réception de la sociologie britannique en France. Cela nous permettra d'avoir une vision plus claire de ses caractéristiques, du contexte intellectuel de son développement ainsi que des obstacles qui existaient dans la compréhension entre les deux pays et le développement de la discipline outre-manche.

La coopération entre les Britanniques et les Français a commencé sous de bons auspices. La publication de l'*Année Sociologique*, qui avait cessé en 1913, reprend en 1923 sous l'égide de Marcel Mauss, qui reprend l'activité principale de son oncle dans la revue grâce à un financement partiel du gouvernement. Cette annonce, alors que la *Sociological Review* avait continué de paraître durant toute la Grande Guerre en Grande Bretagne, a immédiatement soulevé l'enthousiasme de Patrick Geddes et Victor Branford, et en retour celui de Mauss : il écrit ainsi en réponse à Branford en juin 1923 que « it is very touching for me […] and for all of us to see how you and our British friends are willing to help us. We do not find in our own country such an autonomous sympathy. »[13] Il faut dire que l'état moral des durkheimiens après la Première guerre mondiale était au plus bas devant l'abattement lié à la perte de Durkheim en 1917, de celle de nombreux collaborateurs de l'*Année* pendant la Guerre et devant l'immensité de la tâche qui attendait ses continuateurs (recevoir, lire et recenser tous les livres des différents champs de la sociologie publiés en 1923).

L'appel à l'aide de Mauss à ses « cousins » britanniques fut reçu comme une marque d'affection et de confiance chez les Geddesiens. Mauss précisa peu après ce qu'il attendait de ses homologues britanniques : « It is a sort of promise of subscriptions which we want actually. [Another way would be] a permanent subscription to our 'Institut Français de Sociologie', which we are now just founding and in which we would be very pleased to have a certain number of our British colleagues amongst us. » Cependant, Mauss semblait plus intéressé, au cours de la même lettre, par le taux de change que par les échanges intellectuels. Il ajoute ainsi que « help from British friends would perhaps be a little thing for them and for us a very efficient and important one, the rate of the exchange being so much on your side. »[14] Finalement, Branford fut à l'origine partielle de la reprise de la revue en 1923, grâce à son soutien financier, ce que ne manqua pas de remercier Mauss dans l'avant-propos de la

[13] 'Letter from Marcel Mauss to V. Branford', 28 June 1923, MSS Keele (VB89).
[14] 'Letter from Marcel Mauss to V. Branford', 28 June 1923, MSS Keele (VB89).

nouvelle série.[15] Mais, à part cela, peu de coopération fut mise en place et l'impact de la sociologie britannique en France reste globalement faible à l'époque.

La sociologie britannique est largement critiquée par les auteurs de l'*Année Sociologique* dans le premier numéro de la nouvelle série de 1923-4. En 1925, par exemple, on peut lire dans la revue une critique de l'ouvrage *The decay of capitalist civilisation* (Webb, S. et Webb, B., 1923) écrit par les époux Webbs. Les Webbs sont très célèbres pour leur engagement social et politique en faveur des classes populaires, proche de celui des Durkheimiens. Pourtant l'auteur de cette recension regrette le fait que « c'est une critique du régime industriel capitaliste, et comme une publication de propagande qui doit apporter des arguments au Labour party anglais engagé dans la lutte politique. » (Année Sociologique, 1925 : 896) Il ajoute en guise de conclusion que cela reste « un ouvrage attachant, en somme, et assez riche en contenu, comme tous ceux qu'ont écrit les auteurs, mais où l'on regrette que l'histoire et la sociologie disparaissent plus qu'à demi dans l'ombre de la politique sociale. » (ibid.) L'association – typiquement anglaise – entre sociologie et politique ne passe donc pas très bien aux yeux des durkheimiens alors que c'est là une différence fondamentale entre les deux sociologies.

L'incompréhension vient notamment de la différence de définition ente les sociologues et les anthropologues en Angleterre et en France : lors d'une recension de *The Methods of Ethnology and Social Anthropology* d'A. R. Raddcliffe-Brown (1923), il est ainsi souligné que « par anthropologie sociale, M. Brown entend naturellement la sociologie et s'il ne se sert pas du mot, c'est qu'en pays de langue anglaise il désigne plutôt une vague philosophie sociale. » (Année Sociologique, 1925 : 293-4) On peut donc en déduire trois choses : d'abord que les durkheimiens assignent à leur sociologie une portée universelle qui couvre l'anthropologie sociale anglaise, puisqu'ils souhaitent l'appeler ainsi ; ensuite qu'ils sont conscients de la différence de compréhension du contenu de la sociologie – philosophie sociale d'un côté, discipline scientifique de l'autre – ; enfin que les collaborateurs de l'*Année Sociologique* sont au courant de l'existence d'une sociologie anglaise à travers ses publications.

On voit donc que son impact, certes moins important dans ce sens, n'en reste pas moins reconnu – contrairement, par exemple, à Marett qui ne mentionne les durkheimiens pour les féliciter qu'à demi-mot dans son autobiographie. Enfin, comble de l'ironie, les durkheimiens critiquent largement Hobhouse pour ses écrits qui « oublient » de citer Durkheim, le « Père Fondateur » : lors d'une recension de *Social Development* (Hobhouse, 1924) par Célestin Bouglé, l'auteur trouve opportunément que, en ce qui concerne le développement des institutions, objet de l'ouvrage, « sur ce point comme sur beaucoup d'autres [Hobhouse] préfère ignorer les travaux de Durkheim. » Alors même que « en bien des pages, les conceptions de l'auteur se rapprochent de celles des collaborateurs de l'*Année Sociologique* », Bouglé regrette le manque d'intérêt des Anglais pour l'œuvre infiniment plus inspirante de Durkheim en affirmant que, arrivant tous les deux aux mêmes résultats, « M. Hobhouse ne souligne pas lui-même ces coïncidences. Si elles sont dues à des recherches totalement indépendantes les unes des autres, elles n'en sont que plus significatives. » (Année Sociologique, 1925 : 199) Ainsi les disciples de Durkheim estiment insuffisante la coopération entre les deux pays, ce qui les conduit à s'ignorer quasi mutuellement.

[15] Avant-propos de *L'Année Sociologique*, NS Tome I (1923-24), Paris : Libraire Félix Alcan, 1925.

Morris Ginsberg, dans une conférence de 1937, expliqua plus tard les causes de cette incompréhension – et de cette concurrence – entre Hobhouse et Durkheim. Le premier point, selon lui, était que les raisons invoquées pour expliquer l'origine du développement des sociétés modernes étaient différentes : « For Hobhouse the root cause of social development is the expanding power of mind [Hegelian]. […] Durkheim finds the cause of development apparently in material factors, in the increasing density of population, which leads to division of labour [although] spiritualising 'society'. » (Institute of Sociology et al., 1937 : 204) Cependant, il conclut sur une note plutôt positive, sans doute liée au fait que les deux auteurs étaient morts depuis longtemps, ce qui facilitait le rapprochement, en déclarant qu'en dépit de grandes différences, les deux écoles de sociologie pourraient sans doute coopérer : « There are no doubt great differences […] in their view of the relations between ethics and sociology, but those should not obscure the ground which they have in common and the possibility of real co-operation between the French School of sociology and that which is growing up in England. » (ibid. : 205)

Si le succès de la sociologie française se confirma au moins jusqu'aux années post-Seconde Guerre mondiale, ce ne fut pas le cas de la sociologie britannique qui resta assez confidentielle jusqu'aux années 60 (voir chapitre suivant). Dans tous les cas, l'incompréhension voire l'ignorance réciproque reste la norme dans l'entre-deux-guerres.

3. Le succès populaire de la sociologie : le chômage, les romans, la politique

Après avoir analysé les difficultés, tant au niveau national qu'international, rencontrées par la sociologie en développement, nous allons observer son succès culturel. En effet, si la sociologie a du mal à intégrer la « lingua franca » des universitaires et si elle ne se développe pas beaucoup internationalement, elle connaît paradoxalement un grand succès populaire sous la forme d'un vocabulaire qui entre dans le langage commun (le chômage, la société, l'Etat), d'une importance politique croissante et de son inscription dans « l'inconscient collectif » notamment à travers des romans qui marquent l'époque.

Les études sur le chômage sont nombreuses dans l'entre-deux-guerres : on en compte au moins une quinzaine entre 1921 et 1943. Certaines, comme l'étude sur les chômeurs de Marienthal (Jahoda et al., 1933) ou le *New Survey of London* de Hubert Llewllyn Smith (1935), ont marqué les esprits. Certaines études ont servi à rendre public et déculpabilisant le problème du chômage à une époque où il était monnaie courante (lors de la *Great Depression*¸ on compte 22% de chômeurs parmi la population en 1932, par exemple). Nombre d'entre elles ont également en commun d'avoir été des projets « bénévoles » (voluntary sociology), c'est-à-dire qu'elles ont été entreprises et financées par des individus ou des organisations privées. Cela prouve à quel point le chômage et la sociologie sont très liés à cette époque et que le phénomène était suffisamment inquiétant aux yeux du grand public qu'il a pu justifier la publication de ces études. Si les études sur le chômage n'ont eu qu'un « succès d'estime » pour une large part, et non intellectuel, comment expliquer leur importance et leur influence paradoxale sur la société ?

D'abord, les analyses du chômage marquent un tournant « moral » de la question. C'est notamment l'intervention de William Beveridge (Harris, 1977) qui permet de poser le problème différemment de l'approche victorienne. Avec Beveridge la question du non-emploi ne se trouve plus posée en termes de « pauvreté » et de « pêché » mais en terme de « chômage massif » et d'aide publique (les Unemployment Exchange Bureaus centralisent les demandes et les offres de travail ainsi que l'assurance et l'indemnisation chômage qui les

accompagnent), comme le souligne Jacques Rodriguez (2007 : 117). On passe d'une analyse individuelle et morale du phénomène à une analyse sociale et collective : c'est tout l'art et l'importance de l'approche sociologique. Dès lors, le chômage se pose en problème social et requiert donc des réponses collectives, voire étatiques. On se place à un niveau national pour évaluer le problème, ce qui dédouane les individus touchés de la rhétorique religieuse victorienne du pêché et de la faiblesse. Cela explique, dans un premier temps, que les études sur le chômage soient largement reprises dans les journaux et sont popularisées parmi le grand public : d'où le succès public du *New Survey of London*, par exemple, presque à la mesure de l'œuvre originelle de Charles Booth en 1886-1903 dont il s'est inspiré.

Deuxièmement, comme le souligne dans sa thèse de psychologie sociale E. W. Bakke (1933), un jeune économiste américain venu travailler sur le chômage en Grande Bretagne, si les aspects économiques du chômage ont été régulés par l'assurance et l'indemnisation dans les années 30, le phénomène était si important à l'échelle du pays que ces solutions ne semblaient pas pouvoir apporter un soulagement à « the mental and moral fatigue and discouragement which result from having no job. It cannot supply the loss of status and the sense of self-respect which vanish with the job. » (Bakke, 1933 : 251) Les aspects sociaux et psychologiques du chômage, non pris en compte par l'analyse purement économique ou politique du problème, sont aggravés dans les années 30 et posent des questions insolubles par les disciplines les plus reconnues telles que la psychologie ou l'économie politique. Et ce sont les plus dramatiques à l'époque : comment redonner foi et enthousiasme à une nation aussi affectée que la Grande Bretagne ?

En effet, le chômage massif des années 30 pose de graves problèmes moraux et politiques que les études bénévoles sur le phénomène s'efforcent de traiter sociologiquement et avec les petits moyens dont leurs auteurs disposent. Ces études sont à la fois les plus pessimistes et les plus encourageantes pour la société. Elles sont largement pessimistes car, comme le souligne le rapport du Pilgrim Trust (1938), une organisation chrétienne, en 1938 à propos des « long unemployed », c'est-à-dire ceux qui sont « continuously unemployed for more than a year », « it would seem that we are confronted with a problem new in character […]; it is not only a question of an economic burden to be carried by the country, but of a real danger of moral decay. » (The Pilgrim Trust, 1938 : xi) Le véritable danger selon cette organisation chrétienne est l'effondrement moral de la nation à cause du chômage : en cela elle est pessimiste. Le Pilgrim Trust craint avant tout que la détresse psychologique des individus au chômage les conduise à s'éloigner de la religion, c'est-à-dire en particulier de l'Eglise anglicane, garante de l'ordre spirituel de la société. Le rejet de la religion était déjà partiel lorsque Beveridge avait séparé le problème social de la faute spirituelle, il devint complet devant l'échec des églises à garantir une certaine sécurité à leurs membres face au fléau du chômage de masse. Enfin la crainte du Pilgrim Trust était également que ces individus au chômage, livrés à eux-mêmes, succombent au péché – notamment en devenant criminels. L'analyse des individus au chômage montre que certains d'entre eux, encore qu'une minorité, sombraient dans le crime à l'occasion du chômage. Cela est resté dans les mémoires sous l'image du « cat burglar », le cambrioleur acrobate. (Beales et. Lambert, 1934 : 47)

Quatrièmement, la crainte liée au chômage que mettent en avant ces études bénévoles est la perte du sens de la citoyenneté et ses conséquences politiques. Ainsi dans son *Juvenile Unemployment in South Wales* publié en 1936, G. Meara (1936) explique ainsi que « the most serious results [of unemployment], as I see it, will be a definite lowering of the standard of citizenship, a poorer nation in every way, a nation less able to make a fitting contribution to the solution of the problems of a world order. » C'est la place internationale de la Grande

Bretagne qui était implicitement en jeu derrière la question du chômage, et donc celle de sa puissance, de sa citoyenneté et de son Empire. La crainte était grande que la Grande Bretagne puisse succomber aux sirènes fascistes et communistes et ne puisse se défendre face à des pays plus « agressifs ». (Meara, 1936 : 109)

La seconde menace du chômage portait sur la culture politique de la population. Le Carnegie Trust publia en 1943 une étude sur le chômage en Ecosse et démontra que « there are no more important years in life for the formation of character and good citizenship than those from 14 years […] up to 21, when they reach the full stature of manhood and are accorded a vote as responsible citizens in our democratic society. » (Carnegie Trust, 1943 : 14) La crainte principale était que la crise économique se double d'une crise civique. Il s'agissait d'éviter aux civils de perdre leur sens politique à cause du chômage massif et de voter plus facilement pour les partis extrémistes.

Enfin, pour conclure cette analyse des rapports sociologiques bénévoles sur le chômage, il est intéressant de noter à quel point l'inquiétude de voir les inégalités économiques augmenter, ainsi que celle de voir la démocratie reculer, était prégnante. On le souligne rarement mais l'entre-deux-guerres est une période de croissance des salaires pour les classes moyennes et supérieures moins touchées par le chômage. L'accroissement des inégalités dans un pays où, en dépit de la « culture de la déférence » on réfute l'importance des classes sociales, préoccupe les analystes politiques : en effet, on redoute que la classe ouvrière ne devienne complètement « antiparlementaire » et ne sombre dans le communisme. Pourtant, certaines études sont relativement optimistes. Comme le souligne Bakke (1933 : 251), l'assurance chômage a permis de limiter l'agitation politique liée au communisme en lui coupant l'herbe sous le pied : « The effects of Unemployment Insurance […] [are that] it has kept unrest at a minimum, the political agitation of Communists failing to flourish among those secure in the knowledge that the State is assisting them to help themselves. »

L'espoir placé dans l'Etat s'est renforcé dans les années 30, à la suite de la Grande dépression mais également grâce aux analyses sociologiques précédemment citées. Car un des phénomènes sociaux surprenants qui accompagnèrent le chômage de masse de la période est le fait que, pour une grande majorité, les chômeurs n'ont pas versé dans la révolution mais ont soutenu l'intervention de l'Etat britannique. Dans les années 30, son rôle est devenu largement symbolique et positif : « The State is not an unreal and remote abstraction to these people: it has entered into the living tissue of their lives. They speak of it as their grandfathers could not, because it has become a means of satisfying their claims upon society. » Et l'auteur d'ajouter que « these unemployed men and women are decent people. We are losing their help in building up our common life. […] Are we bound to make them fruitless aliens in their own country? » (Beales et al., 1934 : 48-49) On espérait, en Grande Bretagne, que l'avenir serait moins sombre et que la communauté des citoyens resterait unie. L'expérience du chômage de masse, si bien décrite par la quinzaine d'études sociologiques évoquée, resterait gravée dans les mémoires des Britanniques grâce à leur travail de « publicisation » du contexte et des mesures prises. L'espoir permis par l'intervention de l'Etat dans ces années-là a sans doute joué sur la conception future de l'Etat-Providence. Le travail des sociologues a donc largement participé à l'émergence d'une nouvelle conception de la société et du rôle de l'Etat dans l'économie. Cette période marqua un tournant dans la psyché britannique qui se rappelle notamment les « means tests » et la misère ouvrière, et c'est à la sociologie qu'on doit ce succès culturel.

Les témoignages sociologiques abondent dans l'entre-deux-guerres, notamment dans la littérature qui peut être considérée comme « la théorie sociale » à l'anglaise (Lepenies, 1988). Certains romans sont aussi efficaces qu'une étude sociologique à faire comprendre un phénomène social et avoir un impact largement supérieur auprès de la population. C'est notamment le cas du travail de George Orwell (1937) dans *The Road to Wigan Pier* ou de J. Priestley (1933) dans *English journey : being a rambling but truthful account of what one man saw and heard and felt and thought during a journey through England during the autumn of the year* et de J. Greenwood (1933), *Love on the Dole*. Ces trois romans ont en commun de décrire la vie en Angleterre lors de la grande dépression et de fournir au grand public des clés de compréhension sous une forme littéraire. Ces ouvrages furent des succès en librairie et contribuèrent beaucoup à populariser la vision du chômage des classes ouvrières. La littérature, sous cette forme, peut être considérée également comme une source de « sociologie invisible ».

Enfin, le troisième argument qui étaye l'idée d'un succès bien réel bien qu'invisible de la sociologie dans l'entre-deux-guerres provient de la sphère politique. En effet, on observe à cette époque une place croissante des sociologues au sein des commissions et des idées sociologiques dans les débats parlementaires. Il faut rappeler le contexte historique fécond pour la sociologie : les années 20 sont marquées par la reprise économique et le changement social (niveau d'instruction moyen qui augmente, place des femmes croissante) alors que les années 30 sont marquées par la grève générale (*Great Strike*) de 1926 et par la Grande dépression. Ce contexte, extrêmement riche en événements sociaux et sociétaux, explique d'une part la pertinence croissante de la sociologie pour les prises de décisions politiques et d'autre part celle de la politique pour la sociologie britannique, en tant qu'objet. Sociologie et politique sont donc intrinsèquement liées, dans un contexte particulièrement fécond pour la première et flou pour la seconde, en proie à la montée des extrêmes et des questions sociales dans cette période.

Observons d'abord le graphique suivant (Tableau 1). Le schéma représente le nombre d'occurrences des termes « sociology » et « sociolog* » (l'astérisque remplaçant la fin du mot

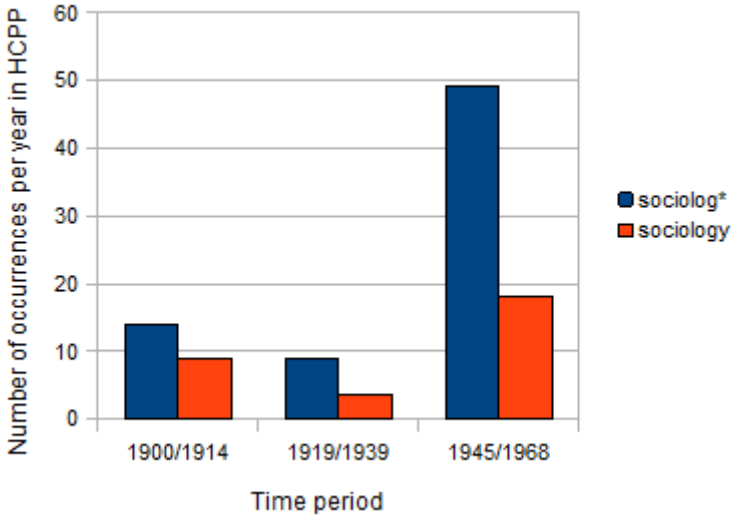


Tableau 1. Occurrences des termes sociologiques dans HCPP entre 1900 et 1968.

de manière à couvrir les termes sociological, sociology, sociologist, sociologists) par an dans les débats parlementaires britanniques selon la période d'avant-guerre (1900-1914), de

l'entre-deux-guerres (1919-1939) ou de l'après-guerre (1945-1968). Ce nombre d'occurrences a été calculé à partir d'une recherche textuelle dans la base de données HCPP (House of Commons Parliamentary Papers) disponible en accès payant sur Internet.[16] Le moteur de recherche couvre ainsi tous les débats de la chambre des Communes et des Lords ainsi que tous les rapports et toutes les commissions parlementaires disponibles sur les trois périodes mentionnées. A partir de ces recherches, on peut noter l'évolution de l'utilisation du concept de « sociology » ou des termes proches, dans les débats politiques.

Le Tableau 1 reflète donc la présence ou non de la sociologie dans les débats politiques de l'époque. Nous avons choisi de distinguer trois périodes : 1900-14 pour l'avant-guerre, 1919-39 pour l'entre-deux-guerres et 1945-68, de manière à pouvoir faire une comparaison qui ait plus de sens dans le temps, même si cela n'est pas l'objet de ce chapitre.

Qu'observe-t-on ? De manière logique, le nombre d'occurrences des termes associés à la recherche « sociolog* » est supérieur pour les trois périodes que pour le simple terme « sociology » (puisque la première l'inclut). Toutefois, on note que cette distinction entre « sociologie » et « sociologique » est très marquée pour l'après-guerre, comme si le vocabulaire sociologique s'était étendu (20 occurrences contre 50 par an entre 1945-68). Ensuite, on s'aperçoit que dans l'entre-deux-guerres le nombre d'occurrences des deux séries de termes diminue par rapport à l'avant-guerre ! Ce résultat est assez surprenant : doit-on alors parler de succès invisible ou de discipline superflue ? Les termes sociologiques et sociologie ont quasiment disparu entre 1919 et 1939, signe que l'importance de la discipline et son originalité ont été peu à peu oubliées après les temps cléments précédant la Première guerre mondiale, où la Grande Bretagne connut la naissance et les premiers développements de la sociologie institutionnelle. C'était une époque où la sociologie était sans conteste plus « à la mode ».

Qu'est-il donc advenu de la sociologie de l'entre-deux-guerres ? A-t-elle disparu du discours politique ou bien a-t-elle plutôt imprégné toute sorte de discours, y compris politique, dissimulée sous différents termes (social, society) ou sous d'autres conceptions (économie, histoire, géographie) ? C'est une hypothèse soutenue par Philip Abrams (1968 : 4) dans ses célèbres *Origins of British Sociology* (1834-1914) où il l'interprète comme le résultat de ce que la politique a « aspiré toutes les énergies » qui auraient pu s'engager dans la sociologie sans l'existence de ses opportunités, en supposant que la sociologie a en fait envahi globalement le discours politique.

Observons maintenant d'un peu plus près la période de l'entre-deux-guerres grâce au Tableau 2 :

[16] House of Commons Parliamentary Papers (base de données disponible à http://parlipapers.chadwyck.co.uk/, consulté le 8 août 2014).

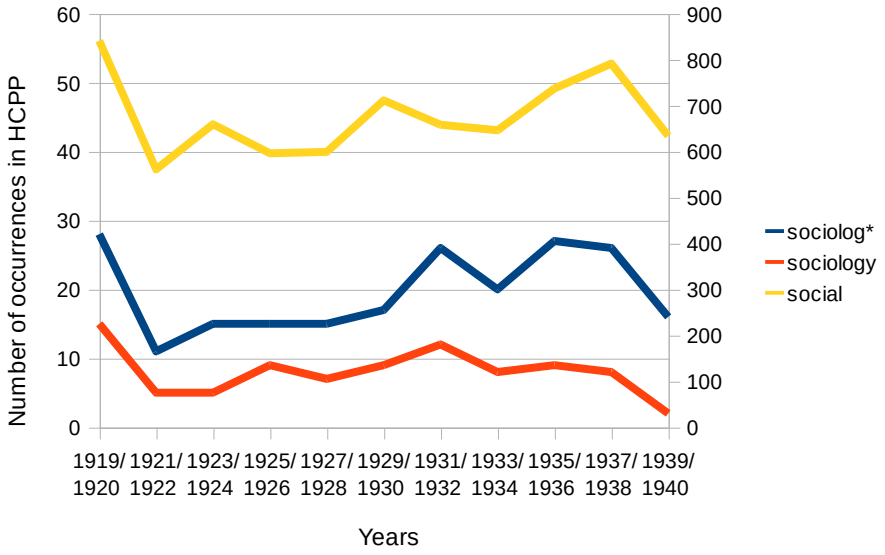


Tableau 2. Occurrences des termes sociologiques dans HCPP entre 1919 et 1940.

Le graphique représente le nombre d'occurrences des termes « sociology » (courbe rouge) et « sociolog* » (courbe bleue) par an entre 1919 et 1940 d'après une recherche sur HCPP sur ces termes. Les résultats se lisent sur l'échelle de gauche. Enfin, le nombre d'occurrences du terme « social » par an (courbe jaune) se lit sur l'échelle de droite. Cela nous donne une autre indication de la prégnance de ces concepts dans le discours politique britannique, et son évolution dans le temps.

On peut observer les mêmes tendances que précédemment : d'abord que le nombre d'occurrences de ces trois concepts diminue drastiquement après 1918, comme si la Première Guerre mondiale avait marqué un sommet dans l'utilisation de ces concepts par le discours politique dans « la guerre moderne ». Ensuite, le terme de « sociology » apparaît assez rarement puisqu'à aucun moment il n'est utilisé plus de douze fois par an. On remarque même que son utilisation est réduite à quelques occurrences par an à la fin des années 30. Les termes qui s'en rapprochent le plus (*sociological*, *sociologist*) suivent la même tendance avec une légère augmentation cependant dans les années 30 : le point de vue « sociologique » ou la profession de « sociologue » semble avoir plus de succès dans le discours politique que la discipline de la « sociologie ».

Quant au terme « social », suffisamment vague pour englober les différents points de vue « sociaux » sur les thèmes abordés en politique dans l'entre-deux-guerres, son évolution est largement parallèle à celle des autres termes évoqués. On peut se borner à souligner le pic de 1937-8 où la conception « sociale » apparaît plus de 800 fois en une seule année, avant une baisse importante. Les thématiques sociales sont donc sans doute essentielles, mais elles ne diffèrent pas significativement de l'évolution des « sociologues » et autres « sociologies ». Dans tous les cas, la « sociologie » n'est clairement pas un concept populaire ou à la mode dans le discours politique de l'entre-deux-guerres, signe qu'elle n'avait peut-être pas de légitimité, mais pas forcément qu'elle était absente (importance du « social » à la place). Notre intuition d'un succès invisible semble pouvoir toujours être confirmée.

Qu'en est-il de l'engagement des sociologies directement dans les débats politiques ? On trouve peu de présence de L. T. Hobhouse dans les commissions parlementaires ; tout au plus est-il convoqué comme témoin en tant qu'« économiste » (d'après sa description dans le rapport final) dans la « commission Sankey » de 1919 sur la nationalisation des mines de charbon. Son apport au débat fut plutôt faible. Ni Morris Ginsberg ni Edward Westermarck, les deux autres sociologues « officiels » de la LSE, n'apparaissent dans les rapports parlementaires des années 20 et 30. Cela montre que l'engagement des « purs » sociologues, c'est-à-dire qui occupent une chaire qui se réclame de la discipline, n'est pas très important envers la politique. Toutefois, d'autres sociologues, bien que moins connus, sont plus engagés : Ernest Barker, que l'on a présenté précédemment, et R. H. Tawney, historien économique de la LSE, font partie des comités parlementaires « Hadow » de 1923 et 1926 sur l'extension de l'âge minimum d'éducation secondaire à l'école. Leur intervention et leur apport furent cruciaux dans ces deux commissions.

On peut donc remarquer que si leur présence n'était pas intellectuellement incontournable, ils étaient au moins physiquement présents dans certains comités. Cela remet partiellement en cause l'hypothèse d'Abrams (1968) selon laquelle les sociologues étaient éloignés de la politique, bien qu'il faille souligner leur absence de certaines des commissions les plus importantes de l'entre-deux-guerres (The Old Age Pensions Committee de 1919 ou le 1932 Unemployment Insurance Committee).

Enfin, on peut noter que certains thèmes « sociologiques » ont particulièrement intéressé les députés comme le contrôle démographique et la stérilisation des populations « faibles » (*defective*). En effet, ces thèmes se retrouvent largement dans la littérature sociologique dans les années 30 sous la plume de A. M. Carr-Saunders, professeur de sciences sociales à l'Université de Liverpool de 1926 à 1937, avant de devenir directeur de la LSE. Carr-Saunders a eu beaucoup d'influence sur la démographie et sur la sociologie britanniques en développant notamment un « Survey of Wales » en plusieurs volumes en 1927. On doit également mentionner Lancelot Hogben, professeur de biologie sociale à la LSE en 1937-8.

Tous deux sont réunis dans un « Departmental Committee on Sterilisation » en 1933-34. Un tel comité parlementaire, impensable de nos jours, semblait tout à fait d'actualité et pertinent en Grande Bretagne à l'époque. Il était alors courant qu'une forme de « darwinisme social » s'exprime dans les milieux intellectuels – souvent plutôt conservateurs. Le rapport envisageait de stériliser les populations « faibles » (*defective*) pour éviter de « dégrader le patrimoine racial » de la population britannique. Les années de l'entre-deux-guerres sont en effet une période où le monde occidental s'intéresse beaucoup à la question de l'évolution raciale, que ce soit dans les pays fascistes ou non. (Spengler, 1923) Utiliser les moyens de la sociologie apparaît alors comme une évidence pour traiter de ces questions.

Cependant, en mettant en avant l'importance du « contexte social » plutôt que de « l'hérédité biologique », ces sociologues évitent l'impasse intellectuelle d'une discipline aveuglée par la pensée politique. La culture politique a donc discrètement mais sérieusement intégré le discours sociologique, que ce soit sur les nationalisations (Sankey, 1919), sur l'éducation secondaire (Hadow, 1926) ou sur le contrôle des naissances (1927). Leur réseau est petit mais dense puisqu'on note la présence de sociologues, souvent secondaires certes, dans de nombreux comités parlementaires. Le succès de la discipline est donc réel, même s'il n'est pas très voyant, dans la culture populaire et politique de l'entre-deux-guerres. Cela passe plutôt par des suggestions de concepts et une présence discrète dans les comités parlementaires que par une institutionnalisation lourde mais visible des sociologues. Ce sont,

là encore, des sociologues sans sociologie, c'est-à-dire porteurs d'un discours mais pas d'une discipline.

II. Une analyse intellectuelle : sociologues et sociologies de l'entre-deux-guerres

Après avoir analysé le contexte idéologique de l'entre-deux-guerres dans lequel s'inscrit la sociologie et avoir montré qu'on pouvait désormais parler de « succès invisible », il semble logique de s'intéresser au cadre intellectuel de la sociologie (II), avant son cadre institutionnel (III).

Nous allons commencer par décrire les sociologies qui se développent dans l'entre-deux-guerres, d'abord celles de Hobhouse, Ginsberg et Westermarck (1), puis celle de Geddes et de Branford et des sociologues de la *Sociological Review* (2), ennemies dans les faits mais inspirées par les mêmes sources et proches dans leurs résultats. Ce sera l'occasion de discuter de la « biologisation » et du « conservatisme » prétendus des sociologies de l'entre-deux-guerres, qui auraient expliqué leur échec à entrer dans les mémoires et dans les esprits (Soffer, 1982).

Ensuite nous analyserons les manuels de sociologie de l'entre-deux-guerres, préalable à une analyse institutionnelles, puisque ce sont ces ouvrages qui ont formé la génération de sociologues de l'après-guerre : or, quelle meilleure ressource pour cerner ce qu'est une discipline à une époque que de s'intéresser à ses manuels, c'est-à-dire à la manière dont elle est présentée et enseignée à de futurs professionnels ? (3)

Enfin il sera temps de conclure cette analyse intellectuelle des sociologues et de la sociologie par une description du succès de la discipline : la sociologie ne disposait en effet pas d'une grande lisibilité dans l'entre-deux-guerres car c'est une période où de nombreuses autres disciplines se développent et s'inspirent de sa perspective « sociale » comme l'anthropologie sociale, la psychologie sociale et même l'économie politique. Dans cette concurrence des savoirs et face à l'inspiration croissante de la perspective sociologique, le succès intellectuel de la sociologie est vaste mais peu visible, car c'est une discipline qui garde des contours flous. (4)

1. Hobhouse, Ginsberg et Westermarck, une sociologie conservatrice ?

Afin de commencer par une entrée « obligée » dans le sujet, nous allons débuter par une analyse partielle de l'œuvre de Hobhouse, de Ginbserg et de Westermarck dans les années 20 et 30. Ce sont des sociologues incontournables de la période car ce sont les leaders de la discipline depuis la chaire Martin White de sociologie de la LSE. Hobhouse l'occupa de 1908 à sa mort en 1929 puis Ginsberg de 1929 à 1954. Westermarck occupa un poste de maître de conférences en sociologie (*lecturer*) à temps partiel à la même époque. Ce sont ensuite des sociologues qui ont marqué leur époque et à qui le terme de sociologie est largement associé, même si leurs idées sont peu connues. Enfin, bien qu'incontournables, leurs idées originales pour l'époque n'ont pas encore trouvé l'audience et l'intérêt qu'elles méritent. C'est donc également une section qui permettra de réhabiliter une pensée sociologique avec une question qui taraude les sociologues britanniques : Hobhouse, Ginsberg et Westermarck ont-il échoué à faire de la sociologie en raison de leur conservatisme, ou bien leurs idées méritent-elles un détour dans l'histoire intellectuelle de la discipline ?

Leonard T. Hobhouse, Morris Ginsberg et Edward Westermarck étaient originellement tous trois philosophes. Leur formation initiale en philosophie les amena à s'intéresser rapidement à la philosophie politique (Hobhouse particulièrement), à la philosophie sociale (Westermarck) ou à l'éthique (Ginsberg). Leurs sujets de prédilection portaient sur l'éthique individuelle et sociale, la conscience collective ou la question de la volonté comme le montrent leur œuvre maîtresse en philosophie/psychologie/sociologie : ce sont les *Morals in Evolution* (1906) de Hobhouse, la *Psychology of Society* (1921) de Ginsberg ou l'*Ethical Relativity* (1932) de Westermarck. Tous trois étaient plutôt d'obédience hégélienne. Enfin, si Hobhouse était anglais de naissance, Ginsberg venait de Lituanie (alors russe) et Westermarck de Finlande – bien que ces deux derniers acquirent plus tard la nationalité britannique (1927 et 1929). Il est intéressant de noter à quel point la sociologie britannique à l'époque est dominée par des sociologues largement d'origine ou d'inspiration étrangère – ce que l'on soulignera à nouveau dans le chapitre 5 comme posant la question de la « britannicité » de la sociologie, la contribution des immigrants ayant été si marquante dans le développement de la discipline.

Les écrits de ces trois sociologues sont réputés être « arides » et relativement « abstraits ». Cela découle sans doute de leur formation initiale. Mais il serait faux d'en conclure que leur méthodologie était trop théorique et manquait d'une dimension empirique. Car il faut rappeler que Hobhouse et Ginsberg furent à l'origine d'un ouvrage d'anthropologie sociale utilisant des données de terrain, *The Material Culture and Social Institutions of the Simpler Peoples*, en 1915 (Hobhouse et al., 1915). L'idée principale de cette œuvre était d'expliquer comment les peuples dits primitifs avaient pu avoir des institutions et se doter d'une culture. Ginsberg de son côté fut certes célèbre pour ses analyses philosophiques et psychologiques mais a travaillé dès 1929 à une analyse de la mobilité sociale fondée sur des statistiques qu'il avait lui-même récoltées. (Ginsberg, 1929a) Enfin Westermarck est connu pour avoir insisté sur l'importance des études empiriques pour la sociologie, qu'il a par ailleurs affinées lors de travaux d'ethnographie répétés au Maroc et qu'il a utilisées pour rédiger son histoire du mariage (Westermarck, 1936).

Avant d'entrer dans le coeur du sujet, c'est-à-dire la pensée plus précise des auteurs, il est intéressant de fournir le cadre épistémologique et disciplinaire dans lequel ils s'inscrivent. Certes, comme nous l'avons dit, Hobhouse, Ginsberg et Westermarck sont des universitaires classés institutionnellement comme des sociologues : mais que cela signifie-t-il pour des immigrés formés en Angleterre en philosophie utilisant largement la théorie ? Comment parvenir à définir la discipline sociologique ainsi ? Etonnamment, aucun des trois auteurs ne définit de position disciplinaire claire. Au contraire, le mélange avec d'autres disciplines est commun. Ainsi Morris Ginsberg conclut-il une discussion sur l'existence de la société comme « réalité sui generis », au contraire de Durkheim, en affirmant de façon plus relativiste et psychologisante que « on the whole, it seems to me that the question whether society is a reality sui generis and whether there are sociological laws which are not reducible to the laws, say, of biology and psychology, must for the present be left open. » (Ginsberg, 1956 : 264-5). Ginsberg ne semble pas reconnaître qu'il existe de « lois sociologiques » comme il en existe en biologie et en psychologie, et même qu'il faille plutôt s'en remettre aux lois de ces dernières pour comprendre la société.

De plus, Ginsberg conclut que s'il existe une « conscience collective » (*collective mind*) et des lois de la société existant indépendamment de celles de la psychologie individuelle, la question « doit rester ouverte » et n'est encore qu'à l'état naissant. C'est non seulement dénier à la société la qualité de réalité spécifique, mais c'est surtout brouiller les frontières avec la psychologie et la biologie, cela rendant plus difficile la spécification de la sociologie comme

discipline autonome à part entière. On comprend alors, à partir de l'analyse de ces essais de Ginsberg, qu'il est compliqué pour la sociologie d'exister institutionnellement alors que son point de vue particulier n'est pas affirmé, et surtout que la sociologie britannique ait pu rapidement être taxée de « conservatisme » ou de « biologisation ».

D'une certaine manière, on retrouve dans les explications de Ginsberg une volonté implicite de se démarquer de la conception durkheimienne, confirmant que celle-ci était toujours discutée et prégnante même en Grande Bretagne (voir I). Hobhouse et Ginsberg étaient d'accord pour accepter l'interprétation de la société comme étant « psychologique de bout en bout » mais déniaient la possibilité qu'elle puisse être pourtant interprétée comme « a super-incombent necessity » ou qu'elle puisse être imposée aux individus. (Ginsberg, 1956 : 266) C'est pousser la théorie de Durkheim un peu loin et même la caricaturer : car si le fait social « contraint », il n'a jamais eu d'autre existence qu'interpersonnelle. L'idéalisme galopant dans les universités, comme décrit précédemment, favorisait alors l'opposition entre individu et société, entre volonté libre et déterminisme social, et entre l'existence de lois psychologiques et sociologiques. La conciliation du concept de lois sociologiques avec celui de la liberté individuelle a toujours été difficile en Grande Bretagne, au moins depuis Locke et Hume.

Mais ce qui est intéressant dans ce mélange des genres et des disciplines, c'est d'abord la bonne connaissance des sociologues britanniques dans les développements contemporains en psychologie sociale. Les trois auteurs ont utilisé dans leurs écrits des théories psychologiques : Hobhouse dans *Mind in Evolution* (1901), Ginsberg dans *Psychology of Society* (1921) et Westermarck dans *Ethical Relativity* (1932). Ginsberg connaissait les théories psychanalytiques les plus récentes de son époque (voir par exemple Ginsberg (1934)) et Westermarck n'a ainsi pas hésité à entrer en conflit intellectuel avec McDougall, un grand psychologue social de la LSE, à propos de la moralité dont ce dernier donnait une définition objective. Pour Westermarck, aucun jugement moral ne peut être objectif car pour lui la moralité est avant tout « psychologique », c'est-à-dire fondée sur des sentiments et des émotions plutôt que sur la rationalité. Ces deux auteurs étaient fondamentalement en opposition sur le problème de l'approbation ou de la désapprobation morale comme sources de jugement moraux. (Westermarck, 1932 : 60)

Cela n'empêchait pas, ensuite, les sociologues de réfléchir à la définition de la sociologie contre cette prétention de la psychologie. La conception de Ginsberg a ainsi évolué dans le temps. Dans un essai sur la définition de son objet, il différencie ainsi « the study of individual mind » et celle de « mind in society » en avançant que « the sociologist is interested not in mind as such, but rather in the part it plays in determining the nature and genesis of social phenomena. » Mais cela reste une avancée mineure, car la psychologie sociale a les mêmes prétentions que la sociologie, à ce titre. Il ajoute que « sociology is concerned not with mental factors as such but with the result of their operation upon numbers of men in their dealings with one another. » Ce sont donc les relations interpersonnelles qui sont le propre de la sociologie. Il conclut ainsi avec une définition assez complexe et floue – mais qui a le mérite d'exister – de la sociologie : « Sociology, then, is the study of the products of mental inter-action, the conditions of their persistence, growth and decay. » (Ginsberg, 1956 : 307-8) C'est finalement exactement le titre de l'ouvrage de Hobhouse (1924) : *Social Development: its nature and conditions*. La sociologie est donc, pour ces auteurs, l'étude de l'évolution des interactions mentales ou psychologiques entre êtres humains, c'est-à-dire les institutions, de leur naissance à leur mort.

On voit donc que le déterminisme social était réfuté par Hobhouse et Ginsberg. Cela déniait-il à la sociologie toute pertinence ? La sociologie de ces deux auteurs étaient, comme on l'a souligné, largement inspirée par la biologie – comme avait pu l'être celle de Herbert Spencer sans le darwinisme social. Cependant, cela ne voulait pas dire que la sociologie n'avait aucune prise sur les individus ou que leur pensée était « conservatrice ». La sociologie conservatrice était celle des eugénistes, Francis Galton et Karl Pearson les premiers, qui avaient créé la *Eugenics Society* avant de fonder leur propre revue *Biometrika* en 1901 en continuant leur oeuvre depuis University College, London. Leur pensée se rapprochait des conservateurs car ils mettaient en avant l'importance du contrôle démographique de la population via la stérilisation si nécessaire (voir I).

Dans un article portant sur l'alcoolisme écrit par Pearson, Ginsberg soulignait ainsi son opposition aux eugénistes en critiquant leur usage contestable des méthodes statistiques et biologiques pour parvenir à des résultats dits « sociologiques ». Ainsi il s'opposait à la conclusion que « the alcoholism of parents has practically no influence on the general health and intelligence of boys and girls [who] are healthier and more intelligent » en faisant valoir qu'elle était fondée sur « the merest hearsay evidence » sans contrôle méthodologique. Non seulement les données n'étaient pas « représentatives » mais il était clair en plus que « the factor of alcoholism had been effectively isolated from other possible factors ». Ginsberg soulignait que « other investigators [had] arrived at contrary results » et que les eugénistes, en tirant de telles conclusions d'une étude sociologique, avaient manqué de voir « l'influence de l'environnement », qu'il soit social, économique ou biologique. D'où l'attaque de Ginsberg pour qui le résultat était « more likely to be due to the inadequacies of method and the indefiniteness of the data than to the non-existence of the influence. » (Ginsberg, 1956 : 271-274)

Westermarck était également un critique acerbe des eugénistes en affirmant que « the heredity of "acquired characters" [transmitted from parent to offspring] is nowadays emphatically disputed by a large school of biologists, and can certainly not be taken for granted. » (Westermarck, 1932 : 23) Comme ajoutait Ginsberg, de façon sociologique, « in the main, social differences in fertility are not due to genetic but to social and economic factors. » (Ginsberg, 1956 : 279) Cet argument permettait à la sociologie non seulement d'exister d'après une perspective unique (celle du déterminisme de l'environnement) mais permettait aux politiciens d'agir : car si seule l'hérédité était en jeu, il n'existerait aucun moyen d'action sur la société. Or ce n'est pas du tout ce que pensaient Ginsberg et Westermarck, secondés par Hobhouse lui-même qui était convaincu que « history strongly suggests the permanence of the fundamental human traits, and the history of each nation a similar permanence of that which is nationally distinctive. Social changes are far more rapid than biological. » (Hobhouse 1924 : 113)

C'est le deuxième point qu'il convient de souligner pour distinguer la sociologie conservatrice et biologisante des eugénistes de celle, plus ouverte bien que plus théorique, de Ginsberg, Hobhouse et Westermarck. Il est faux de dire qu'ils prônaient une sociologie conservatrice, en dépit de la difficulté pour eux d'admettre une certaine part de « conscience collective » et de déterminisme social.

Enfin, il faut remarquer un troisième point qui atteste de l'ouverture plutôt que du conservatisme de la sociologie britannique. On l'a dit, la pensée hobhousienne était imprégnée de philosophie politique et était assez abstraite. Cependant, cela n'a pas empêché Hobhouse de défendre, par exemple, le rôle de la Société des Nations dans les relations

internationales à une époque où la question se posait : il chérissait en effet l'espoir d'une « world polity » qui s'opposerait aux « forces making for tyranny, rebellion, confusion, and the ultimate renewal of an even more destructive war. » (Hobhouse, 1924 : 297) Dès 1924, date de parution de son ouvrage sur le *Social Development*, Hobhouse exprimait ainsi son engagement aux côtés de la démocratie et de la pacification des relations internationales par crainte notamment d'une « nouvelle guerre destructrice » pour l'Europe et le monde. Hobhouse ne promouvait pas la liberté seulement dans ses livres, il prenait concrètement position sur le terrain politique.

En plus de son engagement en faveur de la Société des Nations, Hobhouse soutenait également symboliquement les insurgés irlandais pour leur indépendance de 1921. Ainsi il se montre, dans l'ouvrage cité de 1924, largement en faveur du règlement juridique du conflit en écrivant que « the interests of all parties must be borne in mind, and if, for example, we have a people like the Irish desiring to break off from another, what is required is first mutual consent, or that failing, reference to an impartial tribunal. » (Hobhouse, 1924 : 60) Il se déclarait donc en faveur du droit et de la démocratie. De même Ginsberg a critiqué l'analyse eugéniste du conflit anglo-irlandais en affirmant à leur encontre que « it has been suggested that the conflict between the Irish and the British has a racial origin, but the racial composition of Ireland is, so far as be ascertained, analogous to that of Western Britain. » (Ginsberg, 1956 : 245)

On le voit donc bien : non seulement la pensée dominante à la LSE n'avait rien de conservatrice, mais en plus elle était assez originale et engagée pour son époque, malgré une difficulté à définir la sociologie comme discipline à part entière. C'est toujours le même problème qui se pose aux sociologues de l'entre-deux-guerres, ce qu'on observe y compris dans les pages de la *Sociological Review*, la revue sociologique la plus ancienne de Grande Bretagne fondée dès 1908 pour prendre la suite des *Sociological Papers*.

2. Branford, Geddes, les sociologues de la *Sociological Review* : une « école » de sociologie britannique ?

Après avoir analysé les théories de l'école de la LSE de sociologie, nous allons nous tourner vers une frange moins connue de la discipline : les sociologues autour de Geddes, Branford et de la *Sociological Review*. La revue, fondée en 1908 pour poursuivre la publication des *Sociological Papers* de la Sociological Society, est la plus ancienne de ce genre en circulation en Grande Bretagne. Elle a été dirigée par Leonard Hobhouse entre 1908 et 1911 avant que celui-ci, devant l'incompatibilité avec Branford et Geddes dans l'association, ne la quitte pour se consacrer entièrement à son poste de professeur à la LSE. Dans les années 20 et 30 elle dérive de plus en plus, à mesure que la Sociological Society perd de ses membres, vers l'idéologie « géddesienne ». Cependant, en dépit du jugement parfois sévère des historiens de la sociologie sur le contenu de la revue (Bulmer, 1985 : 24), il est utile de s'y intéresser car elle reflète ce que V. Branford appela « the extra-mural school of sociology ». (Branford, 1928) Il désignait par-là la sociologie non universitaire ou non reconnue par les universités comme de la sociologie.

Les articles publiés dans la SGR sont très variés et proviennent d'auteurs pour la plupart loin des cercles dominants de l'Université avec des profils très diversifiés issus de la philosophie, du *social work* ou de la démographie et qui n'ont pas laissé de gande trace dans l'histoire. Mais c'est justement l'occasion de les réhabiliter et de ne pas réitérer le jugement de leurs

pairs d'alors qui les traitaient largement « d'amateurs », ne leur accordant pas la légitimité sociologique alors même que la force de cette discipline était justement son foisonnement.

Nous souhaitons donc dans cette sous-partie redorer le blason d'une partie injustement marginalisée de la sociologie, qui représente quasiment à elle seule la production sociologique des années 20 et 30. On pourrait dire que la SGR est à l'image de la sociologie britannique avant les années 50 : bien organisée mais manquant de reconnaissance et de *discipline*. Mais retrouve-t-on les mêmes interrogations et les mêmes « défauts » dans la sociologie de la SGR que dans la sociologie « officielle » de la LSE ? Existe-t-il une véritable tradition sociologique cohérente qui se fait jour dans cette revue ?

On retrouve par exemple le même débat concernant l'eugénisme dans la SGR qu'à la LSE. Il se pose en ces termes : d'un côté on trouve les eugénistes qui considèrent que la nature de l'homme est essentiellement biologique, de l'autre on trouve les écologistes (*environmentalists*) qui considèrent qu'elle est plutôt sociale, économique et géographique. Cette dernière école est largement inspirée par les travaux de Geddes et les idées de Branford, les deux leaders de la Sociological Society et de la SGR dans les années 20. On trouve une explicitation de ce débat dans un article de 1920 : alors que les eugénistes supposent que « heredity counts for everything, and that the influence of the environment […] is so infinitesimal that it may be entirely ignored », les écologistes pensent plutôt que « heredity from the social point of view [is] all but negligible; that individuals are born with equal potentialities, and the inequalities which subsequently appear are due to the surroundings. » (Williamson, 1920)

Le débat ne s'arrête pas à une opposition purement théorique, il a des conséquences pratiques et politiques. En effet comme l'ajoute l'auteur, les écologistes peuvent alors « seek the remedy for human and social defects in an improvement of the environment », c'est-à-dire qu'en concevant l'être humain dans son environnement on peut agir sur le premier à travers le deuxième. Alors que pour les eugénistes, il est impossible d'agir sur l'hérédité sauf à prendre en considération des politiques qu'on qualifierait de nos jours de « cruelles », notamment la stérilisation. Si l'on en croit la détermination purement biologique, l'action de l'Etat et de ses institutions sur les individus est superflue voire inutile. En revanche, si l'on ne considère que le déterminisme social agissant sur les individus, cela suspend leur responsabilité individuelle. Comme le souligne ainsi H. A. Mess (1936), un sociologue du Bedford College de l'Université de Londres, « there is a tendency to class the pauper and even the unemployed with the physically or mentally defective and to label them indiscriminately as sub-normal. » Selon le point de vue eugéniste ou écologiste, la pauvreté peut donc, par exemple, être considérée soit comme « naturelle » soit comme un objet « social », c'est-à-dire sociologique. Le débat n'est donc pas seulement intellectuel et politique, il est également épistémologique et pratique.

Il faut toutefois se garder de caricaturer le débat car, comme le rappelle Mess (1936 : 196), les eugénistes ont contribué à la construction politique britannique en attirant l'attention sur des enjeux que les écologistes avaient dénigrés, comme l'avenir de la population ou sa « qualité » : « none the less, the biologists have already made […] a great contribution to social reform. They have at least made us aware of capital issues, and especially that fundamental issue for the future of the human race. » Les eugénistes étaient en effet à la pointe des débats de leur époque en ce qui concernait la démographie et les craintes naturelles liées à l'état de la population grâce à l'établissement de problématiques et d'enjeux accessibles au grand public et à l'utilisation de statistiques. D'ailleurs, certains sociologues

comme Carr-Saunders (1922), qu'on ne peut soupçonner d'extrémisme et qui devint directeur de la LSE en 1937, écrivit pourtant un célèbre ouvrage sur l'eugénisme en 1922, *The Population Problem*. Lancelot Hogben (1938), le biologiste social de la LSE, publia lui aussi les résultats d'un colloque très important sur le sujet en 1938 (*Political Arithmetic: A Symposium of Population Studies*).

La LSE et la SGR partagent également un autre problème, celui de la définition de la sociologie, en particulier par rapport à la psychologie. Un article de la *Sociological Review* écrit par Wells (1936) souligne ainsi que la psychologie sociale ne parvient pas à expliquer le changement social sans recourir à une « force mystique » qui expliquerait le sens qu'on lui trouve à travers « la succession des événements ». La psychologie échoue donc à expliquer les phénomènes extérieurs aux individus, autrement dit les faits sociaux. La psychologie et la sociologie furent donc « ennemies » dans la communauté des sociologues « non officiels » dans les années 20 et 30.

Cependant on note globalement une opposition moins forte à la conception d'une société chez les sociologues de la SGR que chez ceux de la LSE. Ils sont englobés dans l'Institute of Sociology – une organisation fondée en 1930 pour prendre la suite de la Sociological Society agonisante – et sont emmenés par Alexander Farquharson, un ancien enseignant reconverti en leader de la sociologie hors universités. Farquharson n'avait rien d'un idéologue, contrairement à Geddes et à Branford, mais il avait un sens certain de l'organisation et un grand enthousiasme pour la sociologie. Il écrit ainsi, dans une recension (Farquharson, 1921) qu'il ne peut concevoir les débuts de la Sociologie « until it is recognized that Society, like the individual, has an outer and an inner life. » Autrement dit il faut, a minima, une psychologie sociale pour étudier la « conscience collective » comme il existe une psychologie individuelle.

Mais Farquharson va plus loin en suggérant de ne pas considérer uniquement les manifestations psychologiques d'une société, car « to carry out this view to the limit would be to reduce Sociology to Social Psychology: a separate science would hardly be required. » On en revient à l'argument épistémologique : sans objet à part, définissable, la sociologie reste superflue. C'est contre cette vision que s'élèvent plusieurs auteurs de la SGR. Farquharson conclut sa recension en précisant que le progrès scientifique dépendrait de toute façon d'une coopération entre les deux sciences, l'une étudiant les consciences, l'autre les institutions : « the study of the two, in relation to one another, alone can promise scientific results. A failure to recognize this […] cannot but do harm to the progress [of] science. »

Cette défense plus convaincante de l'objet et de la spécificité de la sociologie par Farquharson explique sans doute pourquoi, grâce à sa ténacité, sa modestie et son réseau, ce dernier réussit à faire de la SGR un véritable tremplin institutionnel pour la discipline dès 1933. La deuxième explication, plus prosaïque, est donnée par la disparition successive des pionniers et ennemis de la sociologie britanniques : Leonard Hobhouse disparaît en 1929, Victor Branford en 1930 et Patrick Geddes en 1932. Ces disparitions rapprochées ont considérablement ouvert le champ sociologique, notamment à l'action pacificatrice et unificatrice de Farquharson.

A partir de 1933, il semble en effet que la question de la définition de la sociologie soit résolue. Une « école de sociologie britannique » semble émerger de la coopération entre la LSE et la SGR, mise sur pied par Farquharson. Un des exemples de cette unification théorique et pratique est le programme commun proposé par la LSE, l'Université de Liverpool et l'Institute of Sociology sous l'égide de ce dernier au Congrès International de Sociologie de

Genève en octobre 1933. Grâce à l'action de Farquharson, qui s'affirme après 1932, la « participation britannique » au congrès sur le thème de « Predictions in Sociology » apparaît dès le mois de mai 1933 dans les archives de la SGR, donnant l'impression que les sociologues britanniques représentaient désormais une force collective :

« Scheme of Papers [for the International Sociological Congress in Geneva in October 1933]

A. General Papers
1. The Conception of Social Development – Pr Morris Ginsberg
2. Sociological Methods in Relation to the Discovery of Trends – Mr Alexander Farquharson

B. Special Papers
3. Changes in Economic Structures
4. Population Trends
5. Changes in Family Life – Pr. Carr-Saunders
6. The Future of Legal Institutions – Pr Maurice Amos
7. Prediction in Political Institutions
8. Business Forecasting
9. The Future of Religion – Mr Christophe Dawson
10. ? – Mr G. Spiller. »[17]

Les plus grands sociologues britanniques se retrouvent donc sous la même étiquette de l'IOS à cette occasion (Carr-Saunders, Ginsberg, Farquharson). Mais l'unification ne s'arrête pas là : on note une remarquable amélioration de la qualité et du professionnalisme des articles publiés dans la SGR en 1934. Cette année-là, Farquharson oeuvra pour la mise en place d'un « common editorial board » pour la revue. Ainsi Ginsberg de la LSE, Carr-Saunders de l'Université de Liverpool et Farquharson, représentant la sociologie « hors des murs » à l'IOS, se mettent d'accord pour diriger ensemble la *Sociological Review*. Les discussions concernant cette organisation commencèrent dès 1930 mais il fallut encore attendre le retrait de Geddes, condition sinéquanone pour Ginsberg et Carr-Saunders à la mise en place d'une telle coopération. La mise en page de la revue évolua, le nombre de sociologues professionnels publiant dans la revue augmenta et la longueur moyenne des articles passa de 10 à 20 pages après 1934.

Enfin, à partir de ce moment on observe dans la SGR un nombre plus important d'articles portant sur des sujets d'actualité, traités de façon empirique, comme les élections, la délinquance, le chômage ou les relations internationales, qui étaient tous des sujets brûlants dans les années 30 et pourtant relativement délaissés par les sociologues majeurs de la LSE.

La sociologie britannique apparaît donc unifiée à la veille de la Seconde Guerre mondiale. On peut résolument parler d'unité, voire d'une « école » britannique, dirigée par l'Institute of Sociology et cela grâce à l'œuvre de Farquharson. Comme on l'a souligné, la réflexion des sociologues dits « amateurs » se rapproche largement de la sociologie « professionnelle » de la LSE sur l'eugénisme ou l'opposition à la psychologie sociale, même si les premiers sont plus avancés en ce qui concerne la défense d'une définition claire de la sociologie comme discipline à part entière. Comment expliquer dès lors leur absence de l'histoire de la

[17] 'Scheme of papers for the International Sociological Congress in Geneva', 11 May 1933, Ginsberg 5, MSS LSE.

sociologie britannique, si ce n'est peut-être par leur illégitimité aux yeux de la disciplinarisation ?

3. Les manuels de sociologie : une formation inadéquate ?

Dans cette troisième sous-partie nous allons nous attacher à montrer que les manuels de sociologie de l'entre-deux-guerres sont nombreux et présentent la discipline sous différents angles, bien que de façon largement théorique. Cela nous permettra d'avoir une vue d'ensemble de la formation intellectuelle d'un sociologue à cette époque, et de voir s'il est possible de parler d'une « école » de sociologie britannique – tout en soulignant l'avancée qu'ils représentent pour son processus de « disciplinarisation ».

Comment définir un manuel de sociologie parmi toute la production littéraire de l'époque ? Scott le définit comme « a book published with students—formal and informal—as its principal intended audience and aiming to give a more or less comprehensive introduction and overview or critical assessment of the subject. » Il précise qu'on peut les repérer dans le champ comme des ouvrages utilisant les termes de « sociology » ou d'autres approchant comme « society », « social structure » ou « social group » dans leur titre, accompagnés de qualificatifs tels que « introduction », « outline » ou « elements ». De nombreux manuels de sociologie sont parus pendant l'entre-deux-guerres : John Scott (2014) en compte neuf entre 1920 et 1940 dans son analyse exhaustive des manuels britanniques de sociologie entre 1900 et 1968. Dans sa liste, que nous reproduisons ci-dessous, Scott ne trouve pas de tels manuels pour le XIXe siècle, le premier paraissant après la Première Guerre mondiale (Findlay, 1920) :

George Douglas Howard Cole, *Social Theory* (1920).
J. J. Findlay, *An Introduction to Sociology for Social Workers and General Readers* (1920).
Robert Morrisson MacIver, *The elements of social science* (1921).
Richard Thomas Evans, *Aspects of the study of society* (1923).
Sidney and Beatrice Webb, *Methods of Social Study with an introduction by T. H. Marshall* (1932).
Morris Ginsberg, *Sociology* (1934).
Judah Rumney, *The Science of Society: An Introduction to Sociology* (1938).
Frederick C. Bartlett, Morris Ginsberg, Ethel J. Lindgren, Robert H. Thouless (eds.), *The Study of Society* (1939).
Henry Adolphus Mess, *Social Groups in Modern England* (1940).

Dans cette liste que nous allons étudier, Scott (2014) considère que « a distinct textbook tradition crystallised during the 1920s as the number of students grew and an interested general audience began to appear. » L'affirmation est par ailleurs étayée par l'analyse de Platt (2008) qui considère qu'une « tradition sociologique britannique » se fait jour à travers les manuels publiés dans l'après-guerre. Leur argument principal est que la définition de la discipline à partir des « pères fondateurs » britanniques comme Hobhouse, Ginsberg ou T. H. Marshall, est particulière à cette tradition et qu'elle se référait pour cela à des manuels britanniques. Platt (2008 : 176) en conclut que la tradition britannique est largement « provinciale » alors que Scott souligne plutôt la faiblesse de l'influence des manuels américains dans l'entre-deux-guerres pour définir la sociologie britannique.

Notre hypothèse, pour traiter des manuels de l'entre-deux-guerres, est plutôt qu'ils n'étaient pas destinés à des étudiants mais plutôt à informer une discipline en recherche de bases

scientifiques solides afin, à terme, d'être enseignée. Devant la faiblesse universitaire de la sociologie (que nous étudierons plus spécifiquement dans la troisième partie), il semble un peu naïf d'y voir une volonté d'enseignement : nous défendons l'idée que ces manuels sont plus « performatifs » qu'instructifs, c'est-à-dire qu'ils visaient d'abord le grand public avant les étudiants et que ces manuels sont des documents de sociologie faits pour montrer, plus qu'enseigner, la sociologie telle qu'elle devrait être. Les manuels de l'entre-deux-guerres s'échinent à démontrer l'existence, la pertinence et la définition de la discipline sociologique, ils sont donc avant tout performatifs. Enfin, si « école » ou « tradition » il y a, ce serait plutôt une sociologie insulaire qui se fait jour.

Le premier argument qui va dans notre sens est le fait que ces manuels ne sont pas spécialement écrits par des spécialistes pour des étudiants. Ce sont largement des manuels « non académiques », c'est-à-dire qu'ils ne visent pas les étudiants en sociologie initialement car ils étaient peu nombreux (environ 300 dans 3 universités en Grande Bretagne dans les années 30) et donc que le marché n'était pas adapté à de si nombreux manuels. Leur raison d'être ne pouvait matériellement et financièrement pas être de toucher uniquement les étudiants, il semble logique de supposer qu'ils visaient plutôt le grand public de façon à les sensibiliser à la question sociale. Dans un second temps il faut souligner qu'ils sont largement « non académiques » car, exceptés les *Methods* des Webbs (1932) et la *Sociology* de Ginsberg (1934), ils furent écrits par des non-spécialistes (J. Rumney était diplômé d'économie, R. Maciver était *Assistant professor* en économie à Toronto et J. Findlay était professeur d'éducation à l'Université de Manchester) – bien que potentiellement reconnus dans d'autres disciplines que la sociologie. Cela souligne au passage à quel point la sociologie attire les profils plutôt « marginaux » à l'époque et qu'elle est souple car elle imprègne de nombreux auteurs de disciplines connexes. En tout cas cela justifie notre choix de les intégrer au groupe des auteurs « non académiques » en sociologie.

Le deuxième argument est tiré de la présentation des ouvrages elle-même. Ainsi, l'*Introduction to sociology* (Findlay, 1920) est sous-titrée « for social workers and general readers » tandis que les *Social Groups in Modern England* (Mess, 1940) consistait en une série d'articles publiés plus tôt dans *The Listener* et orientés vers le grand public plutôt qu'écrits pour les spécialistes. Une exception peut-être est la *Social theory* (Cole, 1920) qui est marquée par une approche assez abrupte et très abstraite, voire absconse, de la sociologie. Sa définition et ses concepts ne sont guère accessibles qu'aux philosophes spécialisés en théorie sociale et durent être d'une utilité pratique très discutable pour l'étudiant potentiel en sociologie de l'époque. Dans un sens, cela confirme notre intuition que ces manuels ciblaient plutôt le grand public que les étudiants car comme le souligne T. H. Marshall dans son introduction aux *Methods* des époux Webb, le but visé était plus « to pass on the fruits of [their] experience to the younger generation as a testimony to their lives and experience in social fields » que de viser un enseignement universitaire. (Webb, S. et Webb, B., 1975 [1932] : xxii) C'est uniquement en ce sens qu'on pourrait parler de tradition, puisque dans ce manuel est décrit la volonté de transmettre entre générations le savoir et les méthodes acquises en Grande Bretagne.

Notre troisième argument est que la volonté est d'abord de présenter facilement et pratiquement la « nouvelle » discipline à un public encore peu habitué à s'y confronter et qui peut être assez méfiant envers elle (voir le contexte intellectuel que nous avons décrit dans le I). Findlay (1920 : viii) explique ainsi qu'il faut viser le plus grand nombre et les jeunes universitaires plutôt que ceux qui sont déjà bien installés « partly because sociology is a comparatively new study [...], partly because young scholars are inclined to be too timid,

afraid of making mistakes or of breaking with tradition. » Il faut donc convaincre, par la pratique de l'écriture de manuels, un public éloigné des universités et pourtant dont les « mental habits […] [are] quite consistent with an approach to psychology of sociology. » Le but de ce manuel était donc d'affirmer sa discipline parmi « that wider circle of readers who are eager to study social questions. »

Le quatrième argument est que peu de méthode scientifique est proposée dans ces manuels : est-ce par manque de connaissance ou bien par une volonté de rester accessible au plus grand nombre ? L'approche méthodologique était peu développée dans les universités, et probablement trop technique et trop complexe pour le grand public. Il n'y a guère que dans les *Methods of Social Study* des Webb que la méthode qualitative est expliquée en détail dans leur chapitre 4 sur « the art of note-taking » et leur chapitre 9 sur « the use of statistics ». Les *Aspects of the study of society* d'Evans (1923), alors *Art Lecturer* en économie et en science politique à l'University College of South Wales, passe très rapidement sur « the scope and method of sociology » dans son chapitre 1. On note malgré tout quelques références aux études quantitatives américaines sur la stratification sociale dans le chapitre 7 de Rumney (1938) sur « Methods and techniques of social study ». Mais cela reste assez rare pour être souligné.

On peut aussi noter que les sociologues britanniques eux-mêmes ne semblaient pas très enthousiastes, dans les années 20, à employer les méthodes statistiques – ne réalisant sans doute pas que cela pouvait nuir à la discipline qu'ils cherchaient à fonder. Ainsi McIver (1921 : 15) écrivait que « it is a common view that science begins and ends with measurement. Whether or not this is true of physical science it is certainly not true of social science. » Il semble d'après ce point de vue que certains sociologues britanniques ne considéraient pas la sociologie comme une science *quantitative* : McIver (1921 : 12-13) la décrivait pourtant comme une science malgré tout car il reconnaissait à la société l'existence de lois propres, simplement non quantifiables, écrivant ainsi que « the reign of law does not stop at the borders of society. Society is a living whole, every part bound to every other. It has laws peculiar to itself. » Cette assertion semble contradictoire ; elle pourrait l'être pour des non-avertis même si les sociologues et les épistémologues comme Lepenies (1988) ont pu décrire la sociologie précisément comme « la troisième culture » entre science et culture. Il reste que la subtile distinction entre l'existence de « lois » de la société et « l'incapacité à les mesurer » est difficile à saisir. Elle est pourtant au cœur du questionnement des sociologues britanniques de l'entre-deux-guerres : définir la société comme une entité collective et autonome, dotée de lois, et gardant l'individualité et l'idéalisme qui les caractérise. La question était donc au centre des manuels.

Pour conclure cette sous-partie sur les manuels, qui apparaissent bel et bien comme des tentatives d'affirmer la sociologie de façon dynamique et en construction plutôt que d'apporter des solutions clé en main sous formes de théories et de cas pratiques enseignables, prenons l'exemple du manuel de Bartlett, Ginsberg et al. (1939) intitulé *The Study of Society*, dédié aux méthodes de la psychologie, de l'anthropologie et de la sociologie, chacune occupant une partie de cet ouvrage multidisciplinaire. C'est une démarche originale : on note très peu de manuels qui abordent conjointement toutes les facettes de ces disciplines ; c'est sans aucun doute une preuve de maturité de ces disciplines. L'introduction de l'ouvrage explique ainsi qu'il fut décidé de faire collaborer « a small number of psychologists, anthropologists, and sociologists who were known to be actively interested in the social implications of their respective fields of work. » En effet les auteurs de chacune des parties du manuel sont des spécialistes de leur discipline : en sociologie par exemple (« Part IV: Some

methods of sociology »), tous les auteurs sont des professionnels (académique ou non) de la discipline. « The methods of social case workers » sont ainsi rédigées par S. Clement Brown, Tutor in Mental Health Course at the Social Science Department, LSE ; la présentation des « Social Surveys » est rédigée par Wells, célèbre en sociologie pour avoir rédigé un petit rapport sur le sujet en 1935, tandis que « The problems and methods of sociology » est rédigé par Ginsberg, alors Martin White Professor of Sociology à la LSE.

Ces universitaires, précise l'introduction, s'intéressaient à l'application « of the […] methods of psychology, anthropology and sociology to a study of the problems of complex societies » (Bartlett et al., 1939 : v-vi) et plus simplement aux peuples et sociétés primitives : c'est une avancée considérable dans l'application de la sociologie au monde contemporain. L'introduction s'achève sur un constat encourageant pour les disciplines des sciences sociales évoquées dans l'ouvrage car « it is not infrequently said that when psychologists, anthropologists, or sociologists meet, little but disagreement emerges. This book may be regarded as a practical rebuttal of such a charge. » (Bartlett et al., 1939 : viii.) L'ouvrage répond donc à la volonté consciente d'affirmer chaque discipline dans ses spécificités tout en leur apportant une dimension contemporaine originale. C'est l'un des rares manuels de l'époque qui parvient à apporter une véritable plus-value aux enseignants et à présenter la sociologie de façon aussi légitime que l'anthropologie et la psychologie, précédemment ses concurrentes. Là encore, on observe le meilleur exemple d'un acte performatif : en affirmant la sociologie, aux côtés des disciplines qui lui disputent habituellement son objet, ces universitaires démontrent son intérêt – en dépit d'un niveau assez faible en méthodes statistiques et qualitatives.

4. L'économie politique, la sociologie britannique par excellence ?

La concurrence entre disciplines était donc rude jusque la fin de l'entre-deux-guerres. La sociologie devient plus mature à la fin des années 30, cela se voit notamment dans l'organisation de la SGR comme on l'a expliqué, et cela devient plus visible à travers le cas de ce dernier manuel de 1939. Le succès de la sociologie est difficilement quantifiable, mais facilement vérifiable : elle affleure partout.

On observe une inspiration sociale voire sociologique dans de nombreux domaines des sciences sociales britanniques : on la retrouve chez Malinowski en anthropologie sociale (d'ailleurs largement considéré comme sociologue par les durkheimiens), chez McDougall et Wallas en psychologie, chez Cole en philosophie et surtout chez Keynes en économie politique.

En effet la pensée keynésienne, et celle qui la précédait avec Marshall, a toujours eu une résonance sociale qu'on ne trouve pas ailleurs. (Parsons, 1932) C'est en particulier dans la pensée de l'Etat et de ses interventions économiques qu'il faut voir une influence de la pensée sociale sur son auteur. (Frydman, 1988) L'analyse sociologique de l'économie politique comme discipline à Cambridge à partir de Marshall (Coats, 1967) nous montre d'ailleurs bien qu'à ses débuts, l'état de la discipline était comparable à la sociologie : marqué par un manque de leaders, une difficulté à recruter parmi les économistes, une concurrence avec l'histoire et la philosophie morale (ibid. : III, IV, V). L'économie keynésienne est à l'origine de l'inspiration de la théorie des conventions par exemple, qui est réputée utiliser des résultats très « sociologiques » (Jabko, 1990 : 176). On pourrait d'une certaine manière dire, pour reprendre Lepenies (1988), que l'économie politique est la sociologie britannique par

excellence. Cela exprimerait la préférence d'une communauté de chercheurs pour une certaine discipline afin de traiter des problèmes sociaux.

En effet, on a observé un mouvement paradoxal depuis le début de cette histoire : la Grande Bretagne a été à l'origine de la Révolution Industrielle au XVIIIe siècle puis connaît dans l'entre-deux-guerres de graves problèmes sociaux (chômage massif, contrôle de la population, développement de l'anticolonialisme dans son Empire) : elle aurait donc dû « naturellement » développer une sociologie, qui naît avec les problèmes de l'Etat-nation (Lenoir, 1999). Et pourtant, la sociologie ne parvient pas à se développer ni à être florissante dans un contexte académique largement dominé par les disciplines traditionnelles. Ainsi, peut-être l'économie keynésienne pourrait être conçue comme la sociologie des Britanniques : en traitant des problèmes sociaux au travers de mécanismes et institutions économiques, l'économie politique a pu jouer le rôle de la sociologie sans que celle-ci, de par ses méthodes et ses objets, ne paraisse nécessaire. On pourrait dire avec Goldman (1987) que la sociologie a été « superflue » en Grande Bretagne devant la possibilité politique d'agir, notamment en économie, et par la frustration des universitaires continentaux.

Par ailleurs, l'école néoclassique avait proposé une analyse de l'individu rationnel compatible avec l'idéalisme hégélien très développé dans les universités, ce qui explique peut-être son succès intellectuel en Grande Bretagne : c'est une tradition qui combine l'individualisme et le rationalisme, sans évoquer le déterminisme à part entière. Collins (1994) avait déjà proposé une « tradition » sociologique sous la forme de la théorie behaviouriste anglo-saxonne et un récent article (Zafirovski, 2014) a attiré l'attention sur l'importance de la théorie néoclassique pour le développement de la sociologie économique. La théorie du choix rationnel, élaborée aux Etats-Unis dans les années 70, a par ailleurs été développée en France par Raymond Boudon en sociologie et importée par John Goldthorpe dans la sociologie britannique à la fin des années 90 (Goldthorpe, 1998). Cela montre encore aujourd'hui l'affinité entre l'économie néoclassique britannique et l'analyse sociologique, qui sont compatibles.

L'avantage de l'analyse keynésienne, outre qu'elle prend en compte l'Etat dans son analyse, est de produire dans l'entre-deux-guerres une sorte de collectivisme bon teint qui ne semble pas autant susciter l'opposition que la sociologie. La société n'y est pas considérée comme un organisme, comme dans la sociologie spencérienne par exemple (Becquemont et Mucchielli, 1998), mais comme un mécanisme intellectuel de transmission de flux économiques. Ce n'est sans doute par un hasard si la comptabilité nationale par exemple s'est développée aux Etats-Unis et a permis à Keynes d'élaborer sa propre théorie. L'économie keynésienne a donc en quelque sorte constitué une sociologie plus acceptable que celle proposée par les sociologues britanniques, et a gagné sa place par sa pertinence dans l'action politique et économique de l'entre-deux-guerres.

Enfin, la force de l'analyse keynésienne par rapport à la sociologie encore fragile de l'époque est d'offrir un véritable paradigme (Kuhn, 1962) : elle propose une théorie, des problèmes et des solutions qui constituent une véritable révolution, et qui s'opposent à la théorie dominante jusque-là (le néoclassicisme, le libéralisme). L'opposition très nette entre les néoclassiques et les keynésiens au sujet de la place de l'Etat dans l'économie, permet à ces deux « paradigmes » de faire école, de trouver des disciples, de délimiter leur champ, etc. tout ce qui manque alors à la sociologie naissante. Il est fort probable qu'ainsi l'économie politique ait contribué à l'affaiblissement de la sociologie en construction, incapable de se consolider en l'absence de paradigme clair. En ce sens, l'économie politique à partir de Marshall a été un succès intellectuel et institutionnel, alors que comme le souligne Coats (1967 : 707) sa

situation était au début du XXe siècle encore très précaire, dominée par les études classiques et la théologie. Par contraste, on observe aussi que l'institutionnalisation de la sociologie a été un échec.

III. Une analyse institutionnelle

Ce constat est-il justifié ? Certes, la difficulté du développement intellectuel de la sociologie peut expliquer en partie ses difficultés institutionnelles. Car une discipline (académique) suppose une discipline (collective), c'est-à-dire un ensemble de règles (ou de paradigmes) qui définissent une pratique scientifique faisant consensus. Or, non seulement on n'observe pas de consensus intellectuel dans la communauté sociologique britannique depuis 1904 (voir chapitre 1), mais bien plus, c'est la division et la marginalisation croissante des leaders de la communauté qui est la règle au moins jusqu'aux années 30. Il semble donc naturel que la sociologie n'ait pas connu une grande institutionnalisation dans l'entre-deux-guerres. Et pourtant, son succès invisible l'a faite pénétrer dans certaines universités et dans plusieurs autres institutions qui la défendent : l'Institute of Sociology, Mass Observation ou encore le Sociology Club et des revues comme *Politica* ou *Economica* (revues qui créent et soudent la communauté des chercheurs d'une discipline comme le souligne Vanderstraeten (2010)). Comment expliquer alors ce succès paradoxal ?

Nous allons procéder méthodiquement à une analyse de l'institutionnalisation de la sociologie et surtout de ses obstacles pour mettre en évidence un succès précaire mais plus visible de la discipline. Dans un premier temps nous observerons le cœur du système universitaire britannique avec les universités d'Oxford et de Cambridge pour comprendre pourquoi la sociologie a manqué le tournant de l'institutionnalisation à l'époque (1). Ensuite nous nous tournerons vers la sociologie universitaire « secondaire » avec les universités de Liverpool, Bedford et Birmingham où nous verrons que la discipline a conquis les marges de l'académie, dès l'avant-guerre (2). Puis nous nous intéresserons à la sociologie « extra-murale » avec l'IOS, Mass Observation et le Sociology Club (3) avant de présenter deux revues quasi-inconnues et pourtant très importantes de la LSE, *Politica* et *Economica* (4). Cela nous permettra de montrer que la sociologie est divisée, largement non universitaire, et qu'elle est très dynamique bien que contrée dans son élan par l'absence d'une véritable communauté et unité institutionnelle. Cette partie achèvera donc logiquement notre tour d'horizon de la sociologie de l'entre-deux-guerres.

1. Oxford et Cambridge : les grands absents

Il semble assez naturel d'entamer le bilan institutionnel de la sociologie de l'entre-deux-guerres en commençant par les deux plus prestigieuses universités de Grande Bretagne. Pourtant, il ne s'y est quasiment rien passé à l'époque en ce qui concerne la sociologie. Oxford et Cambridge n'ont fondé de chaires en sociologie que dans les années 60. La sociologie n'a fait son apparition dans les sujets d'examens de Cambridge (les « tripos ») qu'en 1961 – il n'était pas possible d'être diplômé en sociologie auparavant – et dans le cursus « Philosophy, Politics and Economics » (PPE) à Oxford seulement en 1962, comme le rappelle Halsey (2004 : 101). Il est donc difficile de parler de succès institutionnel de la sociologie à « Oxbridge ».

Pourtant, les temps étaient à l'ouverture après la Première Guerre mondiale. La culture fondamentalement humaniste dominante d'Oxford et de Cambridge s'est révélée inutile face à un monde de plus en plus moderne, violent et complexe pour la génération qui a été combattre au feu. (Scott et al., 1971 : 90) De nouvelles disciplines et de nouveaux cursus font alors leur apparition à Oxford et à Cambridge en réponse à la demande nationale et estudiantine : la sociologie, la géographie, l'économie politique ou l'anthropologie sont en forte expansion. Mais la concurrence disciplinaire est rude dans l'entre-deux-guerres : l'anthropologie sociale pouvait compter sur le soutien de l'Empire britannique, la géographie et l'économie sur celui de l'administration. C'est ainsi que fut créé le diplôme dit des « Modern Greats » (PPE) en 1920 à Oxford tandis que Cambridge créait sa première chaire en anthropologie sociale en 1921. (Chester, 1986 ; Howarth, 1978 : 131)

Qu'en fut-il de la sociologie ? La question du statut de la sociologie a été traitée dans le (I) où nous avons vu qu'elle était largement discréditée auprès des universitaires du fait de son opposition à l'individu et de sa promotion du déterminisme social, qui allaient contre l'idéalisme hégélien ambiant, ainsi que par l'approche « idéologique » de ses défenseurs. De plus, la sociologie n'arrivait pas à convaincre les universitaires de son utilité ni de son objectivité, ce qui en aurait fait une véritable science.

Deux témoignages expliquent encore cette étrange considération par les universitaires d'Oxford et Cambridge. Nous disposons d'abord de celui de Marett, l'anthropologue social d'Oxford, qui rappelle dans un article comment « in my youth at Oxford, that home of ancient prejudice, we were warned by our teachers against Sociology not only because the word itself was barbarous, but because the professors of the so-called science were ideologues who but beat the air. » (Marett, 1926) La sociologie souffrait donc fortement d'être associée à des « idéologues », notamment Geddes et Branford. Marett rapporte également que le problème associé à ces sociologues est qu'ils semblaient mélanger « faits » et « valeurs » dans leur science. Il prévenait ainsi les sociologues britanniques – dont il se revendiquait d'ailleurs, bien que détenteur d'une chaire en anthropologie sociale – que « it can do us no harm to remind ourselves that it is not for us as sociologists to lay down the law about how society should behave; that so long as we are dealing with "is" we must try to leave "ought" entirely out of account. […] It is simply a question of practising suspense of judgment in the form of the predication of a value. » (Marett, 1934)

Marett fut également président de l'IOS entre 1931 en 1934, ce qui explique son intérêt pour la discipline et pour ces questions complexes. Notons au passage que Marett semble bien être l'universitaire le plus bavard sur la sociologie, ce qui est sans doute lié à son intérêt pour Durkheim mais aussi peut-être à ses origines (il naquît sur l'île de Jersey, il était donc du point de vue des classes dominantes à Oxford un « marginal » comme souvent dans cette histoire).

Le deuxième témoignage concerne plus spécifiquement Cambridge, son administration et sa vision de la sociologie comme discipline potentiellement intégrable à l'université. En 1925 en effet, la Laura Spellman Rockefeller Foundation proposa à l'Université de Cambridge de financer une chaire de sociologie, comme le rappelle Bulmer (1981). Cela aurait été une grande première qui aurait forcément favorisé l'avancement institutionnel de la sociologie britannique. Cependant, l'université refusa poliment l'offre en arguant qu'il n'y avait tout simplement « no appropriate candidate » pour le poste ; oubliant bien sûr Geddes, Branford et Carr-Saunders. Bulmer en déduit une indifférence durable envers la sociologie – qui était consciente parmi les rangs des sociologues à l'époque (Branford, 1926) – plutôt qu'à une

véritable opposition. La sociologie n'avait ni légitimité ni « sa place » selon eux parmi les deux plus prestigieuses universités et était largement méprisée. Cela n'empêcha toutefois pas Ernest Barker, un politiste libéral de Cambridge, de succéder à Marett à la tête de l'IOS entre 1935 et 1938. Ce fut un échec cuisant pour les sociologues car la décision aurait grandement pu favoriser l'avancement de leur discipline à Cambridge (pourtant réputée moins « conservatrice » qu'Oxford) et parmi les universitaires.

2. La sociologie « provinciale » (Liverpool, Bedford, Birmingham et Manchester)

La sociologie connaissait un développement plus favorable dans des universités « secondaires » (ou provinciales) au même moment.

A l'Université de Liverpool par exemple, une « School of Training for Social Work » fut fondée en 1904, rejoignant plus tard la « School of Social Science ». Elizabeth Macadam fut nommée « Lecturer in the Methods and Practice of Social Work » en 1911 et l'année suivante l'école comptait plus de 400 étudiants, nous rappelle Wilks-Heeg (2005 : 1-2). En 1917 une « School of Social Science » fut fondée et en 1923 une chaire de science sociale fut également créée.

La brochure de l'université pour 1930-31 décrit ainsi l'existence d'un BA with Honours (de 4 ans) et un MA (de recherche, en 2 ans) en économie, géographie et en science sociale. Il existait également un « Diploma in Social Science » (un ou deux ans), un « Diploma in Public Administration » et un « Certificate in Social Science » (un ou deux ans selon l'expérience détenue). En ce qui concerne le « Diploma » en un ou deux ans, il était organisé autour de cours en économie, en philosophie sociale, administration, histoire et de méthodes. On comptait toutefois très peu de sociologie « pure » dans ce cursus plutôt orienté vers les « social workers » afin de couvrir tous les domaines dans lesquels ils seraient amenés à travailler :

> '1. Methods of social study
> 2. Social economics (public finance, taxation and the better distribution of wealth, socialistic ideals and practice)
> 3. Elementary economics
> 4. Social Philosophy
> 5. Social Administration
> 6. Social and Economic History
> 7. Physiology
> 8. Hygiene
> 9. Domestic sanitation and child welfare
> 10. General economics
> 11. Economic organisation
> 12. Public Finance
> 13. Economic History'[18]

En ce qui concerne le BA instauré en 1926, la différence notoire était la présence de cours en « statistiques sociales » et « méthodes statistiques » supplémentaires. Le succès de ces cursus fut relatif : si le nombre d'étudiants du « Certificate of Social Science » dut être limité à 30 en 1938, victime de son succès, on ne compte guère qu'une diplômée en 1928, deux en 1929 et

[18] 'Syllabus for 1918-19', MSS Liverpool.

deux en 1930 pour le BA en quatre ans.[19] L'attractivité du département est attestée par le fait que des élèves au parcours prestigieux postulaient au Certificate, comme le montrent les minutes du conseil d'administration en 1938. Rachel Naylor (Cambridge Hons.), Vera Taylor (B.Sc. Manchester & Teacher's Diploma) et Mary L. A. Fennelle (BA London, Cambridge Teacher's Diploma) furent admises à suivre le cursus en un an au lieu de deux grâce à la validation de leur expérience.

Pour expliquer le succès de la « science sociale » à l'Université de Liverpool, on doit souligner l'importance du contexte géographique et industriel. En effet, Liverpool se situe dans le Nord de l'Angleterre, près de Manchester, Leeds et Sheffield, des centres industriels importants. Dès 1918, Eleanor Rathbone avait envisagé la « mise en commun des ressources des universités du Nord » en science sociale dans ses « Proposals for reconstruction » après la guerre, soulignant la proximité géographique de ces quatre villes. Son but ultime était de proposer aux étudiants un système de rattachement à une université du Nord tout en mettant à leur disposition les ressources de chacune, un dispositif qu'elle nommait « an actual "Northern Universities Joint School of Social Science and Administration". »[20] Cette initiative en resta au stade de projet, mais montrait bien l'ambition de Liverpool en ce qui concernaient l'institutionnalisation des sciences sociales et leur utilité pratique dans ce contexte industriel.

Le second temps d'institutionnalisation de la sociologie à Liverpool reposa sur la création d'une chaire de « science sociale » à l'Université en 1923. Financée par Charles Booth, philanthrope né à Liverpool, proto-sociologue auteur de la série d'œuvres culte *Life and Labour of the People in London* (1886-1903), la chaire Charles Booth fut attribuée à Alexander M. Carr-Saunders à sa création. Carr-Saunders était spécialisé dans les problèmes sociaux, les statistiques et, comme on l'a déjà vu, un membre reconnu de l'Eugenics Society. Alors à Liverpool, il écrivit le célèbre ouvrage *The Social Structure of England and Wales* en 1927 (Carr-Saunders, 1927) et D. C. Jones son assistant publia trois volumes de son exhaustif *Social Survey of Merseyside* en 1934 (Jones, 1934). Jones fut nommé « Senior Lecturer in Social Statistics » en 1927 aux côtés d'Ellinor Black. La réputation de Carr-Saunders dépassait même la sphère universitaire pour s'étendre à la politique, comme on l'a vu précédemment. Il ne démissionna de sa chaire de science sociale que pour remplacer William Beveridge à la tête de la LSE en 1937, ayant fait beaucoup pour l'avancement institutionnel et la respectabilité intellectuelle de la sociologie entre-temps, et fut finalement remplacé par le discret Tom Simey en 1939, dont on ne retient guère que les *Principles of Social Administration* (1937).

D'autres universitaires s'étaient déclarés candidats à la succession de Carr-Saunders à la chaire, notamment Robert McIver de Toronto, dont Beveridge disait dans une lettre au Professeur Abell de Liverpool, qu'il « holds […] a big professorial post and if you could get him it would be a completely defensible appointment, but […] I should have thought that he would be a little too much theoretical for the post you have in mind and, of course, would not be familiar with English conditions. »[21] Beveridge aurait largement préféré voir un de ses

[19] 'Minutes of the Meeting of the Board of Social Sciences and Administration', 6 October 1938, P2278/1, MSS Liverpool.
[20] Eleanor E. Rathbone, 'The Provision of Training in social science in the University of Liverpool', 13 May 1918, A199/13, MSS Liverpool.
[21] 'Letter from Sir William Beveridge to Professor Abell', Undated (probably 1937), D255/6/3/15/5, MSS Liverpool.

« protégés » à la LSE, T. H. Marshall, alors « Reader in Sociology », succéder à Carr-Saunders. Beveridge décrit Marshall ainsi : « originally a historian, he has developed in the study of comparative Social Institutions. He has not up to the present done much work in social investigation, but academically, he would be a good appointment and a good colleague. » Malheureusement pour l'Université, mais pas pour la sociologie puisque T. H. Marshall poursuivit une carrière remarquable à Londres, il ne fut pas choisi. Cela aurait sans doute accéléré le mouvement d'avancée de la sociologie britannique et aurait contribué à donner du lustre à l'Université de Liverpool.

L'avancée majeure de la sociologie dans l'après-guerre est la création d'un « Social Studies Course » de deux ans en 1918 au Bedford College for Women à Londres. Comme son nom l'indique, le « college » n'acceptait que des femmes dans ses rangs et préparait largement ses étudiantes à des postes de travailleurs sociaux. Le rôle des femmes dans la promotion institutionnelle de la « science sociale » est important dans l'entre-deux-guerres, comme on l'a montré à Liverpool, tant du côté des leaders que du public visé. Le cursus comprenait des cours en première année sur « Modern social institutions, Elementary Economics, General Psychology, Physiology and Industrial Problems » mais pas de sociologie en tant que telle. La deuxième année était constituée de cours sur « Social conditions, Social Economics, Structure and Organisation of Society among primitive peoples and some Psychology. »[22] Le diplôme était relativement prisé et le nombre d'étudiantes passant les examens finaux était de 18 en 1920, de 26 en 1933 et de 30 en 1936, à peu près équivalent à Liverpool. Pour être diplômées, les étudiantes devaient mener un travail de pratique (« a prescribed course of practical work ») en plus des cours théoriques

Outre ce cursus dédié à la formation de travailleurs sociaux et bénévoles, il existait un BA (Honours) en sociologie et un « Academic Diploma » en sociologie. Bedford rejoignit le dispositif d'enseignement commun avec le BA de sociologie à l'Université de Londres en 1925. (Fincham, 1975 : 68) Ces cursus étaient plus orientés vers la théorie sociale. Le BA n'attirait pas foule puisqu'en 1927 seuls trois étudiants le suivaient alors qu'en moyenne dans les années 30 le nombre d'étudiantes était de deux.[23] Mais si on le compare au nombre de diplômés en allemand (3 en 1938), par exemple, la sociologie était plus populaire ! Il existait même une bourse spéciale pour les étudiantes de Bedford, la « Lady Huggins Scholarships in Sociology », créée en 1915 par une généreuse donatrice, qui avait pour but d'encourager spécifiquement les récipiendaires à s'engager « for research work in a Sociological subject ».

Enfin, bien que largement destiné aux femmes désireuses de s'engager dans des activités de bénévolat ou de travail social dont les besoins avaient explosé après la Première guerre mondiale, le diplôme n'empêchait pas certaines d'entre elles à Bedford d'entamer un doctorat en sociologie : Florence C. Mellonie étudia ainsi « The effects of the contact of European civilisation on the economic and political organisation of Egypt » en 1928, Laura L. Cooper de Londres s'intéressa à la question de savoir « Is the position of women an index to civilisation? » en 1931 et Madeline M. Rooff, diplômée de Bedford College étudia « The influence of protective legislation on the status and economic position of women » en 1933 à la LSE. La coopération avec la LSE était donc importante, notamment après la mise en place d'un enseignement et d'examens communs avec cette dernière au sein d'un « University of

[22] 'Bedford College for Women (University of London) – Calendar for Eighty First Session 1929-1930', MSS RHUL, pp. 73-74.
[23] 'Bedford College for Women (University of London) – Calendar for Eighty First Session 1929-1930', MSS RHUL, pp. 136-140 and 'Bedford College for Women Calendar 1938-39', MSS RHUL, pp. 157-171.

London Board of Studies in Sociology » en 1925 (Fincham, 1975 : 86), de même que la place occupée par H. A. Mess, « Reader in Sociology » à partir de 1935 et qui fut très influent dans cet établissement.

Il faut donc relativiser l'échec institutionnel de la sociologie : la discipline était bien vivante dans les années 20 et 30, notamment à Liverpool comme à Bedford (devenu par la suite Royal Holloway).

Enfin, il convient également d'évoquer l'existence d'un « Certificate of social work » à Manchester depuis 1912 et d'un « Certificate of social study » à Birmingham. Ces diplômes constituaient des formations semblables à celles de Liverpool et de Bedford. La question pourrait se poser de savoir si ce sont bien des intitulés ou des contenus « sociologiques », mais devant l'inflation du nombre de définitions de la discipline il s'agissait plutôt de cursus « sociologisant » spécialement adaptés à ceux qui souhaitaient s'engager dans le travail social ou bénévole.

Manchester disposait également entre 1905 et 1914 d'une « Student Sociological Society », même s'il n'en existe aucune trace dans les archives de l'université, et le succès du diplôme était relatif, Fincham (1975 : 58) précise qu'il attirait peu d'étudiants. Le prospectus de l'université en 1914 précise qu'il concerne surtout la « preparation for work in connection with University Settlements, Charity Organisation Societies and Guild of Help or as social secretaries or officials of those departments of the public service which deal with social questions. » Ce diplôme était avant totu axé sur la pratique des questions sociales et la professionnalisation.

A Birmingham, Fincham (1975 : 57) indique qu'entre 1909 et 1917, 88 femmes et 24 hommes ont obtenu le « Diploma in Social Study » créé en 1910 et en 1918 une « Honours School of Social and Political Science » fut créée. Le « Diploma in Social Study » durait deux ans et consistait en des cours magistraux, des visites d'observation et du « practical work ». Les enseignements portaient sur des thèmes tells que « Industrial History, Sanitation and Hygiene, Industrial Law, Social Philosophy, Principles of Economics, Central and Local Government, Personal Health » tandis que le « practical work » incluait « office work, visiting of a factory, school, club and health work. »[24]

Le cursus en travail social attirait beaucoup d'étudiants à Birmingham: on compte environ 300 diplômés pour le « Social Study Diploma » entre 1909 et 1932 et 33, dont 80% de femmes, rien que pour 1936-7.[25] Mais ce diplôme fut critiqué par T. H. Marshall qui s'exprima avec un certain sexisme et condescendence sur le sujet en affirmant en 1935 que « not many students were interested, and they were mostly women who wanted to take up social work. » (Fincham, 1975 : 85) La séparation entre sociologie et travail social était donc consciente parmi les « social scientists », T. H. Marshall critiquant ce diplôme car il ne menait pas à un travail de recherche ou d'enquête sociologique. On touche là à un problème de ce type de diplôme universitaire : bien qu'attirant les étudiants vers des études « sociales », il ne formait ni à la théorie ni au travail de recherche, ce qui a pu entraîner un désintérêt pour la sociologie « pure ».

3. La sociologie extra-murale : IOS, Mass Observation, Sociology Club

[24] 'University of Birmingham Calendar for the session 1920-1921', pp. 225-6, MSS Birmingham.
[25] 'University of Birmingham Calendar for the session 1937-1938', p. 347, MSS Birmingham.

On voit ainsi que l'institutionnalisation de la sociologie se fit à petite échelle, bien qu'avec force. L'organisation universitaire des études « sociales » s'étendait à plusieurs universités et semblait ambitieuse, même si les plus grandes universités (Oxford et Cambridge) continuèrent dans l'entre-deux-guerres à limiter ces avancées et à faire de la résistance. C'est une des raisons pour lesquelles la sociologie restait très discrète au niveau institutionnel en Grande Bretagne : elle ne disposait pas de réseau ou de relais parmi les universités les plus réputées. Du fait de la centralisation universitaire, il fut donc difficile pour les sociologues d'intégrer les universités à cette époque.

Toutefois, il existait à côté de l'Université une frange « extra-murale » très dynamique de la sociologie avec la création du Sociology Club en 1923 à Londres, de l'Institute of Sociology en 1930 et du projet Mass Observation en 1937. Il convient de contribuer à réhabiliter cette institutionnalisation non académique de la sociologie car elle témoigne de la vitalité de la discipline hors des universités.

La LSE, le plus ancien département de sociologie britannique depuis 1907, offrait un diplôme de BA (Honours) optionnel en sociologie pour le BSc en économie et le BA en philosophie depuis 1904-5. Cela constitue une de ses forces. Sa faiblesse principale, cependant, reste le peu d'attirance qu'exercent ces diplômes de sociologie auprès des étudiants : en tant qu'option du BSc en économie, la sociologie n'a pas gagné en attractivité. Rien qu'entre 1907-8 et 1914-15, seuls 15 candidats ont passé les examens. (Fincham, 1975 : 35)

Pour contrer cette tendance et populariser malgré tout la sociologie auprès d'un public plus « adulte », la LSE et Hobhouse mirent en place le très select Sociology Club en 1923 qui, bien que ne disposant pas de publication, se révéla un tremplin très utile pour populariser la sociologie auprès d'autres universitaires au cours de ses conférences bi-mensuelles. Le président du club était Morris Ginsberg et pour l'intégrer il fallait être élu par un vote à la majorité des membres. Le club se limitait dans ses statuts à 45 puis à 80 membres résidants dans le « London Metropolitan District » plus 20 non-résidents. L'idée était donc de toucher un maximum de Londoniens, signe de la centralisation intellectuelle nationale.[26]

Devant son succès, le Sociology Club dut étendre le nombre de membres résidents à Londres et insister sur le fait que le non-paiement de la cotisation entraînait ipso facto la radiation du groupe. Les conférences étaient données au Club par des politistes, des professeurs de droit ou des anthropologues invités et portaient sur « The Character of Byzantine Civilisation » (juin 1925), « Present Tendencies in the Philosophy of Evolution » (par M. Ginsberg en juin 1929) en passant par « The Indian Problem » (décembre 1930). Cela montre l'importance croissante de la sociologie parmi la communauté des chercheurs des différentes disciplines invitées.

Il n'y a plus de traces du Sociology Club après 1930. Cela est peut-être dû à la mise en place de l'Institute of Sociology par Farquharson, à la publication d'*Economica* et de *Politica*, les deux revues de sciences sociales de la LSE que nous évoquerons plus tard, ou à la mort de Leonard Hobhouse en 1929.

Qu'était l'Institute of Sociology ? Il s'agit chronologiquement de la deuxième institution de la sociologie non-universitaire, mais la première en termes d'audience et d'influence dans les

[26] LSE Central Filing Registry / 275, Box 0325, MSS LSE.

années 30. Originellement, l'IOS était la continuatrice de la Sociological Society qui devait affronter deux problèmes : la baisse du nombre de membres après le départ des eugénistes de Galton en 1907 puis de Hobhouse en 1911, et la prédominance qui suivit – difficilement supportable – des Geddesiens dans l'association. Dans les années 20, la Sociological Society était devenue l'organe central et unique de « propagande » de Geddes et de Branford. Comme l'écrivit Alexander Farquharson en 1926 au moment de faire le bilan, « the chief reason for the present weakness of the Sociological Society is that no reputable student, outside the ranks of the Geddesians, will take any active part in its work, and this state of things cannot be remedied by further Geddesian propaganda. »[27] La domination de Geddes sur la Sociological Society était perçue négativement. Farquharson ajoutait par ailleurs que « many of our members tell us that they are thoroughly tired of the vain repetition of those terms and get no meaning out of them. »[28] Les termes en question désignaient le triptyque leplaysien de « Place, Work, Folk » dont Geddes se faisait le héraut et qu'il répétait à l'envi dans tous ses écrits. Farquharson concluait dans la même lettre que « we must begin differently. »

Cela annonçait donc une volonté de changement, au moins du côté des disciples de Geddes. Dès 1927, Farquharson proposa à Geddes de changer le nom de l'association (de la « Sociological Society » en « Leplay House – Institute of Sociology ») et de la revue *Sociological Review*, ce qui souleva son enthousiasme.[29] Toutefois, les divisions internes au mouvement geddesien et la divergence de vision entre Geddes et Farquharson entraîna une scission en 1930, au moment de la création de l'Institute. D'un côté se rangeait une partie de la Sociological Society « most interested in fieldwork and in education established the Le Play Society, under the presidency of Sir Patrick Geddes and with the help of Professor C. B. Fawcett » tandis que le reste de l'association fusionnant avec deux autres petites institutions forma l'Institute of Sociology.[30] L'IOS connut des débuts difficiles et fur dirigée par Alexander Farquharson en tant que son secrétaire.

L'idée de ce dernier était de reconstruire une « academic respectability » en nommant un universitaire de renom Président de l'Institut. En 1931, il demanda ainsi à Marett, déjà célèbre anthropologue à Oxford, d'accepter l'offre afin, écrit-il, de « to help [them] to re-establish close relations with sociologists outside the Le Play School. »[31] L'ambition de l'Institute était donc importante pour l'unification future de la sociologie britannique qui fut facilitée après la disparition de Geddes en 1932. En 1934, la *Sociological Review* passa à un conseil éditorial pluriel composé de Carr-Saunders, Ginsberg et Farquharson, représentant ainsi toutes les tendances sociologiques britanniques. En 1935, alors que le mandat de Marett se terminait, Farquharson demanda à Ernest Barker de le remplacer à la tête de l'IOS, le flattant en lui écrivant qu'il « would be acceptable to all schools of thought and to both academic and non-academic people. »[32] Cette volonté d'ouverture de l'Institute correspondait à une volonté de pacification et de promotion de la sociologie à travers de grands noms des science sociales. Ces deux présidents se contribuèrent toutefois eu au développement de la discipline puisque leur correspondance montre bien un engagement assez faible envers le côté non-académique

[27] 'Letter Alexander Farquharson to Victor Branford', 5 December 1926, AF160, MSS Keele cité dans Evans (1986 : 30)
[28] 'Letter Alexander Farquharson to Patrick Geddes', 2 May 1929, HUL Book, Schemes & Drafts, p. 24, MSS Keele.
[29] 'Letter Patrick Geddes to Alexander Farquharson', 15 February 1927, AF160, MSS Keele.
[30] S. H. Beaver, *The Le Play Society and Field Work*, Marshall 2/14, MSS LSE.
[31] 'Letter Alexander Farquharson to Robert R. Marett', 20 November 1931, L.IV.13, Marett Papers.
[32] 'Letter from Alexander Farquharson to Ernest Barker', 29 January 1935, VB302, MSS Keele.

de l'Institute, et une volonté de promouvoir leur propre discipline (anthropologie sociale pour Marett et sciences politiques pour Barker) plutôt que la sociologie.

Le succès de l'Institute resta limité car il ne compta pas plus de 435 membres et ne parvint jamais à l'équilibre financier. (Evans, 1986 : 34) Qui plus est, la *Sociological Review*, en dépit de son succès financier dans les années 30, dut faire face à une nouvelle concurrence de la part de la LSE. En 1939, les « Clarendon Press » d'Oxford envisageaient de fonder leur propre revue de sciences sociales, menée par Carr-Saunders, ce qui fur ressenti comme une trahison par Farquharson.[33] Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Institute déménagea de Londres à Malvern, pour éviter les bombardements. L'Institute of Sociology survécut à la guerre avant de fermer ses portes en 1955 à la mort de Farquharson ; oublié et éloigné de tous après une dernière volte-face en 1947 lorsque la LSE lui proposa de reprendre à son compte la revue à son compte. Farquharson refusant, la LSE commença par publier sa propre revue, *The British Journal of Sociology*, en 1951.[34] Cela marqua la triste fin de l' « amateurisme » en sociologie.

Enfin pour couvrir tous les aspects de la sociologie non-universitaire et montrer son dynamisme, il faut évoquer le projet *Mass Observation*. MO fut un projet de sociologie fondé par un poète, Charles Madge, et un anthropologue, Thomas Harrisson en 1937. Le but de MO était de produire une « science of ourselves », c'est-à-dire proposer une image fidèle de la population britannique des années 30 produite par elle-même (c'est-à-dire par des observateurs bénévoles) en utilisant les méthodes qualitatives (journaux intimes, observations) de la sociologie. MO existe toujours[35] et produisit des œuvres devenues incontournables dans l'histoire de la sociologie britannique : *Britain* (Mass Observation, 1939), *War Begins at Home* (Harrison et al., 1940) ou encore *People in Production* (Mass Observation, 1941).

Le projet est né après l'abdication royale de 1937 et dans un contexte de montée du fascisme en Europe, à une période où la presse et les médias avaient de plus en plus d'influence sur la population. Devant l'inquiétude croissante de la population face à ces changements il fut décidé de lancer un projet d'ethnographie à grande échelle visant le grand public. Une des raisons pour lesquelles MO se définit comme de l'anthropologie c'est qu'elle choisit une voie qui semblait moins « vieillotte » que la sociologie de la LSE. (Street, non daté) La sociologie, largement associée à la sociologie officielle de la LSE, semblait trop théorique et trop distante de la réalité pour séduire ces deux « marginaux » des sciences sociales qui cherchaient avant tout à produire une image dynamique de la Grand Bretagne en impliquant des observateurs amateurs et bénévoles.

Le choix de recourir à des observateurs amateurs était une façon de passer outre les contraintes universitaires. Comme le soulignèrent Madge et Harrisson dans une émission de la BBC en juin 1939, leur projet était critiqué par les universitaires qui lui reprochaient son manque de « professionnalisme » en l'assimilant à du journalisme amateur. Mais ils critiquaient également le conservatisme de ces derniers : « We have had so much of this criticism from academic people. I agree [but] I think it would have come better from them if they had made some genuine attempt to deal with the problems themselves. As it is, they

[33] 'Letter A. M. Carr-Saunders to Alexander Farquharson', 14 June 1939, AF21, MSS Keele.
[34] 'Letter Alexander M. Carr-Saunders to Alexander Farquharson', 17 December 1947, MSS Keele.
[35] La BBC (2013) a ainsi récemment proposé un article intitulé « Ten things we learnt from Mass Observation » disponible à http://www.bbc.com/news/magazine-24957664, consulté le 8 août 2014.

haven't they have preferred to stay safely inside their museums and universities. It is all very well to talk about methods in the abstract but it is quite a different matter when you have to work them out in practice in the field. »[36] On peut presque parler de revanche sur les universitaires, car Madge et Harrisson n'avaient pas réussi à obtenir leur diplôme à Cambridge dans les années 30 et avaient dû quitter l'université. La concurrence et l'inimitié était donc de mise, contrairement à ce que l'on observe à l'IOS qui visait avant tout l'unité sociologique.

Un observateur notait ainsi en 1943 qu'avant Mass Observation, « no attempt had been made to make sociology a live interest to the people studied, and methodological experiment was very much in its infancy. »[37] C'est ce qui explique en partie son succès. En plus d'utiliser une méthodologie originale, MO proposait des concepts pour le grand public ce qui montre que la société anglaise était prête pour la sociologie, mais pas encore les universités. Cependant un des problèmes – récurrents – de cette sociologie est le manque de fiabilité des observateurs amateurs. En effet, comme le souligne avec un peu de naïveté un document des archives, « the full time investigators are […] untrained in the sense that they have not taken a University Degree. They are trained while they work, and it is found that in a period of weeks they are able to report with all the objectivity which could be derived. »[38] Cela constitue tout de même une critique importante du projet : mais étant donné le succès remporté par *May the Twelfth* (Jennings et al., 1937) et *Britain* (Mass Observation, 1939) il semble que les résultats aient été assez efficaces et probants pour populariser la sociologie parmi le grand public. Enfin il faut souligner que MO fut largement inspiré par la sociologie qualitative américaine, « where sociology is much in advance of anything we have yet seen in Europe », notamment l'école de Chicago qu'ils remercient dans leur introduction au *Pub Book* (1942).[39] C'est la preuve vivante qu'une partie de la sociologie britannique s'est inspirée d'un autre pays et d'une autre école pour construire sa « sociologie ».

Le développement de « social surveys » financés par le Ministry of Information britannique pendant la guerre marqua l'interruption des travaux de Mass Observation. Le projet devint une entreprise d'étude de marchés dans les années 50 et, même si aujourd'hui encore l'institut utilise en partie les techniques de ses fondateurs, MO a perdu de son influence. Il reste encore dans les mémoires comme un reportage poignant sur la société britannique pendant la guerre.

On a donc vu dans cette sous-partie que les universitaires ont feint de s'intéresser à la sociologie : IOS, MO, Liverpool, tous ont souffert d'être d'abord utilisés puis délaissés par l'élite universitaire. Il reste un mot à dire sur les publications de la LSE – *Politica* et *Economica* – qui n'ont jamais été étudié comme témoignages importants de la sociologie britannique dans l'entre-deux-guerres.

4. Les autres publications de la sociologie : *Politica* & *Economica*

Un fait très peu remarqué de l'entre-deux-guerres est la publication de deux revues – à faible tirage mais néanmoins essentielles pour les sciences sociales – à la LSE : *Economica* (1921-1933) et *Politica* (1934-39). Il est donc faux d'affirmer, comme on le lit très souvent, que la SGR était la seule publication sociologique de l'entre-deux-guerres en Grande Bretagne. Car

[36] MOA, File Report A26, 'They Speak for Themselves', BBC programme on MO (June 1939), p. 9.
[37] MOA, File Report 1574, 'H. D. Willcock, 'Mass-Observation'' (1943), p. 445.
[38] MOA, File Report 550, 'Sociology in Great Britain' (1941), p. 6.
[39] MOA, File Report 1190, 'Preface: Introduction to M-O's work in Bolton', *Pub Book* (1942), p. 10.

en plus d'être symboliquement importantes pour la disciplinarisation, ces deux revues ont accueilli de grands noms des sciences sociales (Harold Laski, T. H. Marshall, Lancelot Hogben) et ont publié des articles très instructifs pour comprendre la sociologie britannique de cette période.

Comme son nom l'indique, *Economica* était une revue spécialisée en économie. Cependant à lire la table des matières entre 1921 et 1933 (voir Annexe 4), on s'aperçoit qu'elle était ouverte à toutes les autres sciences sociales (en psychologie sociale, sociologie, science politique, histoire économique, statistiques) pour peu que leurs auteurs soient liés à l'établissement. Ginsberg, entre autres, a publié plusieurs articles de sociologie dans les pages d'*Economica*. (Ginsberg, 1922, 1927, 1929b, 1931, 1933) La revue permettait à la sociologie officielle d'être publiée sans passer par la concurrence de la *Sociological Review*.

Economica parut entre 1921 et 1933 et publia de nombreux articles de diverses sciences sociales avant qu'une nouvelle revue, *Politica*, soit fondée en parallèle en 1934 (l'année où l'Institute of Sociology fit front commun dans les pages de la SGR). *Economica* fut recommencée dans une nouvelle série et se concentra à partir de ce moment-là exclusivement sur l'économie, tous les autres domaines étant transférés à *Politica*. Ceci explique pourquoi l'annexe 4 s'arrête en 1933. L'annexe 5 donne la table des matières de *Politica* pour tous les numéros entre 1934 et 1939, date de son arrêt définitif. La revue ne fut pas relancée après la guerre.

Il y a deux raisons qui peuvent expliquer la publication d'une nouvelle revue biannuelle de sciences sociales en 1934 : soit parce que la quantité et la qualité des travaux non économiques de l'école commençait à s'affirmer de telle sorte qu'une revue spécialisée et supplémentaire fut nécessaire, reconnaissance que les « nouvelles » sciences sociales telles que la sociologie exigeaient leur propre publication. Soit parce que le succès de la nouvelle *Sociological Review* après 1934 a incité Ginsberg et la LSE à publier leur propre revue en parallèle.

De grands noms des sciences sociales britanniques furent publiés dans *Politica* : H. Laski (1935, 1936), K. Mannheim (1934), H. A. Mess (1937), Sidney Webb (1937) et Morris Ginbserg (1939). Comme *Economica* avant elle, *Politica* était « intended primarily to afford a means to the public of becoming acquainted with the results of investigations or other work both by the staff and students (past and present) of the [London] School [of Economics and Political Science]. »[40] Grâce à son succès, *Politica* passa rapidement d'une publication biannuelle à trimestrielle à partir de mars 1937. En 1938, Carr-Saunders remplaça Beveridge au conseil éditorial. D'autres étudiants et enseignants de la LSE furent également publiés dans la revue, ce qui renforce l'idée qu'elle était largement une publication professionnelle et « interne » à la LSE.

Mais le plus intéressant dans *Economica* n'est pas tant dans son contenu que dans ce qu'elle nous indique sur l'état de la recherche en sociologie en Grande Bretagne dans les années 30. En effet, la revue publia une « List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in Great Britain and Northern Ireland » annuelle mise à jour entre 1925 et 1933 (voir Annexe 6). Le faible nombre de thèses en sciences sociales explique que cette liste fut possible et disponible à l'époque dans une revue. La liste s'arrête d'ailleurs en

[40] *Politica*, 1 (1934), p. 1.

1933, dû au fait que le nombre de thèses préparées était devenu trop important – on voit ainsi qu'à elle seule la sociologie compte 18 thèses sont en préparation en 1927 et 35 en 1933, pour la plupart à la LSE – ou moins utile. En effet, le but de cette liste était, comme l'indique la revue, d'aider à la formation d'un réseau croissant en sociologie et dans les autres sciences sociales avec l'espoir que les limites formelles de la discipline s'affermissent. Chaque année la liste était accompagnée du commentaire suivant : « It is the hope of the editors that such lists will prevent overlapping and will help students in similar fields to know one another. »[41] C'est un effort particulièrement ambitieux et louable pour la sociologie à l'époque.

Il semble toutefois que cette liste, qui avait pour but de participer à l'affirmation de la sociologie comme discipline à part entière, fut moyennement pratique, les sujets étant si variés qu'il n'est pas aisé d'y trouver une unité. Ainsi on voit qu'en 1927 les sujets de thèse portaient sur une étude de « la famille chinoise » par D. S. L. Fu de Shanghai, sur « The ethnology of Africa, with special reference to the peoples of the Anglo-Egyptian Sudan » dirigée par l'anthropologue E. E. Evans-Pritchard ou encore une étude plus classique sur « The development of multiple shops and its social consequences » par Gwyneth Jeremy à Cardiff. Si on prend en compte la variété des thèmes abordés ainsi que des zones géographiques concernées, la définition de la sociologie (notamment par rapport à l'anthropologie) restait floue. A tel point que, symboliquement, les deux listes de thèses de sociologie et d'anthropologie furent été fusionnées à partir de 1931. Cela montre l'alliance de deux disciplines, mais démontre la difficulté des sociologues à s'affirmer au sein d'une communauté de chercheurs partageant des références et des sujets de thèses communs.

Conclusion

On peut alors conclure que même dans une revue professionnelle, paraissant à Londres, par un département de sociologie, le concept de « sociologie » restait indéfini, même du point de vue de la recherche et de ses objets. Les méthodes non plus n'étaient pas spécifiées. Mais cette flexibilité de la sociologie du point de vue intellectuel n'est pas incohérente avec la multiplicité institutionnelle de ses formes. La souplesse intrinsèque de la sociologie est à la fois ce qui lui porte préjudice et qui pourtant explique son succès invisible – car elle s'insère partout.

C'est un succès idéologique, culturel, intellectuel mais pas institutionnel. Cela s'explique à la fois par la concurrence avec les autres disciplines et avec les autres pays d'Europe, de l'empreinte « amateuriste » négative donnée par Geddes et Branford, et de l'absence de coopération entre les diverses franges universitaires ou non. On pourrait se limiter à une conclusion intermédiaire très simple : la sociologie n'a pas existé car elle a été remplacée par l'économie politique, plus compatible avec la tradition nationale britannique de réflexion sur la société.

Mais ce serait faire du déterminisme un peu simpliste. En effet, il est difficile de parler de « tradition nationale » de sociologie à l'époque, mais d'une ambition démesurée de ses acteurs. Par ailleurs, c'est oublier à quel point la sociologie était en train de mûrir et de se développer institutionnellement : près de cinq universités, plusieurs centaines d'étudiants, près de dix manuels et 35 thèses en 1935 sont des preuves de son dynamisme. La sociologie

[41] 'List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in Great Britain and Northern Ireland', *Economica*, 20 (1927), pp. 264-272.

est déjà en construction, ce qui comme nous le verrons a contribué plus tard à son essor. Et la seule raison valable qui l'explique est son succès invisible dans l'entre-deux-guerres.

« Une sociologie sans sociologues ?
Les Britanniques en quête d'une discipline (1904-2014) »

*

2e partie : Comment la sociologie moderne s'est-elle constituée ?

*

Chapitre 3 - Le temps de la professionnalisation (1945-1968)

Introduction

La sociologie connaît un renouveau d'intérêt après-guerre. Sa mutation, tant quantitative que qualitative, est stupéfiante : on passe de 45 professeurs de sciences sociales en 1945 à près de 300 en 1971, tandis que le nombre d'étudiants en sociologie explose (de 200 en 1940 à 4 000 en 1971) (Halsey, 2004 : 89). Qualitativement, le niveau de recherche et la professionnalisation se renforcent dans les années 50 et surtout 60. Bien des traits particuliers de la sociologie britannique mis en avant dans les chapitres précédents perdurent toutefois : attention tournée vers l'empirique et le terrain, faible reconnaissance institutionnelle et relatif consensus intellectuel autour des grands débats (marxisme, eugénisme).

Pourtant, la professionnalisation par les compétences et d'autre part par la mise en place d'une communauté universitaire puis enfin par le soutien politique dont elle jouit dans les années 60, semble donner à la sociologie plus d'assurance. S'agit-il alors d'une révolution véritable ou bien d'une impasse institutionnelle ? Peut-on dire que la sociologie britannique, qui renaît après-guerre, se sépare de ce qui a été fait avant ou bien devient-elle véritablement une science mature ?

On verra dans un premier temps les changements qui touchent les universités : avec la reconstruction et les besoins croissants du gouvernement, la sociologie vit une période faste institutionnellement – certes encore mal maîtrisée dans les années 50. On verra ensuite comment ces changements universitaires ont eu un impact sur la théorie sociologique produite. C'est l'âge d'or des études sur les classes sociales et le conflit, ce qui donne à la sociologie britannique une saveur particulière et nous indique plusieurs des orientations qui détermineront les décennies suivantes. Enfin on verra dans la troisième partie que malgré ces changements l'institutionnalisation et la professionnalisation sont encore des processus non achevés en 1968. Il faut bel et bien attendre les années 70 pour voir une véritable communauté, une organisation professionnelle et des chaires de sociologie dans les plus grandes universités – bref pour voir une discipline reconnue et bien installée.

I. Un changement social : une période faste pour la sociologie

1. Changement dans le public et les attentes sociales

Depuis ses débuts et avant-guerre, le symbole de l'étudiant était avant tout celui du gentleman se préparant à la vie aristocratique en apprenant les humanités. L'université, et tout particulièrement Oxford et Cambridge, forme à devenir fonctionnaire, à entrer dans les ordres ou encore à parfaire son éducation scholastique.

Le premier changement de la période étudiée est avant tout celui du public : non seulement depuis le retour de la guerre, les anciens soldats réclamaient des universités plus ouvertes sur la modernité et sur de nouvelles disciplines (telles que la géographie, le commerce, les sciences dures et les sciences sociales), mais surtout les attentes envers l'université deviennent plus pratiques. On attend d'elles des formations qui mènent à des emplois, surtout à cette époque de reconstruction physique et morale.

Le jeune étudiant dans les années 60 est désormais plus symbolisé par la mobilité, l'appartenance à la classe moyenne et un côté rebelle que par ses côtés aristocratiques comme précédemment. Alors qu'on enviait et qu'on admirait l'étudiant de la vieille école, c'est désormais plutôt une crainte envers son énergie et sa rébellion qui domine. Les événements de mai 1968, qui ont également eu lieu à la LSE et ailleurs, sont particulièrement concentrés autour des étudiants en sociologie.

Dès lors les universités doivent s'ouvrir à un nouveau public et à de nouvelles disciplines. Soutenues par le renouvellement politique (l'arrivée des Travaillistes au pouvoir en 1964), elles se développent dans les universités les plus récentes (« red-brick universities »). Elles se développent également dans les polytechnics (l'équivalent des IUT français, à vocation professionnelle) dans les années 60 qui pourtant se ne concentrent pas sur la recherche. (Platt, 2003 : 32)

Fincham (1975 : 114) souligne qu'après la guerre, on a souhaité repartir de rien, de tout repenser et reconstruire dans les universités. Ce changement, d'un point de vue quantitatif, s'est ressenti dans le nombre croissant d'étudiants dans les universités préexistantes et dans le fait que six « collèges universitaires » se virent décerner le titre d'universités de plein-droit dans les années 60. Par ailleurs, il a bien fallu accroître le nombre d'étudiants avec le retour des hommes et des femmes engagés dans la Seconde Guerre mondiale : on passe de 51 600 étudiants en 1945-6 à 104 000 en 1959-60. (Platt, 2003 : 27) En particulier pour faire face à cette tendance, il a fallu engager de nombreux enseignants dont la formation n'était pas à la hauteur de la situation, même si cet état de fait fut amélioré par l'apparition de bourses pour les « social studies » après le rapport Clapham de 1946 (voir infra).

A. H. Halsey (2004 : 154) propose ainsi un schéma qui résume la situation universitaire de la sociologie en Grande Bretagne après la Guerre :

Pre-1950	1950-61	1962-5	1966-9	1970-4	1978-2000
Liverpool LSE	Bedford Birmingham Sheffield	Aberdeen Bristol Cardiff Durham* East Anglia Edinburgh Essex Exeter Kent Leicester Manchester Newcastle* Reading Salford Southampton Swansea York	Bangor* Bath Bradford Cambridge Keele Loughborough Queens Belfast Stirling Strathclyde Surrey Sussex	Aston Brunel City Glasgow Hull Lancaster Leeds Warwick	Oxford and some post-1992 universities

Note: * Chaire de « social studies », « social institutions », ou d'un intitulé comparable

Tableau 1. Premières chaires de sociologie créées dans les universités britanniques selon leur année de création

Le changement institutionnel, qui est étudié plus bas, est donc d'abord évident dans les années 60. Il est intéressant de noter que pour Cambridge et Oxford, l'instauration de chaires de sociologie est très tardive : 1967 pour la première et 2000 pour la seconde. C'est donc tout le paradoxe de ces temples du savoir d'être à la pointe de la recherche tout en restant en retard par rapport à des universités moins prestigieuses du Royaume-Uni. Mais on note tout de même qu'il y existait des postes de « lecturers » (maître de conférences) dès les années 50, ce qui permet de relativiser ce symbole.

Enfin, il faut souligner que les universités et leur public deviennent un enjeu de taille pour affronter la reconstruction et la période de croissance après 1945. Dès 1944, l'Education Act avait rendu l'accès au secondaire plus facile pour un grand nombre d'élèves. (Fincham, 1975 : 117) Ce mouvement de démocratisation de l'enseignement s'est développé et s'est accéléré dans les années 60 où, devant le besoin de main d'œuvre formée et de cadres, le rapport Robbins de 1963 a suggéré dans ses conclusions de favoriser l'entrée des « undergraduates » dans les universités (de 9 500 en 1961 à 32 000 en 1980) et le Heyworth report en 1965 de mieux financer les études des « postgraduates » (de 220 bourses en 1964 à 400 en 1965) dans un monde de plus en plus concurrentiel pour la Grande Bretagne. (Fincham, 1975 : 162, 172)

Comme on le voit non seulement le contexte universitaire mais également les demandes de la société ont évolué dans un sens très positif pour la sociologie dans le supérieur.

2. Changement politique

L'après-guerre fut une période faste pour les sciences sociales ; ne serait-ce que par l'impact en 1946 du « rapport Clapham » du nom de son instigateur, en réalité intitulé « Report of the Committee on the Provision of Social and Economic Research ». A la suite de la mise en place du rapport Beveridge de 1944, le projet du rapport est de « to consider […] whether additional provision is necessary for research into social and economic questions » (Clapham, 1946 : 3). Il faut souligner la présence au sein du comité de Sir A. Carr-Saunders, directeur de la LSE et sociologue, du Pr. L. Robbins, économiste keynésienne, et du Pr. R. H. Tawney professeur d'histoire économique tous trois à la LSE. Cela prouve d'une part l'importance des liens qui unissent les « social scientists » au pouvoir parlementaire et d'autre part l'importance de la LSE comme symbole reconnu des sciences sociales en Grande Bretagne.

La question posée est d'importance après la Seconde Guerre mondiale. En effet l'influence des sciences sociales devient plus prégnante dans les universités et dans les pays européens en reconstruction. Qu'un rapport parlementaire soit écrit sur l'état de développement et le financement des sciences sociales dès 1946 n'est pas surprenant, mais cela est éclairant : les sciences sociales – encore que cette expression recouvre alors de nombreux domaines comme l'expliquent les auteurs du rapport (Clapham, 1946 : 3) – se réveillent après-guerre et se renforcent en Grande Bretagne grâce aux liens de ses praticiens avec le pouvoir Travailliste.

La grande nouveauté de ce rapport est justement d'envisager un financement public pour les sciences sociales, là où elles grandirent avant tout grâce à la philanthropie de donateurs privés. Les Travaillistes, tout en reconnaissant l'avantage de cette situation, considèrent que les universités sont dès lors sous-financées et sous-dotées et que cela exige du gouvernement qu'il « should be involved in research into social and economic questions, not only indirectly

by way of grants to universities, but also directly by way of activities which they themselves carry out » (Clapham, 1946 : 4). L'intervention du gouvernement dans le financement et l'encouragement direct des sciences sociales par la voie de ses propres besoins est une idée nouvelle. Il faut toutefois souligner que « ses propres besoins » sont précisés dans le rapport, ce sont avant tout « the census, the census of production, the statistics of employment and unemployment, cost of living figures, and health statistics […] primarily with some immediate practical need in view. » (Clapham, 1946 : 4).

Ainsi, le soutien aux sciences sociales, chose surprenante en Angleterre où la philanthropie avait jusque-là suffi, provient désormais en partie de l'Etat, c'est-à-dire des « travaux publics ». Quels obstacles se dressaient alors contre cette idée ? D'abord, l'opposition conservatrice, qui doute depuis longtemps du bien-fondé et ensuite du besoin de développement des sciences sociales (Rex, 1983 : 1004). Ensuite, l'absence de sciences sociales véritablement institutionnalisées dans les universités, comme le note le rapport, est durement ressentie. Cela souligne le manque de formation de sociologues ou d'économistes dans les universités, capables de mener de front les recherches nécessaires à l'Etat avec un bon niveau de compétence. Le rapport se plaint de ce que les chaires de sciences sociales en Grande Bretagne, si peu développées, servent essentiellement à former des « social workers » (travailleurs sociaux) (Clapham, 1946 : 8). La centralité des sciences sociales dans une démocratie moderne est reconnue, qui plus est par l'Etat. Cependant les institutions ne suivent pas encore ces besoins (Clapham, 1946 : 5). Il faut les inciter, notamment financièrement.

Enfin, la possibilité de créer un véritable centre de recherche sociologique public (Social Science Research Council, SSRC) est repoussée par le comité Clapham (Clapham, 1946 : 12) car « the social sciences, although rich in promise, have not yet reached the stage at which such an official body could be brought into operation without danger of a premature crystallization of spurious orthodoxies. » Le rapport conclut que « the limiting factor is the absence not of a council but of a sufficiency of collaborators. » (ibid.) La création d'un Social Science Research Council était une demande de nombreux sociologues, et de nombreux Travaillistes entre autres, pour coordonner et financer la recherche en science sociale. Il semble que Clapham ait trouvé ce projet trop précoce devant le manque de formation des *social scientists* britanniques au lendemain de la guerre. Par ailleurs, on trouve que la crainte de voir des « orthodoxies » s'affronter ne donnait pas bonne allure au projet, dans un pays où les intellectuels et la théorie ou l'idéologie ont mauvaise presse.

Le bilan est donc faible pour les sciences sociales, d'autant qu'elles ont toujours mauvaise réputation – née dans l'entre-deux-guerres – au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Fincham (1975 : 115) recense ainsi des citations de l'époque qui nous permettent de contextualiser cette représentation : dès 1946, T. H. Marshall se plaignait ainsi que la sociologie « has not enjoyed too good a reputation in this country and [...]is still regarded in some quarters with a certain amount of suspicion » ; le *Times Literary Supplement* (publication signe de l'importance prise par la sociologie dans les cercles cultivés) décrivit en 1950 sa situation comme « a relatively new discipline and therefore surrounded by an atmosphere of benevolent suspicion, if not of outright disregard » et D. G. MacRae, professeur à la LSE, d'ajouter en 1951 que « the three disciplines about which I write [sociology, social anthropology and social psychology] have all suffered from neglect, suspicion, and indeed, opposition. [...] It is improbable that their time of troubles is yet over. »

Mais le développement institutionnel qui suit est rapide et permet progressivement d'inverser la tendance. Dès les années 60, l'image de la sociologie évolue : D. G. MacRae lui-même,

précédemment cité négativement envers la sociologie, affirme alors que « it seems as though sociology has arrived. What was a few years ago a term of abuse, ridicule or contempt is now a word of virtue and of power » alors que A. H. Halsey, alors jeune sociologue issu de la LSE, note également en 1961 que « in our own day the appeal of sociology is transformed. Well entrenched in the universities and prominently treated in the quality newspapers, sociology, has become a major form of intellectual excitement since World War II ». (Fincham 1975 : 116) Cette remarque montre à quel point l'enthousiasme est soulevé par la sociologie dans les années 60 – tout au moins parmi les sociologues eux-mêmes. Il est peut-être encore un peu tôt pour affirmer, avec A. H. Halsey, que « la sociologie est devenue une source primordiale d'émulation intellectuelle depuis la Seconde Guerre mondiale » dès 1961. Mais il faut reconnaître que les choses changent rapidement, tant dans la perception que dans l'enseignement de la sociologie dans les universités. C'est sans doute la preuve que dans les cercles du pouvoir on change d'idée sur la discipline qui s'affermit.

En effet, avec l'arrivée au pouvoir des Travaillistes et de Harold Wilson en 1964, le soutien à la sociologie devient plus fort et son image évolue. C'est à ce moment que les liens entre pouvoir et savoir se resserrent. Les sociologues, tels Michael Young, conseillent et influencent les politiques menées par les gouvernements Travaillistes successifs. C'est grâce à leur influence qu'est finalement fondé un SSRC qui fortifie, finance et organise la recherche en sociologie. Comme l'avait souligné Raymond Aron dans les années 50, « le problème de la sociologie britannique c'est qu'elle cherche à écrire le programme du parti Travailliste ». Cela l'a aidé à se développer institutionnellement, mais l'a conduite également à des excès théoriques, critiquée en cela par les Conservateurs (voir le Rotschild Report de 1982, chapitre suivant). Le parti conservateur, en particulier Lord Hailsam président du SSRC dans les années 50, s'opposa à la création d'un SSRC dont ils ne voyaient le financement que comme un gâchis par rapport à d'autres priorités et comme l'encouragement de ce qui serait « a happy hunting ground for the bogus and meretricious » (ESRC, 2005 : 6).

Enfin, la rédaction de deux rapports parlementaires importants sur l'état des sciences sociales, le « Robbins report » (1963) et le « Heyworth report » (« Report of the Committee on Social Studies », 1965) montrent à quel point le pouvoir cherche à s'allier les sociologues et à les faire travailler sur ses problèmes, notamment ceux des communautés, du logement, de la santé, de la vieillesse et de l'Etat-providence. Le Robbins report conseille d'abord d'ouvrir les universités à un plus grand nombre d'étudiants et de soutenir le développement de la sociologie. Le Heyworth report souligne ensuite que la sociologie « is perhaps the discipline which people find most puzzling of the major social sciences ». Il n'est pas étonnant de voir que la compréhension de ce qu'est la sociologie est cependant plus claire dans le rapport de 1965 que dans celui de 1946. Ainsi le comité Heyworth note que « the most commonly accepted distinction between social anthropology and sociology is that the practitioners of the former study tribal societies and the latter advanced societies. […] Sociologists more often make use of surveys, questionnaires and interviews, subjecting their findings to statistical analysis » (Heyworth, 1965 : 3) là où le rapport Clapham se bornait à reconnaître que « the practitioners of the various social sciences are by no means agreed on the precise boundaries of their subjects » (Clapham, 1946 : 3).

On trouve dans le rapport de 1965 une définition plus précise de la sociologie tant sur le plan du fond (le sujet de la discipline) que sur la forme (les méthodes employées). Cela nous indique trois choses : d'abord, que les travaux des sociologues britanniques entre 1946 et 1965 ont avancé à un tel point que la discipline devient visible et lisible sur son fond et sa forme ; ensuite que la discipline a dépassé les bornes strictement universitaires pour s'étendre

au domaine politique et, pourrait-on hasarder, au public en général ; enfin que certains travaux ont inculqué dans la culture générale une culture spécifiquement sociologique ainsi que le note le rapport qui cite indirectement les travaux de l'Institute of Community Studies sur *Family and Kinship in East London* (Heyworth, 1965 : 3).

Le rapport Heyworth fait d'abord le bilan de l'avancée universitaire de ces « nouvelles disciplines » après le rapport Clapham : la majeure partie des postes créés grâce au soutien du de l'University Grant Committee (UGC créé pour allouer les fonds aux universités) furent des postes d'enseignants et non de chercheurs (Heyworth, 1965 : 7). Ensuite, les universités ont largement utilisé les fonds pour agrandir les départements existants, en créant peu de postes pour de nouvelles disciplines comme la sociologie ou la psychologie sociale (Heyworth, 1965 : 7, 11). Enfin, le rapport note dans la même veine que « research workers in the social sciences lacked assurance of a satisfactory career. This hampered the recruitment of good people. » (Heyworth, 1965 : 37) Il est toutefois intéressant de noter que le manque de ressources humaines dans les sciences sociales et dans la formation ne sont plus une véritable priorité par rapport à 1946 : les choses ont commencé à changer.

Et c'est donc un signe important envoyé par les pouvoirs publics que la recommandation par la commission Heyworth de fonder un SSRC. Son but initial est de « to provide support for research, to keep under review the state of research, to advise the Government on the needs of social science research, to keep under review the supply of trained research workers, to disseminate information and to give advice on research in the social sciences and its applications. » (Heyworth, 1965 : 54). Désormais, la priorité est la recherche en sciences sociales, et non plus seulement l'enseignement et la formation. L'effort financier est de taille : à titre de comparaison le SSRC prévoit un budget de £1 100 000 la deuxième année et de £2 250 000 la quatrième année, là où l'ICS, qui employait 7 chercheurs en 1962/3 disposait de £25 300 de budget annuel seulement. (Heyworth, 1965 : 54, 86) L'effort est donc conséquent pour les universités.

3. Un changement intellectuel et méthodologique

Du point de vue intellectuel, en accord avec l'esprit de l'époque, les sociologues versent plus souvent dans le marxisme, sans cautionner ses erreurs politiques. Comme le souligne A. H. Halsey (2004), ce qui intéresse toute la génération LSE de la sociologie est avant tout un socialisme « fabien » où la révolution ne doit pas sacrifier les libertés publiques et individuelles comme le communisme à l'époque. C'est avant tout dans un travail de recherche sur les classes sociales, concept éminemment marxiste, que se développe cette tendance. Les Conservateurs eux à l'époque tentent de mettre en place des alternatives plutôt libérales à ces théories, sans plus sombrer dans les excès de l'eugénisme (d'ailleurs pratiqué également par des penseurs socialistes dans les années 30). C'est la base de leur formation politique (Berthezène, 2011).

Les débats, pourtant, ne portent pas tant sur le fond que sur la méthode. Les sociologues ne s'écharpent pas, comme en France, entre individualistes ou holistes, entre gauche et droite. Mais il faut rappeler la difficulté à intégrer les méthodes et les compétences proprement sociologiques dans la recherche en Grande Bretagne. En effet, une partie importante des sociologues se rapprochent du journalisme ou de l'ethnographie, à la lisière des universités, et font, malgré eux sans doute, de l'ombre à la discipline telle qu'enseignée académiquement (voir Mass Observation ou l'ICS). D'autres se rapprochent du travail social dans leur formation en « social administration », ce qui relève plutôt de la sociologie pratique.

La méthodologie se renforce pourtant dans les années 60, à la LSE mais également dans les autres universités. A vrai dire, l'avancée statistique était déjà palpable dès les années 1900 (Rowntree ou A. L. Bowley). Elle avait fortement influencé la tendance eugéniste (D. Glass et L. Hogben). Elle s'applique désormais à toute la recherche sur la mobilité sociale et la sociologie de l'éducation (recrutement des étudiants, classes sociales, déterminisme professionnel, etc.). En particulier, l'œuvre de David Glass (*Social Mobility in Britain*, 1954) a été retenue dans l'histoire – bien que A. H. Halsey recommande de le traiter plutôt de démographe que de sociologue. Mais il a participé à la fondation de la série sur les ouvriers dans la période d'affluence (*The Affluent Worker*, 1968) notamment avec J. Goldthorpe et A. H. Halsey. Cette œuvre très influente, sans être particulièrement originale pour l'époque, nous amène donc à étudier plus particulièrement l'évolution théorique de la sociologie britannique après avoir vu son évolution politique. La question qu'on peut se poser est la suivante : quelles furent les conséquences de cette extension universitaire et de ce soutien politique sur les idées sociologiques ? Ont-elles vraiment évolué depuis l'entre-deux-guerres ?

II. Changement théorique : entre rupture et continuité intellectuelles

1. Internationalisation

Les sociologues britanniques sont, à partir de l'après-guerre, beaucoup plus influencés par des auteurs « d'outre-mer », c'est-à-dire internationaux, qu'avant. La sociologie britannique s'ouvre un peu sur la sociologie allemande dès les années 30 et 40 grâce à Karl Mannheim et à Morris Ginsberg, tous deux à la LSE. Mais on trouve peu, à l'époque, de références à la sociologie internationale dans les revues ou les ouvrages sociologiques, ce qui fait dire à plusieurs auteurs que la sociologie britannique reste largement « insulaire » (Platt, 2008 : 176 ; Rex, 1983 : 999) et surtout déconnectée de la communauté globale. On ne peut pas vraiment parler de « communauté » sociologique avant les années 60, les groupes restant loin les uns les autres (la *Sociological Review*, *Politica*, Manchester, Birmingham, la LSE, etc.). On retrouve ici et là quelques rares références à la sociologie américaine dans les travaux de Mass Observation, mais ce n'est là qu'une inspiration lointaine. Avant la Guerre, la sociologie britannique se réduisait à un noyau dur à la LSE, une communauté « idéologique » autour de Geddes et quelques individus isolés dans les universités (Tom Simey à Liverpool, Dennis Chapman à Manchester), comme nous l'avons expliqué. (Halsey, 2004 : 75)

Le changement intervient dès les années 50. D'abord, Edward Shils, un sociologue américain, s'installe à la LSE pour plusieurs années. Il fait connaître Parsons et reste très influent, notamment à travers son travail de sociologue proprement dit. Ensuite, Ralf Dahrendorf, d'abord étudiant à la LSE, prend la tête de l'établissement dans les années 50 et y répand la sociologie allemande contemporaine. La sociologie française, elle, compte peu d'atouts et reste une lointaine cousine, importée toutefois en partie par Raymond Aron à la LSE. Enfin, d'autres grands noms d'auteurs comme Basil Bernstein ou Percy Cohen, juifs britanniques, le second d'Afrique du Sud, importent d'autres auteurs. Norbert Elias s'installe à l'université de Leicester en 1954 et influence grandement la sociologie britannique. J. Westergaard venait du Danemark, tandis que Donald MacRae était écossais et Ernest Gellner juif de Prague. (Halsey, 2004 : 76) On peut dire sans trop être dans l'erreur que la sociologie britannique s'est largement développée sur des bases étrangères (E. Westermarck était finlandais, Ginsberg de Lituanie).

A l'origine de ce changement théorique et méthodologique, comme le souligne A. H. Halsey, est probablement à chercher dans l'expérience biographique de ces sociologues : ce sont les premiers d'après-guerre à vivre dans une société en reconstruction puis dans une « société d'abondance » pour reprendre la formule de Goldthorpe. (Halsey, 2004 : 87) Leur ouverture sur le monde et leurs origines variées sont le reflet de la structure sociale changeante en Grande Bretagne dans les années 50. Ce n'est que tout bonnement le reflet de l'infrastructure dans les idées, comme l'aurait souligné Marx. La sociologie britannique se trouve de nouvelles racines à travers les travaux de Lockwood sur Marx et Parsons, Dahrendorf sur Weber et T. H. Marshall, Bernstein sur Durkheim, etc. (ibid.) C'est également le signe du rapprochement entre les sociologues et le parti Travailliste, à partir des années 60. La sociologie britannique devient plus internationale et applique de nouvelles grilles d'analyse à la société. Enfin, c'est le reflet du scepticisme généralisé, de l'attitude équivoque envers le fonctionnalisme qui se répand et la promotion des théories du conflit, qui font l'unité du groupe de chercheurs dominants à la LSE dans les années 50 (Halsey, 2004 : 87) Tout cela sert de cadre à l'agitation de 1968.

2. Sociologie du conflit et de la classe ouvrière

Ce n'est donc sans doute pas à un hasard mais plutôt à une coïncidence entre l'esprit d'une époque et des travaux de recherche qu'on doit le tournant intellectuel des sociologues britanniques vers la sociologie du conflit. On doit à cette époque plusieurs des travaux les plus marquants dans ce domaine : *Citizenship and Social Class* (1950) de T. H. Marshall, *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life* (1957) de R. Hoggart, Class *and Class Conflict in Industrial Society* (1959) de Ralf Dahrendorf, *The Making of the English Working Class* d'Edward P. Thompson (1963) et le travail du Contemporary Centre for Cultural Studies de Birmingham entre 1964 et 1968.

Ces oeuvres peuvent se diviser en deux types : d'un côté des analyses de la société de classe et des conflits dans la société britannique, de l'autre des analyses de la domination sur la classe ouvrière. A la croisée des deux on trouve l'œuvre historique d'E. P. Thompson sur la formation de la classe ouvrière, qui est à la fois intellectuellement de l'histoire sociale et de la sociologie des conflits. Il semble un peu paradoxal qu'une société d'apparence si paisible que la Grande Bretagne aie produit de si grandes œuvres sur le conflit. Mais ces apparences dissimulent sans doute mal une plus grande conflictualité interne, notamment entre classes sociales ; un peu à la manière de Marshall qui, en évoquant les luttes des classes pour obtenir des droits dans une société capitaliste, oublie la grande conflictualité qui leur donna naissance. C'est le reproche que lui fait Rodriguez (2007 : 161).

Avec l'œuvre de Thompson (l'histoire par le bas, *history from below*, contre l'Ecole des Annales) ou de R. Hoggart (dont la popularité en France, il faut le rappeler, est due à son usage par P. Bourdieu dès les années 70 pour illustrer sa théorie) on trouve bien en Grande Bretagne certaines des traditions les plus originales et stimulantes des décennies à venir en sociologie.

Mais la grande controverse qui agite les milieux de la recherche dans les années 50 et 60 est la thèse de « l'embourgeoisement » de la classe ouvrière britannique. Avec la hausse de leur revenu, la question de pose de savoir si la classe ouvrière, socle de la société, va se transformer pour tendre vers les classes moyennes. C'est l'objet de l'étude de J. Goldthorpe, D. Lockwood, F. Bechhoffer et J. Platt (1969) sur *l'Ouvrier de l'Abondance*. Publié en 3

volumes initialement, celui-ci est rapidement traduit en français et synthétisé dès 1972. Il est préfacé par J. Caroux en France, du Centre d'Ethnologie sociale et de psychologie.

La grande question est de savoir, en France comme en Grande Bretagne d'ailleurs, si on doit parler de « nouvelle classe ouvrière » ou bien de nouvelle classe moyenne. Pourquoi ce débat sur l'embourgeoisement est-il important pour l'époque ? Le premier argument est la lutte des classes et donc le développement du socialisme : avec la « disparition » possible de la classe ouvrière traditionnelle, les sociologues se demandent qui serait le nouvel « agent » de changement dans la société. Beaucoup, notamment en France et cela se ressent dans l'introduction proposée de l'ouvrage, semblent paniqués à l'idée que la classe ouvrière puisse être de mieux en mieux intégrée à la société capitaliste avec un niveau de vie en hausse, une mobilité sociale et géographique croissantes et des valeurs de plus en plus individualistes. Cela est lié à la perte de la socialisation du groupe des ouvriers qui tend apparemment à délaisser les formes traditionnelles (à l'usine, chez soi, dans les ensembles, dans le syndicalisme) pour une sociabilité de plus en plus instrumentale et un attrait pour la matérialisme. L'équipe de Goldthorpe fait deux hypothèses dans *l'Ouvrier de l'Abondance* : soit la classe ouvrière va évoluer dans « le domaine politique et économique vers un individualisme conservateur plutôt que vers un collectivisme radical » (remise en cause du communisme) ; soit l'embourgeoisement indique une « aliénation croissante » de la classe ouvrière dans la société de consommation. Il y a là, pour reprendre l'analyse des auteurs, une hypothèse libérale et une hypothèse néo-marxiste, qu'ils semblent tous les deux rejeter. (Goldthorpe et al., 1972 : 244)

La réponse des auteurs est ainsi claire : ils ne croient pas à l'hypothèse marxiste, reprise par H. Marcuse dans *L'homme unidimensionnel* (1968 [1964]). Ils affirment qu'« il faudrait peut-être rappeler à Marcuse et aux penseurs de la même école, ainsi qu'aux prophètes de l'embourgeoisement, qu'une machine à laver est une machine à laver et rien de plus qu'une machine à laver. […] Il serait préférable de ne pas parler avec dédain […] d'esclaves sublimés. » (Goldthorpe et al., 1972 : 239) Quant à la seconde interprétation libérale, les auteurs observent que seuls 14% des ouvriers revendiquent le statut de classe moyenne (ibid : 228) ce qui leur permet d'affirmer que « dans la mesure où les résultats de notre enquête indiquent que les travailleurs de la nouvelle classe ouvrière ne sont pas en train de s'intégrer aux classes moyennes, et que rares sont ceux qui souhaitent une telle intégration, ces résultats démentent également qu'un processus de cette nature soit à la base d'un report des votes de la classe ouvrière sur le Parti conservateur. » (Goldthorpe et al., 1972 : 224) C'est rassurer les sociologues et le grand public sur le devenir de la classe ouvrière.

Et on trouve là non seulement une réponse au débat sur l'embourgeoisement ouvrier, mais également le deuxième aspect que fait craindre un délitement de la classe ouvrière. En effet, avec lui ce serait une disparition des soutiens traditionnels du parti travailliste au profit du parti conservateur, que les auteurs ne semblent pas porter dans leur cœur. Ceux-ci ne corroborent pas entièrement le lien fait entre l'abondance et les défaites électorales subies par le parti travailliste entre 1950 et 1960 (Goldthorpe et al., 1972 : 223), ils soulignent même que « la politique était rarement comprise comme une manifestation de la lutte des classes » bien que la notion de classe était importante pour les ouvriers interrogés. (Goldthorpe et al., 1972 : 231) Mais l'embourgeoisement prétendu faisait donc peser la menace d'un retournement politique et d'un échec cuisant pour les Travaillistes. Goldthorpe et ses collègues affirment ainsi qu'il « semble donc probable, à l'époque où cet ouvrage a été rédigé (1969), que les abstentions de la classe ouvrière – sans même tenir compte d'un report effectif des voix sur le Parti conservateur – se traduiront par une défaite électorale du Parti travailliste en 1971 ou

plus tôt ; et cette date pourrait bien marquer le début d'une ère conservatrice assez longue. » (Goldthorpe et al., 1972 : 249) C'est là la conclusion – certes exacerbée et en avance sur son temps (les Conservateurs n'obtenant le pouvoir qu'en 1979) des auteurs – qui explique que l'embourgeoisement soulève de nombreuses craintes.

On peut dès lors conclure, dans une perspective comparative, que « les nouvelles formes d'action et de rapports sociaux observés par [Serge] Mallet chez les ouvriers qu'il a étudiés sont un phénomène « français » – résultant par exemple des méthodes françaises de gestion et de développement économique – et non une caractéristique propre aux usines technologiquement avancées. » (Goldthorpe et al., 1972 : 242) Serge Mallet concluait qu'il existait, en France, des rapports sociaux plus instrumentaux envers le travail et il observait un phénomène de séparation de la classe ouvrière entre une « aristocratie » ouvrière bien rémunérée et un prolétariat traditionnel. C'est pourtant une « nouvelle classe ouvrière » que ne voient pas se développer les auteurs de l'étude britannique, parlant plutôt d'une reconfiguration du travail et un changement d'attitude envers la politique. Enfin il faut noter l'incompréhension chronique de la préface de J. Caroux sur le système britannique : là où il observe une lutte de classes, Goldthorpe souligne plutôt l'intervention de l'Etat et l'inverse d'une polarisation marxiste dans la société. (Goldthorpe et al., 1972 : 44)

Cet ouvrage est donc original car il analyse la classe ouvrière sans perspective marxiste et en laissant de côté les conflits sociaux, moins fréquents en Grande Bretagne par rapport à la France il est vrai. De plus, il teste pour la première fois empiriquement la thèse de l'embourgeoisement de la classe ouvrière. La conclusion est donc que « le fait de disposer de revenus comparables à ceux de certains « cols blancs » ne transforme pas les ouvriers en membres à part entière de la classe moyenne, loin s'en faut. » (Rodriguez, 2007 : 169) Le stéréotype de l'époque concernant l'embourgeoisement ouvrier n'est donc pas validé, ni d'un point de vue économique ni surtout politique. La société d'abondance n'apporte donc pas de changement majeur, et renforce même le lien entre conservatisme et classe ouvrière comme le souligne l'enquête de 1962 réalisée par Walter Runciman (1966 : 201) sur la perception des inégalités et des « attitudes to social inequality in twentieth-century England » (sous-titre de l'ouvrage).

Parallèlement à cette étude de la classe ouvrière, il est intéressant de noter que la focale se déplace dans la stratification sociale. On observe ainsi que dans la sociologie de l'après-guerre, ce n'est plus tant la classe ouvrière et populaire que les classes moyennes qui sont au centre de l'attention avec, par exemple, une étude menée sur les hauts fonctionnaires (Kelsall, 1955), les enseignants (Tropp, 1957) ou les employés (Lockwood, 1958). Ces études participent au renouvellement de la question de la stratification et des inégalités de classe.

En effet, il faut souligner l'importance des études sur les inégalités (T. H. Marshall, W. Runciman) dans les années 60 et des conflits entre sociologues eux-mêmes. La concurrence se fait en effet plus rude dans les années qui suivent avec la multiplication des pôles et des postes en sociologie. Ainsi par exemple A. H. Halsey se plaît à rappeler les tensions entre David Glass, déjà un vétéran en sociologie dans les années 60, et d'autres sociologues. En effet, celui-ci mit des bâtons dans les roues d'une subvention du SSRC au Nuffield College et à la Barnett House d'Oxford pour une étude sur la mobilité sociale organisée par M. Young, A. H. Halsey et R. Dahrendorf, en faisant valoir ses propres travaux sur le sujet qui devaient donner matière à publication un peu plus tard – ce qui n'arriva jamais (Halsey, 2004 : 78). Halsey va jusqu'à suggérer que David Glass mérite l'appellation de « démographe » plutôt que de

« sociologue ». C'est une manière de l'exclure de la communauté sociologique et de la tradition britannique.

Il n'est cependant pas surprenant que, dans une communauté aussi petite que celle des sociologues britanniques dans les années 60, et étant donné les relations de concurrence entre eux ainsi qu'entre les établissements les représentant, que ces théories du conflit dérivent en conflit de théories. Les mémoires d'A. H. Halsey, symbole par excellence de la sociologie à la mode à la LSE, où il fit ses études dans les années 60, nous en fournit un exemple : Perry Anderson, un grand théoricien britannique marxiste, affirma en 1968 que « to this day, despite the recent belated growth of sociology as a formal discipline in England, the record of listless mediocrity and wizened provincialism is unrelieved. The subject is still largely a poor cousin of social work and « social administration », the dispirited descendants of Victorian charity. » En 1990, en se rappelant cette période, Anderson ajouta qu'il venait de faire la découverte de « Giddens, Mann, Runciman, and Gellner as the great leaders of a systematic sociology in Britain. He fails to recognize Lockwood, Bernstein, Dahrendorf […] not to mention Glass, Bauman, Goldthorpe, Heath, or John Scott. It is all rather arbitrary and, most sociologists would say, eccentric. » (Halsey, 2004: 83)

1968 ne marque ainsi donc pas seulement la contestation universitaire des étudiants, mais également celle d'une « crise » de la sociologie. Au sein même des sociologues, le sujet semblait ainsi constitué de tensions et de concurrences.

3. Problèmes de l'Etat providence

Il ne s'agit pas de faire de la téléologie ou bien, comme la nomment les historiens britanniques, de « l'histoire Whig » qui consisterait à ne voir dans le passé qu'une suite de progrès et préparation de ce qui s'est passé, du point de vue de l'évolution sociale positive des institutions britanniques. Mais on ne peut tout de même pas manquer de souligner que les proto-sociologues ont participé largement à mettre à jour la nécessité de l'intervention de l'Etat dans un contexte de crise économique puis de la Première Guerre mondiale, où la question se pose de façon croissante afin d'agir contre « les maux sociaux ». La place de la sociologie est donc centrale dans cette réflexion sur les enjeux de l'intervention publique dans la société et dans l'économie, qui prît la forme de l'Etat-Providence.

La filiation avec les recherches des enquêteurs sociaux (Booth et Rowntree) est soulignée par Beveridge sous la forme de « besoins » de l'existence humaine à satisfaire. Les effets bénéfiques de la Guerre sur la cohésion sociale ont été maintes fois évoquées par les historiens de la période, mais du point de vue sociologique ce constat est renforcé : alors qu'Hobhouse n'envisageait que de très loin la possibilité d'un Etat-Providence qui n'était alors qu'un « idéal éthique » qui ne prenait pas encore ce nom, cela devient une réalité forgée dans la douleur de la Seconde Guerre mondiale pour les sociologues de l'après-guerre

Après 1945, l'Etat-Providence et, en particulier ses carences, vont être au centre de la recherche, au même titre que la stratification sociale. L'ancien discours qui tentait de promouvoir plus d'égalité sociale et de renforcer l'intervention publique ne sera plus vraiment entendu dans une société qui dispose de plus en plus des moyens du Welfare State. A partir des années 60, « les politiques du welfare vont constituer […] le cœur du travail des sociologues et la cible de leurs interventions dans le débat public. » (Rodriguez, 2007 : 158)

Comme on l'a expliqué, le développement universitaire de la sociologie fut lié en Grande Bretagne aux liens importants entre la politique et les chercheurs, en particulier du parti travailliste entre 1945 et 1970. Cela s'explique non seulement par la proximité idéologique entre les sociologues dominants et le parti, mais également par les problèmes soulevés par la mise en place de leur programme dès les années 40. En effet, la création d'un Etat Providence à la suite du rapport Beveridge (1944) est l'occasion pour les gouvernants travaillistes et pour les sociologues de régler une grande partie des problèmes sociaux et économiques qu'ils avaient déjà ciblés et étudiés (la pauvreté avec Rowntree, le chômage de masse, la vieillesse, la santé).

Ainsi l'Etat Providence fut pendant cette période un des objets de recherche les plus stimulants pour les sociologues, qui avaient à cœur de faire reculer les « cinq grands maux » selon Beveridge, à savoir « la pauvreté, l'insalubrité, la maladie, l'ignorance et le chômage ». Les anciennes formes d'organisation de la sociologie se révélèrent ainsi difficilement adaptables à cette nouvelle donne : ainsi, en 1955, après avoir échoué à être intégré à la LSE auprès de Ginsberg et Carr-Saunders, désormais directeur de l'école, l'Institute of Sociology disparut (Evans, 1986). Il en fut de même pour la revue *Politica* de la LSE, qui ne parut plus après la Guerre, ainsi que pour Mass Observation qui abandonna en grande partie ses recherches qualitatives pour se privatiser et se consacrer aux études de marché.

Mais parallèlement, de nouvelles formes plus modernes de recherche apparurent. Dans les années 50 fut ainsi fondé par Michael Young l'Institute of Community Studies, un institut de sociologie urbaine qui produisit, entre autres, la célèbre étude de sociologie de la famille et du logement *Family and Kinship in East London* (1957) par « les trois Peter » comme l'écrit Halsey (Willmott, Marris et Townsend) (Halsey, 2004 : 110). Cette étude fut encouragée par R. Titmuss, le spécialiste en administration sociale, et E. Shils qui les avaient introduits à la méthode et aux idées de l'école de Chicago. Toutefois, devant ses résultats qui mettaient à mal la politique de logement du gouvernement et devant le manque de recherche théorique sur leur objet qui s'apparentait à du journalisme ou, au mieux, à de l'amateurisme sociologique (absence d'échantillonage, d'analyse multivariée ou de technique d'enquête), ce travail fut assez mal accueilli par la communauté sociologique académique nous rappelle Halsey (2004 : 110).

Ce tournant dans la sociologie urbaine, qui s'intéressait avant tout à l'utilisation des services publics et des changements dans la famille, s'est fait en rapport avec la nouvelle approche de l'Etat providence : on passe d'une recherche sur ses problèmes d'administration à ceux d'une société « d'abondance » (pour reprendre le titre de l'ouvrage dirigé par Goldthorpe). (Halsey, 2004 : 96). La société du bien-être et les changements qu'elle entraîne parmi les familles et les communautés sociales font l'objet de recherches, dont le texte le plus lu est à l'époque écrit à l'université de Liverpool par Penelope Hall, *The Social Services of Modern England* (1952). (Halsey, 2004 : 96). Peter Townsend (1957), l'un des fondateurs et participants de l'ICS, écrivit de son côté un ouvrage qui critiquait ouvertement la politique de la vieillesse par l'Etat providence. La sociologie de la santé ou de la vieillesse était ainsi en plein essor. (Halsey, 2004 : 97)

Ce qu'il faut retenir de ces premiers essais en sociologie du Welfare state, c'est que les changements de la protection sociale a entraîné des changements de perspective dans la recherche. C'est tout à fait logique, d'ailleurs, puisque les gouvernements successifs s'appuyèrent sur les travaux et recherches des sociologues. Malheureusement, dès les années 60, les critiques vont bon train contre les dysfonctionnements de l'Etat providence.

III. Le tournant institutionnel des années 60

1. Une sociologie mature ?

Dans les années 60, la sociologie acquiert une certaine forme de maturité : elle n'est plus tout à fait la « science de la réforme sociale » qu'elle se voulut au XIXe siècle, mais elle n'a pas abandonné son objectif qui est « moins, finalement, de faire œuvre théorique en tant que telle que de contribuer à « bâtir la société dont nous avons besoin », selon l'expression de David Glass. C'est une sociologie engagée. » (Rodriguez, 2007 : 159) Les sociologues occupent encore dans ces années-là une position assez marginale à l'université, mais avec la création du *British Journal of Sociology* en 1950 et de la *British Sociological Association* en 1951 « on assiste dès lors à la constitution d'une véritable communauté scientifique au sein de laquelle se développent des normes et pratiques spécifiques qui définissent le « métier de sociologue ». » (Rodriguez, 2007 : 159) En effet, la création de revues et d'associations professionnelles marque un tournant majeur : la disciplinarisation est à l'œuvre. Elle va se développer autour de la question des inégalités qui fédèrent les sociologues plutôt proches des Travaillistes, dans les années 60, avant de s'attaquer au genre et à l'ethnie.

Comme programme sociologique, on peut chercher parmi les sociologues actifs dans les années 60 pour nous guider : T. H. Marshall propose ainsi d'étudier la société à l'échelle de ses institutions et de ses structures sociales plutôt que globalement – même si cela a encouragé les critiques à son encontre. En effet, on peut lui reprocher d'avoir été « trop peu attentif aux conflits qui ont émaillé l'histoire de la citoyenneté, trop proche de Hobhouse et de Ginsberg, finalement, et pas assez de Marx. » (Rodriguez, 2007 : 161) Ce n'est donc pas chez lui qu'on trouve un véritable sociologue du conflit, comme on en avait analysé certains précédemment, mais c'est chez lui qu'on trouve les traits saillants des préoccupations sociologiques de l'époque – qui ne diffèrent finalement pas beaucoup de ce qui se passe en France ou en Europe continentale.

Marshall avait foi dans le projet réformiste de l'Etat Providence, dans l'éducation et la méritocratie. L'idée de ces sociologues plutôt à gauche de l'échiquier politique est d'éliminer les inégalités « illégitimes », c'est-à-dire non basée sur le fonctionnement méritocratique de la société, qui ne peuvent qu'augmenter la frustration et la fragmentation de la société entre les classes. C'est dans ce cadre qu'il faut interpréter *l'Ouvrier de l'Abondance*. L'étude de la stratification sociale par Marshall (dans *Citizenship and Social class* (1950) ou bien par d'autres auteurs comme R. H. Tawney (1931) à la LSE souligne l'importance que les britanniques accordent à la perception et à la lutte contre les inégalités sociales, enjeu de luttes. Cela rejoint par ailleurs tout à fait le courant « conflictuel » avec celui de l'étude de la classe ouvrière (E. P. Thompson) et de l'Etat Providence (Townsend, Young).

Mais on ne peut également que souligner l'absence de recherche véritablement théorique, sauf peut-être chez N. Elias dans les années 60 lorsqu'il s'installe à Leicester. En particulier, c'est l'œuvre de R. Titmuss de proposer un programme de recherche beaucoup plus empirique proche de la social administration que l'on a déjà décrite. Mais Titmuss s'intéresse peu à la théorie, comme le montre son ouvrage *Essays on 'The Welfare State'* (Titmuss, 1958) qui est un recueil de conférences des années 50 s'intéressant concrètement plutôt au fonctionnement du système des retraites, au NHS ou à la position de la femme dans la société. Cela ne l'empêche pas d'obtenir des responsabilités importantes à la BSA dans les années 50-60. Des deux conceptions de la sociologie – une science concrète de la réforme et une discipline

théorique – c'est plutôt la première qui semble l'emporter dans cette période. Ce n'est pas un hasard si Titmuss y est si engagé. Et dans ces conditions, la théorie sociale trouva refuge ailleurs notamment chez l'historien Edward Thompson. (Rodriguez, 2007 : 175)

Enfin, outre ces nouvelles compétences méthodologiques, le temps de la professionnalisation passe avant tout par l'encadrement de la discipline. Le premier facteur est une organisation de plus en plus en termes de communauté scientifique plutôt que d'individus isolés. Autour d'une association, la British Sociological Association (BSA) fondée en 1953 et de revues (le *British Journal of Sociology* en 1951, la *Sociological Review* en 1955 et *Sociology*, 1968) la sociologie se structure en section et en grand pôles de recherche. Le deuxième facteur est la création de modules de sociologie aux examens à Oxford en 1957 et à Cambridge en 1961. Il faut attendre 1969 pour que la première chaire de sociologie soit créée à Cambridge, et bien qu'elle ait été décernée à un anthropologue (John Barnes). A Oxford il fallut même attendre jusqu'aux années 2000 !

Que trouve-t-on dans ces revues sociologiques ? A. H. Halsey (2004), dans son étude sur la sociologie britannique, propose un recensement qualitatif des articles publiés dans les trois grandes revues de sociologie en Grande Bretagne entre 1910 et 2000. On trouvera ci-dessous (Tableau 2) une adaptation de ses résultats pour la période 1910-1970.

Champ de l'article	1910-40		1950-70		Total 1910-2000	
	%	Rang	%	Rang	%	Rang
Théorie sociale	15	2	17	3	23	1
Stratification sociale	3	8	31	1	22	2
Sociologie politique	21	1	10	6	19	3
Sociologie économique	9	4	12	5	16	4
Genre	3	8	3	9	15	5
Sociologie des professions	6	5	19	2	15	5
Education	6	5	15	4	10	7
Religion	15	2	7	8	8	8
Politiques sociales	6	5	8	7	6	9

Source : Recensement des articles de la *Sociological Review*, du *British Journal of Sociology*, et de *Sociology*.

Tableau 2. Les champs disciplinaires de la sociologie dans différentes revues (1910-2000) adapté de Halsey (2004 : 185)

Il faut d'abord classer ces revues. La *Sociological Review* fut la seule publication de sociologie entre 1908 et 1951. Elle fut dirigée par de grands noms comme P. Geddes ou M. Ginsberg de ses débuts à 1940, avant qu'un projet avorté de reprise par la LSE fut prévu. Elle est désormais éditée par l'université de Keele en Angleterre. Cela en fait une revue assez mineure en termes d'impact. La référence est le BJS qui est animée par la LSE et qui produit de nombreux articles empiriques. Enfin, il y a la plus récente, *Sociology*, qui est publiée par la BSA. Elle produit beaucoup d'études qualitatives, même si pas uniquement. Il y eut d'autres revues de sociologie qui connurent des destins moins durables comme *Politica*, qui s'est

arrêtée en 1940 ou *Economica*, qui est désormais une revue britannique d'économie. Toutes les deux furent pilotées par la LSE.

En termes de type de publication, on s'aperçoit que dans les années 50-70, on trouve majoritairement des articles sur la stratification sociale, puis de sociologie des professions (c'est la grande époque de la sociologie industrielle, sur la classe ouvrière, voir supra) et en troisième position tout de même de théorie sociologique. Ce dernier champ ne se démode pas et, entre 1910 et 2000, c'est lui qui toute période confondue reste le premier. La stratification sociale (l'étude des classes sociales, de la mobilité sociale) reste également une référence sur la période. Enfin, l'intérêt pour la sociologie des professions décline.

Il existe également des revues sur la « social policy » (politiques sociales ou administration sociale), mais elles naissent assez tardivement. La première naît en 1967, *Social and Economic Administration* (Halsey, 2004 : 194).

En 1955, l'Institute of Sociology ferme ses portes, symbole du changement de visage de la sociologie renaissante. Ce ne sont plus des « héros » mais plutôt des « patrons » dans les départements universitaires qui s'instaurent (Clark, 1973). Manchester, Birmingham, Leeds mais aussi dans l'Essex et le Sussex, des départements de sociologie sont créés et bien encadrés. Le nombre d'étudiant décuple entre 1940 et 1971 (de 300 à 4 000).

2. Le Centre for Contemporary Cultural Studies

A Birmingham est créé le Centre for Contemporary Cultural Studies (CCCS) en 1964 par R. Hoggart, l'auteur de *La Culture du pauvre* (1970 [1957]). C'est dans ce centre que va naître l'avant-garde sociologique de Grande Bretagne jusqu'aux années 80 et également un renouveau intellectuel et institutionnel dans le champ de la sociologie. Le centre se spécialise dans l'étude de la culture et des sous-cultures. Les membres du centre, remarque Mattelart (2003 : 27), ont partagé « une commune attraction pour ce que l'*establishment* universitaire tenait alors au mieux pour un pittoresque avant-gardisme [en se concentrant] sur des objets jugés jusque-là indigne du travail académique ». On l'a vu, le champ sociologique fut dispersé voire fragmenté entre différentes disciplines, méthodes et tendances intellectuelles.

Hoggart se confronte donc à un premier défi, celui de rendre légitime aux yeux des universitaires une filière spécifique centrée sur l'étude de la culture en s'inspirant des outils de l'analyse littéraire qu'il avait déjà appliqués aux publications destinées à la classe ouvrière dans son ouvrage de 1957. C'est un défi institutionnel, mais également intellectuel, car il ne put compter à cette époque que des étudiants issus d'horizons divers (comme la littérature). Cela en fait d'ailleurs une faiblesse : les compétences et la formation sociologiques sont encore peu développées, même à Birmingham, pour produire des chercheurs expérimentés. Richard Hebdige, un des étudiants célèbres et prolifiques du CCCS, reconnut d'ailleurs que « comme tant de diplômés des formations d'arts et de sciences sociales scolarisés à la fin des années 60 […], j'ai tenté de fuir la tradition anglaise » (Mattelart, 2003 : 38). Nombre des membres du CCCS sont issus des filières d'humanités et n'ont que peu de connaissance en sociologie, y compris celle de la culture, pourtant au cœur des activités du Centre. Enfin, cela pousse Hoggart à s'agacer des engagements gauchistes ou féministes de certains étudiants (ibid. : 28)

Même rattaché à une université, le centre reste marqué par la marginalité institutionnelle. Il faut d'ailleurs souligner combien il paraît étrange pour Hoggart ou le CCCS d'être dès

l'origine associé à la sociologie ; une appellation qu'il décline d'ailleurs (Mattelart, 2003 : 27) : c'est bien plutôt la naissance des « cultural studies », des études culturelles, comme une sous-discipline qui se veut autonome. Elles lui empruntent donc son orientation et certaines de ses références mais sans pour autant se réclamer de la sociologie. Mais on peut affirmer, comme Bourdieu et Passeron, que ce n'est pas parce que Hoggart n'a pas écrit d'ouvrage de sociologie qu'il n'en a pas fait de bonne. Le Centre n'est pas né de nulle part : il y eut d'abord l'importance de l'ouvrage de Hoggart qui lui ouvrit certaines portes universitaires ; mais il ne faut pas oublier que les *cultural studies* viennent d'une tradition née dès le XIXe siècle dans l'Angleterre industrielle, continuées dans les années 30 par Leavis et soutenues dans les années 50 et 60 par Raymond Williams (1958) et E. P. Thompson (1963).

Quelle fut l'apport original de la première œuvre de Hoggart sur la classe ouvrière ? L'ouvrage originel de 1957, *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life with Special References to Publications and Entertainmenst*, traduit en français sous le titre réducteur de *La Culture du pauvre* par J.-C. Passeron en 1970 pour étayer la thèse de Bourdieu sur la domination des classes ouvrières, est une étude ethnographique centrée sur le quotidien de familles ouvrières des Midlands dans les années 1920-30, avec une tendance autobiographique marquée. L'œuvre se concentre sur la vie domestique plutôt que sur les rapports au travail et en particulier sur l'influence de la culture diffusée parmi la classe ouvrière par les moyens modernes de communication. (Mattelart, 2003 : 20) Selon Hoggart, on doit plutôt parler de « consommation nonchalante » pour décrire l'utilisation qui est faite des publications destinées aux ouvriers comme les journaux ou les bandes dessinées. En effet, écrit-il, « les gens du peuple ne mènent pas une vie aussi pauvre qu'une lecture, même approfondie, de leur littérature le donnerait à penser. […] Même si les formes modernes du loisir encouragent parmi les gens du peuple des attitudes que l'on est en droit de juger néfastes, il est certain que des pans entiers de la vie quotidienne restent à l'abri de ces changements. » (Hoggart, 1970 : 378 cité par Mattelart, 2003 : 21)

Ce qui est doublement original c'est de s'intéresser à la vie privée des ouvriers dans leurs pratiques quotidiennes et surtout de montrer qu'il existe un filtre sur la réception des produits à leur destination. Enfin, selon Mattelart (2003 : 21), c'est l'idée même de « résistance des classes populaires » à la culture dominante qui marque un tournant dans la réflexion. L'Angleterre étant un pays où l'on prise la déférence et où l'on a bien souvent du mal à échapper aux stéréotypes sur la classe ouvrière, cela est une véritable découverte. Cela sera largement repris par les « descendants » de Hoggart au sein du CCCS, notamment Stuart Hall.

Que font vraiment les apprentis sociologues du CCCS ? L'intérêt des sociologues de Birmingham fait écho à leur époque : dans les années 50 ce sont les « Angry Young Men », les jeunes issus des classes ouvrières urbaines qui sont en décrochage et révoltés contre la société britannique. Comme le souligne Mattelart (2003 : 24), « leurs personnages expriment une rébellion contre ce qu'ils perçoivent comme le poids des traditions et des hiérarchies sociales, les routines hypocrites de leur société. Ils suggèrent aussi une forme de malaise, de frustration devant l'expérience d'une mobilité sociale ascendante. […] Il y a là un des ressorts du décollage et de l'impact des *cultural studies*. Transformer la culture populaire ou le style de vie des nouvelles classes en des objets dignes d'un investissement savant peut aussi se lire dans sa dimension d'accompagnement d'une mobilité sociale inconfortable pour de nouvelles générations intellectuelles. » De façon intéressante, on peut noter un deuxième écho à l'expérience personnelle des sociologues du CCCS : Williams, Hoggart et par la suite Stuart Hall sont d'origine populaire avec une dimension cosmopolite et une expérience de la diversité des cultures. « Ces trajectoires sociales atypiques se heurtent à la dimension

socialement très fermée du système universitaire britannique et condamnent dès lors les intrus au « choix » d'insertions externes. » (Mattelart, 2003 : 25)

Ce qui intéresse donc le CCCS c'est tout ce qui touche à la culture, à son utilisation et à sa réception, et chez la classe ouvrière en particulier. Ainsi les « sous-cultures » jeunes « font l'objet d'un grand nombre de monographies dès le début des années 70. Bikers, hippies, mods, punks, rastas, rockers, ruddies, skinheads, teddy-boys… » note Mattelart (2003 : 31). On retrouve ici l'intérêt pour les sociologues britanniques pour la crise de reproduction du monde ouvrier et ses changements qui suscitent un débat sur l'ouvrier de l'abondance. Un deuxième trait important de ces études est « l'attirance pour les théories continentales [sous] forme de réaction aux orientations dominantes des sciences sociales anglophones » (ibid. : 38) car au CCCS on cherche des nouveautés conceptuelles à appliquer à la culture de masse parmi les critiques contemporains issus des études littéraires (R. Barthes, L. Althusser). C'est une lutte également contre le fonctionnalisme tout-puissant dans les années 60.

Même si les plus grandes œuvres du CCCS sont produites dans les années 70 et qu'elles côtoient le bon et le moins bon, il est nécessaire de souligner le rôle critique essentiel de cette institution qui fait du bien à la sociologie britannique encore assez fermée et très classique (études des classes ouvrières, mobilité sociale, sociologie du conflit mais absence du genre ou de la culture). On notera toutefois que ces études gardent souvent un côté amateur dans les années 60 et qu'elles sont encore fort éloignées du « mainstream » de la sociologie britannique.

3. L'Institute of Community Studies

Une seconde institution, cruciale pour le développement de la sociologie en Angleterre même si elle reste aux marges des institutions comme souvent dans cette histoire de la discipline, est londonienne : c'est l'Institute of Community Studies (ICS) fondé en 1954 par Michael Young, premier directeur du SSRC dans les années 60 et dont l'impact et le rôle symbolique dans le développement de la discipline fut central. Comme l'Institute of Sociology avant lui, c'est une organisation privée financée par des donations. Dans les années 50 il emploie 7 chercheurs en sociologie. Il se spécialise à la fois dans la sociologie des classes ouvrières, la sociologie urbaine et la sociologie de la famille.

L'ICS débuta en 1954 avec deux projets de recherche, comme le souligne l'ouvrage de Platt (1971 : 2) : *Family and Kinship in East London* par Michael Young et Peter Willmot fut publié en 1957 et *The Family Life of Old People* par Peter Townsend la même année. Les deux ouvrages, initialement produits pour étudier l'évolution de l'environnement urbain et familial de la classe ouvrière à Londres à une époque où elle était en proie au changement, se sont transformés en une étude de la famille élargie et des besoins en services sociaux des ouvriers. Ces deux études eurent un impact important sur la sociologie mais également, et c'est là une des originalités du projet, sur le grand public.

Quel était le but de l'ICS ? La politique de cette institution était officiellement de « to bring some of the strengths of anthropology to sociology, combining personal observations and illustration with statistical analysis. The aim is to undertake research which will both add to basic knowledge about society and illuminate practical questions of social policy, and to publish the findings in a form which will interest the layman as well as the specialist. » (cité par Platt, 1971 : 1) Il s'agissait donc bien d'une tentative de professionnalisation de la discipline en utilisant les méthodes de l'anthropologie et de les combiner à l'analyse

statistique typique de la sociologie. Mais notons encore une fois la difficulté du projet pour une institution largement hors des murs de l'université ; car encore une fois ce qui est visé n'est pas la communauté des sociologues et des chercheurs mais surtout « the layman », le grand public. L'intention, typiquement anglaise comme on l'a expliqué, est certes louable mais elle ne garantit pas une objectivité et une compétence proprement sociologique comme le fait remarquer l'auteur de l'étude sur l'ICS (Platt, 1971 : 97) C'est une des faiblesses de l'ICS d'avoir « this desire to popularise the results of social research » qui les mena en partie à une « methodological over-simplification. » (ibid.)

Cela dit, il ne faut pas manquer de souligner que les auteurs principaux de l'ICS dans les années 60 vont publier de nombreux articles dans les revues de sociologie britannique. Ainsi en 1961 par exemple, Michael Young et Peter Willmott publient leur « Research Report No. 3: Institute of Community Studies, Bethnal Green » dans la *Sociological Review* pour expliquer leurs objectifs à la communauté scientifique qui se construit. Leur objectif principal était de comprendre la structure et le fonctionnement de la famille ouvrière dans une société industrielle, leur second objectif était plus proche de la « social administration » chère à R. Titmuss : « to study the relationship between the social services and working-class family life. The assumption was that the policy-makers and administrators were […] *insufficiently* aware of the needs or views of the working-class people who form the bulk of the users of social services, and we hoped that social research might help to provide a more realistic basis for policy. » (cité par Platt, 1971 : 1-2)

Leur but était également à visée pratique, même si cela fut un obstacle sérieux à la production d'une sociologie « moderne », liée à l'utilisation de l'enquête de terrain (survey) mais surtout à des formes plus théoriques de réflexion. Ainsi Platt (1971 : 135) souligne l'utilisation de techniques d'enquête qui « seems to rest on an old-fashioned conception of the survey method as inherently connected with attempts to diagnose and solve social problems, rather than as a technique of data-collection whose proper scope is not in this way definable by subject matter » mais serait plutôt un outil au service de la théorisation. On se retrouve, avec l'ICS, au beau milieu d'une belle tradition – celle de l'enquête de Booth et Rowntree sur la pauvreté, par exemple – mais qui peu à peu perd de sa superbe et se rapproche plus de l'administration sociale que de la véritable sociologie.

On a souligné combien la sociologie britannique s'est internationalisée dans ses références et dans son expansion internationale. Cependant on ne peut que regretter, avec Platt, que l'ICS ne se soit pas plus investi dans la sociologie américaine, type école de Chicago. A lire *Family and Kinship*, on ne peut que s'apercevoir de l'absence de références aux travaux américains sur l'écologie, par exemple, ce qui est une grande faiblesse. (Platt, 1971 : 97) C'est la référence à la mobilité sociale (*Middletown*) ou à la famille ouvrière et à l'urbanisation (*The Hobo*) américaine et surtout la faiblesse de l'utilisation des statistiques qui sont les plus évidents dans la production de l'ICS dans les années 60. Ce qui est présent, toutefois, dans *Family and Kinship* puis dans *Family and Class in a London Suburb* (1960) c'est une assez bonne analyse des rapports entre ouvriers et classes moyennes. En effet, le déménagement de Bethnal Green des familles observées vers des quartiers moins populaires détruit les lieux de socialisation (parcs, rues, pubs, grands ensembles) qui étaient auparavant au cœur de la vie ouvrière. Les sociologues, en particulier Michael Young, discutent des différences entre classes et notent avec dépit que « l'embourgeoisement », thème si cher aux sociologues de cette époque, entraîne un individualisme certain et un effritement des relations dans la famille.

On a déjà expliqué en partie l'attachement de la communauté sociologique qui se forme à la classe ouvrière et à la théorie – apparemment fausse – de l'embourgeoisement. Pour Platt, l'ICS, en se concentrant sur l'étude de Bethnal Green, le quartier des classes populaires où il est né et s'est concentré, cherche en fait à retrouver un « paradis perdu » pour l'Angleterre : celui de la classe ouvrière soudée et déférente, à part. En dépit des limites liées à l'utilisation d'un unique quartier et d'une seule méthode (celui du survey), l'attachement à Bethnal Green est le signe, selon elle, du fait que « it has important emotional meanings, which are transmitted to the reader; it is a sort of Utopia, a working-class pastoral whose simple virtues show up the coldness, falsity and inhumanity of the rest of (middle-class) society. » (Platt, 1971: 139) C'est donc à la fois par conservatisme social et un peu par romantisme qu'on peut expliquer l'importance de ces études sur les familles ouvrières et surtout leur grand succès public : quelque chose de l'époque transparaît bien dans ces ouvrages, et les classes moyennes auxquelles aspirent pourtant certains ouvriers, semble être une trahison de classe pour ces sociologues. Ce n'est pas un hasard si l'ICS fut fondé dans les années 50 à l'époque où les Travaillistes avaient laissé le pouvoir aux conservateurs et où la nouvelle gauche (New Left) était en train de se réveiller des méfaits de l'idéologie communiste. (Platt, 1971 : 140)

Etonnamment dans l'histoire de la discipline en Grande Bretagne, on parle très peu de l'importance de l'ICS. Il n'existe qu'un ouvrage sur son histoire, celui de Platt (1971), et on ne trouve par exemple aucune allusion faite à lui chez Halsey (2004), pourtant une référence. Cela s'explique, comme pour l'Institute of Sociology, par le fait qu'il était adossé au système universitaire et privé. Cela n'a pas empêché Michael Young d'avoir une longue carrière et l'ICS d'avoir influencé toute une génération de sociologues et le grand public. Comme le souligne Platt (1971 : 142), « its major sphere of influence has been outside the social sciences, among planners and social workers and more generally on educated public opinion […] arousing the interest of young people who are potential recruits to the field […] to create an atmosphere of excitement about sociology, which altered the pattern of many careers. »

4. La British Sociological Association

Le bilan, bien qu'important en termes de reconnaissance pour la sociologie, est donc relativement maigre pour la professionnalisation proprement dite des sociologues. Par ailleurs, elle ne dépasse pas beaucoup de ses frontières britanniques. Ce ne sont donc pas les idées qui manquent, mais l'organisation de la discipline qui pose encore un problème. C'est dans ce contexte que naît la British Sociological Association en 1951 qui va jouer un rôle décisif de promotion de la sociologie universitaire, de création d'une communauté dynamique de chercheurs et de chambre d'écho pour le contexte, universitaire ou politique.

Le besoin d'organisation de la sociologie s'est fait particulièrement ressentir dans les années 50, pour toutes les raisons déjà évoquées. Il est surprenant de noter que l'impulsion initiale fut donnée par un groupe de chercheurs autour du groupe « Political and Economic Planning » (PEP). Fondé en 1931, cette association non-partisane et indépendante se voulait alors « a bridge between research on the one hand and policy making on the other, whether in government, the social services or industry. » (cité par Platt, 2003 : 12) Le PEP était avant tout destiné à produire des idées face à la crise des années 30 et à l'échec du gouvernement travailliste ; sans être particulièrement sociologiques, ses travaux et son organisation furent pourtant le fer de lance de la BSA. Michael Young en fut le Directeur dans les années 40. (ibid. : 12)

Ainsi, de façon étonnante, on ne trouve ni l'Institute of Sociology ni la LSE à l'origine de sa création en 1951. C'est plutôt le fait d'un groupe de « sociologists, opinion survey practitioners and others [who] met regularly at PEP ». On voit ensuite l'influence de la création de l'ISA (International Sociological Association) car pour en faire partie il fallait soi-même être membre d'une association nationale. Les archives du PEP, d'après Platt (2003 : 18), nous expliquent que « a group of people working in the social sciences continued to meet monthly at PEP throughout the year. […] The idea has been put forward that a professional body for sociologists […] should be established. […] If this body is founded, it will owe its existence directly to the social scientists' lunch club and thus indirectly to PEP. »

L'influence du PEP fut certaine, même s'il faut souligner l'intérêt de la LSE pour le projet : on retrouve dans la réunion fondatrice de l'association plusieurs membres dont A. M. Carr-Saunders, M. Ginsberg et D. V. Glass (Platt, 2003 : 20) en octobre 1950 ; de plus on sait que la LSE, sans subvenir aux besoins financiers de l'association lui facilita quelque peu les choses du point de vue matériel (faible loyer, photocopies, fournitures de bureau). Moins d'un tiers des présents à la réunion initiale étaient pourtant de formation ou de professorat en sociologie : on retrouve de grands noms de disciplines connexes tout de même (G. D. H. Cole, R. Firth, Cyril Burt, R. Titmuss, B. Wooton). (ibid : 20)

Une lettre marquant la fondation de l'association fut envoyée au *Times* et publiée en mai 1951. On pouvait y lire que « social and legislative changes in recent years have made much sharper the need for study and research in sociological fields. In particular, the extension of planning since the war demands an understanding both of the sociological basis of planning and of its impact on society. The new association believes that it can play its part […] by promoting the comparability and closer coordination of research. » Enfin, il était ajouté que « we hope that by such means the results of individual investigations will become cumulative and lead to a systematic science of society. » (cité par Platt, 2003 : 19) Cette conclusion est intéressante pour notre étude à plus d'un titre. Même s'il faut se méfier des déclarations de principes, elle souligne a minima une volonté de rendre cette « science » plus « systématique » et « cumulative ». On est bien, à l'époque, déjà en avance sur Kuhn (1962). Ensuite, on ne peut que souligner l'importance de la formation d'un réseau ou d'une communauté scientifique qui devait permettre de cumuler « les résultats de recherches isolées » et de mieux coordonner la recherche en sociologie.

On voit donc bien ici l'importance et le tournant de la création de la BSA pour la communauté sociologique britannique. Elle fut aussi importante pour la Grande Bretagne que le fut l'équipe de l'*Année Sociologique* au début du XXe siècle pour la France ; sauf que dans ce dernier cas, c'est un groupe particulier de sociologues, laissant de côté d'autres écoles comme celle de R. Worms, qui s'imposa. En Grande Bretagne, la BSA a permis l'éclosion de plusieurs écoles et différentes équipes en cohésion. C'est donc à la fois en retard par rapport à la France, mais avec plus de cohésion que la sociologie s'installe professionnellement. Cependant la route ne fut pas sans embûches.

Le succès fut rapide : en octobre 1951, l'association comptait déjà 324 membres mais seulement 41% étaient enseignants ou étudiants à l'université. Le pari de la BSA était d'assurer une cohérence entre les enseignants en sociologie et les simples « amateurs » éclairés et intéressés par la sociologie, pour ne pas terminer comme la Sociological Society au début du XXe siècle dont le destin fut de péricliter par manque de cohérence intellectuelle et de recrues formées. Un des grands débats qui agite la BSA jusque dans les années 70 est la distinction, à faire ou non, entre les professionnels et les amateurs. « At first, a distinction was

made between full and associate members, with the former intended to be « either professionally trained as sociologists and working in that field, or else trained and working in cognate fields and making contributions to the development of sociology », while the latter were merely interested in the study of society. » (cité par Platt, 2003 : 22) Comment s'assurer qu'une association qui se veut professionnelle puisse le rester parmi ses membres, sans que la définition de cette discipline soit admise et/ou respectée par la communauté ? C'est là le cœur du problème qui fut finalement résolu par la BSA.

En 1953 elle organise sa première conférence désormais prévue tous les deux ans, principalement à Londres. Devant ce problème de concentration, une branche écossaise de la BSA fut créée en 1955 et existe toujours. La BSA connaît rapidement une croissance de ses effectifs et de ses groupes de travail : en 1955 est créé le groupe de sociologie industrielle et de sociologie urbaine puis en 1957 la sociologie de l'éducation et la même année la théorie sociologique et les études comparatives. En particulier ce dernier groupe de travail fut particulièrement actif et comptait de nombreux membres étrangers, ce qui laisse entendre une participation importante d'étrangers avec d'autres traditions intellectuelles qui enrichirent la sociologie britannique (N. Elias, I. Neustadt). En 1960, la BSA comptait près de 525 membres. (Platt, 2003 : 29)

Mais l'unité, déjà entachée de la distinction entre membres de plein droit et membres associés, fut attaquée par la formation de la « section des enseignants » (Teachers' section) en 1964. Ce groupe de plus en plus important dans les années 60 réunit 231 membres en 1966-67. Contrairement à ce qu'indique son nom, cette section n'était pas réservée aux enseignants mais était plutôt constituée de « Jeunes Turcs » (Rex, 1983 : 1000) qui désiraient une orientation plus théorique de la sociologie et s'opposaient à l'empirisme, en particulier de la LSE. Elle était réservée aux sociologues professionnels pour leur permettre de se distinguer de la majorité dominante des « amateurs » et non-professionnels au sein de l'association. Enfin, cette section visait à défendre une conception de la sociologie où la formation dans la discipline était nécessaire pour l'enseignement et la recherche, le simple intérêt dans la discipline ne suffisant pas. (Platt, 2003 : 35) Cela alla jusqu'à la création d'un « Register of Professional Sociologists » en 1965 stimulée par « the conviction that almost anyone in this country could pose as a sociologist because the BSA was not generally regarded as an organisation which only the properly qualified could join. » (cité par ibid. : 35)

On voit donc que les débats de la sociologie en train de se professionnaliser sont toujours les mêmes depuis le début du XXe siècle : il faut encadrer la discipline, avec l'idée de plaire au grand public, mais tout en limitant celui-ci à l'état de spectateur. Cela est le grand problème de la sociologie britannique qui se poursuit et qui est sur le point de se résoudre. Cela se fait de deux manières : d'abord avec la création de la revue *Sociology* par la Teachers' Section de la BSA en 1967 pour faire équilibre aux autres revues (la *Sociological Review* et le *BJS*) qui semblaient trop proches des universités qui les produisaient (Keele et la LSE, respectivement). (Platt, 2003 : 36) Ensuite avec la perte de majorité de membres londoniens : de 43% entre 1960-65 à 19% en 1965-70. Le poids de la centralité diminue, alors que celui des universités et universitaires « provinciaux » augmente comme on l'a montré. Cela ne peut qu'assurer une plus grande représentativité de l'association en Grande Bretagne.

Conclusion

La sociologie sait donc mieux défendre ses intérêts, bien qu'elle échappe encore aux lieux de savoir comme Oxbridge. Conséquence directe, elle devient plus variée (sociologie du travail

avec *The Black-Coated Worker* en 1952 ; sociologie de l'éducation avec D. V. Glass et son étude *Social Mobility in Britain* en 1954 ; problème de l'Etat-Providence avec *Family and Kinship in East London* en 1957 ; sociologue du langage avec B. Bernstein et R. Hoggart en 1957 et 1961 et surtout sociologie du conflit). La sociologie se répand et s'étend dans ses champs de recherche, sans pour autant verser dans des débats théoriques et polémiques. C'est plutôt à partir des années 70 avec le féminisme et le culturalisme que la question se pose. En tout cas il faut souligner l'importance des changements théoriques, de l'ouverture de la sociologie britannique à l'international, et sa diversification pour comprendre son nouvel attrait et sa professionnalisation croissante dans les années 50 et 60.

Ensuite, il faut noter que les centres du pouvoir sociologique, si l'on peut dire, se déplacent de Londres aux « red-brick universities ». Les périphéries sont beaucoup plus importantes, ce qui fait que le savoir devient lui aussi plus diversifié, et plus varié : c'est l'époque des patrons et non plus des prophètes comme dans l'entre-deux-guerres. Il reste cependant toujours une sorte de « doublon » entre la sociologie et l'administration sociale, qui ne va cesser de se répéter et d'entraîner de la concurrence entre disciplines. Par ailleurs, même si elle n'a pas eu de Durkheim, elle propose des interprétations intéressantes qui firent date dans la sociologie de l'éducation, du conflit ou des classes sociales, en réutilisant l'apport fonctionnaliste et marxiste qui est critiqué. On peut déclarer avec certitude qu'au sortir des années 60 la sociologie est une discipline reconnue, à part entière, et qu'elle a conquis sa place, tant académiquement qu'auprès du grand public.

Cependant il ne faudrait pas aller trop loin dans l'hypothèse de la professionnalisation : la sociologie certes s'institutionnalise (nouvelles universités, ICS, CCCS, revues) et s'organise (BSA) mais à la fin des années 60 elle reste encore largement « amateur ». La méthodologie, en particulier, même si elle s'éclaircit et qu'elle définit de mieux en mieux la sociologie (voir le rapport Heyworth), n'est pas encore un prérequis dans les publications. La construction d'un corps de chercheurs et d'enseignants qualifiés qui professionnalise vraiment la discipline est une des caractéristiques des années 70 et surtout 80 que nous allons étudier.

Chapitre 4 – Le temps des débats (1969-1989)

Introduction

Nous avons quitté la sociologie au tournant des années 70, dans un état plutôt flou : elle a gagné ses galons dans les années 60, s'est professionnalisée, mais elle est rattrapée par les événements de 68. Sa dimension critique et radicale s'affirme. C'est également le cas dans d'autres pays (la France, les Etats-Unis), où le lien entre la sociologie universitaire et les mouvements étudiants est fait. C'est d'ailleurs en 1968 que le doctorat de sociologie est créé en France, alors qu'il existe depuis les années 30 en Grande Bretagne.

Nous chercherons maintenant à montrer dans un deuxième volet « comment elle est née et s'est instaurée » dans une période critique entre 1970 et 1990. Ces années sont un temps de débats, tant dans la société que dans la discipline. La Grande Bretagne se cherche une nouvelle identité et entre dans une période de changement qui se matérialise en particulier par l'arrivée au pouvoir des conservateurs de M. Thatcher de 1979 à 1992. Comment la sociologie a-t-elle pu traverser une période de crise interne (nombreux débats entre sociologues) et externe (la majorité politique qui lui est largement hostile) pour devenir celle qu'on connaît désormais ?

La période que nous allons étudier est donc caractérisée par un double mouvement. Des débats internes agitent la sphère sociologique avec la montée en puissance de l'ethnométhodologie, la question de la méthodologie, des pères fondateurs et de l'émergence de l'histoire de la sociologie comme sous-champ légitime. Et on observe d'un autre côté une forte remise en cause institutionnelle et intellectuelle par les autorités politiques et parfois académiques de la sociologie. En quoi une discipline qui s'intéresse aux problèmes sociaux et qui est largement financée par le public est-elle nécessaire à une époque où l'individualisme croissant et la concurrence d'autres modèles nationaux semblent la remettre, encore une fois, en cause ? Nous allons le voir, le débat n'est pas clos : certaines critiques de la sociologie, notamment sur sa légitimité politique et sur ses concepts (la causalité en sciences sociales, par exemple), perdurent largement jusqu'aux années 90.

Dans un premier temps, nous procèderons à un état des lieux intellectuel de la sociologie britannique après 1968 : la discipline est florissante du point de vue théorique et les discussions sur l'apport des Pères fondateurs mais aussi sur la pertinence des méthodes américaines (notamment Mills, Shils et l'ethnométhodologie) vont bon train. La sociologie des années 70 et 80 se renforce et prend ses marques « typiquement britanniques ». Dans un second temps nous discuterons de la remise en cause de l'assise institutionnelle publique de la sociologie : au moment où elle s'installe intellectuellement – après l'avoir été institutionnellement comme on l'a montré dans le chapitre précédent – elle est largement critiquée et attaquée par les conservateurs, qu'ils le soient politiquement ou intellectuellement.

Les années 70 et 80 sont véritablement le temps des débats sur l'identité de la sociologie qui se poursuivent dans la sociologie contemporaine comme on le verra dans le chapitre suivant. Enfin dans un dernier temps nous évoquerons plus spécifiquement l'œuvre de Giddens qui est entamée dans les années 70 et qui explose dans les années 80 : à travers trois de ses œuvres (les *New Rules of Sociological Method* de 1976, *La Constitution de la société* de 1984 et *la*

Troisième voie de 1998) nous chercherons à montrer qu'il cristallise les tensions mais également les avancées intellectuelles de la sociologie. Il est largement un produit britannique qui peut servir d'entrée dans la discipline à travers les multiples thèmes qu'il aborde. La question est de savoir si l'œuvre de Giddens est typiquement britannique ou bien s'éloigne des canons nationaux pour se rapprocher d'autres traditions – notamment continentales.

Nous pourrons alors conclure sur la sociologie britannique de ces années de débats pour nous ouvrir plus généralement sur la sociologie contemporaine : à quoi ressemble-t-elle ? Ses promoteurs font-ils face à de nouveaux défis ou bien la sociologie est-elle désormais bien implantée dans la sociologie mondiale, au plus près de ses racines mais également de son avenir ? Ce sera l'objet du chapitre suivant.

I. La vie intellectuelle de la sociologie dans les années 70

1. Débats et enjeux autour des Pères fondateurs

Dans les années 60, comme on l'a vu, le structuro-fonctionnalisme et le néo-marxisme sont les approches dominantes en sociologie en Grande Bretagne ou en France. Les grandes références sont les travaux de Parsons, importés par Edward Shils à la LSE, ainsi que ceux de Marx. Un des grands exemples d'œuvre fonctionnaliste britannique est le *Blackcoated worker* de D. Lockwood (1958). L'auteur essaye d'expliquer l'absence de conscience de classe parmi les travailleurs du tertiaire, ce qui allait contre l'idée de Marx. Il montre finalement que l'individualisme, qu'il soutient, et l'absence d'intérêt pour le syndicalisme expliquent que ces travailleurs de bureau forment une communauté plus centrée sur les hiérarchies de prestige que sur les conflits d'intérêt entre les travailleurs et leurs employeurs (Eldridge, 1980 : 70). Ces travaux sont devenus des classiques de la sociologie du travail et nous éclairent sur les débats qui naissent. Car dans les années 70, ce sont plutôt les critiques qui se font jour.

Comme le souligne alors J. Eldridge (1980 : 34) qui fait une recension des tendances sociologiques des années 70, les objections contre le fonctionnalisme sont alors nombreuses : « Such theory in the nature of the case bound to be inadequate because of its over-emphasis and pre-occupation with concensus and equilibriating processes and insufficient appreciation of conflicts of interests and factors promoting change. » Le grand débat qui agite les sociologues à l'époque porte sur l'opposition entre le fonctionnalisme plutôt conservateur et le modèle du conflit plus critique. Avec les théories du conflit (comme par exemple Westergaard & Resler, 1975) on observe plutôt un recentrage de l'analyse sur la classe ouvrière et son embourgeoisement (comme, plus tôt, Goldthorpe et al., 1968). La question de l'individualisation de la classe ouvrière et de la perte prétendue de sa solidarité est à mettre en parallèle avec la situation de plus en plus conflictuelle dans la société britannique elle-même (sous le premier ministre travailliste J. Callaghan).

Toutefois, il ne faudrait pas caricaturer les débats qui se développent car ils ne polarisent pas tous les travaux. On note surtout dans les années 70 un retour aux Pères fondateurs.

D'un côté, on trouve de nombreuses références faites à Durkheim : Anthony Giddens (1971) publie *Capitalism and Modern Social Theory: An Analysis of the writings of Marx, Durkheim and Max Weber* en 1971, puis ses *Nouvelles règles de la méthode sociologique* en 1976 en référence à celles de Durkheim 80 ans auparavant, et enfin un petit opus sur *Durkheim* (1978). C'est dire si son héritage est important, tout du moins dans l'approche de Giddens. On note encore l'*Emile Durkheim: His Life and Work. A Historical and Critical Study* (1973) de

Steven Lukes, un théoricien de Balliol College, Oxford, expert de Durkheim et qui fait beaucoup pour sa démocratisation en Grande Bretagne. On retrouve ces réflexions sur Durkheim dans la sociologie de la religion (Eldridge, 1980 : 137) ou chez Basil Bernstein dans ses *Class, Codes and Control* (1971), un assemblage d'essais dont on retient généralement le concept de « codes élaborés » et « codes restreints » du langage et qui explique les inégalités entre classes sociales, notamment à l'école. La référence à Durkheim n'est pas loin, et cette œuvre est entrée au Panthéon britannique et mondial de la sociologie (Eldridge, 1980 : 156). La criminologie britannique, enfin, a une dette elle aussi envers Durkheim, dont elle réinterprète les concepts d'intégration et d'anomie (Eldridge, 1980 : 109).

Les Pères fondateurs de la discipline sont également sollicités par l'intérêt croissant et renouvelé pour l'œuvre de Max Weber. Son œuvre est particulièrement influente à travers l'interprétation qu'en fait Charles Wright Mills, venu des Etats-Unis, dans son *From Max Weber: Essays in Sociology* (1948). John Eldridge (1980 : 48) explique que l'influence de Mills en Grande Bretagne – sur laquelle nous reviendrons dans le chapitre suivant – est en partie due à son intérêt pour la nouvelle gauche britannique (New Left) et par son érudition sociologique, notamment sur l'œuvre de Weber. Son livre *From Max Weber* fut incontournable pour plusieurs générations d'étudiants en sociologie en Grande Bretagne et son approche sociologique, plutôt critique, a eu une grande influence sur d'autres auteurs tels que « Lockwood, Rex, Goldthorpe, Runciman, Giddens » qui ne renieraient pas, à l'époque d'après l'auteur, la dénomination de « Néo-Wébériens ».

L'intérêt nouveau pour les Pères fondateurs de la sociologie continentale est donc une des caractéristiques de cette période : la sociologie britannique s'émancipe peu à peu de l'« esprit de clochers » qui semblait régner dans les années 60, où peu d'influences extérieures étaient encore sensibles sur la production sociologique. Désormais, tous les éminents sociologues que nous venons de citer s'engagent dans le débat concernant les Pères fondateurs de la discipline – oubliant au passage un peu leurs propres fondateurs (Spencer, Hobhouse, Geddes). Eldridge (1980 : 205) note encore que l'intérêt incontestable pour Weber dans la sociologie à la fin des années 70 et le débat continu avec les textes de Marx s'intègrent bien à l'atmosphère critique qui règne dans le champ universitaire de l'époque. Cette atmosphère se ressent, notamment, dans les débats épistémologiques et théoriques qui agitent le milieu, notamment en regard de l'influence croissante de l'ethnométhodologie venue des Etats-Unis. C'est une deuxième caractéristique – assez surprenante au vu de ce que l'on a dit jusqu'à présent sur le côté « empirique » et serein de la sociologie britannique – que l'on peut déceler dans cette période.

2. Les critiques de la sociologie

Dans cette ambiance intellectuelle plutôt critique des années 70, la sociologie ne fait pas exception. Elle attaque, et est également attaquée.

D'un côté on trouve à Oxford, notamment sous la plume de Peter Winch dans *The Idea of a Social Science and its Relation to Philosophy* (1958), une critique influente de la sociologie dont la causalité relèverait plutôt de la philosophie que de la science sociale selon lui. Winch s'inspire de la critique du langage de Wittgenstein pour attaquer la sociologie. Comme beaucoup de ses contemporains à Oxford, il ne croit pas à la sociologie tout en se faisant passer pour un *Social theorist* à la manière de G. D. H. Cole dans les années 20 ou de Steven Lukes à Balliol College dans les années 70. D'une certaine manière, l'ancien idéalisme qui dominait à Oxford dans les années 20 ne fait que se perpétuer et la sociologie doit, encore et toujours, se justifier.

La critique de Winch est si acerbe qu'elle entraîne une série de débats et discussions chez les sociologues, notamment dans un article de C. G. A. Bryant (1970) dans le *British Journal of Sociology*. L'auteur y décrit l'opposition de Winch comme étant « a modern variant of the old case against social *science*. » Le problème fondamental de la sociologie, d'après Winch, est que le raisonnement causl n'y est pas assuré et qu'elle relève d'une intuition philosophique plutôt que d'une science sociale : son domaine relève de la philosophie et il ne peut y avoir d'explication « de la nature des phénomènes sociaux » sans elle.

La sociologie est donc toujours traversée par un débat fort ancien mené certes par une minorité, mais une minorité puissante institutionnellement. Il ne faut pas oublier que la première chaire de sociologie à Cambridge n'est fondée qu'en 1967 et celle d'Oxford en 1992 ! L'opposition est donc ancienne et la situation n'évolue pas beaucoup.

D'autres attaques de la sociologie se font jour, notamment politiques. A travers son ouvrage *The Planner in Society* (1973), Eversley est mentionné dans l'histoire de la sociologie d'Eldridge comme critiquant largement la discipline pour son manque d'objectivité. Ainsi, les sociologues britanniques, à la suite de M. Young et P. Willmott (1957) que nous avons déjà évoqués, ont eu l'habitude de condamner les politiques d'urbanisation menées en Grande Bretagne en s'appuyant sur leurs travaux de sociologie urbaine. Comme il le souligne, « they do not like new towns, they do not like peripheral estates, they like neither segregation of social classes nor mixtures, they condemn the monotony of terraces as they do to the tower blocks. » Et Eversley de conclure que « the planner looks in vain for any ray of light » de leur part. (Eldridge, 1980: 151) Il est plutôt rare de voir ou de lire des critiques aussi radicales vis-à-vis des sociologues, qu'elles viennent du monde des sociologues ou de leurs ennemis, mais on ne peut que remarquer l'importance politique de ces commentaires : en effet les sociologues britanniques ont eu, depuis les années 60, une approche plutôt radicale (marxiste) des politiques menées par les gouvernements successifs. On leur reproche alors rapidement d'être trop engagés et surtout, comme ici, de ne pas être capables de produire de conseils au gouvernement qui soient constructifs. C'est un jugement peut-être sévère, mais qui n'est pas injuste : la portée critique de la sociologie continue de s'affirmer dans les années 70.

Mais un troisième débat, plus d'actualité et bien plus développé, est celui qui porte sur le fonctionnalisme régnant. Nous avons déjà souligné la critique qui veut que le fonctionnalisme soit incapable d'expliquer les conflits sociaux et la conscience de classe. Une seconde critique, tout aussi sévère est que le fonctionnalisme ne laisse pas assez de place à l'acteur sociologique en tant qu'« agent » (Eldridge, 1980 : 156). Or on note à cette époque l'influence croissante de Weber et de sa méthode compréhensive, le *Verstehen*, sur les sociologues. Il est donc logique qu'une tendance à la prise en compte des individus comme agents, avec leurs motifs et leurs raisons d'agir, s'installe peu à peu dans le paysage intellectuel britannique.

On peut d'une certaine manière dire que les années 70, troisième caractéristique, sont marquées par les « débuts » de l'agent en sociologie. Cette caractéristique va marquer durablement la sociologie britannique au moins jusqu'à nos jours puisque c'est par la prise en compte du sujet et de sa réflexivité que Giddens va élaborer sa fameuse théorie de la structuration.

Sans aller aussi vite, il faut noter que, contre le marxisme structuraliste et le fonctionnalisme, on observe un « retour du sujet » en sociologie (Giddens, 1986 : 14). Ce tournant est majeur tant du point de vue théorique que méthodologique. Pour remplacer l'orthodoxie

fonctionnaliste, certains sociologues britanniques font donc appel à de nouvelles ressources comme l'œuvre de Weber, de Schütz, de Goffman ou de Cicourel ou encore s'inspirent de la démarche épistémologique de Berger et Luckmann dans *La Construction sociale de la réalité* (1967) (Eldridge, 1980 :78). Ce dernier ouvrage de sociologie de la connaissance eut un très grand impact sur la sociologie britannique dès sa sortie. C'est à lui qu'on doit le « nouveau paradigme de l'action sociale » qui insiste sur l'expérience subjective des acteurs, tout en reconnaissant l'objectivité de la société.

Le retour au sujet nous indique que deux directions parallèles mais concurrentes de la démarche sociologique sont prises : d'un côté, le remplacement de l'entretien ou du travail statistique (*survey work*) par l'observation participante. De l'autre, le remplacement de la sociologie « conventionnelle » par l'ethnométhodologie. Dans tous les cas on observe une prédominance des outils qualitatifs de la sociologie : c'est une quatrième caractéristique de la période. Non seulement la recherche théorique gagne en ampleur, mais par ailleurs elle délaisse le quantitatif pour le qualitatif. Ce tournant sera à l'origine du renouveau quantitatif des années 90 et 2000.

II. Une révolution en sociologie ?

La sociologie est donc une discipline bien assise institutionnellement, désormais, mais qui continue à être divisée. Après avoir décrit les paradigmes et les critiques de la sociologie britannique dans les années 70, nous allons décrire deux « révolutions » qui ont lieu à cette époque. Premièrement, l'avancée de l'ethnométhodologie est mal vue par certains et donne lieu à de nombreux débats autour de la méthode ; certains auteurs allant jusqu'à décrire cette opposition comme une nouvelle « Methodenstreit » (en référence aux débats en Allemagne et en Autriche entre les sciences « de la nature » et les sciences « de l'esprit » à la fin du XIXe siècle). A travers ce débat, c'est toute la reconnaissance d'une tradition nationale et le statut de la sociologie qui sont discutés. Deuxièmement, l'histoire de la sociologie comme sous-discipline en Grande Bretagne connaît de grandes avancées dans les années 80 dans une période politique trouble où l'identité de la sociologie est, de nouveau, mise à mal. C'est une mini-révolution qui s'annonce dans le contexte politique et intellectuel où évolue la sociologie britannique.

1. La nouvelle « Methodenstreit »

L'ethnométhodologie se développe dans le monde, notamment aux Etats-Unis, à travers les travaux théoriques d'A. Schütz (1967), H. Garfinkel (1967) et A. Cicourel (1964). Ils proposent à la fois une nouvelle méthode (qualitative) mais également un nouveau paradigme, c'est-à-dire une conception du monde et des problèmes sociologiques. Le curseur de la connaissance sociologique est alors placé du côté de la subjectivité et par l'interprétation subjective des sujets. On pourrait penser que ce paradigme est une « avancée » pour la connaissance sociologique ; toutefois pour des raisons intellectuelles, disciplinaires et culturelles, l'ethnométhodologie qui est pratiquée de façon croissante à l'époque est largement critiquée dans les années 70.

Le débat commence en 1973 avec la parution d'un article (en fait, d'une recension) dans la revue *Sociology*, publiée depuis peu par la BSA, par John Goldthorpe (1973) et intitulé « Une révolution en sociologie ? ». Goldthorpe, qui est alors un des leaders de la sociologie

britannique, prend la défense de la sociologie « conventionnelle » ou classique, avec ses méthodes positivistes, contre l'ethnométhodologie alors en pleine expansion. Evidemment, le titre est une question rhétorique : selon Goldthorpe, non seulement l'ethnométhodologie n'est pas une révolution, mais elle est même une régression car elle n'offre plus la possibilité aux praticiens de produire des théories. Leur connaissance sur la réalité sociale se limite en effet à celle produite par les agents eux-mêmes. C'est l'idée que l'ethnométhodologie est « coincée » dans la subjectivité des acteurs en opérant un renversement de perspective trop radical pour être constructif. C'est de nos jours un poncif car plus personne ne doute que l'ethnométhodologie peut être une méthode constructive pour la sociologie. Néanmoins, à l'époque, la radicalité de la critique est originale. Peut-elle être considérée comme « conservatrice » ?

Tout d'abord, Goldthorpe commence par décrire le succès croissant des méthodes phénoménologiques en sociologie : les deux ouvrages recensés de 1971 et 1972 traitent tous les deux de leur impact sur la théorie sociologique. Il soutient que le succès de l'ethnométhodologie entraîne « une division croissante de la communauté des sociologues » et, surtout, il leur reproche de chercher à fonder « une secte » plutôt que de s'ouvrir à cette communauté en toute honnêteté. Il cite par exemple le fait qu'ils ne publient pas dans les revues sociologiques, préférant se passer des manuscrits sous le manteau et utiliser des « termes obscurs et incompréhensibles délibérément » pour empêcher toute critique venant des autres sociologues. Dans un second temps, l'auteur explique sa thèse : selon lui, l'ethnométhodologie n'a rien d'une révolution ni d'un « changement de paradigme » en sociologie comme l'affirment ses promoteurs. En effet, l'ethnométhodologie réduirait la sociologie à une « folk discipline » (une discipline « populaire », avec une connotation péjorative) car elle ne permettrait pas d'aller au-delà des affirmations des acteurs sur la réalité sociale avec ses outils habituels. S'opposant à ces détracteurs de la sociologie traditionnelle, Goldthorpe fait valoir que non seulement la sociologie est une science populaire parce qu'elle « réalise des découvertes qui proviennent forcément de l'*intérieur* de la société » mais aussi parce qu'elle permet tout de même « a greater theoretical awareness than is available to lay members ». (Goldthorpe, 1973 : 449-452)

La question centrale mais qui reste sous-jacente est donc la suivante : la sociologie peut-elle se satisfaire d'être une science populaire ou bien l'utilisation de la subjectivité des acteurs pour fonder ses découvertes l'entraîne-t-elle dans un effet de « miroir » interminable où la connaissance du sociologue est forcément limitée par la connaissance de la connaissance de… ? C'est là une question importante qui soulève des enjeux qui dépassent largement le simple point de vue intellectuel car il en va de la conception de la discipline elle-même – comme il en va de la discipline entière à chaque changement de paradigme comme le souligne Kuhn (1962). On a là une opposition entre traditions nationales (britannique et américaine, principalement) mais également entre conceptions de la connaissance (une connaissance populaire peut-elle légitimement être conçue comme une science ?) et de la société (comment découvrir la vérité sur la société ?). C'est peut-être, enfin, à la fois une question d'opposition générationnelle, les nouveaux sociologues étant plutôt attirés par la nouveauté méthodologique, et un enjeu institutionnel, l'ethnographie est utilisée dans les nouvelles universités, inspirées des Etats-Unis et en particulier par les *cultural studies* de Birmingham au CCCS qui sont à l'avant-garde intellectuelle et méthodologique. Ceci n'est qu'une hypothèse car en effet rien ne transparaît de personnel ou de précis dans l'article de Goldthorpe.

Entrons maintenant dans le cœur de la critique, qui est méthodologique : les ethnométhodologues avancent que les interactions sociales sont toujours « construites » et reconstruites dans l'interaction quotidienne et qu'elles sont toujours problématiques. En effet, si tout est mouvant dans la réalité sociale et que le sociologue ou l'observateur fait lui-même partie de ce mouvement, alors plus rien n'est fixe pour lui et il n'y a donc plus de possibilité de connaissance sociologique puisque celle-ci est toujours relative à une expérience subjective de la société. Cela, heureusement, ne compromet pas toute conclusion interprétative sur la nature de l'acte social. Simplement, le sociologue ne peut pas le considérer comme acquis d'avance. (Goldthorpe, 1973 : 453-4) Mais cela conduit à considérer que les analyses sociologiques ne sont pas objectives à moins que le sociologue ne réalise un travail important sur lui-même.

Le contre-argument de Goldthorpe s'appuie sur le travail de Karl Popper, l'épistémologue. Popper décrit un « troisième monde » de la connaissance qui s'ajoute à ceux des états physiques et de l'expérence subjective. Il désigner le « contenu objectif de la pensée », c'est-à-dire l'ensemble des théories, lois, coutumes ou conventions qui contiendraient un monde des idées « objectivées », produits de l'action humaine dans l'histoire. On retrouve ici également la pensée d'H. Arendt (1958) sur la condition de l'homme moderne. La conclusion de l'auteur est que « the claim that the subject matter of sociology can be nothing other than social action is powerfully controverted. » (Goldthorpe, 1973 : 456) C'est donc une conclusion qui milite pour une redéfinition de l'objet sociologique (le contenu objectif de la pensée au travers de ses institutions, ses lois ou ses œuvres) et également de sa méthode (l'observation participante n'est pas suffisante). Ainsi, pour Goldthorpe, l'ethnométhodologie n'a rien d'une révolution. Il s'appuie sur Popper, grand défenseur des sciences molles, et définit dans l'esprit de Lepenies (1988) la sociologie comme « troisième culture » à la croisée des lettres et des sciences, à la définition toujours mouvante.

Le débat sur l'ethnométhodologie continue se prolonge tout au long des années 70, au point que certains auteurs comme S. Mennell (1975), enseignant à l'université d'Exeter, le décrit comme une « nouvelle Methodenstreit » ou querelle des méthodes. Il fait par là référence au grand débat du XIXe siècle en Allemagne et en Autriche sur l'opposition entre les « sciences de la nature » défendues par Von Schmoller et les « sciences de l'esprit » de W. Dilthey et de C. Menger. De même que la querelle initiale, la nouvelle « Methodenstreit » s'oppose aussi à la conception de l'objet sociologique et à la méthode requise pour l'étudier, bien qu'ici Goldthorpe ne milite pas uniquement pour la méthode quantitative mais seulement pour une reconsidération de l'objet. Un point intéressant est que tous deux, Goldthorpe et Mennell, trouvent dans l'œuvre de Berger et Luckmann (1967) un point d'accord : la même méthode est utilisée par les ethnométhodologues pour démontrer la construction sociale de la réalité et par Mennell pour défendre la sociologie plus « conventionnelle ». Il est vrai que Berger et Luckmann déconstruisent l'action sociale pour en faire une réalité subjective réalisée dans l'interaction, tout en reconnaissant la réalité objective des institutions. C'est sans doute cette capacité à être à mi-chemin entre les deux traditions sociologiques et à rechercher le consensus qui permet d'expliquer le succès et l'influence de l'ouvrage sur les sociologues britanniques jusqu'à nos jours (voir chapitre suivant).

2. Le renouveau de l'histoire de la discipline : un enjeu national et international

Après avoir débattu de cette première révolution, nous allons nous s'intéresser à un deuxième débat. A partir du moment où une discipline commence à s'intéresser à sa propre histoire, cela semble signifier qu'elle a atteint un certain degré de maturité et de conscience d'elle-même.

La sociologie semble être suffisamment bien installée en Grande Bretagne depuis les années 60 pour que plusieurs auteurs se penchent sur son histoire depuis l'époque victorienne. C'est d'une certaine manière une page qui se tourne avec les *The Origins of British Sociology 1834-1914* de Philip Abrams (1968). En effet cet ouvrage, écrit par un érudit britannique qui bénéficie d'une année sabbatique aux Etats-Unis, est la première histoire exhaustive de la sociologie britannique entre 1834 et 1914.

Evidemment, on pourrait lui reprocher de ne pas s'intéresser à la sociologie « contemporaine » de son époque. Mais il accomplit un grand pas dans la compréhension de la discipline aux contours très flous comme nous l'avons montré dans les chapitres liminaires. Le second intérêt de l'ouvrage est d'utiliser une perspective plutôt externaliste sur la sociologie, qui lui permet de relier le contexte historique à l'émergence de concepts et d'idées. Il s'agit plutôt d'une analyse institutionnelle du champ sociologique qu'une véritable histoire des idées, ce qui aide d'autant plus à comprendre la sociologie britannique qui a produit relativement peu de concepts mais beaucoup de chiffres et de matière empirique au XIXe siècle.

Abrams passe ainsi en revue les origines de la sociologie britannique dans les associations de statistiques (Manchester, Londres) puis dans la National Association for the Promotion of Social Science (NAPSS) à la fin du XIXe siècle, avant de décortiquer les travaux de C. Booth (1889-1903) et S. Rowntree (1901) et de terminer son ouvrage sur la question « pourquoi n'y a-t-il pas eu d'institutionnalisation de la sociologie avant 1914 ? ». Dans une perspective institutionnelle, son analyse se clôt sur la période 1904-1914 qui marque tout de même les débuts de la Sociological Society, de la *Sociological Review* et de la première chaire de sociologie de Hobhouse à Londres. Pour Abrams, le problème de la sociologie britannique est plus lié à un manque de recrues en sociologie qu'à un manque d'idées. Ceci s'explique par le fonctionnement complexe des universités qui ne favorise pas l'émergence de nouvelles disciplines. L'hypothèse est déjà là. On peut ainsi véritablement parler de la première « sociologie de la sociologie » dans cet ouvrage puisque P. Abrams utilise des concepts tels que « le système institutionnel », « la tradition nationale » ou « les ressources humaines disponibles ». Comme on le verra encore par la suite, il n'est pas anodin que ce travail de sociologie ait été fait par un historien, et non par un sociologue.

Etonnamment, et en dépit du succès des thèses de P. Abrams en sociologie, peu de sociologues se sont penchés sur l'histoire intellectuelle de la discipline et de ses pères fondateurs (L. T. Hobhouse et P. Geddes) au tournant du XXe siècle. L'histoire de P. Abrams ne fit pas école. Une exception est le travail d'histoire des idées de Ronald Fletcher (1972) où, dans le cadre d'une histoire des idées sociologiques à l'échelle mondiale, il consacre une partie de son travail à l'étude de Hobhouse, Geddes et Ginsberg. C'est la seule tentative dans les années 70 et son travail ne connut pas vraiment de postérité. Peut-on dire que l'époque n'était pas vraiment à l'analyse des classiques, ou bien que ceux-ci ne semblaient pas encore pertinents pour la sociologie alors très critique ? Pourtant, le travail de Geddes en particulier semble l'être assez bien. Une autre tentative d'histoire des idées dans les années 70 est l'ouvrage *Enlightenment and Despair* de G. Hawthorn (1976). Dans cet ouvrage, qui est en fait une histoire des théories sociales en Europe et aux Etats-Unis et qui fait une toute petite place à la Grande Bretagne, sa thèse principale est que la sociologie ne s'est pas développée car elle « était partout présente sous la forme du bon-sens commun. » (Hawthorn, 1976 : 170-74) Cet ouvrage a popularisé l'histoire des traditions nationales, sans toutefois apporter beaucoup de nouveautés sur la sociologie britannique. Il faut attendre les années 80 pour voir un véritable retournement, les années 70 étant très « faibles » du point du vue du progrès de

l'histoire de la discipline et de son analyse. Il reste que l'ouvrage d'Abrams a ouvert la voie à d'autres analyses réalisées par des historiens de formation qui ont étudié les institutions de la sociologie naissante pour expliquer la faiblesse de la sociologie dans les années 80.

Reba Soffer (1982) n'oublie pas la perspective intellectuelle, et c'est ce qui fait la force de son article. En tant qu'historienne américaine, elle critique largement la perspective « biologiste » des auteurs britanniques et la faiblesse de leurs idées qui expliquerait l'échec pur et simple de la discipline au XXe siècle. C'est là non seulement une critique du développement de la sociologie et des pères fondateurs, mais également une critique acerbe des sociologues de l'époque hostiles à l'Angleterre thatchérienne qui ne semblent pas être capables de produire des idées neuves. Enfin, c'est une critique du fonctionnement de la Grande Bretagne de l'ère thatchérienne, où le pays subit une période de grands bouleversements politiques et sociaux. On peut voir son article comme une attaque nationale contre la Grande Bretagne de la part des « progressistes » et des Américains.

Ainsi, l'histoire de la discipline devient un enjeu national et international dans les années 80, ce qui explique en grande partie le renouveau d'intérêt pour le sujet. Il s'agit de justifier à la fois le parcours de leur discipline en dents de scie depuis 1904 et les transformations de la Grande Bretagne au point de vue international dans la concurrence disciplinaire et scientifique. Lawrence Goldman (1987) répondit de façon tout à fait originale dans son article sur les origines de la science sociale britannique : reprenant à son compte l'analyse, notamment portée par Soffer, selon laquelle la sociologie britannique fut un échec car incapable de se réformer intellectuellement, il retourne le problème en faisant valoir que, peut-être, la sociologie ne s'est pas développée en Grande Bretagne car elle n'était pas « nécessaire » politiquement. Le pays étant ouvert à la réforme et aux théoriciens politiques, il a favorisé l'ouverture du système au profit des progressistes, aspirant les énergies universitaires qui se développaient ailleurs – en France et en Allemagne notamment – frustrés de ne pas pouvoir atteindre le pouvoir politique. Ainsi l'absence de sociologie en Grande Bretagne, loin de représenter une « lacune nationale » comme l'écrit l'auteur, symboliserait plutôt le succès politique de la nation à s'ouvrir aux sociologues plutôt que de les laisser, frustrés, dans les affres académiques à débattre de théories sociales.

Enfin, deux autres ouvrages marquent la décennie : l'histoire de la sociologie britannique « empirique » de R. A. Kent (1981) et l'histoire de la recherche sociologique britannique de M. Bulmer (1985). Ces deux ouvrages tentent de faire une synthèse de la recherche sociologique dans l'histoire de la discipline du point de vue de ses courants. Tous les deux soutiennent l'idée que la sociologie britannique est avant tout une démarche empirique qui s'appuie sur des pères fondateurs (Booth, Rowntree) typiquement britanniques et qui s'est révélée très précieuse dans l'avancée politique de la nation. L'ouvrage édité par M. Bulmer comporte d'ailleurs un chapitre rédigé par R. A. Kent sur la technique d'enquête dite du *survey*. Ils cherchent donc à trouver une cohérence à une discipline qui se transforme et dont beaucoup disent qu'elle produit « trop de théorie ». Cela est-il prouvé ?

3. Conclusion : trop de théorie ?

Grâce à l'analyse de Halsey (2004), il est possible de mesurer l'importance accordée à la théorie par la sociologie de années 70 et de donner plus de corps à nos intuitions – par exemple sur la place nouvelle des pères fondateurs dans la sociologie.

Dans son analyse des trois principales revues de sociologie dans les années 70, Halsey (2004 : 175) montre que les quatre auteurs les plus souvent cités sont, dans l'ordre décroissant, T. Parsons (dans 39% des articles) puis Merton (22%) suivi de Durkheim (18%) et enfin Weber (17%). On voit d'abord l'importance du structuro-fonctionnalisme de Parsons et Merton dans les articles de l'époque. Mais on note aussi que, par rapport à la génération des années 50, cette hiérarchie est bouleversée : on peut bel et bien parler de révolution en sociologie puisque dans les années 50 les résultats étaient M. Ginsberg (21%), L. Hogben (14%), Malinowski (14%) et John Stuart Mill (14%). Premièrement, on constate qua ce sont les « grands » auteurs classiques de la LSE, centre intellectuel de la sociologie, qui dominaient. La diversité était donc moins grande. Par ailleurs, l'absence des pères fondateurs (Booth, Hobhouse, Geddes) ou d'auteurs classiques (Durkheim, Weber) montre bien encore le côté plutôt fermé de la sociologie britannique et l'absence de paradigme dominant à l'époque. On est encore, dans les années 50, dans une période de « prophètes » plutôt que « d'écoles de pensée ». Mais cela est sans doute lié au faible nombre de sociologues formés dans cette période en Grande Bretagne.

Ensuite, il faut souligner qu'en effet, comme notre intuition nous le suggérait, les textes et auteurs majeurs des années 70 sont principalement théoriques. Cette situation ne change pas beaucoup dans la décennie suivante, comme le montre encore Halsey (2004 : 176). Dans les années 80, les plus cités sont Marx (20%), Weber (16%), Giddens (14%) puis seulement Parsons (13%). Durkheim a disparu du top 10 ! Et Giddens apparaît comme le premier auteur britannique à faire son apparition dans le top 3 à l'époque. La sociologie européenne « continentale » reste donc largement dominante dans ses influences sur la sociologie britannique. C'est un signe d'ouverture vers les pères fondateurs de la discipline et une rupture avec le fonctionnalisme dans les années 80. A partir de ces années-là, Halsey souligne que « there was a flirtation with British and European social theory concerned with modernity and postmodernity. » (Halsey, 2004 : 178)

Enfin, du point de vue plus quantitatif, on peut également hiérarchiser l'importance des thèmes sociologiques dans les trois revues : entre 1950 et 1970 on trouve d'abord la stratification sociale (31%) puis la sociologie du travail (19%) et enfin la théorie sociologique (9%). Entre 1975 et 1985 la théorie sociologique occupe la première place avec 24% des artciles devant la stratification (22%) et la sociologie du travail (20%). (Halsey, 2004 : 185) Ainsi, contrairement à ce qu'on aurait pu penser initialement, et cela confirme notre hypothèse, on publie beaucoup de théorie sociologique dans les années 1970 dans les grandes revues britanniques de sociologie.

Cela enrichit la sociologie, puisque c'est une tendance qu'elle n'avait pas eue (ou pu avoir) auparavant. Après s'être installée institutionnellement dans les années 50 et 60, elle s'installe intellectuellement dans les années 70, aux dépens peut-être de sa tendance « naturelle » à se porter sur des sujets et des méthodes empiriques. Cela ne fit que donner plus de grain à moudre à ses ennemis qui lui reprochent d'être « politique et partiale », loin des préoccupations publiques. La question s'est alors posée aux thatchériens dans les années 80 : si la sociologie britannique semble si éloignée des préoccupations publiques et qu'elle développe principalement des théories, est-il toujours légitime de la financer publiquement à travers le SSRC ? Les années 80 vont être une décennie de remise en cause douloureuse de la sociologie comme discipline « nécessaire » à la nation et politiquement. Elles restent, encore aujourd'hui, décrites comme les années les plus sombres pour la sociologie britannique – alors que peut-être paradoxalement cela l'a conduite à éviter certaines impasses et à se renouveler.

III. Le SSRC et le thatchérisme : une brèche institutionnelle

1. Du SSRC à l'ESRC : la sociologie sous Thatcher

Le rapport Clapham (1946) puis le rapport Heyworth (1965) ont instauré un Social Science Research Council, c'est-à-dire un organisme public chargé de financer la formation et la recherche en sciences sociales en Grande Bretagne. Sa création a pris du temps car le premier rapport n'a pas voulu « forcer » le mouvement, contrairement à la volonté du gouvernement. Il fallut attendre 1965 pour que le SSRC soit mis en place, dans un contexte de fort développement de la sociologie dans les universités.

Sous le premier directeur, Michael Young, les résultats ne se sont pas fait attendre : entre 1962 et 1966, le recrutement en licence de sociologie (*undergraduation*) a augmenté de 62%. (ESRC, 2005 : 9) De nombreuses bourses d'études sont distribuées pour les « post-graduates ». Les premiers laboratoires financés par l'organisme sont créés dès 1963 comme le British Election Study Programme à l'université d'Essex. Le budget n'est pourtant pas très élevé : 4 millions de livres sterling pour les sciences sociales en 1967 contre 59 millions au Science Research Council, son cousin des sciences dures. (ESRC, 2005 : 12) Il fut décidé en 1967 d'investir dans des unités basées dans les universités pour financer la recherche sur divers sujets : The Industrial Relations Research Unit à l'université de Warwick, The Research Unit on Ethnic Relations à Bristol ou le Survey Unit à Nuffield à l'université d'Oxford furent des pionniers dans ce type de recherche. En 1972 fut également créé le centre pour les études socio-légales (*Centre for Socio-Legal Studies*) à l'université d'Oxford qui existe toujours et qui a innové dans les recherches concernant la criminologie et l'interaction entre droit et société. Ces centres de recherche fondèrent en grande partie la « légende dorée » de la sociologie de cette période.

Ainsi, entre 1965 et 75, de son propre aveu, le SSRC était largement « producer-oriented », c'est-à-dire que ses recherches étaient plutôt déterminées par les chercheurs que par les « consommateurs », c'est-à-dire les besoins du public et du gouvernement. C'était une période avec peu de contraintes pour les recherches produites par le SSRC même si cette tendance à financer des projets plutôt « théoriques » sans application visible pour les besoins du public allait être sous le feu des critiques à l'époque thatchérienne.

Il existait déjà, avant Margaret Thatcher, une critique conservatrice de la sociologie comme on l'a vu. La sociologie en Grande Bretagne était accusée d'être trop radicale et marxiste. Grimley (2012 : 6-8) fait valoir que la sociologie, en alimentant de nombreuses polémiques sur le démantèlement de l'Etat providence, le chômage de masse ou la délinquance, ne pouvait de toute façon pas plaire aux thatchériens. Cette vision des problèmes sociaux allait à l'encontre des conservateurs auxquels était associée l'idée d'une « individu responsable ». En absolvant les individus de leur responsabilité et en reprochant aux structures sociales et à la société d'être responsables des comportements sociaux, Thatcher affirmait que l'on « oubliait trop commodément le langage de la moralité et de la légalité, du bien et du mal. » (ibid : 9) Mais n'est-ce pas Thatcher qui affirmait aussi qu'il n'y avait « no such thing as society, but a collection of individuals » ?

Après l'élection de Margaret Thatcher en 1979, les choses ont changé pour la sociologie : les gouvernements conservateurs précédents avaient certes déjà souligné leur opposition à la création d'un organisme de financement public de la recherche en sciences sociales avec les rapports Clapham puis Heyworth. Mais ce qui change c'est que Sir Keith Joseph, alors

Secrétaire d'Etat à l'Education et à la Science et gourou intellectuel de Margaret Thatcher, annonça en 1981 avoir demandé à Lord Rothschild, un membre de la Royal Society, de mener une enquête sur le travail du SSRC. (ESRC, 2005 : 12) Il était de notoriété publique que Sir Keith Joseph n'appréciait guère la sociologie et qu'il avait, dès 1976, prévu des coupes dans le budget du SSRC (Grimley, 2012 : 8)

Michael Posner présida le SSRC de 1979 à 1983 et dût affronter les conclusions et les conséquences du rapport Rothschild de 1982. Ses conclusions furent surprenantes : contre toute attente, il n'annonçait pas la fermeture du SSRC, la considérant comme « un acte de vandalisme intellectuel ». Mais il réclamait toutefois de faire une plus grande place à la recherche empirique contre ses tendances théoriques, et plus de recherche sur des sujets de « préoccupation publique. » Symboliquement, enfin, il fut décidé de renommer le SSRC en ESRC (Economic and Social Research Council). Cela constitua une concession faite aux thatchériens qui trouvaient que la sociologie y avait trop place et ne constituait de toute façon pas une « science ». C'était également une façon de remettre l'économie au centre de l'attention, ce qui ne pouvait être que positif selon eux. (ESRC, 2005 : 17)

Inévitablement, le budget de l'ESRC fut drastiquement diminué, perdant six millions de livres entre 1983 et 1986 (SSRC 2005 : 18). Cette époque reste une période traumatisante et douloureuse dans la mémoire des sociologues britanniques (voir par exemple les témoignages de M. Posner (2002) et de J. Eldridge (2011)). Plusieurs départements de science sociale durent fermer et de nombreux projets durent être arrêtés, le financement des étudiants « postgraduates » diminuant également de beaucoup.

Toutefois, comme le reconnaît Sir Howard Newby, président de l'ESRC de 1988 à 1994, ces décisions tragiques eurent pour conséquences positives – à toute chose malheur est bon a posteriori – de sortir la sociologie de l'ornière théorique où elle s'était installée. On remarque dans les années 90 un tournant vers plus d'empirisme et un recentrement sur des projets plus « proches » des préoccupations publiques de l'époque.

2. Le rapport Rothschild (1982)

Que comportait donc ce rapport Rothschild ? Comment expliquer que, finalement, la fermeture du SSRC n'eut pas lieu ?

Etonnamment, Lord Rothschild entame son rapport avec une description plutôt positive de ce qu'est la sociologie et de ce qui la rend nécessaire, à une période riche en bouleversements sociaux :

> « To the layman – the man in the street – many of the problems on which social scientists work are either too far fetched or do not need further work because common sense answers are already available. […] [But] are we sure that common sense is right? Might there not be a layer of prejudice or even ignorance? » (Rothschild, 1982 : 1-2)

L'auteur donne de exemples de ce « bon sens commun » qui prévaut dans l'analyse des problèmes sociaux : on affirme que « la peine de mort dissuade les meurtriers » ou que « l'importation d'automobiles étrangères devrait être largement réduite » – à une époque où l'industrie automobile britannique est en crise. C'est contre cette ignorance et ce « bon sens

commun » qui s'applique aux problèmes sociaux qu'implicitement la sociologie doit être nécessaire en tant que « science » sociale. C'est un point largement positif pour la sociologie.

Lord Rothschild étaye par ailleurs son argument sur l'utilité généraliste de la sociologie, comme s'il souhaitait convaincre ses lecteurs « laymen ». Ainsi, il se demande, si on prend l'exemple du Centre for Socio-Legal Studies d'Oxford créé en 1972 on ne peut douter de son utilité car « What is the "end-product"? Presumably a fairer and more rational set of laws dealing with compensation. But who is the "end-user"? The legislature? The various government departments which might be involved? Victims of accidents and illnesses? Or the British people as a whole? » (ibid. : 11) Il donne cet exemple pour illustrer le fait qu'il est impossible, en sciences sociales, de désigner qui est le véritable bénéficiaire final des recherches – comme souhaitait le faire Keith Joseph – en leur appliquant le principe du « customer-contractor » (c'est le « client » qui doit orienter la recherche et non ses producteurs). (ibid. : 11) Ce principe est au cœur libéralisme et s'oppose à la conception précédente où les chercheurs, et non les usagers, déterminaient l'intérêt d'une recherche et son efficacité.

Le deuxième point positif est le fait que Lord Rothschild critique d'entrée de jeu la faible somme investie par le gouvernement dans la sociologie (qui s'élève tout de même à 20,9 millions de livres en 1982-3), à un moment où elle est d'autant plus nécessaire que les problèmes sociaux sont nombreux (il cite notamment « the existence of crime, poverty, race riots, drug addiction, mental illness, urban deprivation, unemployment, strikes and the state of the economy, problems which most people would agree could benefit from intensive study »). (Rothschild, 1982 : 2) Il ajoute aussi que d'un côté, même si ces problèmes préoccupent la population et qu'ils méritent donc d'être traités par les sciences sociales, « at the same time £20.9 million is a very large sum of money which must be efficiently, extra-politically and successfully administered and used ». On sent déjà la critique poindre : les sciences sociales sont nécessaires et même bénéfiques mais elles doivent 1) traiter de problèmes qui intéressent le grand public, puisque c'est lui qui les finance et 2) les sommes investies doivent être beaucoup mieux gérées dans l'idée d'une « efficacité » en termes d'impact de la recherche.

Mais Lord Rothschild n'en reste pas là : il critique tout de même le SSRC pour plusieurs raisons, pour le fait qu'il est « trop bureaucratique », « excessivement partial en faveur des syndicats » et que « son parti pris politique à gauche nuit à l'objectivité de ses recherches ». (Rothschild, 1982 : 3) Enfin, le budget de la sociologie ne représente « que » la moitié de celui qui est dévolu à l'économie, parmi d'autres. (ibid. : 10)

Ce qui surprend, à la lecture de ce rapport officiel, c'est l'absence de définition ou de présentation des sciences sociales, en particulier de la sociologie. Il faut attendre la page 6, soit après le bilan moral et financier de la discipline, pour en lire une définition. On y trouve trois définitions précises de son domaine : la sociologie peut être « l'analyse des institutions d'une société contemporaine (1) », « l'analyse des institutions d'une société primitive (2) » comme le fait l'anthropologie ou encore « l'étude des problèmes sociaux et des politiques publiques mises en œuvre (3), par exemple, dans les usines, dans la protection de l'environnement ou de l'Etat-Providence ». (Rothschild, 1982 : 6) Il cite même comme exemple de sociologie « réussie », appliquée et utile aux décideurs, pour illustrer son propos, les études de l'Institute of Community Studies de Young et Willmott (ibid. : 18). C'est le signe que les sociologues de l'Institut se sont installés comme acteurs sérieux et utiles aux débats politiques.

Le soutien de Lord Rothschild allait manifestement envers les sciences sociales appliquées. D'une part, il indique que « la nécessité d'un organisme indépendant tel que le SSRC pour financer la recherche, ne fait aucun doute, qu'elle soit générale ou appliquée » d'autant qu'on ne peut appliquer ici le principe de l'usager-bénéficiaire car il n'en existe pas, comme on l'a expliqué plus haut. Il remet donc en cause le libéralisme en termes de recherche mais également l'idée que le SSRC doit être aboli. Par ailleurs, même s'il doute qu'on puisse trouver des lois générales de la société et du changement social équivalentes à celles de la mécanique newtonienne, et qu'il remet donc en cause la prétention universaliste de la sociologie à pouvoir en découvrir, il ne découle pas de là qu'elle soit inutile ou vouée à l'échec : il affirme, « it does not follow from the fact that comprehensive theories of society have not been discovered, or rendered plausible, that no useful work has been done in the social sciences ». Il va même jusqu'à défendre cette prétention en ajoutant que « ambitious schemes for the possibility of a comprehensive theory of social change have been proposed by influential scholars in the USA and elsewhere. Scepticism about these schemes for a comprehensive sociological theory […] has now become an orthodoxy in academic circles; there is a strong reaction against social science, and particularly against sociology ». (Rothschild, 1982 : 16) Il est assez surprenant de trouver, sous la plume d'un conservateur choisi pour revoir le mode de financement des sciences sociales, une telle défense de la théorie sociologique ! On peut faire l'hypothèse que ce n'était certainement pas le résultat escompté par les thatchériens en le nommant à la tête de la commission.

Cela dit, il reste une opposition assez importante à la conception *scientifique* des sciences sociales. Lord Rothschild n'est pas convaincu que les sciences sociales puissent être qualifiées de sciences, comme les sciences naturelles, même si cela était le but des fondateurs (« Part of the suspicion which sociology […] has evoked is due to some of its founders seeming to claim that it would occupy for the human sciences the position of physics in the other natural sciences »). (Rothschild, 1982 : 17) Ensuite, il ajoute, en prenant l'exemple des sciences économiques, qu'il lui semble difficile pour ces sciences sociales d'avoir « l'objectivité nécessaire propre à la science », d'être « neutre du point de vue des valeurs et de « mériter le nom de science ». (ibid. : 18)

Enfin, Grimley (2012 : 9) souligne que Rothschild faisait, en conclusion, les louanges de ces « less ambitious and better established disciplines which are the heirs to the grander claims of sociology as a general science of society – for example, human geography, social psychology and social anthropology » qui lui semblaient plus adaptées à la société que la sociologie et qui « ought not to be affected by the back-lash which the excessive claims of sociology, especially in the USA, have caused. » Le débat en effet se passe aux Etats-Unis où les grandes théories sociologiques des années 80 sont débattues et par ailleurs sont critiquées dans les années 90. Il n'en reste pas moins que les Etats-Unis sont dans le rapport un modèle, critiquable dans un sens comme on le voit, mais qui semble aussi exercer un certain pouvoir d'attraction pour les sciences sociales britanniques.

Ainsi, Lord Rothschild propose à la fin de son rapport de rapprocher le modèle universitaire britannique du modèle américain : « there is some case for revision of the entire PhD system in the social sciences, involving, where appropriate, a transition to the American practice, according to which a doctoral degree is at least partly taught, and directed towards competence rather than originality. » (Rothschild, 1982 : 39) C'est une proposition très originale, qui fait peut-être écho à l'amitié croissante entre les deux pays de Reagan et Thatcher dans les années 80. On doit également souligner parallèlement l'attractivité du modèle français des sciences sociales organisées par le CNRS. Ainsi Lord Beloff, membre de

la chambre des Lords, interrogé dans le rapport, souligne que « we would do better to follow the French example of a national research body to supervise all forms of government expenditure on research. » (Rothschild, 1982 : 44) Et le Professeur E. J. Hobswam de Birkbeck College de s'interroger en fin de rapport : « Why do we spend so little on social science research in comparison with some other western countries (about a third of what is spent in France and Germany)? » (Rothschild, 1982 : 90)

Les débats dont le rapport se fait l'écho sont donc vifs et reflètent bien l'atmosphère qui entoure à la fois le contexte politique et scientifique, voire économique, dans lequel s'inscrit la recherche en sciences sociales. Les conclusions du rapport sont assez surprenantes : d'une part, le SSRC n'est pas aboli ; d'autre part, la recherche en sociologie doit continuer même si elle doit essayer de se recentrer sur des sujets plus empiriques et appliqués ; enfin, la conception de la sociologie comme science est remise en cause. Ce dernier élément explique pourquoi, à l'issue du rapport, le SSRC est renommé ESRC (Economic and Social Research Council), faisant ainsi disparaître le terme de « science » de son intitulé. Il semblait à l'époque que cela aiderait les sciences sociales à réduire leurs prétentions, tout en faisant une place plus grande à l'économie, à une époque où le libéralisme galopant aide à son développement.

3. Conclusion

En conclusion de cette partie, on peut dire que les années 80 sont un tournant institutionnel et politique pour les sciences sociales en général. Certes, elles rencontrent plus d'opposition politique et sont critiquées, en particulier la sociologie, pour leur manque d'objectivité et leur parti pris. La sociologie est critiquée pour son abondance de théories, issues des années 70, et son manque de côté pratique et empirique. Le rapport Rothschild ne fait que cristalliser les oppositions de cette période qui sont en fait politiques. Néanmoins il semble bien, d'après le rapport, que la sociologie soit définitivement installée dans le paysage intellectuel et qu'elle est soutenue et financée publiquement. Ce dernier élément n'est pas remis en cause. Paradoxalement, le rapport Rothschild est un coup dans la fourmilière qui aura des conséquences importantes sur la diversité des sciences sociales dans les années 90.

Mais aucun grand nom ne semble ressortir de ce *survey* des changements de la sociologie dans les années 70 et 80 : sauf bien sûr Anthony Giddens. Nous allons donc traverser son œuvre à travers trois de ses ouvrages pour tenter de comprendre ce qui a fait le succès de sa théorie de la structuration dans les années 80 et ce qui en a fait un gourou politique. Giddens traverse les décennies et s'est instauré comme le héraut de la sociologie britannique contemporaine : peut-on pour autant dire que ses théories sont « typiquement britanniques » ou bien plutôt qu'il serait à l'origine d'une tradition originale ?

IV. La sociologie de Giddens : révolution politique ou tradition nationale ?

Anthony Giddens est né en 1938, ironie du sort, l'année où les *Règles de la méthode sociologique* de Durkheim (1895) sont enfin traduites en anglais. Son œuvre peut être divisée en trois périodes : la première dans les années 70 avec la publication de *Capitalism and Modern Social Theory* en 1971 et ses *New Rules of Sociological Method* en 1976, où il développe ses premiers concepts autour de l'agent et de la reproduction de la société, et où il préconise la méthode et les problèmes de la sociologie contemporaine. Cela le mène à une deuxième phase, sans doute la plus prolifique, où il écrit ses *Central Problems in Social Theory* en 1979 et *The Constitution of Society* en 1984 qui lui apportent la célébrité dans la communauté sociologique. Il y développe en particulier sa fameuse « théorie de la

structuration », auquel son nom est désormais attaché. Enfin, il y a le troisième Giddens, plus mondialisé et plus politisé, marqué par *The Consequences of Modernity* en 1990 et *The Third Way: The Renewal of Social Democracy* en 1998 qui le mène au pinacle de la renommée puisqu'inspirateur de la « troisième voie » de Tony Blair. Il est d'ailleurs nommé à cette époque membre de la chambre des Lords.

Giddens est né à Londres et a étudié à la London School of Economics avant d'obtenir son doctorat à King's College, Cambridge en 1974. Il devint professeur à Cambridge en 1987 puis directeur de la LSE entre 1997 et 2003 ; il y est aujourd'hui professeur émérite. On note là encore l'importance et le prestige de la LSE en sociologie et en sciences sociales.

Nul n'est jamais prophète en son pays pourrait-on dire de la carrière d'A. Giddens. Son œuvre a eu une influence considérable, de ses premiers écrits dans les années 70 jusqu'à nos jours dans la sociologie mondiale. Malgré un succès important de sa théorie de la structuration dans les années 80 en Grande Bretagne, il reste à part dans la sphère sociologique britannique, étonnamment. Faut-il alors croire que ses théories soient trop « complexes » ou originales pour plaire aux tenants de la tradition sociologique britannique ? Le succès de ses théories, que ce soient de la structuration dans les années 80 ou de la troisième voie dans les années 90, est-il politique ou véritablement sociologique ?

1. De nouvelles règles pour une nouvelle sociologie ?

Les *New Rules of Sociological Method* de Giddens (1976) sont un coup d'éclat pour le jeune sociologue. C'est un travail à la fois très ambitieux – rien moins que de refonder une méthode sociologique et un objet à la manière des célébrissimes *Règles* de Durkheim – et très original dans sa démarche car il trouve une position à mi-chemin entre la subjectivité des ethnométhodologues et l'objectivité des macro-sociologues, notamment Parsons et Merton. Il cherche à combiner les deux modèles dans une « troisième voie » sociologique.

Le débat sur l'ethnométhodologie, on l'a vu, fait rage dans les années 70 en Grande Bretagne et cet opus de Giddens peut être vu comme une réponse et un point final au débat. C'est une réponse car il prend un ton volontairement critique envers les positions du débat et un point final car, d'une certaine manière, il propose de refonder toute une sociologie à partir des réponses qu'il apporte.

La question centrale posée dans le débat est celui de l'objet et de la méthode de la sociologie. Au lieu de prendre un parti dans la « nouvelle Methodenstreit » et de le défendre invariablement, le succès et l'originalité de Giddens est de se placer sur un autre plan théorique : se centrer sur l'agent, comme le font les ethnométhodologues, mais ne pas oublier les structures (ou les institutions) qu'il définit comme « la constitution et le reconstitution de cadres de signification » (*frames of meaning*). (Giddens, 1976 : 79) C'est-à-dire qu'il considère la vie sociale comme entourée de pratiques, subjectives, qui prennent sens dans des institutions qui ont été produites par ces pratiques, et qui ont donc à la fois une origine endogène et qui sont stables dans le temps et l'espace. Les structures sont donc à la fois contraignantes et habilitantes – c'est là une grande avancée de sa pensée et ce qu'il nomme déjà à l'époque, sans s'y attarder, « la dualité des structures ». (Giddens, 1976 : 121) C'est ce que ne pouvaient voir ni les ethnométhodologues, qui refusent les institutions autrement que construites dans les interactions immédiates (sans la prise en compte du temps), ni les tenants de la sociologie conventionnelle (puisque les institutions, suivant Durkheim, étaient objectivées et non reconstruites à chaque interaction).

La deuxième critique de Giddens dans ce livre envers ceux qui interviennent dans le débat, c'est qu'ils ne prennent pas en compte le côté « pratique » des institutions. Il critique alors ces « écoles de pensée » (les wittgensteiniens et les existentialistes, principalement) qui manifestent « les défauts habituels de leur philosophie lorsqu'ils l'appliquent à la vie sociale », c'est-à-dire « a concern with 'meaning' to the exclusion of the practical involvements of human life in material activity. » (Giddens, 1976 : 155) Par-là, Giddens critique l'excès d'intérêt des sociologues phénoménologues, en particulier, pour le sens plutôt que pour le cadre de l'action, citant au passage Erving Goffman (1975) avec ses cadres de l'expérience, et ses mécanismes causaux. Or le côté pratique des pratiques, justement, est à l'origine de la reproduction des structures : il affirme que « structuration, as the reproduction of practices, refers abstractly to the dynamic process whereby structures come into being. » (Giddens, 1976 : 121) La théorie de la structuration se fonde donc déjà sur une vision unifiée des pratiques qui produisent et reproduisent *pratiquement* les institutions dans le temps et l'espace dans les interactions. Elles ne sont donc plus seulement des abstractions comme pour les ethnométhodologues (« As Durkheim quite properly emphasized ; the social realm cannot be constituted, in the transcendental sense of that term, from the intentional consciousness » (Giddens, 1976 : 31)), mais on ne leur prête plus non plus de caractère éternel comme les sociologues conventionnels.

Chose un peu surprenante toutefois – un peu, car après tout Durkheim lui-même n'avançait pas de données empiriques à l'appui de son essai qui définirent les règles de sa méthode – Giddens s'appuie sur les pratiques pour définir sa sociologie, sans proposer ni méthode ni démonstration empirique à l'appui de ses dires. On reste donc là typiquement dans la tradition des années 70 de théorisation, appuyée certes sur une réflexion plus importante qu'ailleurs sur les héros de la sociologie comme Durkheim ou Weber. La méthode d'écriture est donc plutôt celle de l'essai épistémologique continental plutôt que l'essai britannique de sociologie. Quant à la méthode pratique de cette « nouvelle sociologie » elle reste encore floue. Elle n'est plus clairement définie que dans ses ouvrages ultérieurs.

Ensuite, la troisième critique de Giddens est la considération de l'agent ou de l'acteur dans la vie sociale. Les ethnométhodologues, comme on l'a vu, considèrent qu'il n'y a pas de connaissance sociologique possibles sur les acteurs de la vie sociale puisque chacun fait partie de la même scène. A moins de reproduire la division de l'observation au sein même de l'analyse, il est impossible de produire la moindre théorie du social. Giddens reconnaît que l'agent n'en sait pas plus que le sociologue sur ce qu'il fait : « In everyday social action, the agent thus possesses numerous recipes for responding to others, but usually could not, if asked by an observer, explain these as consciously formulated 'theories'. » (Giddens, 1976 : 30) Cela limite donc la portée de la méthode compréhensive, par laquelle on cherche la signification et le sens de la conduite individuelle. Mais il refuse de croire que les théories sociologiques soient pourtant inefficaces et inaccessibles, comme le soutiennent également les ethnométhodologues. Il affirme alors que « the ethnomethodologist does not differentiate […] the sociology that lay members of society do in the course of their day-to-day lives, and the sociology that is done by professional social scientists. » (Giddens, 1976 : 38-39) Giddens recentre donc l'analyse sur la structure qui permet de redonner du sens à l'acteur, et lier ses motivations avec la compréhension du sociologue. En fait, ce qui est là derrière c'est peut-être d'ores et déjà le concept de « réflexivité » des agents.

On trouve finalement déjà en germe dans cet ambitieux essai toutes les grandes idées novatrices de Giddens qu'il développa – à l'exception peut-être de leur portée politique qui ne

s'en déduit pas encore – dans ses ouvrages ultérieurs. Que conclure de ces nouvelles règles de la méthode ? Qu'elles ne proposent, d'abord, pas de méthode claire – simplement une herméneutique qui cherche le sens de l'action des agents. Par contre, il propose un véritable programme sociologique avec ses règles de la discipline qui peuvent être résumées par trois problèmes : « problems of agency and the characterization of action; problems of communication and hermeneutic analysis; problems of the explanation of action within the framework of sociological method. » (Giddens, 1976 : 70) Ainsi, c'est une petite révolution qui a lieu dans cet ouvrage : une redéfinition de la société et de l'acteur qui permet de dépasser les désaccords entre tenants traditionnalistes de la sociologie fonctionnaliste et ethnométhodologues. Après avoir proposé un « programme », bien qu'il refuse cette appellation (ibid. : 159), Giddens va l'appliquer au cas de la société et tenter de généraliser son analyse dans le cadre de sa célébrissime « théorie de la structuration ».

2. La théorie de la structuration

Dans sa *Constitution de la société* (1984 – 1986 pour la traduction française), Giddens s'attaque, huit ans après les nouvelles règles de la méthode, à décrire le fonctionnement de la société du point de vue sociologique. De société, en fait, il s'agit des grandes variables : l'agent et les structures. Il n'y a pas non plus ici de dimension empirique au travail Giddens qui viendrait étayer sa théorie, mais là encore ce n'est pas un défaut : nombre d'essais sociologiques ou de théories sociales s'en passent. Simplement, il faut souligner d'entrée de jeu que le titre pourrait être trompeur. Il ne s'agit pas d'une analyse historique sur la constitution de la société depuis les origines de l'humanité ; il s'agit plutôt d'une théorie hypothético-déductive sur le fonctionnement de la société du point de vue de l'interaction entre les agents et les structures. Au cœur de cet essai se développe la théorie de la structuration, l'épine dorsale du travail de Giddens qui donna tant d'impact à cet ouvrage.

Dans ce livre sont clarifiées de nombreuses intuitions présentées dans les nouvelles règles : la théorie de la structuration, l'inscription de Giddens dans les débats théoriques contemporains, la définition de l'agent et des interactions sociales et la constitution des structures sociales.

Premièrement, il s'inscrit dans les débats – ou plutôt au-dessus des débats de son époque – à travers sa théorie de la structuration : contre le dualisme que prône la majorité des sociologues à l'époque et que critiquaient déjà Berger et Luckmann (1967) dans leur analyse de la société, il dépeint l'opposition de façon très claire en affirmant que « les sociologies interprétatives reposent sur un impérialisme du sujet individuel alors que le fonctionnalisme et le structuralisme affichent un impérialisme de l'objet sociétal. » Giddens en profite alors pour établir sa propre position et celle de sa théorie : « La destruction de ces deux empires est un de mes principaux objectifs dans cet effort d'élaboration de la théorie de la structuration. » Cette théorie, il la décrit alors : « selon cette dernière, l'objet d'étude par excellence des sciences sociales est l'ensemble des pratiques sociales accomplies et ordonnées dans l'espace et le temps, et non l'expérience de l'acteur individuel ou l'existence de totalités sociétales. » (Giddens, 1986 : 50)

De cette description il faut donc noter trois choses : elle définit un objet pour la sociologie (« les pratiques sociales accomplies et ordonnées »), elle lui associe un champ assez vaste (« l'espace et le temps ») et enfin elle l'oppose aux deux grandes écoles de la sociologie contemporaine (« l'expérience de l'acteur individuel [l'étude ethnométhodologique ou phénoménologique] ou l'existence de totalités sociétales [l'étude structuraliste ou post-structuraliste]. »)

On voit donc bien là encore que, sous la plume de Giddens, la sociologie reste la discipline poil à gratter des sciences sociales car d'une part elle entre en concurrence avec l'histoire et la géographie auxquelles il ne souhaite pas laisser le monopole de l'étude de l'espace et du temps (Giddens, 1986 : 86) et d'autre part elle entre en guerre contre certains des grands courants philosophiques et sociologiques de l'époque, comme les Wittgensteiniens d'Oxbridge. Giddens s'oppose ainsi aux structuralismes de Parsons et Merton, comme il le souligne dans sa préface à l'édition française (Giddens, 1986 : 13), qui ont dominé la théorie sociale dans le monde anglophone jusque récemment. Parsons « n'accorde presque pas d'espace au sujet ; […] il n'y a pas beaucoup d' « action » dans le « cadre conceptuel de l'action ». »

Or, c'est de l'acteur qu'il faut partir selon lui pour produire une analyse sociologique cohérente : Giddens fait écho aux changements politiques de son époque et au libéralisme croissant, qu'il importe d'une manière très convaincante dans la sociologie des années 80. Giddens défend aussi l'utilisation de la méthode wébérienne du *verstehen* (la sociologie compréhensive) et la « réhabilitation du sujet », qui avait été oublié par les structuro-fonctionnalistes dominants, dans ce cadre (ibid. : 26). Mais il refuse que ce « retour au sujet » pousse les sociologues à « basculer de nouveau dans un subjectivisme à tous crins. » (ibid. : 14) Son principal objectif théorique, comme il l'écrit, « est plutôt de parvenir à reconnaître le bien-fondé du virage en direction de la subjectivité ».

Il critique également de cette manière les penseurs post-structuralistes comme Foucault (qu'il nomme (ibid. : 13)) ou Bourdieu (qu'il ne nomme pas). Dans son introduction à la version française, c'est l'occasion pour Giddens de critiquer ces penseurs et de souligner que, « même si les sciences sociales ont tendance à s'internationaliser de plus en plus, d'importantes différences séparent encore les traditions théoriques d'un grand nombre de leurs champs nationaux et linguistiques. » (Giddens, 1986 : 13) Il souligne alors les différences d'inspiration qui existent entre la sociologie française, américaine et britannique, bien que ces idées semblent s'échanger et s'homogénéiser autour de certaines écoles (les post-structuralistes importés dans le monde anglo-saxon, l'école de Francfort qui irrigue les britanniques, les phénoménologues importés en France). Il est intéressant de noter que l'idée de « tradition nationale » était non seulement consciente chez Giddens, mais était également à l'œuvre dans ses propres travaux puisque, ajoute-t-il non sans une certaine prétention, « depuis plusieurs années […] je tente d'élaborer une approche des sciences sociales qui diffère de manière fondamentale des traditions existantes de la pensée sociale. » (ibid. : 21)

Est-ce trop prétentieux, ou bien son œuvre est-elle si radicalement différente de ce qui avait été fait en Grande Bretagne qu'elle peut être qualifiée de « révolution » ? Le succès de ses idées semble indiquer que cette dernière idée est peut-être la bonne. Mais les critiques sont encore nombreuses sur son œuvre, en Grande Bretagne notamment : Margaret Archer (1995) est l'une d'entre elles. Bien que ne refusant pas l'idée d'un dualisme entre individus et structures, elle critique l'idée que les deux puissent être coexistantes et préfère parler de « réalisme critique » ou d'approche « morphogénétique ». Selon Archer, la dualité n'est pas incompatible avec une approche empirique car l'inter-dépendance mise au jour par Giddens n'est pas chronologique. Les structures peuvent être modifiées par les individus et constituent un nouveau contexte pour l'action des individus suivants. Il est donc possible d'interpréter le changement des structures et non la simultanéité (purement théorique selon elle) avec l'action des individus mise en avant par Giddens.

Nous allons voir que si l'œuvre de Giddens cristallise et symbolise la tradition sociologique britannique du XXe siècle, elle est avant tout une révolution politique plutôt que sociologique – et qu'elle reste largement critiquée jusqu'à nos jours.

3. La troisième voie et l'engagement politique

Les années 90 pour la pensée de Giddens sont marquées par un double tournant : d'une part, il cherche à expliquer et à analyser un nouveau problème selon lui central dans la société, la « mondialisation » (notamment dans *The Consequences of Modernity*, 1990) et d'autre part il délaisse la sociologie pour la politique. En effet, le nom d'Antony Giddens est largement associé au concept politique de « Troisième voie » de Tony Blair et des Travaillistes du New Labour. Giddens, dans la tradition britannique, s'est lié à un parti politique et a théorisé la révolution que le New Labour a inspirée politiquement. Il décrit cette conception politique dans les médias en Grande Bretagne mais surtout dans deux ouvrages couverts d'éloges : *Beyond Left and Right: The Future of Radical Politics* (1994) et *The Third Way: The Renewal of Social Democracy* (1998). Dans ces deux ouvrages il initie une « nouvelle » tradition politique entre socialisme classique et néolibéralisme naissant, et utilise ses concepts sociologiques en politique.

Les raisons qui ont poussé à la rédaction de cet ouvrage qui contribue aux débats sur l'avenir de la politique et de la distinction classique droite/gauche sont, d'après Giddens, un contexte où l'on observe « the dissolution of the 'welfare consensus' that dominated in the industrial countries up to the late 1970s, the final discrediting of Marxism and the very profound social, economic and technological changes that helped bring these about. » (Giddens, 1998 : vii) La question est alors de savoir si la social-démocratie peut survivre à ces nouvelles conditions et à la remise en cause de sa politique keynésienne et de l'Etat-Providence par les néolibéraux, les Reaganiens et les Thatchériens (ibid. : 5) Ainsi Giddens analyse la mort du socialisme et la victoire du néolibéralisme : dans ce contexte, il s'agit de redonner des idées à la social-démocratie et au Parti Travailliste qui conquiert le pouvoir en 1997.

Giddens commence donc son ouvrage en décrivant les « cinq grands dilemmes » auxquels nous devons faire face dans nos sociétés post-modernes : la mondialisation galopante, l'individualisme qui remet en cause le consensus national, le débat gauche/droite qui a moins de sens, l'action politique (*political agency*) qui remet en cause le fonctionnement de la démocratie et enfin le problème écologique qui doit être intégré à la pensée politique. (Giddens, 1998 : 28)

Face à ces problèmes, Giddens suggère que le socialisme doive abandonner, entre autres, le collectivisme et l'opposition à la mondialisation : « having abandoned collectivism, third way politics looks for a new relationship between the individual and the community, a redefinition of rights and obligations. » Le slogan de ce gouvernement est alors, selon le sociologue, « no rights without responsibilities » car avec l'expansion de l'individualisme les obligations individuelles s'accroissent. (ibid. : 65) Giddens ne se pose plus dans l'alternative socialiste/néolibéraux ou société/marché, il tente d'intégrer les oppositions en proposant une vision plus individuelle de la responsabilité, que ce soit dans le sens des individus vers la société ou de la société vers les individus (l'individualisation des services de l'Etat-Providence, par exemple). Ainsi, on doit passer, selon Giddens, d'un Etat-Providence à un « bien-être positif » (*positive welfare*) en soulignant que « positive welfare would replace each of Beveridge's negatives with a positive: in place of Want, autonomy; not Disease but active health; instead of Ignorance, education […]; rather than Squalor, well-being; and in

place of Idleness, initiative » (Giddens, 1998 : 128) Ce sont là les nouveaux piliers de la politique du New Labour qui compte bien sur des politiques d'éducation ou de lutte contre l'exclusion pour « permettre à chacun d'œuvre pour son propre bien-être et son accomplissement [car] les interventions publiques n'ont de sens que si elles permettent à l'individu d'accéder à un haut degré de conscience de lui-même et de la communauté tout entière », comme l'analyse J. Rodriguez (2007 : 188).

Cette remise en cause de l'Etat-Providence classique et de ses valeurs pour la société britannique est-elle également une remise en cause de la tradition britannique en termes de sociologie ?

D'abord, il faut souligner que l'œuvre politique de Giddens n'est qu'une application de ses thèses et est donc indissociable de sa carrière sociologique. L'idée « d'agence politique » ou de « communauté » dans la mondialisation sont le reflet de ses théories, de la structuration d'un côté et de la mondialisation de l'autre. Ensuite, comme le souligne Maggie Studholme (1997), Giddens ne diffère pas beaucoup de la tradition sociologique britannique car elle s'inscrit dans une continuité institutionnelle, politique et intellectuelle. Les grands sociologues, en Grande Bretagne, sont avant tout des auteurs « politisés » depuis et comme Hobhouse. Studholme (1997) voit une grande continuité entre le travail de L. T. Hobhouse, notamment *Liberalism* (1911), qui a permis de reconstruire le parti Libéral après la Guerre (le *New Lib*) et le travail de Giddens, notamment *la Troisième voie* (1998), qui a participé à l'émergence du *New Lab* (le nouveau parti Travailliste de Blair). Cette continuité est également institutionnelle puisque tous deux ont été professeurs de sociologie à la London School of Economics. L'un est le premier professeur de sociologie en Grande Bretagne en 1904, l'autre est le premier professeur de sociologie à Cambridge en 1974.

Enfin, leur continuité est également – et largement – théorique et intellectuelle car tous deux ont une conception finalement assez proche :

– de leur objet, d'abord, c'est-à-dire de l'individu, l'agence et sa réflexivité dans la société (« In both Hobhouse and Giddens there is an overwhelming insistence on the importance of individual autonomy, and a tendency to reduce social problems to moral or ethical questions, as matters to be resolved by autonomous freely choosing individuals »). (Studholme, 1997 : 535) L'individu est censé être responsable, comme le présuppose la troisième voie, et œuvrer pour le bien collectif lorsqu'il est aiguillé.

– de leur méthode, ensuite, puisque la psychologie individuelle est au cœur de leur analyse avec la réflexivité et la conscience pratique (ibid. : 536)

– et enfin de leur théorie du changement social (« Hobhouse believed that it was not possible or desirable to force people to be good, it was both possible and desirable to create social institutions which, while enabling autonomous choice, would also encourage them to choose what was socially just and morally good. Similarly Giddens advocates generative politics which will enable agents to make the autonomous choices which will prevent things from going wrong, in opposition to the traditional welfare system. » (ibid. : 543))

Ainsi, comme en conclut l'article de Studholme (1997 : 545), Giddens « is heir to this British sociological tradition », et il y a une filiation évidente entre le *New Lib* de Hobhouse et le *New Lab* de Giddens ainsi qu'entre ces deux sociologues dans la conception, plutôt optimiste, de leur société. Rodriguez (2007 : 187) voit même plutôt T. H. Marshall comme principal

prédécesseur de Giddens, le premier ayant théorisé le Welfare State, le deuxième plaidant pour sa réforme ; dans les deux cas le mettant au cœur de leur théorie.

Toutefois, le tableau n'est pas si rose : si la réception de l'œuvre de Giddens a été très positive dans les médias et auprès du grand public – la troisième voie étant devenue une sorte d'idée stéréotypée appartenant au domaine public – ce n'est pas le cas auprès de tous les universitaires. Steve Fuller (2000) critique ainsi largement la position de Giddens dans son article « A Very Qualified Success, Indeed ». Ce pas tant pour ses prises de position théoriques ou politiques qu'il est critiqué mais bien pour son approche médiatique des choses et son engagement politique trop « voyant ». Giddens est devenu une figure intellectuelle en Grande Bretagne dans les années 90 et 2000 et beaucoup de sociologues n'ont pas apprécié ceux que Colin Mills, par exemple, appellent avec sarcasme les « blah-blah sociologists ».[42]

La critique de Fuller (2000 : 510-511) est simple : d'une part, Giddens n'a jamais utilisé de démonstration empirique de ses méthodes, alors qu'il est critiqué pour le succès de sa maison d'édition « Polity Press » qui publie essentiellement des manuels de sociologie ou des traductions d'auteurs continentaux pour le grand public. D'autre part il fait partie des « public intellectuals » mais, pourtant, semble ne pas être critique envers le système (ibid. : 514) à l'opposé des sociologues radicaux que nous avions laissés dans les années 60.

Conclusion

Giddens semble donc bien être à la fois une rupture dans la tradition sociologique britannique et en même temps son meilleur représentant.

Nous avons produit, dans ce chapitre, une analyse intellectuelle et institutionnelle du champ de la sociologie entre 1970 et 1998. Il en ressort que la sociologie s'est bel et bien installée dans le champ disciplinaire universitaire au point que Lord Rothschild, un conservateur dont il est difficile de croire qu'il ait voulu soutenir la sociologie, le reconnaît lui-même. Le travail des années 50 et 60 a été très utile à la sociologie, qui s'est largement professionnalisée et qui, du même coup, se lance à la recherche de ses racines (que ce soit auprès des pères fondateurs ou dans l'histoire de sa propre discipline).

Cependant, cette professionnalisation s'est accompagnée d'une influence européenne sur les sociologues britanniques qui ont eu tendance dans cette période à « trop » théoriser la société. C'est là le principal reproche que font Margaret Thatcher et les conservateurs à la sociologie. Le rapport Rothschild de 1982 met un terme à cette tendance et rend la sociologie plus empiriste – même si ces effets ne sont pas tous bénéfiques. En effet, dans les années 90, ce qui prédomine c'est l'idée que la sociologie est désormais une discipline « éclatée » en sous-disciplines, entre positions théoriques, entre les quantitativistes et les qualitativistes.

Dans cette perspective, nous allons maintenant passer au chapitre suivant qui déterminera ce que furent les grandes tendances à l'aube des années 2000 et ce que pensent les sociologues du contexte et de leur discipline en 2014. La sociologie britannique, qui a eu tant de mal à se constituer, est-elle en danger ou bien plutôt assurée ? A quoi ressemble, aujourd'hui, la sociologie britannique ?

[42] http://oxfordsociology.blogspot.fr/2011/09/blah-blah-sociology.html, consulté le 11 octobre 2014.

« Une sociologie sans sociologues ?
Les Britanniques en quête d'une discipline (1904-2014) »

*

3e partie : A quoi ressemble la sociologie contemporaine ?

*

Chapitre 5 – La sociologie britannique contemporaine

Introduction[43]

Dans ce dernier chapitre, nous allons nous pencher plus particulièrement sur la sociologie britannique contemporaine. C'est l'aboutissement (chrono)logique que nous nous sommes fixé et qui nous semble l'apport le plus important car peu d'ouvrages ont essayé de produire une image cohérente et exhaustive de ce à quoi ressemble la sociologie contemporaine en Grande Bretagne, mis à part, peut-être, Halsey (2004) et Scott et Holmwood (2014). Mais ces tentatives restent limitées, pour le premier à son expérience personnelle et à sa socialisation professionnelle, tandis que le second ne propose pas vraiment d'histoire exhaustive de la discipline même s'il promet de belles découvertes et une image plus fidèle de so, histoire, qu'il organise thématiquement. Il n'en reste pas moins que, à la « frontière scientifique », les choses évoluent vite et qu'il semble donc nécessaire de prendre en compte les apports et le point de vue des sociologues les plus récents possible.

Ce chapitre entend donc apporter une réponse à la question suivante : la sociologie britannique contemporaine est-elle à la pointe de la recherche mondiale, ou bien est-elle intégrée aux évolutions du reste du monde, sans être particulièrement originale ? Ce qui nous permettra de répondre finalement à la question induite : la sociologie britannique est-elle toujours (ou réellement) « en crise » ?

Pour répondre à cette question dresserons tout d'abord un bilan descriptif de la sociologie dans les années 90 pour montrer que, bien que fragmentée, elle dispose de grands atouts (I). Ensuite, nous passerons à une discussion sur la méthode à employer pour approcher la mesure du poids de cette sociologie dans l'univers académique britannique, et passerons à l'analyse quantitative de trois grandes revues de sociologie entre 2001 et 2014 (II). Puis nous complèterons cette analyse quantitative par une approche qualitative des acteurs en présence (analyse de N=11 entretiens avec des sociologues britanniques réalisés du 21 au 27 avril 2014 à Leeds) pour montrer quels sont les obstacles ou les interrogations qui se posent aux auteurs contemporains, en soulignant l'importance des concepts de sociologie publique (III) et d'identité disciplinaire (IV) dans le combat qu'ils mènent contre cette prétendue « crise » que traverserait la sociologie britannique. Enfin, dans une dernière partie, nous tenterons de nous projeter dans un avenir proche en proposant une orientation prévisible du devenir de la sociologie britannique (V), partant d'une matière empirique (étude des thèses soutenues en 2013) qui nous permettra ensuite de dresser des pistes de réflexion plus catégorielles et théoriques.

Cela devrait nous amener à proposer une image sans doute plus fidèle de la sociologie britannique contemporaine que ce qui a été fait jusqu'ici, grâce notamment au croisement des méthodes qualitatives (entretiens) et quantitatives (base de données), et d'apporter une pierre que nous considérons comme originale au débat sur la prétendue « crise » de cette discipline,

[43] I would like to thank everyone at the BSA, John Holmwood and all the sociologists who agreed to do an interview with me for this chapter. I am grateful for their help and guidance.

au XXIe siècle. Si crise finalement il y a, nous démontrerons qu'elle n'est pas propre à la Grande Bretagne et qu'elle est davantage rêvée que réelle.

I. Une sociologie trop fragmentée dans les années 90 ?

Sur le plan institutionnel, la sociologie britannique semble donc dans une situation difficile au sortir des années 90. D'un point de vue intellectuel, cependant, elle n'en est pas moins vivace : Giddens, Runciman ou Goldthorpe sont de grands noms qui restent associés aux années 80, une des plus productives en terme, notamment, de théorie sociologique.

Les années 90 s'annoncent bien comme un nouveau départ pour la sociologie britannique, mais c'est bien sur la condition d'un temps de bilan nécessaire et clairvoyant, qui seuls lui permettaient de se reconstruire. On peut effectivement parler d'un nouveau début car avec la démission de Margaret Thatcher, en 1992, l'état financier et la réputation de la discipline s'améliorent indubitablement. C'est par ailleurs un temps de bilan car, en premier lieu, dès 1989 le University Grants Committee produit un bilan institutionnel et financier de la discipline (Westergaard et Pahl, 1989 : 383) qui décrit notamment la sociologie comme de plus en plus interdisciplinaire et manquant de formation méthodologique.

En second lieu, et la même année en septembre, le *British Journal of Sociology* publie un numéro spécial à forte valeur symbolique, et qui porte sur « Sociology in Britain » (Numéro 40/3, septembre 1989) dont nombreux articles traitent de ses développements et de son état.

Enfin, nous tenons à souligner que la Grande Bretagne n'est pas un cas paticulier puisque l'état de questionnement de la discipline dans les années 90 est tout aussi important aux Etats-Unis. Un numéro spécial de *Society* (Novembre/Décembre 1992) y est consacré ainsi qu'un ouvrage édité par Stephen Cole (2001) reprenant huit essais parus en 1994 dans *Sociological Forum* et dont le titre est sans équivoque : « What's wrong with sociology ? ». Globalement, donc, la perception de la sociologie est plutôt négative dans les années 90, mais il en va de même aux Etats-Unis s'il l'on en juge par les contributions de Moon (2010), Halsey (1989) et Becker (1992).

Claire Moon tout d'abord, la BJS Review Editor, est en effet revenue sur l'état de la sociologie dans les années 1990 dans un numéro spécial du BJS en 2010. Elle soulignait alors les quatre grands échecs de la sociologie, dans le monde comme en Grande Bretagne, qui la caractérisaient à l'époque et qui sont peut-être encore d'actualité : d'abord, la sociologie était devenue une science caduque (« obsolete ») devant son échec à prévoir les grands changements sociaux du monde occidental dans les années 70 et 80 (l'embourgeoisement de la classe ouvrière, la modernisation des pays asiatiques et l'échec du communisme en tant qu'idéologie) et à faire varier ses théories pour coller à ces changements. Cela a mené les sociologues à se satisfaire d'un « jargon » incompréhensible et les a empêchés de toucher un public plus large que les universitaires eux-mêmes. Deuxièmement, la sociologie souffre dans les années 90 de sa fermeture sur elle-même ou de son esprit de clocher (« parochialism ») d'une part en favorisant l'ethnocentrisme et d'autre part en restant sourde aux méthodologies et idéologies des disciplines concurrentes, se focalisant sur le Marxisme. Troisièmement, la sociologie souffre de sa division en de multiples sous-disciplines, comme la démographie, la criminologie et la sociologie de la famille par exemple, qui ne partagent plus guère de thématiques ou de principes méthodologiques, et surtout pas un héritage intellectuel commun. Enfin, la division de la famille des sociologues est également idéologiques tant les oppositions sont importantes et tranchées, du fait notamment de l'engagement politique de ses acteurs. La

réputation de la sociologie reste donc tout aussi mauvaise qu'un siècle auparavant et a conduit, selon l'auteur, à un déclin inévitable dans de telles conditions de déchirements internes. (Moon, 2010 : 261-3)

Sa conclusion est dès lors sans appel : non seulement la sociologie souffre de fragmentation dans les années 90, mais en plus ces critiques resteraient valables en 2010, au moment de reprendre et republier cet article. Ce qui caractériserait la sociologie des années 90 c'est la division institutionnelle et sa fragmentation intellectuelle : « In fact, the fragmentation of the discipline has, arguably, accelerated in the interim with new fields of enquiry, research clusters, and institutional units underscoring already existing divisions. We cannot, then, breathe a collective sigh of relief and consign the 1990s to history. » (Moon, 2010 : 263)

Il n'est toutefois pas certain que ce jugement soit encore pertinent à l'aube du XXIe siècle. Cependant, il est indéniable que, dans les années 90, ce diagnostic soit partagé par de nombreux analystes dans les années 90. L'un d'entre eux, et non des moindres, est Howard Becker. Becker (1992) se plaint alors de ce que la sociologie soit trop fragmentée en sous-disciplines, aux dépens de son unité objective et méthodologique : « Sociology in the 1990s is so hopelessly fragmented that it is increasingly difficult to define its subject matter and to find a common voice in the babel of competing theories and specialties. » Il ajoute encore que cet état de fait, la désorganisation institutionnelle de la sociologie, est un encouragement aux attaques de « beleaguered administrators looking for vulnerable targets for budget cuts in this recessionary period. » (Becker, 1992 : 70) Selon l'auteur, cette fragmentation a pour cause des impératifs administratifs et budgétaires qui favorisent les sous-spécialités de la sociologie au détriment de l'unité de la discipline générale ; mais elle serait due également à l'absence « d'ancêtres communs ».

Selon lui, dans les années 90 aux Etats-Unis, les départements de sciences sociales pêchent par des orientations relevant avant tout du marketing, vendant aux étudiants des profils de carrière en sociologie comme le font les écoles de commerce qui vendent des diplômes spécialisés en finance, en marketing ou en gestion : cette orientation stratégique a poru corollaire une véritable dilution des frontières de la sociologie, ne permettant plus de l'identifier clairement. (ibid. : 73) Cette croissance tous azimuts et la différenciation inhérente au phénomène font que la sociologie est devenue « a discipline in name only, whose members have fewer common ancestors than they did twenty years ago, fewer common concepts, less to talk about and less language to talk about it with. » La conclusion de Becker est là encore sans appel : « No one person or group can now claim to speak for the entire discipline. Fragmentation of the discipline has gone too far for that. » (ibid. : 71)

Cette conclusion plutôt pessimiste sur la situation de la sociologie dans les années 90 nepermet pourtant pas de conclure à une « crise » de la discipline, crise qui connaîtrait son paroxysme au Royaume-Uni. D'une part, il n'est pas certain que cette fragmentation soit négative en soi : ce n'est pas parce que les sous-spécialités se développent que la sociologie perd de sa force, même si cette fragmentation laisse en effet apparaître des déviations et un manque de coordination entre départements au détriment de la sociologie générale. D'autre part, Becker décrit assez largement le système universitaire plus spécifiquement américain où les universités sont largement privées et où les étudiants, les « undergraduates » qu'il critique notamment dans son article pour leur faible niveau de conanissances théoriques autant qu'empiriques, sont avant tout des « clients » qu'il faut séduire avec des diplômes-produits d'appel. Il n'est pas certain que la situation soit identique en Grande Bretagne. Enfin, Becker

est connu pour être assez critique à l'égard de la sociologie et des universités ce qui n'adoucit pas forcément son point de vue.

Il est donc plus pertinent de se pencher sur un auteur « typiquement » britannique, qui analyse sans doute plus objectivement et plus clairement la situation propre à la Grande Bretagne : Halsey (1989) propose ainsi une analyse plus mesurée des perspectives pour la sociologie en Grande Bretagne à l'époque, et qu'il intitule à l'époque plus sobrement « a turning of the tide » (« un changement de vague »).

Halsey commence par rappeler l'importance de l'engagement disciplinaire pour les sociologues dont « l'engagement professionnel » s'avère crucial « at a time [1989] when dispute grumbles and rumbles on over the place of sociology in British intellectual and academic life. » En effet, d'après lui, la place de la sociologie a été très largement critiquée au cours des années 80 par les conservateurs et son article débute par un bilan des obstacles qui se sont dressés devant elle : le manque de soutien du gouvernement envers l'enseignement et la recherche sociologiques, la faiblesse budgétaire de l'ESRC, la difficulté à appliquer le principe du « client décideur » (client to contractor policy), ou encore le manque d'enthousiasme et de reconnaissance dans l'opinion publique pour la sociologie. A la fin des années 80, remarque Halsey, « contemporary sociologists are unloved in a cold climate. » (Halsey, 1989 : 353) Finalement, et à la suite de Claire Moon, l'auteur déplore que « la signification de la sociologie reste largement contestée » en dépit du succès d'auteurs tels que Anthony Giddens, Ernest Gellner, Gary Runciman ou Steven Lukes. (ibid. : 354) Cependant, contrairement à la sociologie américaine, Halsey s'enthousiasme pour l'idée que « la sociologie [sera] internationale ou ne [sera] pas » en mettant en avant le fait que sur les 468 étudiants postgraduates en sociologie en Grande Bretagne en 1987-88, 39% venaient de l'étranger – bien que ce nombre d'étudiants reste très faible (moins de 1% de tous les étudiants postgraduate en Grande Bretagne). (ibid. : 355)

En dépit du fait qu'elle connaît une nette amélioration sur le plan de son organisation depuis les années 60, la sociologie reste une discipline « sous-alimentée » en forces vives. C'est sans doute dû en premier lieu au fait que que les universités soient largement publiques en Grande Bretagne, contrairement aux Etats-Unis. Mais également du fait que les polytechnics (l'équivalent des IUT français) ne soient pas considérées comme des universités (elles ne le deviennent qu'en 1992) alors qu'elles contribuent largement à la recherche et à l'enseignement de la sociologie à l'époque : le nomre d'étudiants en sociologie ne peut que paraître si faible. C'est un premier point qui aggrave, mais relativise, la position de la sociologie dans les années 90 par rapport au bilan de Becker. Deuxièmement, Halsey souligne le fait que si l'autonomie de la sociologie semble désormais bien instituée au niveau mondial (il faut rappeler l'existence de l'ISA, de l'AISLF, de l'European Sociological Association, de l'ASA, etc.), paradoxalement, elle ne semble pas encore l'être en Grande Bretagne : « In Britain, however, its official unpopularity is greater while its penetration into medecine, law, history and management studies is deeper. » (Halsey, 1989 : 356) Le problème semble, d'après lui, être devenu typiquement britannique.

Le paradoxe entre une sociologie largement acceptée à l'international au sein d'institutions et de revues de qualité, et une discipline encore dominée et dénigrée dans l'opinion publique en Grande Bretagne est donc frappant. Mais le problème de la « fragmentation » de la discipline ne semble pas se poser dans les mêmes termes qu'aux Etats-Unis. En effet, pour Halsey, cette fragmentation se présente à l'époque comme une « force invisible » plutôt que comme une contrainte. C'est une force, d'abord, qu'il voit comme une multiplication du « point de vue

social » dans différentes disciplines auparavant vues comme concurrentes (le droit, l'histoire, l'économie). Mais elle est invisible car, comme il le note, cela a pour conséquence que les sociologues ne sont pas reconnus comme tels mais accueillis par d'autres disciplines, ce qui conduit aux aspects négatifs de la fragmentation car le dialogue entre différentes sous-disciplines devient plus difficile : « The best sociologists [are] likely to be labelled something else [in this country] […], succesful sociologists are awarded other disciplinary titles. » (Halsey, 1989 : 356-7)

Au début des années 90 la sociologie reste donc au début des années 90 ce qu'elle a toujours été depuis qu'on a commencé cette histoire en 1904, une « discipline invisible » – et cela est d'autant plus frappant que la Grande Bretagne fut l'une des premières nations à connaître le développement d'une discipline sociologique, bien qu'elle n'ait jamais « germé » aux yeux de tous, semblant prendre racine dans une terre qui lui reste « obstinément hostile. » (ibid. : 357) Sa conclusion est alors à l'opposé de celle de Becker : ce « jargon apart, it seems to me that the language of sociology has gained in power over the past two decades. A battery of concepts is now available as an integrated vocabulary for the analysis of collective human life ». Ce qui doit s'interpréter positivement : pour lui cela dénote le fait que ces avancées marquent celles d'une sociologie qui a mûri dans sa capacité à servir la profession et la société dans laquelle elle se développe. (Halsey, 1989 : 357, 359)

Nous avons donc brossé un tableau rapide et schématique de l'état de la sociologie tel qu'elle est perçue dans les années 90 et qui révèle une triple ambivalence : affaiblie institutionnellement au cours des années 80 mais grandie théoriquement, fragmentée mais puissante, privatisée mais organisée. Son vocabulaire s'est étendu, et si en effet la sociologie est en effet devenue pour Becker une véritable « tour de Babel » elle a néanmoins bénéficié de la « publicisation » de certains de ses concepts dans la perspective d'une sociologie publique (Burawoy, 2005).

II. L'analyse quantitative de la sociologie britannique contemporaine (2001-2014) à travers ses trois grandes revues : *BJS*, *SGR*, *Sociology*

1. Introduction : trois questions

Toutefois, il serait coupable d'en rester à un bilan purement spéculatif et abstrait de l'état de la sociologie (britannique) contemporaine. D'une part, elle a évolué depuis les années 90 et il s'agit de comprendre ses évolutions, tant dans pour sujets d'étude que pour ses acteurs et institutions. En effet, il apparaît clairement que la société a été bouleversée depuis, notamment par la mondialisation, et il serait surprenant que la sociologie ne reflète pas cet état de fait. D'autre part, il s'agit d'estimer dans quelle mesure ces changements ont été ressentis dans la sociologie écrite en Grande Bretagne.

De nombreuses questions se posent sur la sociologie britannique contemporaine mais il est possible d'en poser trois : 1) la sociologie britannique est-elle une sociologie d'amateurs ? 2) la sociologie britannique est-elle, comme on l'entend souvent, une sociologie empiriste ? et 3) la sociologie britannique est-elle, comme on pourrait le penser, insulaire ou provinciale (« parochial ») ?

Répondre à ces trois questions permettra d'envisager la sociologie britannique contemporaine sous trois perspectives communément admises (des stéréotypes auxquels nous avons-nous-même parfois contribué au cours de cette thèse, même si des éléments empiriques et

historiques ont été amenés au cours de l'argumentation dans les chapitres précédents), de fonder ces points de vue sur des éléments empiriques concrets et, surtout, de discuter de l'existence ou non de sa « tradition nationale » qui serait marquée par l'amateurisme, l'empirisme et le provincialisme. Par provincialisme, il faut entendre une division en chapelle qui s'oppose à l'universalisme prétendu de la sociologie.

2. Historiographie et limites

Comment obtenir une image fidèle, si possible empirique, de ce à quoi ressemble la sociologie britannique aujourd'hui ?

Plusieurs solutions sont possibles :

1) Faire une histoire de la sociologie contemporaine à travers ses œuvres récentes et le fonctionnement de ses institutions. Cela s'est fait par exemple à travers le travail de Jennifer Platt (1998, 2002, 2003) qui s'intéresse à la BSA et à l'ISA. C'est un travail extrêmement instructif car à travers les institutions se reflètent les débats et l'organisation de la discipline. Mais cela nécessite un accès aux archives des institutions concernées.

2) Observer les manuels de sociologie. C'est par exemple le travail de Schrecker (2008), Platt (2008) ou Scott (2014). Cela permet de faire une comparaison entre pays dans le premier cas, ou une comparaison chronologique dans les deux derniers cas. C'est un travail intéressant même si le fait que ces manuels soient rédigés de façon littéraire empêche une véritable perspective de comparaison empirique. Par ailleurs, les critères de choix des manuels sont complexes (nombre de ventes ? nombre d'éditions ? importance de leur auteur ?). Mais cela permet de mettre en avant les différences entre pays ou entre époque et de souligner l'existence ou non de similarités dans les thèmes et grands débats évoqués dans ces manuels.

3) Interroger ses acteurs contemporains. C'est là qu'on observe une absence surprenante dans la littérature. A notre connaissance, il n'y a pas d'article en sociologie qui traite de la sociologie comme d'une discipline « humanisée » et menée par des chercheurs et enseignants qui la font vivre et qui ont des choses à dire sur elle. Evidemment, la recherche sur entretiens avec des sociologues a des limites car elle reste très souvent qualitative. Mais on peut en apprendre beaucoup en interviewant des sociologues contemporains, qu'ils soient connus ou non. Ce sera l'objet de notre III qui se base sur N=11 entretiens avec des sociologues britanniques pour la plupart actuellement membres de la BSA.

4) Utiliser les revues scientifiques à disposition dans le champ sociologique. C'est sans doute la technique la plus pratique et la plus pertinente pour traiter des problématiques, méthodes et objets de la sociologie contemporaine. En effet, les revues sociologiques nous présentent la « frontière scientifique » d'une discipline et le fait que les articles soient soumis à des comités de lecture assurent de leur qualité et de l'inscription dans le champ de leurs auteurs. Vanderstraeten (2010) souligne d'ailleurs que les revues scientifiques spécialisées jouent un rôle clé dans la construction d'une discipline car elles assurent d'un côté les valeurs partagées par la communauté des chercheurs et d'autre part garantissent les savoirs produit par la communauté. Par ailleurs, l'accès aux revues est désormais facilité par des sites Internet comme Cairn, Persée ou Sociological abstracts. C'est la méthode retenue par Platt (2007) par exemple pour estimer l'impact des femmes dans la sociologie britannique. Cela permet de mesurer facilement les phénomènes qu'on veut mettre en avant. C'est la méthode qu'on a choisie.

Ainsi, afin de parvenir à répondre aux trois questions susmentionnées, qui sont des hypothèses de travail, nous allons étudier quantitativement le contenu de trois grandes revues sociologiques britanniques entre 2001 et 2014 : *The British Journal of Sociology*, *Sociology* et *The Sociological Review*. Les dates choisies l'ont été pour des considérations pratiques (elles représentent le XXIe siècle, s'étendent jusqu'à nos jours et pourront donc nous fournir une bonne image de ce qu'est la sociologie britannique contemporaine) et historiographique. En effet, plusieurs analyses des revues britannique ont déjà été proposées : celle de Collison et Webber (1971), celle de Halsey (2004) et plus récemment celle de Crothers (2011).

L'article de Collison et Webber (1971) se voulait une analyse de ces trois revues pour la période 1950-70 afin de dessiner les contours de la sociologie britannique via ses auteurs. Les auteurs furent des pionniers dans ce type de recherche et leurs résultats, qui croisent les origines institutionnelles des contributions avec les membres de la BSA, montrent que la sociologie britannique est largement portée par des hommes, âgés, qui proviennent avant tout d'universités, les plus en vues à l'époque comme Cambridge et Leicester avec une perte de vitesse de la LSE et de Liverpool. (Crothers, 2011 : 2) Mais leur analyse s'attardait beaucoup plus sur l'aspect institutionnel des publications plutôt que sur leur contenu (avec N=765 articles étudiés sur la période), même s'ils observaient déjà que la théorie sociologique, la sociologie de l'éducation et la sociologie politiques comptaient parmi les pôles de recherche les plus importants (Collison et Webber, 1971 : 523, 540). Ce travail fut une première dans la littérature sur le sujet et c'est de leur démarche que nous nous sommes inspirés.

Ce travail pionnier n'a pourtant pas fait beaucoup d'émules. Il faut attendre les années 2000 pour retrouver un intérêt de la communauté pour les études du contenu des revues, pourtant fort intéressantes pour la recherche et pour la communauté sociologique puisque c'est entre autres ainsi, par la sociologie de la sociologie, qu'elle prend conscience d'elle-même et de sa définition. C'est dans cette configuration qu'Halsey (2004 : 183-194) a proposé une nouvelle étude plus poussée des trois revues sociologiques britanniques principales. D'abord, il s'intéresse à la période la plus longue possible : de 1908 à 2000. Ensuite, il propose une étude des thèmes, des idéologies et des méthodes utilisées par les articles. Cela l'amène à proposer des schémas très intéressants sur l'apparition ou la résurgence des thèmes de la sociologie britannique au cours de son histoire. On observe en effet que 54% des articles sur la période n'utilisent que de la théorie (ibid. : 189) ou que la sociologie du genre, la théorie sociologique et la stratification sociale sont les trois thèmes les plus abordés en cette fin de siècle (ibid. : 185) :

Champ	**1910-40**		**1950-70**		**1975-85**		**1990-5**		**2000**		**Total**	
	%	**Rang**	**%**	**Rang**	**%**	**Rang**	**%**	**Rang**	**%**	**Rang**	**%**	**Rang**
Social Theory	15	2	17	3	24	1	25	2	31	1	23	1
Stratification	3	8	31	1	22	2	24	3	14	5	22	2
Political sociology	21	1	10	6	16	5	24	3	25	2	19	3
Economic organization	9	4	12	5	19	4	17	5	16	4	16	4
Gender	3	8	3	9	9	7	28	1	24	3	15	5
Occupations	6	5	19	2	20	3	12	8	7	7	15	5

Education	6	5	15	4	8	8	8	7	13	6	10	7
Religion	15	2	7	8	11	6	6	9	4	8	8	8
Social policy	6	5	8	7	4	9	7	8	4	8	6	9

Tableau 1. Les champs les plus importants de la sociologie britannique d'après l'analyse des articles tirés de la *Sociological Review*, du *British Journal of Sociology* et de *Sociology* entre 1910-2000
(tiré de Halsey, 2004 : 185)

Pour des raisons scientifiques (cumulation du savoir) tout autant que pratiques (réutilisation de la méthode), nous avons été amené à utiliser la grille thématique utilisée par Halsey pour notre propre travail entre 2001 et 2014. En effet, d'une part le travail de Halsey s'arrête en 2000 ce qui laisse la voie ouverte à l'étude de ce qui suit, et d'autre part il était plus simple de réappliquer une méthode qui existe, en dépit de modifications profondes. Enfin, Halsey utilise une base de seulement N=371 articles de plus de dix pages entre 1910 et 2000 puis N=649 après 1975 (Halsey, 2004 : 245-6), ce qui est relativement peu bien qu'exigeant un travail de lecture rigoureux et long tandis que nous nous sommes limités à l'étude de N=1565 « abstracts » d'articles entre 2001-14. Toute la période a été exhaustivement couverte pour les trois revues dans notre cas, ce qui apporte un supplément de précision et d'information important.

Il faut également mentionner l'étude incontournable que Charles Crothers (2011 : 3) a proposé en « content analysis » des revues britanniques avec une classification différente de Halsey (2004) et en prenant la période de 1966 à 2010. Il parvient à classer N=3500 articles des trois revues. C'est donc une recherche apparemment exhaustive sur les revues entre 1966 et 2010. Toutefois, sa classification est très complexe et ses résultats finalement peu lisibles car il utilise le modèle du site Sociological Abstracts sans le modifier (voir Tableau 2 ci-dessous pour le détail). Sa méthode a consisté à utiliser le classement opéré par le site Proquest CSA Sociological Abstracts depuis 1953 et modifié au fil du temps de manière « ad hoc » pour couvrir tous les champs évoqués.[44]

Mais d'une part cette classification n'est pas adaptée à tous les articles. D'autre part, il n'a pas utilisé comme nous les résumés d'articles et ne les a pas non plus lus. Il s'est borné à enregistrer les thèmes assignés par la base de données Sociological Abstracts sur Internet qui, même si le site est une référence, restent imprécis. Ce n'est donc pas une connaissance de la sociologie contemporaine de première main. Enfin cette classification, comme le reconnaît l'auteur lui-même, ne permet plus d'étudier la période qui suit 2006 car « their new formatting prevents easy updating for more recent articles of their classification of fields. Hence the analysis stops in 2006 […] which could be more readily updated up to 2010 » (Crothers, 2011 : 3). Voilà un argument pour le moins cavalier…

Voici les résultats obtenus par l'étude de Crothers (2011) grâce à l'aide de la base de données Sociological Abstracts :

[44] Voir le détail et l'explication à http://www.csa.com/factsheets/socioabs-set-c.php, consulté le 23 juillet 2014.

Table 3 Classifications (multiple responses)**[illegible]**: up to 2006

	% of Responses	% of Cases
Methods	3.2	3.5
History:theory	15.3	17.o
Practise	1.8	2.0
Policy etc	.6	.7
Radical	.7	.8
Social Psychology	2.6	2.9
Cultural	2.0	2.2
Network	.8	.8
Organisations	1.9	2.1
Social Change	1.6	1.8
Macro-sociology	1.4	1.5
Mass Behaviour	1.5	1.7
Opinions:communications	1.5	1.7
Leisure:sports	1.8	2.0
Transport	0	0
Political	5.8	6.4
Economic	12.7	14.1
Military	.4	.4
Group interactions	2.6	2.9
Stratification	7.8	8.7
Feminist:gender	3.8	4.2
Rural	.6	.6
Urban	1.3	1.4
Community:regional	.6	.6
Environmental	.4	.5
Language:arts	1.9	2.1
Education	3.9	4.3
Religion	2.5	2.8
Social Control	3.2	3.6
Violence	.3	.4
Knowledge	1.1	1.3
Science	2.7	3.0
Demography:human biology	1.5	1.6
Family:socialisation	5.9	6.5
Health:medicine	2.5	2.7
Social problems:welfare	1.6	1.8
Poverty	.3	.3
Total responses	100.0	111.3

Tableau 2. Résultats de Crothers (2011 : 6)

Observons que ce tableau est relativement difficile à lire car les catégories sont très nombreuses, parfois non-significatives vu leur pourcentage, et trop complexes. En ce qui concerne la sociologie contemporaine, Crothers (2011 : 5-6) est donc obligé d'arrêter sa classification en 2006. On ne sait donc pas ce qui se passe depuis 2006, ce qui nous laisse, là encore, une marge d'apport important dans la recherche sur les revues.

3. Méthodologie

En s'inspirant de ces trois modèles, nous avons donc mis en place une étude du contenu de trois revues sociologiques généralistes britanniques entre 2001 et 2014: la *Sociological Review* nouvelle série commencée en 1953, le *BJS* créé en 1951 et *Sociology* fondé en 1967. On suppose qu'il est possible de les considérer comme représentatives représentatives de la sociologie *britannique*, ou tout du moins de la sociologie *en Grande Bretagne* ; les deux expressions n'étant pas forcément synonymes comme on le verra. En effet, une des questions qui se pose est de savoir si la sociologie publiée en Grande Bretagne représente la sociologie britannique typique ou bien une sociologie plus globale.

Pourquoi avoir choisi ces trois revues ? D'abord, parce que ce sont les plus anciennes et les mieux installées dans le champ sociologique. Ensuite parce que ce sont les revues les plus renommées et reconnues en Grande Bretagne. Puis parce qu'elles sont disponibles facilement en ligne. Enfin parce qu'elles sont généralistes et donc plus susceptibles de représenter la sociologie générale. Nous avons donc pour toutes ces raisons décidé d'écarter des revues plus récentes comme *Work, Employment and Society* (publiée par la BSA) et *Sociological Research Online*, ou plus spécialisées comme *Cultural Sociology*.

Comment avons-nous procédé ? Nous avons pris les trois revues une à une et lu le résumé (« abstract ») de chaque article original avant de le classer en fonction des informations données. Entre 2001 et 2014, cela donne un nombre d'article indiqué dans le tableau ci-dessous :

	Nombre d'articles 2001-2014
British Journal of Sociology	441
Sociology	695
Sociological Review	429
Total N=	1565

Il est important de noter que seuls les articles originaux ont été comptés : ont été exclus les recensions, les introductions, certaines réponses à des débats qui ne disposaient pas de résumé et apportaient peu d'informations sociologiques, les notes aux contributeurs, les articles retirés de certaines revues, etc.

Pour organiser les articles nous avons utilisé une version modifiée de la classification proposée par Halsey (2004) qui avait le mérite d'utiliser un plus petit nombre de catégories que celle de *Sociological Abstracts* et d'être plus simples. Toutefois, la classification initiale ayant été élaborée pour classer des articles de 1910 à 2000, il a fallu la modifier pour y faire entrer de nouvelles catégories plus adaptées à la production sociologique contemporaine. Ainsi par exemple, la sociologie des émotions fait-elle une entrée fracassante dans la sociologie contemporaine (c'est l'« affective turn » de la sociologie des années 2000) alors qu'Halsey n'avait pas du tout de catégorie spécifique pour y classer les articles s'y référant.

Voici donc la classification originale exhaustive de Halsey (2004) avec nos ajouts en majuscule et entre crochets :

Ageing - includes generations, gerontology, the elderly [+ DEATH]

Biology and behaviour
Sociology of the body [+ EMOTIONS] [+ DISABLED] [+ SLEEP]
Comparative sociology
Consumption [+ SOCIOLOGIE DE L'ALIMENTATION]
Culture - includes museums, music [+ FASHION]
Demography - includes migration [+ IMMIGRATION] [+ GLOBALIZATION]
Economic organization - includes industrial relations, political economy, development theory [+ SOCIO DE LA FINANCE]
Education - includes universities
Ethnicity and race [+ POST/COLONIAL HISTORY] [+ NATIONALS]
Family - includes marriage, divorce [+ FRIENDSHIP]
Gender - also includes masculinity [+ SEXUALITY]
Health and medicine - includes deviance and labelling 'in terms of mental health', addiction, accidents, death
History of sociology - includes the contemporary state of sociology, the future of sociology [+ SOCIO DE LA SOCIO]
Sociology of knowledge
Law and crime [+ VIOLENCE] [+ SOCIOLOGIE DU DROIT] [+ MILITARY] - includes deviance and labelling connected with law breaking behaviour or perceptions of potential criminality or recidivism, prisons, the police, punishment, crime prevention, surveillance
Leisure - includes tourism [+ TIME] [+ DATING]
Methods - includes practical issues concerning research methods, research ethics, problems of method, discussion of perceived methodological flaws in sociological research
Media and communication - includes television, censorship [+ INTERNET]
Occupations - specific to particular occupations and professions (not occupational scales, which are classified under stratification/social differentiation) [+ EMPLOYMENT] [+ LABOUR MARKET]
Organizational theory - includes state level (bureaucracy, corporatism) and macro level (individual company structures and management schemes)
Political sociology - includes political theory, nationalism [+ CITIZENSHIP]
Religion - includes paranormal behaviour/beliefs
Rural sociology
Science and technology [+ SOCIOLOGIE DES SCIENCES]
Social anthropology [+ ETHNOGRAPHY]
Social geography [+ ENVIRONMENT] - includes ecological sociology and environmentalism, regional sociology and planning (rural planning is classified as 'social geography' and 'rural'), community studies
Social history
Social movements [+ SOCIO DES CONFLITS]
Social policy
Social psychology [+ IDENTITY]
Social theory - theoretical papers that do not use or discuss the use of sociological data
Sociological theory - theoretical papers that use or discuss the use of sociological data
Social welfare - includes social work [+ CARE] [+ POVERTY]

Sociology of sport
Stratification/social differentiation - includes class, occupational scales, mobility [+ SOCIAL NETWORKS]
Urban sociology - includes town planning [+ ARCHITECTURE]
Youth [+ CHILDREN]

Tableau 3. Classification des articles pour notre base de données 2001-2014[45]

Chaque article fut classé selon les thèmes auxquels il se rapportait, d'après son résumé. De nombreux articles se rapportant à plusieurs thèmes (par exemple théorie sociologique, genre et jeunesse), ils ont donc été classés une fois par catégorie pertinente (ici trois).

Bien sûr, cette classification laisse une petite place à la subjectivité. En effet, il était matériellement impossible de lire chaque article de fond en comble pour le classer ensuite. Mais il a été possible d'utiliser, pour de nombreuses années concernées, les mots-clés associés aux articles. Ensuite, lorsque cela fut nécessaire et que cela était possible, la lecture partielle de l'article posant problème a été faite pour plus d'assurance. En effet les trois revues fournissent gratuitement les résumés mais non l'accès aux articles complets qui dépendaient d'une inscription payante. Nous avons toutefois pu accéder aux articles du *BJS* et de *Sociology*. Enfin, en cas de doute, la classification de *Sociological Abstracts* a tout de même été utilisée à titre indicatif.

Nous avons ensuite classé les auteurs selon le pays d'origine de leur *institution*, afin de se représenter à quel point la sociologie publiée dans ces trois revues était « britannique » par ses origines institutionnelles. Il a été impossible de classer les *auteurs* selon leur pays d'origine car le nombre d'article est trop faible et le nombre de pays trop grand. De plus, il est impossible de connaître la nationalité des auteurs. Nous avons finalement pu regrouper les institutions selon leur origine : « Royaume-Uni », « Amérique du nord », « Amérique du Sud », « Europe continentale » ou « Asie ».

Les sous-parties suivantes apportent des réponses aux trois questions initialement posées à partir de l'étude quantitative des trois revues entre 2001 et 2014 afin de produire une image éclairante et fidèle de la sociologie britannique contemporaine.

4. La sociologie britannique est-elle amateur ?

Il est habituel de décrire la sociologie britannique, née tardivement, comme étant plus « amateur » que celle d'autres pays, notamment la France, les Etats-Unis ou l'Allemagne. Elle serait produite par une méthodologie plus souple, moins rigoureuse et par beaucoup d'auteurs n'appartenant pas à des universités ou venant de la société civile. Par ailleurs, c'est une image qui est parfois véhiculée par les sociologues britanniques eux-mêmes.

Pour étudier cette hypothèse on peut commencer par observer le classement des revues sociologiques britanniques par rapport aux autres, notamment françaises. Nous allons donc comparer les classements AERES, Red Jasper et Web of Science accessibles en ligne des revues les plus importantes en France et en Grande Bretagne.

[45] La classification initiale proposée par Halsey (2004 : 247-8) a été modifiée par les catégories entre crochets.

Observons d'abord le classement des revues britanniques d'après Web of Science, en reprenant le tableau construit par Crothers (2011 : 5) :

World journal rank	Title	2009 total citations	Impact factor	2009 articles
8	British Journal of Sociology	1473	1.702	27
18	Sociology	1923	1.455	65
24	Work, Employment and Society	897	1.348	42
40	Sociological Review	1031	1.019	60
46	Cultural Sociology	48	0.971	17
94	Sociological Research Online	348	0.667	43

Tableau 4. Classement mondial des revues britanniques en 2009 d'après Crothers (2011 : 5)

On voit que le BJS se classe à la huitième place mondiale des revues de sociologie, suivi par *Sociology* (18e) et la *Sociological Review* (40e) en 2009. Mis à jour, on observe que le *BJS* est classé 22e sur 139 revues en 2012 d'après ISI Journal Citation Reports (Web of Science) avec un facteur d'impact de 1,684 alors que la *Sociological Review* a un impact de 1,220 et *Sociology* est classée 28e sur 139 avec un facteur d'impact de 1,504. En 2012, tirés directement de la base de données ISI Web of Knowledge, on observe ainsi des changements importants dans la hiérarchie :

World Journal Rank / 139	**Journal Title**	**2012 Total Citations**	**Impact Factor**	**2012 Articles**
22	*British Journal of Sociology*	1574	1.684	38
28	*Sociology*	2312	1.504	69
42	*Work, Employment and Society*	1128	1.255	57
73	*The Sociological Review*	1177	0.806	45
88	*Sociological Research Online*	458	0.619	72
106	*Cultural Sociology*	103	0.391	24
111	*Sociologie du Travail*	135	0.341	22
128	*Revue Française de Sociologie*	254	0.137	11

Tableau 5. Classement mondial des revues françaises et britanniques en 2012, d'après leur impact

Les revues françaises ont un faible impact par rapport à leur consœurs britanniques (*Sociologie du Travail* est classé 111e et la *RFS* 128e). Le classement britannique lui a un peu changé par rapport à 2009 : le BJS est rétrogradé à la 22e place (8e en 2009), *Sociology* également (de 18e à 28e) et *Work, Employment and Society* (de 24e à 42e). Cela montre peut-être la montée en force depuis 2009 des autres revues, notamment européennes ou chinoises, qui concurrencent ces revues en langue anglaise. En effet, les facteurs d'impact du BJS et de *Sociology* n'ont pas foncièrement évolué.

Cependant les revues françaises les plus influentes, d'après Piriou et Cibois (2009) sont dans l'ordre la *Revue Française de Sociologie* (RFS), *les Actes de la Recherche en Science Sociale*

(ARSS), *Sociétés contemporaines*, *Politix* et *Sociologie du travail*. Le classement AERES[46] est le suivant et permet de relativiser le classement précédent produit par des anglo-saxons :

Titre de la revue	**Classement AERES**
BJS	A
Sociology	A
Sociological Review	A
Work, Employment and Society	B
ARSS	A
RFS	A
Sociétés contemporaines	A
Politix	A
Sociologie du travail	A

Tableau 6. Classement des revues sociologiques selon l'AERES
françaises et britanniques selon l'AERES (2010)

La France semble donc avoir plus de revues mieux évaluées par l'AERES que la Grande Bretagne. Cependant, il est possible que ce classement soit un peu biaisé par le fait qu'il ait été fait par une institution française et qu'elle ne prend pas en compte certaines revues britanniques (*Cultural Sociology*, *Sociological Research Online*) ce qui empêche de comparer à nombre de revues équivalent.

Enfin, il est toutefois possible de comparer le classement des revues françaises et britanniques à partir du site de Red Jasper[47], avec une méthodologie différente, pour 2010. On observe alors que les revues britanniques sont toujours plus influentes que les revues françaises selon ce classement. On retrouve ces dernières après les 80^{e} sur 100 revues sociologiques, bien que mieux classées que selon Web of Knowledge :

No. / 137	**Journal**	**Rank**	**JII**	**PII**	**B2**
24	*BRITISH JOURNAL OF SOCIOLOGY*	2170	1,92	66,85	2,76
33	*SOCIOLOGY-THE JOURNAL OF THE BRITISH SOCIOLOGICAL ASSOCIATION*	2822	2,71	49,42	2,04
48	*SOCIOLOGICAL REVIEW*	4240	1,05	26,09	1,69
54	*WORK EMPLOYMENT AND SOCIETY*	4452	0,90	23,78	1,99
84	*CULTURAL SOCIOLOGY*	6855	0,13	7,10	
85	*SOCIOLOGICAL RESEARCH ONLINE*	6883	0,25	6,93	0,48
86	*REVUE FRANCAISE DE SOCIOLOGIE*	7048	0,18	6,25	0,46
96	*SOCIOLOGIE DU TRAVAIL*	8079	0,06	2,60	0,27

[46] Le classement des revues par l'AERES est disponible à http://www.aeres-evaluation.fr/content/download/13044/181979/file/Liste_revuesSHS_vagueD2009-2012.pdf consulté le 4 juillet 2014.

[47] http://journal-ranking.com/ranking/listCommonRanking.html?selfCitationWeight=1&externalCitationWeight=1&citingStartYear=1901&journalListId=440, consulté le 4 juillet 2014.

Tableau 7. Classement mondial des revues sociologiques françaises et britanniques d'après Red Jasper (2010)

La catégorie « Rank » indique la place de la revue par rapport à toutes les disciplines, le JII est le « Journal Influence Index » qui est l'équivalent du facteur d'impact, le PII est le « Paper Influence Index » c'est le JII divisé par le nombre d'articles et multiplié par 1000, B2 représente le facteur d'impact ISI c'est-à-dire le nombre moyen de citations reçues par des articles publiés dans la revue au cours des deux années précédentes (2008 et 2009).

L'avantage de ce classement, outre qu'il est accessible gratuitement et librement en ligne, c'est qu'il permet de comparer toutes choses égales par ailleurs les revues britanniques et françaises. On observe comme souvent que les revues françaises sont mal classées voire pas classées du tout dans les classements mondiaux du fait de leur faible notoriété et de leur impact hors des frontières nationales. Bien que facilitées par l'usage de la langue anglaise, les revues anglaises restent mieux classées et que ce classement est indicatif de tendances de la recherche au niveau mondial.

Cette comparaison, quoique limitée, permet de montrer en tout cas que l'organisation académique de la sociologie britannique en termes de publication est toute aussi professionnelle que celle en vigueur en France, au moins.

Un autre facteur d'organisation et de professionnalisme visible est celui de l'organisation institutionnelle de la sociologie autour d'associations nationales. Ainsi la BSA, créée en 1951, est une organisation professionnelle de la sociologie de même que l'Association française de sociologie (AFS) fondée en 2002, prenant la suite de la Société française de sociologie fondée en 1962 notamment par Henri Mendras (Secrétaire), Gabriel Le Bras (Président) et Raymond Aron (Vide-Président).[48]

Toutefois, là où la BSA dispose d'une équipe de 13 personnes à plein-temps pour organiser leurs conférences annuelles (à Londres en 2013, à Leeds en 2014, à Glasgow en 2015 – voir l'Annexe 3) qui attirent près de 1000 personnes chaque année et pour publier trimestriellement leurs revues *Sociology*, *Work, Employment and Society* et leur publication interne *BSA Network*, l'AFS dispose d'une lettre électronique mensuelle, d'une conférence bi-annuelle qui rassemble environ 1300 personnes et d'une revue spécialisée *Socio-Logos*, certes beaucoup moins influente que *Sociology*. (Ferrand-Bechmann, 2014) Enfin, là où la BSA compte 2500 membres dont 700 étudiants postgraduates, l'AFS n'en compte que 1300.[49] Elle reste encore largement moins professionnelle que la BSA. Enfin, aujourd'hui, il y a plus du double d'étudiants en sociologie en Angleterre qu'en France (24000 contre 12000 en France). (Schnapper, 2005 : 112)

Tous ces arguments empiriques tendent à relativiser très fortement l'idée d'un amateurisme de la sociologie britannique par rapport à la sociologie française, notamment. Son développement est extrêmement important. Il serait utile de poursuivre la comparaison en

[48] 'La Société française de Sociologie' (1963), *Revue française de sociologie*, 4, 1, 63-64, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1963_num_4_1_7115, consulté le 4 juillet 2014.

[49] Les données sont tirées des deux institutions à http://www.britsoc.co.uk/join.aspx et http://www.afs-socio.fr/PresentationAFS, consultés le 4 juillet 2014.

l'étendant au contenu des revues entre elles pour savoir à quel point les thèmes et institutions d'origine varient.

5. La sociologie britannique est-elle empiriste ?

La sociologie britannique renvoie comme image celle d'être empiriste, de s'inspirer peu de théorie sociale ou sociologique. Voici les résultats donnés par les N=1565 publications d'articles dans les trois grandes revues britanniques entre 2001-2014 en termes de thématiques :

Catégorie thématique	**Moyenne**	**Codage**
Gender - also includes masculinity	7,75%	BODY
Stratification/social differentiation - includes class, occupational scales, mobility [+ SOCIAL NETWORKS]	6,50%	STRAT
Social theory - theoretical papers that do not use or discuss the use of sociological data	6,21%	TS
Family - includes marriage, divorce	5,37%	FAM
Law and crime [+VIOLENCE] [+ SOCIOLOGIE DU DROIT] [+ MILITARY]	5,32%	SP
Political sociology - includes political theory, nationalism [+ CITIZENSHIP]	5,17%	SP
Occupations	4,75%	SW
Ethnicity and race [+ POST/COLONIAL HISTORY] [+ NATIONALS]	4,43%	BODY
Sociological theory - theoretical papers that use or discuss the use of sociological data	3,94%	TS
History of sociology - includes the contemporary state of sociology, the future of sociology [+ SOCIO DE LA SOCIO]	3,87%	HS
Education - includes universities	3,34%	EDUC
Youth [+ CHILDREN]	3,19%	FAM
Sociology of the body [+ EMOTIONS]	3,11%	BODY
Methods	2,96%	TS
Religion - includes paranormal behaviour/beliefs	2,80%	REL
Health and medicine	2,58%	MED
Social psychology [+ IDENTITY]	2,46%	SS
Consumption [+ SOCIOLOGIE DE L'ALIMENTATION]	2,36%	CONS
Culture - includes museums, music	2,17%	EDUC
Demography - includes migration [+ IMMIGRATION] [+ GLOBALIZATION]	2,16%	STRAT
Economic organization - includes industrial relations, political economy, development theory [+ SOCIO DE LA FINANCE]	2,16%	SW
Ageing - includes generations, gerontology, the elderly	1,96%	STRAT
Social geography [+ENVIRONMENT]	1,64%	AA
Science and technology [+ SOCIOLOGIE DES SCIENCES]	1,62%	SS
Comparative sociology	1,55%	HS
Media and communication - includes television, censorship [+ INTERNET]	1,31%	SO

Social movements	1,29%	REL
Sociology of sport	1,21%	MED
Social welfare - includes social work	1,11%	SW
Urban sociology - includes town planning	1,10%	US
Leisure - includes tourism	0,91%	CONS
Social anthropology [+ ETHNOGRAPHY]	0,87%	AA
Organizational theory	0,78%	SO
Sociology of knowledge	0,76%	SS
Biology and behaviour	0,44%	MED
Social history	0,41%	AA
Social policy	0,27%	SP
Rural sociology	0,18%	AA

Lecture : en moyenne sur les trois revues entre 2001 et 2014, 6,50% des articles ont traité de stratification sociale. Cette catégorie est codée en « STRAT ».

Tableau 8. Classification thématique, moyenne et codage des articles britanniques (2001-2014)

On observe ainsi que sur N=1565 articles, 7,75% traitaient de la sociologie du genre (soit 179 articles), 6,50% de stratification sociale (soit 141 articles) et 6,21% de théorie sociale (soit 132 articles). A la théorie sociale, il faut également ajouter 3,94% d'articles en théorie sociologique (soit 85 articles). Ajoutés, cela correspond finalement à plus de 10% d'articles théoriques publiés au total. S'il est difficile d'interpréter ce résultat brut sans le comparer à d'autres pays, il est important de souligner son importance dans le nombre total de publications. La sociologie britannique contemporaine semble bel et bien être théorique. Il faut enfin souligner que la différence entre théorie sociale et théorie sociologique s'explique, en reprenant la classification de Halsey (2004), en l'utilisation ou non de données sociologiques.

En moyenne, on observe en sus que c'est le *BJS* qui publie le plus d'articles sur la stratification sociale (8,45% contre une moyenne de 6,5% pour les trois revues) et le plus de théorie sociologique (15% contre 9%). *Sociology* publie le plus sur le genre (9,47% contre 7,75%) et sur la méthodologie (6,28% contre 2,96%). Enfin la sociologie de la famille est la mieux représentée dans la SGR (7,24% contre 5,37%).

Mais il est possible d'aller un peu plus loin. Bien que cette classification soit exhaustive, elle est malaisée à lire du fait de trop nombreuses catégories comme dans *Sociological Abstracts* et comme une classification qui n'est pas familière aux chercheurs français. En effet, quid de la sociologie du travail, par exemple ? Certes, elle est recoupée par la catégorie « Occupations », mais pas seulement. Elle devrait intégrer celle de « Economic Organizations » et sans doute même de « Social Welfare (including social work) ». Pour rendre l'organisation plus claire et plus familière aux lecteurs français, nous avons décidé de recoder ce tableau (voir colonne « Codage » dans le Tableau 6) pour mieux coller à la division habituelle des champs de la sociologie. Voici le sens de ce codage et de l'agrégation choisie :

Agrégation des champs	
AA	Histoire sociale, mouvements sociaux et anthropologie
BODY	Sociologie du genre, de l'ethnie et du corps

EDUC	Sociologie de l'éducation, de la culture, du loisir
FAM	Sociologie de la famille
HS	Histoire de la sociologie et sociologie comparative
MED	Sociologie de la médecine, du sport et de la biologie
SO	Gestion, communication
SP	Sociologie politique, du droit et de la violence
SS	Sociologie des sciences, de la connaissance et des techniques
STRAT	Stratification, démographie, âge et générations
SW	Sociologie du travail
TS	Théorie sociale et sociologique, épistémologie, méthodologie
US	Sociologie urbaine

Tableau 9. Signification du codage de la base des N=1565 articles

Ce codage permet d'agréger les thèmes dans des catégories indigènes de la sociologie française. Voici ce qu'il donne une fois représentée cette répartition en fonction des nouvelles catégories :

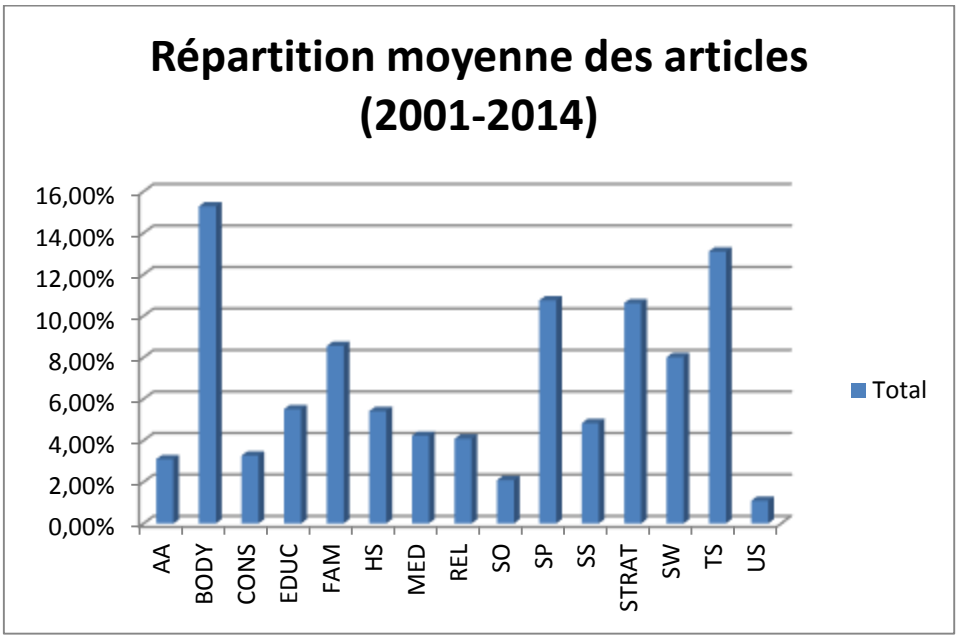


Tableau 10. Répartition des articles selon leur thématique codée

Une fois agrégés, ces résultats sont conformes à ce qu'on attendait : une domination de la sociologie du corps, des émotions, du genre et de la sexualité (BODY) puis de la théorie sociale et sociologique (TS) et de la sociologie politique (SP) au coude à coude avec la stratification sociale (STRAT). La sociologie urbaine (US), la sociologie des organisations (SO) et, dans une moindre mesure l'anthropologie sociale (AA) sont les parents pauvres de ces revues.

Ces résultats sont conformes avec ceux de Halsey (2004 : 185) pour la période 1950-2000. Il note par ailleurs que dans les années 1995-2000, seuls 17% des articles sont quantitatifs et 8% quantitatifs et qualitatifs ce qui fait un total de près d'un quart des articles. Il est donc

fallacieux d'associer une image empiriste à la sociologie britannique en ce début de XXIe siècle, si l'on en juge par ses publications dans les trois plus grandes revues de sociologie.

3. La sociologie britannique est-elle « provinciale » ou insulaire ?

Notre troisième hypothèse concerne l'existence d'une certaine insularité ou provincialisme des revues. Par provincialisme nous entendons l'existence d'une division géographique et intellectuelle du travail, les sociologues britanniques ne s'intéressant qu'à leur propre situation. C'est une des hypothèses que l'on a pu formuler à propos de la période 1904-1950. De nombreux auteurs ont souligné l'aspect peu ouverte sur l'extérieur de la sociologie britannique à l'époque (Platt, 2008 : 176 ; Moon, 2010 : 262 ; Garrett, 1987 : 135). Il est difficile d'en juger pour les périodes avant les années 2000 car peu de travaux ont essayé de déterminer d'où venaient les contributions des auteurs publiés en Grande Bretagne. Seul Crothers (2011 : 5) souligne que 28% des publications dans les trois revues entre 1966 et 2006 n'étaient pas originaires du pays, le *BJS* étant relativement à l'opposé puisque 39% de ses productions étaient écrites hors de Grande Bretagne, 26% pour la *SGR* et 17% pour *Sociology* avec une majorité d'auteurs provenant d'institutions d'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada). Qu'en est-il pour la période contemporaine ?

Voici le graphique produit par la base de données entre 2001 et 2014, donnant la répartition institutionnelle géographique des auteurs selon la revue et en moyenne :

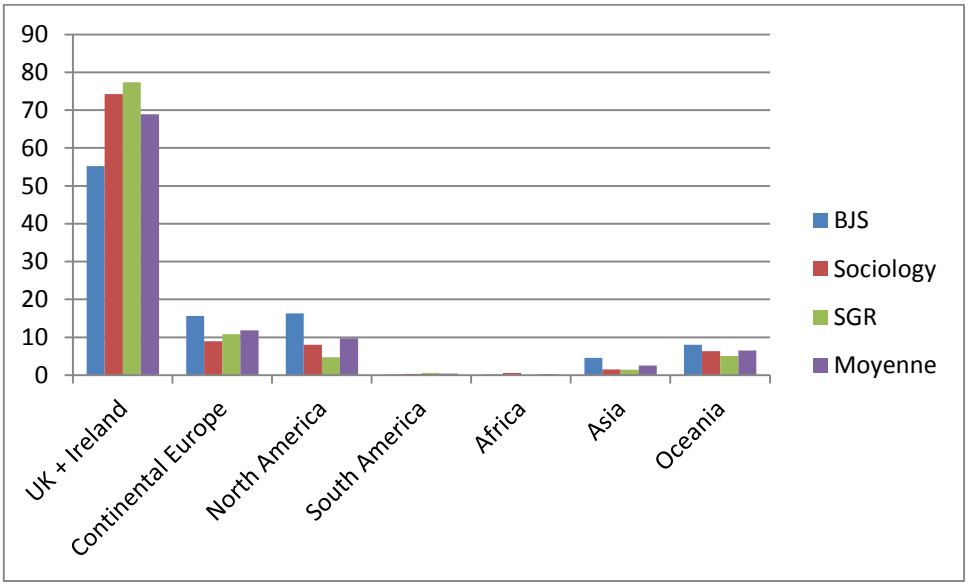


Tableau 11. Répartition géographique et institutionnelle des auteurs publiés dans les trois revues entre 2001 et 2014

Il est tout d'abord important de rappeler que la répartition a été faite, non en fonction de la nationalité du ou des chercheurs mais de leur affiliation institutionnelle au moment où l'article a été publié. Par ailleurs, dans le cas où plusieurs auteurs pour un même article venaient de la même institution, elle n'a été comptée qu'une seule fois pour éviter de surpondérer les grandes institutions qui publient beaucoup (Warwick, Leicester, Leeds). Il n'a pas été possible de différencier les auteurs selon leur pays car le nombre de pays était trop important. Il est suffisant de souligner les grandes lignes, à savoir la quasi absence d'institutions françaises (3 articles), italienne ou espagnole mais la percée du Canada (50% des articles publiés par

l'Amérique du Nord pour une population représentant 11% de celle des Etats-Unis) et de certains institutions particulières (par exemple les universités de Suède, de Norvège ou d'Allemagne avec Ulrich Beck à Munich).

Que peut-on déduire du Tableau 11 ? Tout d'abord qu'en moyenne, 69% des articles publiés dans les trois revues sont issus d'institutions britanniques et irlandaises, soit 31% d'étrangers dont un tiers d'Europe continentale. Cela est cohérent avec les résultats de Crothers. Il est paradoxal de noter que des trois revues c'est le *BJS*, pourtant intitulé *British* Journal of Sociology, qui publie le plus d'articles non britanniques : environ 45%, dont un tiers d'Europe continentale et un tiers d'Amérique du Nord. Cela peut s'expliquer par sa longévité et sa notoriété internationale, en dépit de son nom. Parallèlement, c'est la *SGR* qui publie le plus d'articles « britanniques » avec 77% de ses publications. Cela s'explique sans doute, inversement, par le fait que c'est une « petite » revue publiée par l'université moins prestigieuse de Keele en Angleterre et qu'elle accorde beaucoup de place à des premiers articles.

Enfin, il faut souligner la surreprésentation du Commonwealth (avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande) en comparaison de l'Asie et de l'Afrique, quasiment absentes des publications britanniques. En dépit de leur faible population (27 millions d'habitants ensemble) et de leur éloignement géographique, les institutions australiennes et néo-zélandaises publient beaucoup et sont très actives dans les publications britanniques. Les auteurs continentaux, eux, ne trouvent pas beaucoup d'exutoire dans les trois revues si on met à part les pays Scandinaves réputés bons en anglais.

Encore une fois, il est difficile de tirer un véritable enseignement sur le « provincialisme » de la sociologie britannique à partir de ces données brutes. Tout au plus peut-on se borner à dire que la participation des auteurs non-britanniques reste quasi-constante depuis 1966. Il faudrait pour en tirer plus de leçon pouvoir comparer, par exemple, avec une base de données sur la même période des articles français. Cela pourra se révéler être une piste intéressante de réflexion et de travail futur.

Enfin la dernière question qui se pose quant au provincialisme de la sociologie britannique est de savoir à quel point la sociologie britannique est britannique. La question de la britannicité des sciences sociales publiées en Grande Bretagne est plus largement une question sur la mondialisation des idées et sur le multiculturalisme : qui représente la britannicité ? Quel est l'impact des immigrés sur la culture, les sciences et les universités en Grande Bretagne ? Elle est sûrement bien plus importante qu'on le croit, comme le souligne Halsey (1989 : 354) qui conclut qu'« une discipline universitaire est internationalisée ou elle n'est pas. » En effet, particulièrement en Grande Bretagne, il est difficile de ne pas réaliser l'importance des immigrés du Commonwealth ou d'ailleurs dans le développement des sciences sociales : de Morris Ginsberg (lituanien) à John Westergaard (danois), de Ralf Dahrendorf (allemand) à John Rex (sud-africain) ou encore de Norbert Elias (allemand) à Ernest Gellner (tchécoslovaque), tous ont participé largement au succès intellectuel de la sociologie britannique au XXe siècle.

Enfin, pour l'anecdote, cette question est dans tous les esprits. Au moment de finaliser la publication à paraître en juillet 2014 chez Palgrave de l'impressionnant *Handbook of Sociology in Britain* éditée par John Holmwood et John Scott (2014) et qui se veut être la Bible à venir de l'histoire de la sociologie britannique depuis ses origines à nos jours, la question s'est posée de savoir s'il valait mieux l'intituler « History of British Sociology ». Ne

sachant pas clairement et instinctivement si la sociologie produite en Grande Bretagne peut être considérée unanimement comme la sociologie *britannique*, la question qui se pose derrière ces jeux de mots est celle de l'existence ou non d'une tradition nationale « typiquement » britannique. Les auteurs britanniques ne profitent-ils pas à la sociologie mondiale ? La question de la fragmentation de la discipline se repose donc une seconde fois, après les années 90. Faut-il y voir le succès naturel d'une discipline en mutation ou bien l'échec d'une discipline qui a toujours été divisée ?

III. La sociologie ou la politique : entretiens avec N=11 sociologues britanniques

Traiter de cette question de la britannicité suppose d'en savoir plus sur les représentations et les actions des sociologues britanniques. Comment se représentent-ils la discipline, leur identité de sociologue et leur propre carrière ? Voient-ils la sociologie comme une discipline mondialisée ou bien encore limitée nationalement ? Il s'agit donc pour nous de se concentrer sur l'analyse qualitative de la sociologie contemporaine grâce à des entretiens que nous avons réalisés auprès de sociologues britanniques du 21 au 27 avril 2014 à l'occasion de la conférence annuelle de la BSA à Leeds en Angleterre.

1. Méthodologie de l'enquête

Nous avons réalisé N=11 entretiens semi-directifs avec des sociologues britanniques en avril 2014 à l'occasion d'une conférence sur le thème « Changing society ». Avec près de 800 participants sur trois jours (23-25 avril 2014), cette conférence annuelle était une occasion idéale pour se rendre compte de quoi et par qui la sociologie britannique contemporaine est faite. L'occasion se présentait, mais comment choisir et entrer en contact avec un petit nombre de sociologues bien déterminé parmi tous les participants ?

En fait, nous avons initialement choisi d'entrer en contact avec 25 sociologues britanniques par la voie professionnelle. En effet, tous les sociologues contactés font partie des contributeurs à l'ouvrage coordonné par John Holmwood et John Scott *The Palgrave Handbook of Sociology in Britain* qui sera publié en juillet 2014 chez Palgrave Macmillan en Angleterre et pour lequel j'ai rédigé un chapitre sur l'histoire de la sociologie britannique dans l'entre-deux-guerres. Ce fut l'occasion d'honorer l'invitation de John Holmwood et John Scott de venir présenter mon chapitre au cours d'un « panel » représentant les contributeurs à l'ouvrage. Je suis donc intervenu à la conférence et j'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux participants, notamment ceux à l'ouvrage.

Cette entrée par une voie « professionnelle » m'a permis de délimiter un cercle de sociologues bien déterminé et d'avoir un lien préexistant avec eux, puisque nous avions tous écrit un chapitre pour l'ouvrage et faisions partie de la même liste de diffusion. Il fut donc facile et tout naturel que je leur adresse un courriel pour leur 1) demander s'ils seraient à la conférence, 2) présenter mon travail de thèse et 3) s'ils acceptaient de faire un entretien d'une petite heure avec moi à cette occasion. Sur les 25 sociologues contactés, 11 ont finalement répondu positivement et ont pu passer une heure d'entretien environ avec moi. Leur accueil fut unanimement bon, peut-être dû au fait que j'avais des liens avec Oxford et le système britannique que je connaissais, ou que j'étais étranger m'intéressant à leur recherche. Tous ont donc répondu avec courtoisie et même enthousiasme à ma demande par e-mail.

Voici ci-dessous leur liste, avec leur affiliation universitaire et leur champ de recherche :

Nom des sociologues interrogé(e)s	Titre universitaire en avril 2014	Champ de recherche et de spécialisation
John Holmwood	Président de la BSA, Professor of Sociology à l'Université de Nottingham	Sociological theory, Inequalities, classes
John Scott	Ancien président de la BSA, Professor of Sociology à l'Université de Plymouth	Social stratification, Business organisation, Sociological theory, History of sociology
Chris Renwick	Lecturer in Modern History, Université de York	History of Sociology
John Eldridge	Ancien président de la BSA, Emeritus Professor of Sociology, Université de Glasgow	Industrial Relations, Media, Theory
Ian Shaw	Emeritus Professor of Social Work, Université de York	Qualitative methods, Social work
Graham Crow	Professor of Sociology, Université d'Edimbourg	Research methods, Sociology of family and communities
Stevi Jackson	Director of Centre for Women's Studies, Université de York	Gender & women studies
Wendy Bottero	Senior Lecturer in Sociology, Head of Department, Université de Manchester	Inequalities, social stratification, sociology of family history
Martin Bulmer	Professor of Sociology, Université du Surrey	History of sociology, methods
Geoff Payne	Ancien président de la BSA, Senior Lecturer in Sociology, Université de Newcastle	Social mobility, inequalities, social cohesion
Gregor McLennan	Professor of Sociology, Head of School of Social Sciences, Université de Bristol	Marxism, Structuration, Cultural studies

Tableau 12. Liste des sociologues interrogés en avril 2014 à Leeds (N=11)

Puisque contributeurs à une histoire de la sociologie en Grande Bretagne, tous les intervenants avaient donc un intérêt, même distant, pour l'histoire de la sociologie. Cela m'a permis d'entrer en contact avec eux parmi les 800 participants à la conférence et d'avoir un échantillon assez représentatif de la discipline. Certes, cela pourrait être vu comme un biais : en effet, si ce sont des historiens de la sociologie (comme par exemple Chris Renwick, Lecturer in Modern History et non en sociologie), ils n'ont sans doute par une vue objective de la sociologie britannique. Mais il faut souligner, d'abord, que par leur expérience et leur carrière ils ont pu acquérir une « identité » de sociologue britannique au cours de leur carrière. Par ailleurs, dans leur position universitaire actuelle, aucun n'est spécialisé dans l'histoire de la sociologie mais dans d'autres champs (études féministes pour Stevi Jackson, stratification sociale pour Geoff Payne et Wendy Bottero, philosophie des sciences sociales pour Gregor McLennan, etc.).

Il faut souligner que l'échantillon compte 4 actuels ou anciens présidents de la BSA, qu'il représente donc bien l'institution et représente surtout des sociologues plutôt actifs dans leur milieu, bien qu'assez peu célèbres hors de leurs frontières. Il a été difficile, pour les raisons évoquées, d'obtenir des entretiens avec des sociologues très connus comme Anthony Giddens (absent de la conférence), John Goldthorpe (non-membre de la BSA) ou Mike Savage (pas de

réponse). Mais John Holmwood, John Eldridge ou Martin Bulmer sont des sociologues reconnus en Grande Bretagne.

Le deuxième biais possible de cet échantillon est qu'il est assez âgé et ne représente que la BSA. En effet, les sociologues interrogés avaient en moyenne une cinquantaine d'années (Chris Renwick a à peu près 35 ans et John Eldrige, 82) ce qui peut poser problème si l'on souhaite connaître l'état actuel de la sociologie car ils ont été diplômés et socialisés il y a une trentaine d'années déjà. Il se trouve qu'au vu des résultats, ce biais a relativement été compensé par l'activité des membres de la BSA qui se trouvent être assez bien informés de ce qui se passe actuellement sociologie. Le troisième biais est de savoir dans quelle mesure les sociologues qui ne sont pas membres de la BSA ne manquent pas à la représentativité. Certes, tous les sociologues interrogés ont ou ont été membres de la BSA. On ne connaît donc pas vraiment l'avis de ceux qui restent en dehors. Mais ce biais a pu relativement être évité par des questions lors des entretiens portant, justement, sur ceux qui n'en font pas partie. Il s'avère que cela est limité à ceux qui refusent obstinément d'être associés à l'image professionnelle de la BSA et ceux qui ont abandonné l'association pour des raisons idéologiques il y a une quarantaine d'années (John Goldthorpe, Colin Mills, Chelly Halsey). Ceux qui sont hors de la BSA (principalement les sociologues d'Oxford et Cambridge) sont donc assez peu représentatifs de la sociologie britannique contemporaine ; ou tout du moins ils sont représentatifs d'une frange assez limitée du champ. On peut donc se fier aux entretiens comme représentant assez bien la sociologie britannique contemporaine, avec toutes les précautions indiquées.

Enfin, il faut souligner que l'échantillon comporte peu de femmes (2 femmes contre 9 hommes) relativement à leur présence en sociologie et à la conférence et que le nombre de sociologues interrogés est assez faible (11 sur 800 participants). En ce qui concerne les femmes, cela est dû au fait que peu d'entre celles qui ont participé à l'ouvrage étaient présentes à la conférence. Il y a avait initialement plus de femmes prêtes à répondre à ma demande d'entretien (Jennifer Platt, Lucinda Platt, Mary Evans, etc.) mais il se trouve qu'elles n'étaient pas à la conférence. C'est donc juste une coïncidence et non une volonté de notre part de ne pas avoir pu mieux les représenter. Quant au nombre peu élevé d'entretiens il faut souligner qu'il fut pratiquement difficile de réaliser plus de trois ou quatre entretiens par jour sur les trois jours que durait la conférence. C'est donc une limite inhérente aux conditions du terrain. Enfin, l'objet de ces entretiens étant de réaliser une partie du dernier chapitre de cette thèse, et non une thèse tout entière, on peut considérer que N=11 entretiens est un début solide bien qu'il sera certes nécessaire de l'étayer par la suite. On considèrera donc, avec toutes ces limitations, que ces sociologues nous en apprirent beaucoup malgré tout sur la sociologue britannique contemporaine.

Pour conclure cette partie sur la méthodologie et le protocole de l'enquête, il faut mentionner un peu des questions posées. L'entretien était semi-directif, ce qui signifie que nous disposions, lors de la conversation, d'un questionnaire ouvert. Il était divisé en quatre parties, initialement, pour couvrir tous les aspects de l'identité et de la carrière des sociologues interrogés : 1) la carrière et la définition, 2) l'inspiration sociologique, 3) la continuité avec la nouvelle génération, 4) l'avenir de la sociologie. Cette partition fut amenée à évoluer au cours des entretiens puisqu'il vaut mieux suivre le cours de l'entretien et de la conversation plutôt que de vouloir à tout prix poser toutes ses questions. Il m'est par exemple arrivé de demander l'opinion des individus sur l'avenir de la sociologie britannique en leur demandant s'ils se sentaient optimistes ou pas, ou encore de demander leur avis sur la sociologie de Giddens, etc. toutes ces choses qui sont apparues au cours des entretiens successifs et apparaissant comme

intéressantes pour nourrir la réflexion. On pourra trouver un exemplaire de ce questionnaire en Annexe 1.

Après tous ces détails sur la méthodologie, nous avons divisé notre présentation des problématiques sociologiques contemporaines en quatre parties qui sont apparues comme inévitable au cours des entretiens : nous évoquerons d'abord l'importance de la politisation de la sociologie britannique contemporaine, notamment contre le conservatisme et le néolibéralisme grandissant (1), puis celle de la sociologie publique en Grande Bretagne (2). Ces deux aspects nous conduiront à nous intéresser à l'identité des sociologues britanniques, qui semble autant en crise que ne l'est la société britannique (3) et que ne le sont les méthodes empiriques, autrefois célébrées dans la communauté sociologique britannique (4). Cela nous amènera à nous interroger sur l'existence d'une « crise » de la sociologie britannique contemporaine, devant les obstacles politiques, son engagement public difficile, une identité scientifique floue et des méthodes de plus en plus contestées. Faut-il parler de crise ou bien d'autodénigrement, après le succès de la sociologie britannique que nous avons mis en avant dans la partie quantitative précédente sur les revues ?

2. « Sociology's under attack » : le conservatisme est-il (toujours) l'ennemi des sociologues ?[50]

Ce qui caractérise majoritairement les sociologues britanniques est leur engagement à gauche, socialiste ou social-démocrate. La distinction gauche/droite n'étant pas aussi marquée pour un britannique que pour un français, peut-être est-il nécessaire de nuancer ce jugement en disant qu'ils sont plutôt proches du parti travailliste (*Labour Party*) que du parti conservateur ou libéral-démocrate. Leur engagement est marqué par un socialisme réformateur – comme tout pays anglo-saxon – peut-être moins « à gauche » que leurs homologues français. Il reste que cet engagement sur l'échiquier politique n'a pas toujours été vérifié en Grande Bretagne : on connaît le *Liberalism* de L.T. Hobhouse (1911) où celui-ci tentait de redonner des bases scientifiques au parti libéral anglais, Francis Galton, David Lockwood et John Goldthorpe étant de leur côté souvent associés au parti conservateur. Tantis que Giddens, par exemple, est associé à la troisième voie du New Labour entre socialisme et libéralisme, qui n'est pas reconnu par tous les sociologues comme étant typiquement « travailliste ».

Ainsi l'engagement politique des sociologues peut varier. Mais il est indéniable que leur penchant est plutôt globalement socialiste. Halsey (2004 : 162) souligne que 59% des sociologues nés après 1950 se revendiquent travaillistes, 74% comme étant de « gauche modérée » et 16% d'extrême-gauche, ce qui représente en tout 90% des sociologues. Le reste se disent du centre et 0% de droite modérée. Dans notre échantillon, tous se revendiquent explicitement ou non de la pensée socialiste et deux sont membres du parti travailliste.

Reconnaître aussi facilement et rapidement son engagement politique auprès d'un doctorant étranger montre à quel point soit le contact est bien passé soit que cet engagement ne se cache pas du tout. Comme le souligne Gregor McLennan à propos des conférences, il semble que l'ambiance à la BSA, contrairement à l'ASA, soit assez largement à gauche : « Unlike, say, the ASA where you would walk in big conferences 4 times bigger and it would feel apolitical. But you can't feel that at a British sociological conference, it feels as if the natural milieu is

[50] Cette phrase n'est pas tirée des entretiens, mais fait un rapprochement direct avec la description que fait Michael Posner de la sociologie britannique dans les années 80 sous Thatcher. Les situations peuvent largement être comparées (http://histoire-cnrs.revues.org/547#text, consulté le 7 juillet 2014).

way on the left. » Il confirma mon intuition selon laquelle « I think British sociology is socialistic even the institutional, official, sociologists. »

Il est donc aisément compréhensible que les sociologues britanniques aient été globalement bouleversés par l'arrivée au pouvoir des conservateurs de David Cameron et des libéraux-démocrates de Nick Clegg en 2010 – en dépit d'un découragement ayant déjà accompagné le travaillisme du *New Labour* de Tony Blair. Stevi Jackson affirme ainsi qu'elle fut longtemps membre du parti travailliste en espérant qu'il se rapprocherait du socialisme, avant de le quitter au moment de sa mutation vers le *New Labour* (« I was a member of the Labour Party for a while when it had a chance of really becoming socialist but I left, coinciding with the New Labour. ») Elle ajoute qu'elle vote désormais plus facilement pour les Verts aujourd'hui que pour les travaillistes lors des élections locales et européennes (« Sometimes I don't vote Labour now, sometimes I vote Green in local and European elections. ») C'est dire à quel point le travaillisme a changé et s'est mis à dos de nombreux militants, entre autres des sociologues.

La victoire des conservateurs a entraîné deux réactions : d'une part la réactivation d'une peur viscérale du néolibéralisme et d'une rhétorique anti-thatchérienne, sans doute liée à la mémoire tragique de cette période où la sociologie fut diabolisée et combattue ; d'autre part une rhétorique anti-conservatrice à propos des universités publiques et de l'enseignement supérieur. La victoire des conservateurs alliés aux libéraux-démocrates a entraîné une crise morale des sociologues et une crise financière pour les universités, aux dépens de l'égalité des chances d'accéder à ces dernières.

C'est une crise morale, d'abord, pour les sociologues, car elle rappelle les années noires du thatchérisme où la sociologie fut dénigrée et combattue. Certes, il n'y a pas dans le discours de Cameron d'attaque frontale contre la sociologie comme il a pu y en avoir chez Thatcher. Mais cette image leur colle à la peau. Ensuite c'est une crise financière car les conservateurs et leurs alliés ont décidé d'autoriser les universités à tripler leurs frais d'inscriptions jusqu'à £9 000 par an tout en permettant aux étudiants de s'endetter plus facilement et de ne commencer à rembourser qu'après avoir obtenu un emploi avec un salaire décent. Les universités ayant été le cœur des révoltes de 68 et des combats pour les droits civiques aux Etats-Unis – donc le cœur de la sociologie pour toute une génération – cette politique est vue comme une attaque contre l'égalité des chances et d'accès à l'enseignement supérieur. La réforme des universités a donc été un temps de réflexion intense pour les sociologues, touchés en plein cœur : on note en particulier la réaction de la BSA contre la hausse de ces frais universitaires à travers un numéro spécial de la revue interne *BSA Network* en 2012 (l'édition du printemps 2012 fut intitulée « how higher fees = fewer students ») et d'une conférence annuelle du 11 au 13 avril 2012 sur le thème « Sociology in an age of austerity ».

En particulier, il y a eu le rôle joué par John Holmwood, président de la BSA de 2012 à 2014, comme tête de pont du mouvement anti-conservatisme en sociologie. John Holmwood a étudié la science politique et la sociologie à l'Université de Cambridge. Après une longue carrière il est devenu directeur du département de sociologie à l'Université de Birmingham en 2005 avant qu'en 2010 ce département soit fermé. Le CCCS de Birmingham fut également fermé en 2002 à la suite d'une évaluation très mauvaise du RAE (Research Assessment Exercise). John Holmwood est désormais président de la BSA (2012-14) et professeur de sociologie à l'Université de Nottingham en plus d'avoir été Chair of the Council of UK Heads and Professors of Sociology (2007-12), une association très influente des professeurs de sociologie en Grande Bretagne. Il a enfin co-fondé la *Campaign for the Public University* qui

a publié un rapport (« white paper ») sur les études supérieures en Grande Bretagne à la suite des coupes budgétaires de 2010.

John Holmwood est donc très engagé politiquement et connaît la situation difficile de la sociologie depuis 2002, comme il le souligne au cours de notre entretien. A la question de savoir s'il est optimiste pour l'avenir de la sociologie, il répond « I think we are at a very dangerous moment because […] how I see it is that the politics of austerity after the 2008 recession has […] brought into being a redoubling of neo-liberal efforts. » Holmwood a publié de nombreux articles et participé à de nombreuses interventions pour critiquer le gouvernement, notamment actif sur des blogs où, par exemple, il critique le néo-libéralisme en le présentant comme « a problem of social science and for society ».[51] En particulier, il s'attaque à l'idéologie qu'il déplore : « neo-liberal financialisation and marketisation are being applied to universities as a setting, and, more generally to science ». Dans son entretien il souligne également l'importance de la marchandisation de l'enseignement supérieur et le fait que l'introduction des frais universitaires soit la cause de nombreuses inégalités, sociales et générationnelles, car ce sont les générations futures qui seront avant tout touchées par le paiement des frais : « it will be the future taxpayers who will pay the costs so you get quite a massive shift in generational inequalities and this is reinforcing quite old class divisions. » Il déplore enfin le retour de « l'héritage familial », cite T. H. Marshall à propos du marché du travail et critique le fait qu'à cause de cela, « new forms of segregation and inequalities come into being. »

On le voit bien, la critique politique est également une réflexion sociologique dynamique, en prise avec son temps et non cantonnée à des discussions théoriques éloignées de la réalité. Les concepts de marchandisation, d'inégalités ou ceux de Marshall sont appliqués à une « sociologie publique » promue par John Holmwood, entre autres, pour attirer l'attention du public sur les problèmes de financement des études supérieures. La sociologie d'Holmwood est donc une critique vivante et étayée sociologiquement. Lorsqu'on lui demande comment et pourquoi il a été choisi pour représenter la BSA en 2012, il reste vague, parlant simplement de choix des « 16 Trustees » de l'association (le conseil d'administration) (« Although the members can nominate people to be president, he's elected by 16 Trustees. There is no democratic mandate whatsoever. »). Il minimise le rôle du président de l'association qui « is a member of the council but has no role except being the figurehead of the organization ». Toutefois l'hypothèse que son engagement en faveur de la sociologie publique (voir Holmwood (2007)) et contre le conservatisme ont joué en faveur de son élection, et que le conseil d'administration a sans doute voulu envoyer un signe politique fort le choisissant, reste d'actualité : comme il le reconnaît lui-même, « I was quite keen to be President for political reasons. […] [I thought] it would be useful to be president of the Association to help promote a public agenda for the discipline at a time of crucial political facts. »

Preuve supplémentaire en est qu'il souligne plus fortement le rôle joué par l'association des professeurs de sociologie plutôt que celui de la BSA qui, selon lui, ne peut prendre de position politique claire contre le gouvernement à cause des lois anglaises sur les associations : « Charity laws restrict you from taking a political stance. […] You couldn't, as a British sociological association, critique neo-liberal public policy but as Professors of sociology we can do what we like, we're not constrained by these rules. » L'engagement de John Holmwood pour la sociologie (publique) et contre le néo-libéralisme est donc clair et fort. Il

[51] Post sur https://blogs.nottingham.ac.uk/makingsciencepublic/2013/05/29/neo-liberalism-a-problem-of-social-science-and-for-society/, consulté le 8 juillet 2014.

rejoint en cela les préoccupations de nombreux enseignants de sociologie dans le pays qui s'inquiètent pour l'avenir de l'enseignement supérieur et de leur discipline en particulier.

Enfin, un des autres aspects du libéralisme ambiant décrié quasi-unanimement par les sociologues interrogés est l'instauration du REF (« Research Excellence Framework »). Le REF est une évaluation nationale de la qualité de la recherche académique d'un département par une institution nationale et fait suite au RAE de 2008. C'est l'équivalent de l'HCERES en France. Ses résultats portent sur la recherche entre 2008 et 2013 et seront publiés en 2014. De nombreuses critiques ont été formulées à son encontre, notamment son calcul du facteur d'impact de la recherche qui est mesuré en fonction de l'impact public de la recherche. Cela encourage donc moins la recherche scientifique et limite sa liberté. Enfin, la logique de classement de une à quatre étoiles des productions de la recherche, qui ne fait pas la distinction entre livres et articles, a été très critiquée pour sa tendance à promouvoir une forme de « médiocrité » de la recherche, notamment dans les humanités où la tendance est plutôt à la production de livres importants qu'à celle d'articles.[52] Ainsi John Eldridge nous confia qu'il était « worried about how the research output operates. With the research exercise it becomes competitive and individualized, it's no longer co-operative. […] I don't like it. » Ce qu'il regrette c'est que l'application du REF entraîne une concurrence accrue et la perte d'une solidarité « organique » au sein de son département à Glasgow. Mais comme il le reconnaissait lui-même, « it's me talking as a cultural dinosaur », à un moment où il est de plus en plus entré dans les mœurs d'être évalué académiquement qu'auparavant.

L'attaque contre la sociologie est donc finalement réelle. Les coupes dans l'enseignement supérieur, l'évaluation académique croissante et la hausse des frais universitaires a permis aux sociologues de prendre position et la parole, et sont un objet d'inquiétude pour l'avenir. Mais il est bien possible que la réaction des sociologues de la BSA soit un peu démesurée : la menace n'est pas aussi importante que sous Thatcher et la sociologie britannique est bien plus assurée aujourd'hui qu'il y a 30 ans. Comme l'affirme Geoff Payne, qui a connu cette période, « hopefully we'll get a change of government from this crazy marketization of higher education. It's not like under Thatcher [though], those days there were serious talks about sociology being closed! […] There was a lot of pressure in the late 80s that I don't see it happening now. » Il semble que la réactivation d'un répertoire et d'un vocabulaire anti-conservateur face plutôt partie d'une stratégie politique de la BSA que véritablement pro-sociologique.

3. Une sociologie publique ou politique ?

Que pensent les personnes interrogées de l'engagement politique des sociologues ? Est-il nécessaire ? C'était une des questions posées au cours de nos entretiens.

Un des grands débats qui agitent les sociologues que nous avons interrogés est de savoir si Giddens a « bien fait » de s'engager politiquement auprès de Tony Blair avec sa troisième voie et le *New Labour* dans les années 2000. Beaucoup semblent lui en avoir voulu, comme Stevi Jackson qui a quitté le parti travailliste à ce moment-là ou encore Gregor McLennan qui lui reproche « another example of very sloppy conceptual thinking. When [Giddens] starts to be more political [than the structuration theory], it's public sociology in some way. I just thought the third way was nonsense really. » John Eldridge, par exemple, lui reconnaît le fait

[52] Voir notamment http://www.theguardian.com/education/2009/oct/13/research-funding-economic-impact-humanities, consulté le 8 juillet 2014.

d'être « extremely prolific, very well-read and all of that, a very good lecturer and a good expositor. » Il lui reproche toutefois d'avoir accepté un siège offert par Tony Blair à la chambre des Lords, alors que cet engagement aurait pu servir la sociologie. Et Eldridge de conclure de façon un peu abrupte, « who talks about the third way now ? Nobody. »

Pour certains interlocuteurs, l'engagement politique des sociologues en général ne fait pas obstacle à la science ni à sa portée. Comme l'affirme Stevi Jackson, c'est même l'un de ses meilleurs atouts : « Do you think sociologists should be politically committed? – Yes! Of course that's one way in which other disciplines say that we're not properly academic we're ideological. But I do think the power of sociology is to enable us to think of the world as not having to be as it is. » La force de la sociologie viendrait justement de sa politique puisqu'elle incite ses praticiens à envisager un monde différent de celui dans lequel ils vivent : « it could be other than it is. It has to have that critical edge. For me it's the sociological imagination, it's not inevitable. »

L'imagination sociologique est une rengaine pour ces sociologies nés à peu près en même temps, faisant partie de la même génération qui a découvert et aimé *The Sociological Imagination* de C. Wright Mills (1959). C'est le sociologue qui a eu le plus d'influence sur cette génération : de John Holmwood à John Eldridge, tous mentionnent l'imagination sociologique comme étant le concept incontournable qui a orienté leur carrière et leur inspiration. Initialement, il signifiait que l'imagination des sociologues apparaît au moment où les problèmes privés, recoupant les biographies de nombreux individus touchés par le changement social, deviennent publics et reconnus par les sociologues. Mais pas seulement : C. Wright Mills fut également très engagé à gauche politiquement et ce fut également une inspiration politique pour cette génération : comme le dit encore Stevi Jackson, « doing critique was part of the fun of sociology. »

D'autres sociologues parurent plus réservés quant à la nécessité d'un engagement politique des sociologues. Martin Bulmer ayant pendant un temps travaillé comme fonctionnaire en tant que statisticien, il précise que « they complained about sociologists being not obective like statisticians. I didn't agree with that argument. […] It all boils down to political disagreement. » Ainsi Bulmer interprétait cet événement comme une opposition politique plutôt que scientifique : les sociologues seraient naturellement et immanquablement partiaux dans leurs analyses et leurs travaux, contrairement à la « science dure » des statistiques. Cette réputation lui colle à la peau. De même, Wendy Bottero soutient à l'inverse des autres que « the need for public sociology, public interventions, I don't think all sociologists should engage in that. I think the primary role of sociology is teaching, communicating ideas to students. » S'adresser aux étudiants plutôt qu'au grand public avec de grandes envolées idéologiques, c'est un rôle plus limité pour les sociologues mais également plus détaché des valeurs qui entachent sa réputation. Toutefois, même cette sociologue qui semblait être plus distante avec la description politique de la sociologie reconnaît que « sociologists are the thorn in the flesh of convention discourses, but I think there is a danger of being too closely bound up with NGOs or public policy debates. »

La position la plus réfléchie est sans doute celle de John Scott. D'un côté il critique l'engagement politique des sociologues, mais il soutient leur engagement public comme Giddens. La distinction paraît contradictoire et pourtant elle ne manque pas d'importance. Scott affirme ainsi que « we shouldn't see a sociologist as implying or requiring particular political positions. I go very much with Weber's view that we have to have political commitments and they necessarily inform our sociology but [we] shouldn't impose our view.

» Il défend également Giddens car il y voit là l'exemple typique de l'engagement d'un sociologue dans la sphère publique qui est inhérent à la vision de la sociologie : « it is unfortunate that people are critical of Giddens and his identification with Blair because the important thing in many ways is not the particularly political view but the fact that sociology can't be self-contained. It has to say something about the real world. […] We need to be public intellectuals in the sense that Giddens was. » Ainsi Scott se démarque des critiques de Giddens qui ne le voient que comme un passe-partout, un vendu (« People saw it as a sell-out »), alors que c'est d'une part un côté indissociable de la sociologie et d'autre part que cela ne dépend pas de l'orientation politique spécifique de l'auteur. C'est un phénomène général : aux sociologues politiques, Scott et les autres préfèrent donc les sociologues publics. Mais qu'entendre par là ?

La « sociologie publique » est à l'origine une expression popularisée par Michael Burawoy en 2004 dans son allocution présidentielle à l'ASA intitulée « For public sociology » (Burawoy, 2005). Elle a reçu un très bon accueil au niveau mondial, a entraîné de nombreuses réactions, notamment un numéro spécial du *BJS* en 2005, et a largement influencé la vision sociologique de nombreux britanniques. Michael Burawoy était alors président de l'ASA et il désormais président de l'ISA, c'est donc un sociologue (américain) reconnu institutionnellement. Comment définit-il son expression et comment expliquer le succès de son concept ?

Burawoy part d'un constat simple : au cours des 25 dernières années, la sociologie a penché à gauche tandis que la société (occidentale) a penché à droite. La sociologie est donc devenue d'autant plus critique que la société, attaquée par le néolibéralisme galopant, la privatisation des universités, l'hostilité face à la notion de « société » et la mondialisation intellectuelle, s'est délitée : comme il le dit, « Globalization is wreaking havoc with sociology's basic unit of analysis – the nation-state – while compelling deparochialization of our discipline. » (Burawoy, 2005 : 262-3) Ceci a engendré un contexte dans lequel la société est devenue plus ouverte et la sociologie plus nécessaire, notamment pour contrer les excès du libéralisme ambiant. L'Etat et les marchés ont divisé la société mais ont paradoxalement créé de nouveaux « publics » puisque le rôle de la sociologie est de « définir des catégories de l'humanité » comme les malades du SIDA, les femmes, les homosexuels, etc. (Burawoy, 2005 : 265) Les publics étant définis par la sociologie, ils se sont multipliés même si, comme l'auteur le précise, le public principal des universitaires reste les étudiants : « as they learn students become ambassadors of sociology. […] As teachers we are all potentially public sociologists. » (ibid. : 266)

C'est ce contexte politique et social qui explique en partie le succès de son concept. La sociologie publique est tout simplement la sociologie qui dépasse le cadre universitaire pour s'adresse au(x) public(s), entendu(s) comme les personnes qui sont incluses dans la conversation avec les sociologues. C'est donc tout simplement le nom donné à la sociologie qui passe dans le discours grand-public à travers l'adaptation de ses propos et de ses concepts dans les médias. On comprend bien qu'avec le développement des médias, notamment numériques, le nombre et la taille des publics a considérablement augmenté depuis 25 ans. C'est dans cette logique qu'il faut comprendre les conférences publiques, les blogs, les manuels, notamment ceux publiés par l'ASA (ibid. : 261) ou la création de la revue grand public en ligne *Discover Society* par John Holmwood en 2012 pour populariser les grands débats sociologiques et appliquer les théories à des enjeux plus pragmatiques (l'indépendance

de l'Ecosse, l'immigration ou la nécrologie de David Lockwood par exemple, dans les derniers articles parus sur le site au moment de rédiger).[53]

John Holmwood, dans son entretien et dans un article paru peu après celui de Burawoy (Holmwood, 2007), explique qu'il est assez circonspect en ce qui concerne la réalité de la sociologique publique. Ainsi, même s'il reconnaît que « if you write academically for an academic audience, collectively you make a difference », il critique l'organisation médiatique en Grande Bretagne qui ne lui est pas favorable en disant que « there is a wrong size of the country in Britain and a wrong organization of the media for academics to get access to national newspapers ». Ce fait empêche l'émergence selon lui d'une véritable sociologie publique britannique. Il faut certes nuancer ces propos en remarquant que les quotidiens britanniques sont parmi les plus répandus et les plus influents de monde occidental. Il critique même *BSA Network*, la revue interne de la BSA, en affirmant que c'est juste « speaking to ourselves! ». C'est dans cette optique qu'il a donc mis en place le site *Discover Society*, afin de publier des articles sociologiques grand public et de faire publier des universitaires qui n'ont pas accès aux grands médias en Grande Bretagne.

Le concept de sociologie publique semble donc avoir capté l'attention et l'attention des sociologuesbritanniques notamment, mais il ne semble pas révolutionner la sociologie. Il faut préciser que sa définition est en fait une partition de la sociologie entre « public sociology, policy sociology, professional sociology and critical sociology » :

	Academic Audience	**Extra-academic Audience**
Instrumental Knowledge	Professional Sociology	Policy Sociology
Reflexive Knowledge	Critical Sociology	Public Sociology

Tableau 13. La division du travail sociologique d'après Burawoy (2005 : 269)

La « policy sociology » est définie comme une sociologie « in the service of a goal defined by a client […] to provide solutions to problems that are presented to us » tandis que la « professional sociology » fournit « true and tested methods, accumulated bodies of knowledge, orienting questions and conceptual frameworks » aux chercheurs et enfin la sociologie critique consiste en « to examine the foundations – both the explicit and the implicit, both normative and descriptive – of the research programs of professional sociology. » Selon la carrière des sociologues, l'orientation de leur sociologie peut aller d'un type à un autre de sociologie, cette typologie n'étant pas figée. Cela permet à l'auteur d'affirmer que « today sociology has never been in better shape » et sa perspective publique offre la possibilité de créer « the basis for its own transcendence – a 21st century public sociology of global dimensions. » (ibid. : 282) Sa conclusion reste sans doute un peu lyrique et peut-être un peu naïve lorsqu'il écrit « that was why they became sociologists – not to make money but a better world. » (ibid. : 289)

Holmwood (2007 : 47) critique également cette vision idéalisée de la sociologie en la décrivant comme « dogmatique » chez Burawoy. De même, Gregor McLennan critique avec Marx cette vision de la sociologie en disant que « it's just groups grabbing hold of whatever

[53] Voir http://www.discoversociety.org/, consulté le 8 juillet 2014.

sociological resources they have in order to advance their cause. » Cependant John Eldridge semble être en phase avec la conception de la sociologie publique en affirmant que « there is a task of sociology to communicate and in some way to advocate, to address issues of poverty and inequality, with analyses of power so we can better understand what is happening. » Plutôt que de parler de la troisième voie de Giddens plus longuement, John Eldridge nous indiqua que ce qui l'intéressait plus c'était le « développement de la sociologie publique » au cours de l'entretien, « because a public sociology is one which addresses the publics and the underlying question is are we servants of power [en sociologie politique], or are we servants of the public, as sociologists ? »

La question se pose donc bel et bien dans les termes que nous avons évoqués en début de cette partie : les sociologues britanniques doivent-ils continuer à faire de la sociologique politique ou bien se tourner vers la sociologie publique ? Il semble en effet que la deuxième conception, désormais, l'emporte : c'est la sociologie publique qui a trouvé un écho plus important que les anciens modèles à la Hobhouse ou Giddens d'engagement politique. Il reste à savoir si cela se vérifie dans les faits : un faible nombre parmi les sociologues interrogés avouent avoir déjà ou régulièrement collaboré avec des magazines ou des quotidiens pour apporter leur pierre à l'édifice de la sociologie publique. Sans doute faudrait-il aller interroger des générations plus jeunes de sociologues britanniques pour voir si cette conception leur parle également et s'ils sont prêts à s'engager dans cette voie.

Finalement, le débat entre sociologie politique et sociologie publique est symbolisé par la différence entre un John Goldthorpe très politisé, maître de la polémique en sociologie, opposé au féminisme, et un Giddens publicisé au maximum, maître des médias et de la sphère publique. Entre Giddens et Goldthorpe, dans les deux cas il y a (eu) matière à polémique. D'une certaine manière on pourrait les comparer à l'opposition, très souvent caricaturale certes, entre Pierre Bourdieu et Raymond Boudon. Bien que, comme le souligne Wendy Bottero, « I'd rather have Bourdieu than Giddens ! »

IV. Une sociologie en crise ou en métamorphose ?

Après avoir analysé dans un premier temps les entretiens avec les 11 sociologues du point de vue de leur engagement et de leur idéologie politique, nous allons nous intéresser à d'autres points importants qu'ils ont soulevés. La question centrale est celle de savoir si la sociologie est véritablement « en crise », comme le prétendent nombre d'entre eux, ou bien si l'avenir n'est pas plus optimiste qu'il n'en a l'air. De quoi sera constitué l'avenir de la sociologie britannique ? Seules les nouvelles générations le sauront. Mais il est toutefois possible d'en apprendre davantage en observant différentes sources.

1. A la recherche d'une identité : analyse du *Handbook of Sociology in Britain* (2014)

Le 23 juillet 2014 est paru l'ouvrage *Handbook of Sociology in Britain* de Palgrave (Holmwood et Scott, 2014). Cette parution est un événement à deux titres : d'abord parce qu'il regroupe 26 chapitres exhaustifs qui couvrent toute l'histoire de la sociologie en Grande Bretagne de ses origines à nos jours (voir table des matières en Annexe 3). Il n'a cependant pas été pensé véritablement comme un travail historique ou chronologique mais plutôt thématique : ainsi même si certains chapitres traitent de parties spécifiques de l'histoire de la discipline (par exemple le chapitre de John Brewer sur la sociologie des Lumières écossaises ou celui de Baudry Rocquin sur l'entre-deux-guerres), la plupart d'entre eux font le bilan d'un sous-champ de la discipline (par exemple le chapitre de Mary Evans sur le féminisme en

sociologie ou celui de Wendy Bottero sur la stratification sociale dans la sociologie britannique). Ensuite parce que cet ouvrage n'a d'équivalent pour l'instant qu'aux Etats-Unis avec l'ouvrage *Sociology in America: A History* (Calhoun, 2007) paru le 9 mars 2007 aux Chicago University Press à l'occasion du centenaire de l'ASA.

Ensuite, la parution de cet ouvrage aurait dû être un événement institutionnel et « marketing » puisqu'un panel de chercheurs, parmi les contributeurs à l'ouvrage dont je faisais partie, avait été constitué par John Holmwood, co-éditeur du livre et alors Président de la BSA. Le but était de célébrer sa parution et en faire la promotion à l'occasion de la conférence annuelle de la BSA à Leeds en avril 2014. En effet, sa parution aurait coïncidé, à quelques années près, avec le soixantenaire de la BSA (fondée en 1953). D'après Holmwood, interrogé à cette occasion, l'idée de produire cette somme sur la sociologie britannique lui est venue, avec John Scott, « having seen the Craig Calhoun book which was for the hundred years of the American Sociological Association » et à l'occasion des soixante ans de la BSA. L'initiative de l'ouvrage, en effet, remonte à 2011 et aurait dû pouvoir être publié à temps. Malheureusement, la date de parution n'a pas pu être respectée à cause de problèmes d'édition et de correction qui ont pris plus de temps que prévu. L'ouvrage a donc finalement été publié le 23 juillet 2014.

Malgré ces petites contrariétés, la parution du livre édité par Scott et Holmwood chez Palgrave marque une avancée à la fois intellectuelle et mémorielle pour la sociologie britannique. Sa parution marque d'abord un tournant pour l'histoire de la discipline en Grande Bretagne. En effet, on a pu noter ces dernières années un renouveau de l'intérêt pour l'histoire de la sociologie britannique à travers la publication d'ouvrages retraçant l'histoire de ses « Pères fondateurs » (Renwick, 2012 ; Scott et Bromley, 2014) ou de ses méthodes (Savage, 2010). Renwick (2012) a en effet travaillé sur l'importance du paradigme biologique dans la sociologie britannique au début du XXe siècle, notamment en étudiant les travaux incontournables de Patrick Geddes dans ce domaine, tandis que Scott et Bromley (2014) ont étudié l'action de Victor Branford et de Patrick Geddes pour promouvoir, de façon très en avance sur leur temps, la sociologie dans sa dimension démocratique et écologique. Mike Savage (2010), un des leaders de la sociologie britannique contemporaine, a de son côté travaillé sur une histoire de la sociologie du point de vue de ses méthodes et de ses rapports à la construction d'une identité de la société britannique entre 1940 et 1970. Ces trois ouvrages ont en commun de s'intéresser à des facettes auparavant négligées de la pensée et de l'action des sociologues britanniques connus ou moins connus. L'ouvrage de Palgrave ne fait que conforter l'idée qu'il existe un renouveau d'intérêt pour l'histoire de la discipline depuis 2010, après une éclipse de près de 30 ans, les derniers « grands » ouvrages dans ce domaine ayant été publiés dans les années 80 (voir chapitre précédent).

Un détail, déjà évoqué concernant l'ouvrage, est important : la question s'est posée aux co-éditeurs de savoir s'il fallait l'intituler *Handbook of British Sociology* ou *Handbook of Sociology in Britain*. Ce qui peut paraître byzantin reflète une grande interrogation des historiens sur la sociologie britannique : est-elle proprement britannique ou bien est-elle inspirée de la sociologie « globale » ou mondiale ? Le choix du second titre, après réflexion, fut finalement adopté, en adéquation avec ce que voulaient montrer les auteurs, c'est-à-dire que la sociologie britannique, lorsqu'on prend du recul, semble désormais bien être intégrée à la sociologie mondiale – et l'a peut-être toujours été. C'est un changement de perspective des historiens de la discipline que dénote l'ouvrage : la sociologie britannique se « réinvente » un passé – bien qu'on parle ici plutôt de révisionnisme que de réinvention.

Après tout, la sociologie britannique est une construction intellectuelle et sociale qui se fait et se défait au gré des nouvelles parutions et des archives qui jettent une lumière nouvelle sur les faits, les débats et les acteurs que l'on pensait connaître. De cette manière, par exemple, le travail de Patrick Geddes et de Victor Branford sur ce qu'ils appelaient déjà la « Troisième Voie » ou sur l'écologie, prennent une signification particulière pour notre époque, comme si leurs écrits annonçaient déjà des changements que l'on a connus plus tard et donc que leur pensée peut encore largement inspirer la génération actuelle des sociologues. Cette reconstruction intellectuelle se poursuit sous la plume des auteurs présents de l'histoire de la pensée sociologique.

La parution du *Handbook of Sociology in Britain* dénote donc une ouverture de la pensée sociologique sur l'extérieur car c'est la réinvention d'un passé commun pour la profession (comme me le confia d'ailleurs Geoff Payne lors de notre entretien : « We're very good at forgetting all the history of sociology [in this country]. And then we reinvent it. ») C'est aussi c'est un changement de perspective fondamental sur la conception de la sociologie. En effet, on passe de la conception de la sociologie en termes de traditions nationales (ce qui aurait été l'*History of British Sociology*) à celle de sociologie globale. John Holmwood l'avait compris lorsqu'il m'affirma par exemple que l'intérêt renouvelé pour l'histoire de la sociologie britannique semblait pour lui être un renouveau « dans l'histoire de la sociologie en général [et pas seulement de la sociologie britannique] ». Il ajoutait que « I think [having] an interest in global sociology, paradoxically it means different interests in national traditions which are contributing to that [phenomenon]. » Cela signifie que l'intérêt pour les traditions nationales, qui ont fait les beaux jours de l'ouvrage de Randall Collins (1994) et des successeurs que son concepts inspira, est désormais secondaire et plutôt motivé par l'histoire globale de la sociologie, c'est-à-dire animée par une communauté de chercheurs à l'échelle du monde et d'une discipline mondialisée et non plus d'un pays.

Il n'est de toute façon pas surprenant que, devant les changements sociaux profonds liés à la mondialisation, la sociologie, qui traite après tout de la société, soit amenée à changer et à se mondialiser, tant dans ses objets, ses méthodes que dans sa langue et son histoire. Les sociologies nationales se sont-elles dissoutes dans la mondialisation ? C'est l'idée que défend John Scott qui s'en fait le porte-parole lorsqu'il analyse l'évolution de l'histoire de la discipline en Grande Bretagne : « In a number of countries, there were discussions about the disappearance of national traditions. What's happened in Britain is in part a reflecting of widening trends in a number of countries [dont ne fait pas exception la Grande Bretagne], reflecting the discussion about the national and the global and the implications that has for the intellectual life. Therefore what we are gaining, what are we losing from that dissolving of national traditions [?]. »

Comment expliquer alors l'intérêt d'un ouvrage sur l'histoire d'une discipline dans un pays à notre époque ? On aurait pu penser que le passé n'intéresse pas spécialement la communauté des sociologues contemporains. Pourtant quelque chose du présent se joue, socialement et sociologiquement, dans cet intérêt renouvelé pour l'histoire de la sociologie.

Comme le soulignent John Scott et John Holmwood, l'intérêt pour le passé est dirigé par le présent : « I read the history of sociology and am kind of interested in the present moment within sociology, thinking about it historically. My interests are in the recent history of sociology and the impact of neo-liberal reforms in a historical context. » (John Holmwood) Ces deux intérêts pour le présent se télescopent et montrent que l'histoire de la sociologie est dirigée par l'histoire du présent, et dans son cas, par le renouveau du néo-libéralisme

contemporain. « Certain amount of discussion about history actually get written, holding up a mirror and the reflection in it. Why we're interested in the history of the discipline is a product of the present-day concerns. » (John Scott) Cela complète ce que l'on a dit auparavant à propos du révisionnisme : ce sont les enjeux contemporains (par exemple la troisième voie, l'écologie ou la mondialisation) qui guident notre vision et notre construction du passé.

Chris Renwick, le plus jeune des interviewés et sans doute le plus à même de parler de la sociologie contemporaine puisqu'il en est un des (futurs) acteurs, propose une analyse encore plus fine de ce. Selon lui, l'enjeu est d'abord mémoriel : à travers cet ouvrage de Palgrave, c'est la célébration du centenaire de la *Sociological Review* pour toute une profession qui se retrouve des origines communes par-delà les querelles de chapelles. « The reason why people get interested in Geddes and people like that was spurred on by the centenary of the *Sociological Review*, also [by] people interested in trying to provide a revisionist account of what happened. » Renwick souligne que les centenaires sont « an opportunity thing where people celebrate, they give you the opportunity to reflect ; what in sociology is the story you are going to tell about yourself and it goes back before WWII. » L'enjeu de ce centenaire est donc pour la profession sociologique de se donner une histoire longue et cohérente, et donc de se doter d'une identité : Renwick l'ajoute lui-même, cela correspond à « the search for an identity ».

Ainsi l'histoire de la sociologie – un peu à la manière de cette thèse – est une quête d'identité pour les britanniques. D'un côté ils cherchent quelque chose de symbolique et de mémoriel à fêter (par exemple le soixantenaire de la BSA ou le centenaire de la SGR) afin de se doter d'une identité commune qui leur fait défaut depuis l'origine comme on l'a montré depuis le chapitre 1 ; mais par ailleurs cette recherche d'identité et ce renouveau d'intérêt pour le passé est également rendu nécessaire par le fait que la sociologie semble éclatée, fragmentée. Comme le remarque encore Chris Renwick, être sociologue, alors qu'il est institutionnellement rattaché au département d'histoire de l'Université de York, est « a strange identity ».

2. La fragmentation ou les différentes conceptions de la sociologie parmi les contemporains

Précisons ce que le sociologue désignait par « a strange identity ». Cela est déjà visible dans son propre cas. La sociologie est divisée entre plusieurs sous-champs et également entre différentes conceptions. Chris Renwick lui vit difficilement son rattachement institutionnel à l'histoire contemporaine, pour laquelle il est maître de conférences (*lecturer*) à l'Université de York, alors que les sociologues professionnels considèrent son travail comme partie intégrante de leur discipline. Il faut dire qu'il a écrit et fait publier sa thèse en 2012 sur les racines biologiques de la sociologie britannique au début XXe siècle. Ainsi à la question « Vous considérez-vous avant tout comme sociologue ? » il répondit « That's an interesting question I've been thinking about since I got your e-mail. I think I consider myself a historian first and foremost » mais il ajoute que « sociologists accept the kind of work that I produce as legitimate. I wouldn't describe myself as a sociologist but I see myself part of the sociological discussion and conversation. » Cette identité duelle est intéressante et peut-être typique de la Grande Bretagne. Chris Renwick est invité dans des départements de sociologie, il participe à des séminaires de recherche en sociologie et il est considéré comme l'un des « leurs », alors qu'il se considère historien avant tout. C'est cela qu'il nomme sa « strange identity ».

On pourrait le plaindre en considérant qu'il doit être difficile d'être déchiré entre deux affiliations intellectuelles. Cependant, une petite contradiction apparaît : lorsque nous lui demandâmes depuis quand il était membre de la BSA, qui représente tout de même le cœur de la recherche et de l'enseignement de la sociologie britannique, et pour quel motif il l'avait rejointe, il répond : « Two years. Not too long. I lapsed membership because of my job, I couldn't afford to pay. [But I joined it] because my book was nominated for the prize essay, so I had to join. You cannot be on the short-list if you're not a member. » Il ne l'a rejointe que par intérêt et par nécessité, au vu de sa nomination pour le prix. C'est une ouverture sur la sociologie qui reste loin de son institutionnalisation ou de l'adhésion à la BSA. C'est donc qu'il ne désire pas être reconnu comme sociologue, tout en appréciant d'y être reconnu personnellement.

C'est un premier cas de fragmentation de la discipline, et cela relève de la question de l'identité disciplinaire : on se sent, dans le cas évoqué, comme historien, mais on est considéré comme sociologue sans pour autant chercher à l'être officiellement. La fragmentation est un phénomène ancien puisqu'on la décrit depuis les années 90 au cours de ce chapitre. Mais il remonte en fait aux années 70, au moment où le féminisme, les études de genre et d'ethnicité apparurent. Le deuxième exemple vient de John Holmwood. Il affirme que « those who were most disturbed by the impact of feminism and addressing gender issues stepped away from sociology, starting to define themselves by their sub-field. » Le choix de fragmenter la discipline était donc à l'origine une stratégie.

La sociologie féministe ou féminine a eu un grand impact sur l'histoire des idées britanniques et anglo-saxonnes, au moins depuis les années 60. De nombreuses figures de la discipline sociologique comme Ann Oakley ou Olive Banks ont marqué les années du « gender turn », en particulier à partir des années 90. Elles proposent des perspectives genrées sur la famille et la sexualité et ont attiré l'attention sur elles grâce à leur promotion de la féminisation des perspectives intellectuelles ainsi que du corps enseignant. Platt (2003, 2007) montre à quel point la féminisation de la BSA fut importante et que les idées féministes y ont trouvé un tremplin pour devenir des concepts « populaires » à partir des années 70. Cependant, cette sociologie féministe n'a pas entièrement réussi à se faire accepter – ne serait-ce qu'en entraînant un reflux de la BSA comme le souligne Stevi Jackson. Cela a entraîné un renouveau des idées de la sociologie britannique (Walby, 2011) mais également une fragmentation du champ sociologique, par exemple des études féministes (*women studies*) à l'encontre de la sociologie générale.

La conséquence de ce phénomène de sous-spécialisation à distance de la sociologie proprement dite, est visible tant dans les universités, où les cultural studies par exemple au CCCS de Birmingham faisaient face à un département de sociologie à l'Université de Birmingham. Les tensions entre les deux y étaient monnaie courante, comme le rappelle Gregor McLenann, ancien du CCCS dans les années 70. Mais il est également visible intellectuellement parmi les sociologues interrogés. Ainsi John Scott voit plutôt la sociologie comme « a broad all-encompassing discipline and the various specialisms within the branches of sociology ». Selon lui, « sociology as a discipline consists of that general theoretical perspective […] plus a collection of specialisms that having split off to become separate. » La crise d'identité n'est donc pas loin pour la sociologie : elle est divisée, selon Scott, entre une perspective théorique générale (la sociologie) et de multiples sous-disciplines spécialisées dont la cohérence avec la première n'est pas évidente. Il ajoute que « it makes it more difficult to maintain some kind of identity of what sociology is about with the mix of specialisms just constantly changing. »

Pour John Scott, « the identity of a sociologist is seen as something different from identification with the particular specialist area of research » et il souligne le fait que la sociologie a toujours recruté ses membres hors des départements de sociologie, ce qui n'empêche pas l'adhésion à une discipline commune. Contre l'avis de Renwick, c'est pour lui un atout car cela rend la discipline « vivante » bien qu'il ajoute que « I wouldn't say it's important that everybody does sociology or is a member of the BSA, but it is important that we don't become a collection of specialisms. We have some identity of what it is to be a sociologist and therefore it is important that we maintain departments. » Enfin il conclut en ajoutant qu'il est important que l'imagination sociologique (de Wright Mills) soit quelque chose qui « embraces specialisms. » Pour lui, la sociologie doit donc dépasser les spécialités et rester une discipline avec sa propre identité par-delà les différences institutionnelles mais également intellectuelles. Il déplore ainsi que les sociologues aiment à rivaliser intellectuellement en termes d'écoles de pensée (*schools of thought*), « whereas I thought we're part of the common intellectual endeavour. »

Cette conception plutôt externaliste de la sociologie est étayée par la vision qu'en a Stevi Jackson, pourtant féministe de longue date et sociologue du genre. A la question de savoir si elle se reconnaissait comme sociologue elle répondit que « Yes, although I'm located in women studies and its inter-disciplinarity. » De façon éloquente elle dit se reconnaître comme sociologue et non comme spécialiste de « cultural or literary studies » : « I think sociology is where my heart is. I think as a sociologist which means that my more cultural and literary colleagues think I have a very linear way of thinking […] because they do creative things I don't do. » C'est plutôt une conception internaliste de la sociologie.

Toutefois cette conception externaliste ou internaliste de la sociologie n'est pas partagée par tous. Ainsi Gregor McLennan, un marxiste, philosophe des sciences sociales et ancien du CCCS à Birmingham, explique que « I've definitely found a home in the discipline called sociology. More so than cultural studies. […] To that extent I think I am a sociologist, although propre sociologists are more like Boudon, analytical thinking, systematic evidence based, well-trained in all the methods – I'm not a sociologist if that's what you mean by sociologist. » Il ne se décrit donc pas totalement comme un sociologue selon cette description car il se reconnaît un côté plus philosophique, moins présent sur le terrain des méthodes et de l'empirisme. Il ajoute pour se définir comme sociologue qu'il est « a universalist, ideas and analyses and explanations cross cultures and contexts, that's why they're succesful. […] So I defend sociology as an inspirational universal form of explanation. » McLennan est donc plutôt un universaliste, qui considère la sociologie de façon plus abstraite et pourtant pas moins forte en terme d'identité.

On peut donc, à partir de ces trois cas typiques de la définition de l'identité des sociologues, proposer une typologie par rapport à la prétendue fragmentation de la discipline :

	Discipline générale	**Discipline spécialisée**
Identité forte	Externaliste	Spécialiste
Identité faible	Universaliste	Internaliste

Tableau 14. Typologie de l'identité des sociologues britanniques

On distingue donc deux dimensions : d'un côté le fait de savoir si la discipline est considérée comme générale, théorique ou abstraite ou bien comme une spécialisation, un sous-champ ou un investissement concret (comme le féminisme de S. Jackson). D'un autre côté on chercher à savoir si l'identité associée à cette discipline est plutôt forte ou plutôt faible. Cela est déterminé par le degré avec lequel les sociologues interrogés ont défini des limites plutôt rigides à leur identité ou pas. Ainsi, c'est le cas de John Scott (externaliste) et Chris Renwick (spécialiste), mais pas de Gregor McLennan (universaliste) ou de Stevi Jackson (internaliste, qui s'attache à l'inter-disciplinarité et qui n'a donc pas d'identité sociologique forte).

Evidemment, cette typologie est limitée car elle ne comprend que quatre cas et que ceux-ci ne sont étayés que par un seul entretien à chaque fois. Mais il est probable que, sous réserve de modifications, cette typologie soit validée avec plusieurs dizaines d'entretiens. On trouve là une manière aisée de distinguer les types d'identité et de conception de la discipline dans la sociologie britannique contemporaine – et peut-être dans d'autres pays. Cette typologie est à prendre avec précaution même si elle peut être utile heuristiquement.

Pour terminer sur ces diverses conceptions de la sociologie, il est utile de revenir sur l'idée de fragmentation. Est-ce un atout ou bien un inconvénient pour la sociologie ? Ici encore, deux écoles s'affrontent, il y a les optimistes et les fatalistes. Gregor McLennan fait partie des fatalistes : pour lui, le succès de la sociologie est passé. En effet, il le rappelle, « sociology's dilemma has been that all the other disciplines have sociologised ». Toutes les disciplines se sont « sociologisées », ce qui signifie que l'économie, la science politique ou la géographie par exemple se sont attelées à aspirer les méthodes et les objets de la sociologie, la laissant vide de sa substance particulière. « Geography has its trademarks of space and place. But sociology doesn't have a trademark, [if] anything it's society as a whole. »

Faut-il alors penser qu'il n'y a plus rien de spécifique à la sociologie ? Pour le sociologue, cette aspiration sociologique dans d'autres disciplines est la marque de son succès : « Sociology has succeeded in the way that Giddens and others said » remarque-t-il, c'est-à-dire qu'elle est devenue une discipline populaire, intégrée au discours général en Grande Bretagne qui se retrouver dans les termes de « reflexivité » chez Giddens ou de « cosmopolitanisme » chez Beck. Mais cela pose un nouveau problème : ce n'est pas tant la fragmentation de la discipline qui soulève le fatalisme que sa nécessité dans notre société contemporaine. En effet, si intégrée soit elle, elle ne semble plus nécessaire en tant que discipline ou département du savoir autonome. McLennan ajoute ainsi que « that leaves an issue about why do you need a separate departement of course of sociology because it's happening in all the other disciplines and in the wider society anyway. » Ainsi le succès de la sociologie – être intégrée à la société et aux autres disciplines – marquerait peut-être sa fin. Il conclut ainsi que « society itself, the reflexive understanding of citizens in modern society is obviously much more sociological than it was 50 years ago. »

C'est également le point de vue de John Scott : puisque la société a changé, la sociologie doit changer. Mais Scott est plus optimiste. Même s'il reconnaît que « we lost parts of criminology, industrial sociology », il observe aussi que « new sociologies [are] emerging like the sociology of everyday life, studies of consumption. » De nouveaux domaines s'ouvrent à la sociologie, poussée par la concurrence avec d'autres disciplines, car elle doit trouver un terrain spécifique à ses recherches. Et le sociologue conclut, certes un brin fataliste, que le changement de la sociologie est inhérent au changement social : « That's the unpredictability because sociology responds to changes in the world outside. The new areas will depend on

social change, which you can't predict. » La sociologie restera, pour lui, une discipline ouverte (« an open discipline ») ce qui fait sa force mais également sa faiblesse.

Sans doute la fragmentation est-elle inhérente au processus intellectuel de la sociologie, mais c'est également ce qui la pousse à se développer et à trouver de nouveaux objets : on pense au cosmopolitanisme de Beck, à propos duquel les débats sont nombreux au sein du *BJS* et de *Sociology* ces dernières années, ou du « cultural turn » avec la sociologie de Bourdieu et de Foucault ou bien encore de « l'affective turn » et de la sociologie des émotions qui se développe. Tous ces objets et ces théories récentes apportent un nouveau souffle à la sociologie britannique, qui reste l'une des plus dynamiques au monde. Il ne faut sans doute pas apporter trop de crédit aux jugements fatalistes de ces sociologues qui, par ailleurs, appartiennent à une génération où la plupart d'entre eux ont déjà fait carrière et qui ne peuvent plus aussi aisément retrouver les marques qu'ils ont connus au moment de leur socialisation dans la carrière de sociologue : comme nous le dit Geoff Payne lui-même, ancien président de la BSA et sociologue écossais, « there are incredibly clever people in this country. [But] we're very good at running ourselves down in this country. » Le jugement des sociologues interrogés est plus sombre que la réalité, sans aucun doute, et cela reflète peut-être l'auto-censure ou bien le complexe d'infériorité dont souffrent encore aujourd'hui les sociologues britanniques, issus d'une discipline toujours dominée.

C'est donc sans doute un effet de génération qui transparaît à travers ces entretiens. La nouvelle génération, plus à l'aise avec les méthodes quantitatives et plus enthousiaste à l'idée d'une sociologie britannique qui change et s'ouvre au monde, est mal représentée dans notre échantillon. Cela biaise sans doute l'analyse.

Pour conclure, on peut citer le beau mot de John Eldridge, philosophe, le plus âgé des interviewés qui garde pourtant apparemment une foi durable en la nouvelle génération de sociologues contemporains, en s'inspirant des Pères fondateurs eux-mêmes : « Every generation is facing its responsibilities. We have to choose whether we accept the challenges of our time. Marx and Weber […] engaged in their time, so they did take up their responsibilities. My hope is that those challenges will be taken up by the present and succeeding generations because that's the only way the subject can flourish and continue to develop. »

V. L'avenir de la sociologie britannique

Après avoir étudié dans quelle mesure on pouvait affirmer que la sociologie britannique était en pleine crise ou bien simplement en train de muer, nous avons observé qu'il y avait différentes conceptions de la sociologie parmi les interviewés qui expliquent différentes positions à l'égard de cette prétendue « crise ». Celle qui revient dans les mots de tous les sociologues interrogés, semble bien être plutôt un complexe d'infériorité vécu qu'une réalité objective. Nous avons conclu sur l'idée qu'il s'agissait plutôt d'un effet de génération.

Voilà pour la partie bilan de la sociologie britannique contemporaine. Après avoir analysé son passé (I) puis son présent à travers ses productions dans les revues (II), auprès des sociologues contemporains dans la sociologie publique notamment (III) et dans la crise (IV), tournons-nous maintenant vers son avenir.

Que peut-on dire de l'avenir d'une discipline universitaire ? On peut d'abord se baser sur les défis qu'elle doit relever et qui l'attendent (1), à savoir la mondialisation et la transformation

des méthodes empiriques qui changent fondamentalement ses objets et sa méthodologie. On observera ensuite son avenir à travers une publication institutionnelle influente parue en 2010 : l'ESRC International Benchmarking Review for UK Sociology (2). Ce document, qui dresse un tableau exhaustif de la sociologie britannique en 2010 dans les universités, propose des pistes de réflexion et des préconisations quant à l'avenir de la sociologie. Enfin, d'un point de vue plus empirique et peut-être plus intéressant encore, nous allons utiliser des données disponibles pour dresser la carte des thèses de sociologie obtenues en 2013 (3). Cela concerne N=116 thèses et permet de se rendre compte des thèmes étudiés ainsi que du visage à venir de la sociologie britannique ; puisque les doctorants d'aujourd'hui seront les chercheurs de demain. Ainsi se profilera l'avenir de la sociologie britannique.

Cette partie cherche donc à élaborer une analyse de l'avenir de la discipline à partir de diverses sources (articles publiés dans des revues, extraits d'entretiens, rapports institutionnels et données empiriques) qui permettent de se projeter un peu en avant sans pour autant verser dans l'abstraction. Nous espérons ainsi pouvoir dessiner les contours de la sociologie britannique pour les quelques années à venir.

1. Les défis de l'avenir : la mondialisation et la crise de la sociologie empirique

La sociologie britannique s'est mondialisée au cours du XXIe siècle, c'est un fait. Nous l'avons affirmé, mais nous l'avons également montré à travers l'analyse des contenus de revues sociologiques britanniques et celle d'entretiens. Il est indéniable que nombre de facteurs jouent en faveur de la globalisation (ou mondialisation) des sujets et des enjeux de la discipline, en corrélation avec les transformations de la société qu'elle observe.

Observons d'abord un cas particulier : la sociologie écossaise. Elle a connu son heure de gloire avec les Lumières écossaises au XVIIIe siècle (Hume, Smith). Mais il faut bien reconnaître qu'elle n'a plus connu pareille influence depuis. Serait-ce à dire qu'aujourd'hui la sociologie écossaise n'aurait plus de caractéristiques particulières par rapport à l'Angleterre ? Peut-on parler de sociologie britannique mondialisée ? Répondre à cette question nécessiterait le travail d'une thèse entière. Nous nous bornerons à analyser ce qu'en ont dit certains sociologues interrogés. Geoff Payne, écossais, la décrit comme « not more theoretical, quantitative or concerned with Bourdieu [than English sociology]. […] In terms of what is practiced, it's pretty undistinguishable. » Une des raisons pour lesquelles la sociologie écossaise n'est pas spécialement originale par rapport à son homologue anglaise c'est, toujours d'après Payne, que « too many sociologists in Scotland are English. Too many English people are up here doing international, global kind of questions because they want to be sure they get a job back in England! »

On observe là que par un effet institutionnel la sociologie écossaise est largement produite par des anglais, et réciproquement. Cela explique pourquoi sans doute il n'y a pas grande différence entre les deux. De plus, avec la mondialisation des recrutements, de nombreux anglais réalisent leurs recherches dans des universités écossaises sur des sujets « globaux ». Ce qui est intéressant c'est que ce sont les institutions qui déterminent en partie les caractéristiques de cette sociologie globale : c'est par stratégie que les postes écossais sont largement occupés par des anglais, qui y voient là un tremplin vers de meilleurs postes (Wendy Bottero se souvient par exemple d'avoir passé ses premières années à l'Université d'Aberdeen, au nord de l'Ecosse, avant d'obtenir rapidement un poste à Cambridge). Par-là, ces sociologues anglais semblent (devoir) choisir des sujets internationaux ou globaux pour

sortir de ce contexte national. On voit donc que le recrutement – et pas uniquement les transformations sociales – joue un rôle dans la mondialisation de la sociologie britannique.

Observons ensuite un deuxième effet institutionnel sur la mondialisation de la sociologie. Chris Renwick, au cours de notre entretien, a souligné le problème numéro un de la sociologie en Grande Bretagne d'après lui : son financement. Cela est dû à des considérations institutionnelles et gouvernementales, puisque l'argent des universités est largement public, mais également disciplinaires : Renwick s'étonnait de ce qu'on donne beaucoup de financement aux neurosciences mais peu à la sociologie, alors que, de l'avis général, ce serait tout aussi utile. Il notait ainsi une concurrence que l'on n'a pas souvent l'habitude de repérer entre sciences dures et humanités : « In the current environment social scientists […] are treated as humanities and there is a lot less money. So if you manage to bring biology into the equation, you get very attractive funding. […] Part of the reason why neuroscience is developing is because it is easy to get money, all you do is look at a brain scan. » Il conclut en disant qu'à l'avenir il y aurait très certainement « pressure for social scientists to collaborate with them » s'ils souhaitent obtenir plus de financements. C'est un deuxième point qui concerne l'avenir de la sociologie globale : si elle souhaite se développer, il faut qu'elle étende ses objets de recherche quitte à se tourner vers les sciences dures ou naturelles afin de pouvoir convaincre de son « utilité » scientifique. Ce problème n'est peut-être pas typiquement britannique car il concerne de nombreux pays, mais il a l'avantage d'apparaître clairement dans cet entretien avec Chris Renwick.

Enfin, un dernier avatar de la mondialisation des idées en sociologie est son « orientalisation ». L'avenir se jouera peut-être pour la sociologie dans les échanges de théories et de données avec l'Asie. Stevi Jackson, sociologue féministe du genre, travaille par exemple sur une histoire comparée de la sexualité et de l'intimité en Asie du sud-est et en Europe avec une collègue hong-kongaise. Elle souligne la difficulté à faire émerger des concepts « proprement » asiatiques car, dit-elle, « there is a Western hegemony, sociologists in Asia have been trained in the US or Britain so they have learnt Western theory [and] the tendency is about applying them to an Asian context. […] There is a beginning in Asia to try to think differently. » Il semble donc intéressant pour la sociologie britannique d'essayer de multiplier les coopérations avec des sociologues étrangers pour tenter de faire advenir une sociologie asiatique mais également mieux développer la sociologie britannique. Cela est une conséquence de la globalisation de l'éducation, dans laquelle les chercheurs asiatiques reprennent les théories apprises en Occident, où ils ont pour la plupart été formé. La globalisation de la sociologie vient là encore d'un effet institutionnel et non purement intellectuel.

On voit donc que la globalisation des sujets et des résultats sociologiques en Grande Bretagne sont largement la conséquence de l'évolution de l'enseignement et de la recherche dans les universités : tant au niveau du recrutement (Payne), du financement (Renwick) que de l'enseignement (Jackson). C'est là le premier défi pour l'avenir de la sociologie britannique, rayonner malgré ces contraintes institutionnelles qui lui font perdre ses repères nationaux.

Le deuxième défi porte sur la place de l'empirisme dans la sociologie britannique. On l'a montré, elle n'est pas aussi empiriste qu'on le pense. Mais les questions méthodologiques, ajoutées à celles sur la globalisation, sont au cœur des récents débats que l'on trouve dans les trois revues étudiées précédemment concernant l'avenir de la sociologie en Grande Bretagne.

D'après un article célèbre de Savage et Burrows (2007) la sociologie doit affronter une remise en cause profonde de ce qui faisait sa nécessité, c'est-à-dire celle de révéler le social en utilisant des techniques empiriques (l'enquête de terrain dite du *survey* et l'entretien). Ils mettent d'abord de côté « theoretical worries concerning the status of the 'social' in an age marked by globalizing, mobile and dynamic relations, where 'social', 'technological' and 'natural' processes intersect and hybridize profusely. » (Savage et Burrows, 2007 : 886) La mondialisation pose un problème à la sociologie, on l'a dit, mais ce n'est pas ici leur sujet de préoccupation.

Ce qui les intéresse dans cet article intitulé à juste titre « The Coming Crisis of Empirical Sociology », faisant écho à la *Coming Crisis of Western Sociology* (Gouldner, 1970) qui insistait sur le caractère trop rigide de la théorie sociologique fonctionnaliste, c'est la crise méthodologique de la sociologie. En effet, pour les deux auteurs, « the role of sociologists in generating data is now unclear. » La sociologie universitaire devient de moins en moins pré-requise comme révélatrice du monde social à l'aide de ses méthodes devant l'ère du « knowing capitalism » (le capitalisme de la connaissance). Désormais en effet, les données sociologiques ne requièrent plus de longues heures de travail car à l'heure du capitalisme de la connaissance les données numériques deviennent « a by-product of the routine operations of a large capitalist institution. » (Savage et Burrows, 2007 : 887) Alors que « the survey emerged as a key device for imagining the nation » dans les années 20 et 30, désormais « such survey research now has very limited reference to academic expertise » et aux techniques empiriques des sociologues. Les instituts de sondage ou d'études de marché ont désormais avec l'ère du numérique et d'Internet à leur disposition quantité de données sociales sur leurs « clients » qui leur permet d'affiner très facilement leurs analyses, notamment sur les classes sociales (un concept largement discrédité dans le monde du capitalisme et pourtant sur lequel les sociologues s'écharpent encore). Récemment, Mike Savage a d'ailleurs proposé une nouvelle analyse des classes sociales intitulé « The Great British Class Survey » pour refléter ces changements.[54]

L'avenir de la sociologie, selon Savage et Burrows (2007), se trouverait donc du côté des entreprises et des instituts privés ayant accès à ces informations et non plus du côté des sociologues. Leurs techniques deviennent « marginalisées ou même superflues. » (ibid. : 892) Ce qui est intéressant dans cet article c'est qu'il analyse à la fois la crise des techniques quantitatives et des techniques qualitatives, ne laissant aucun espoir aux tenants des unes ou des autres – ou en leur en laissant autant. Ils soulignent également que leur article, qui a marqué une rupture dans la pensée méthodologique, demande « far greater reflection on how sociologists can best relate to the proliferation of social data gathered by others » qu'il n'est qu'un énième appel à une meilleure formation des étudiants et des enseignants aux techniques scientifiques comme on trouve par exemple chez Payne (2007).

Que faire alors de la sociologie à l'avenir ? Est-elle véritablement condamnée empiriquement à reproduire à petite échelle et moins efficacement ce que font les grandes entreprises qui disposent d'une infinité d'informations sur le monde social ? La sociologie est-elle devenue superflue face au marché ? Non, ce n'est pas là la conclusion des auteurs. Ils sont plus optimistes que cela. Pour eux, il reste un espoir, celui de la sociologie ni proprement théorique ni proprement empirique par exemple de Giddens, de Bauman ou de Beck. Leur succès, à l'ère de la crise empirique à venir de la sociologie, s'explique en partie parce que leur

[54] Le projet a été rendu public et facile d'accès par la BBC à http://www.bbc.com/news/magazine-22000973, consulté le 11 octobre 2014.

sociologie se définit « in terms of its ability to provide an overview of a kind that is not intended to be 'tested' by empirical research » et qui ne cherche pas « to define its expertise in terms of its empirical research skills. » (Savage et Burrows, 2007 : 895) Cette sociologie, indemne, est avant tout celle des grandes théoriciens capables de mobiliser la « sociologie publique » : « this is the best possibility sociology has to define its public role in an age when […] its empirical resources seem problematic. » (ibid. : 895) C'est ainsi que l'expertise sociologique survivra : elle devra s'intéresser aux publics plutôt qu'aux marchés, comme le soulignait John Holmwood. Elle doit être une sociologie publique et non commerciale.

2. L'avenir de la sociologie selon l'ESRC

Cet article a fait beaucoup de bruit et fit couler beaucoup d'encre dans les trois revues étudiées dans les années suivant sa publication. En effet, l'enjeu méthodologique est important pour l'avenir de la sociologie – comme le souligne l'International Benchmarking Review of UK Sociology de l'ESRC paru en 2010.[55]

Ce rapport est une initiative conjointe de l'ESRC, de la BSA et du Heads and Professors of Sociology Council datant de 2008. En parallèle au RAE qui évaluait les départements universitaires et le niveau de la recherche en termes d'impact, ces trois institutions ont senti la nécessité d'une évaluation indépendante de la sociologie au Royaume-Uni qui a suivi celle de l'anthropologie sociale (2006), des sciences politiques (2007) et de l'économie (2008) par l'ESRC. (ESRC, 2010 : 5)

L'objectif de ce rapport était de produire une analyse comparative (un étalonnage ou « benchmarking ») de la sociologie par rapport à son organisation institutionnelle et ses concurrents internationaux. L'ESRC analyse la sociologie britannique d'abord du point de vue de ses spécificités (*distinctiveness*) et souligne la vivacité de la discipline, la spécificité de ses méthodes et l'ouverture de son environnement intellectuel comme critères de qualité de la recherche. (ibid. : 9) Ensuite, dans le détail, l'ESRC souligne l'avantage de la langue anglaise qui paraît évident et qui pourtant permet à la sociologie britannique d'être au même niveau que la sociologie américaine en terme d'influence – même si l'organisation craint que cet avantage ne disparaisse avec la multiplication des publications en anglais. Le deuxième atout de la sociologie britannique est l'existence de revues et de maisons d'éditions très connues (SAGE, OUP, CUP, Palgrave, Routledge, Polity Press). Enfin la Grande Bretagne peut compter sur ses universités de haut niveau et de prestige pour attirer de nombreux étudiants en sociologie parmi les meilleurs. (ESRC, 2010 : 19-20)

Toutefois, l'institution remarque que l'ouverture prétendue de la sociologie britannique reste relative vue de l'extérieur. Dans les discours des 122 chercheurs et clients de la sociologie interrogés, il semble que l'internationalisation soit extrêmement développée. L'ESRC ne peut s'empêcher de noter une contradiction entre le discours et les pratiques, avec le manque de projets de recherche comparée, le manque d'information sur les possibilités de financement européen et l'absence de familiarité avec les développements sociologiques en Chine, en Inde ou en Amérique du Sud – un fait déjà souligné lors de l'étude des trois revues, où ces pays étaient très faiblement représentés. Enfin, les auteurs du rapport déplorent que très peu de choses soient faites pour améliorer la formation des étudiants undergraduates en méthodes statistiques et quantitatives. (ibid. : 23)

[55] Le rapport complet est disponible gratuitement à http://www.esrc.ac.uk/_images/Int_benchmarking_sociology_tcm8-4556.pdf, consulté le 22 juilet 2014.

Quant à l'avenir de la sociologie au Royaume-Uni, l'ESRC note des faits que l'on a déjà pu développer au cours de ce chapitre : elle craint que l'identité de la discipline sociologique ne se dilue avec « the ongoing blurring of disciplinary boundaries », avec l'apparition de sous-champs qui ont le vent en poupe comme la sociologie de l'éducation, de la médecine, du genre ou de la culture (*cultural studies*) (ESRC, 2010 : 35). Ce sont là les champs d'avenir dynamiques de la sociologie britannique à venir, ce que confirmera notre analyse des thèses soutenues en 2013. (ibid. : 12-15) L'ESRC craint que cette dilution de la discipline entraîne des problèmes d'identité professionnelle pour les générations de sociologues à venir avec, notamment, la perte d'un « sociological research agenda, such as social inequalities, will become so diffuse that they cease to be visible, let alone have an impact. » (ESRC, 2010 : 37) Enfin une autre menace pour l'avenir de la sociologie britannique est la culture professionnelle plutôt hostile envers les méthodes quantitatives, tout en soutenant l'utilisation des méthodes qualitatives et malgré la crainte de la concurrence d'une « sociologie commerciale » définie par Savage et Burrows dans leur article de 2007 analysé ci-dessus (ibid. : 35).

Finalement, les recommandations de l'ESRC semblent assez faibles car il s'agit de grands principes comme le renforcement de l'organisation institutionnelle de la sociologie dans les universités, le développement des formations à la méthodologie quantitative ou celui de l'évaluation de l'impact de la recherche. (ESRC, 2010 : 40-42) L'étude de ce rapport se double du rapport Wakeling (2009 : 3) qui détaille la composition des étudiants et enseignants de sociologie au Royaume-Uni et nous apprend, par exemple, que les pays qui pénètrent le plus le système britannique de sociologie sont l'Irlande et la Grèce.[56] L'étude de ces deux rapports conforte l'analyse proposée des entretiens : la question de la fragmentation, de l'internationalisation de la sociologie britannique ou la question des méthodes empiriques sont véritablement au cœur des interrogations de la discipline aujourd'hui.

Dès 2004, dans un article de Payne et al. (2004), l'attention avait été portée sur le manque de formation en méthode quantitative des étudiants et chercheurs. A travers l'analyse des revues sociologiques britanniques, les auteurs mettaient en avant la faiblesse de l'approche quantitative et appelaient de leurs vœux plus de « pluralisme méthodologique », c'est-à-dire plus de quantitatif. L'article était annonciateur des conclusions du rapport de l'ESRC six ans plus tard. Le rapport de 2010, quant à lui, appela plusieurs réponses, signe de l'importance du problème pour la communauté des chercheurs. La question de la formation aux méthodes quantitatives et la création par l'ESRC d'un centre national pour les méthodes montrent que l'enjeu est de taille pour une sociologie qui se veut compétitive internationalement. David Byrne (2012), professeur de sociologie à l'Université de Durham, répondit ainsi au rapport de l'ESRC qu'en dépit de ses conclusions, l'approche statistique n'était pas indiquée pour améliorer la formation quantitative. Il n'apporte pas de réponse claire à la question de savoir quelle formation il faut développer, mais il eut le mérite de lancer un débat sur l'avenir de la méthodologie à adopter en sociologie qui continue encore de nos jours.

3. Les chercheurs de demain : analyse empirique des thèses de sociologie soutenues en Grande Bretagne en 2013 (N=116)

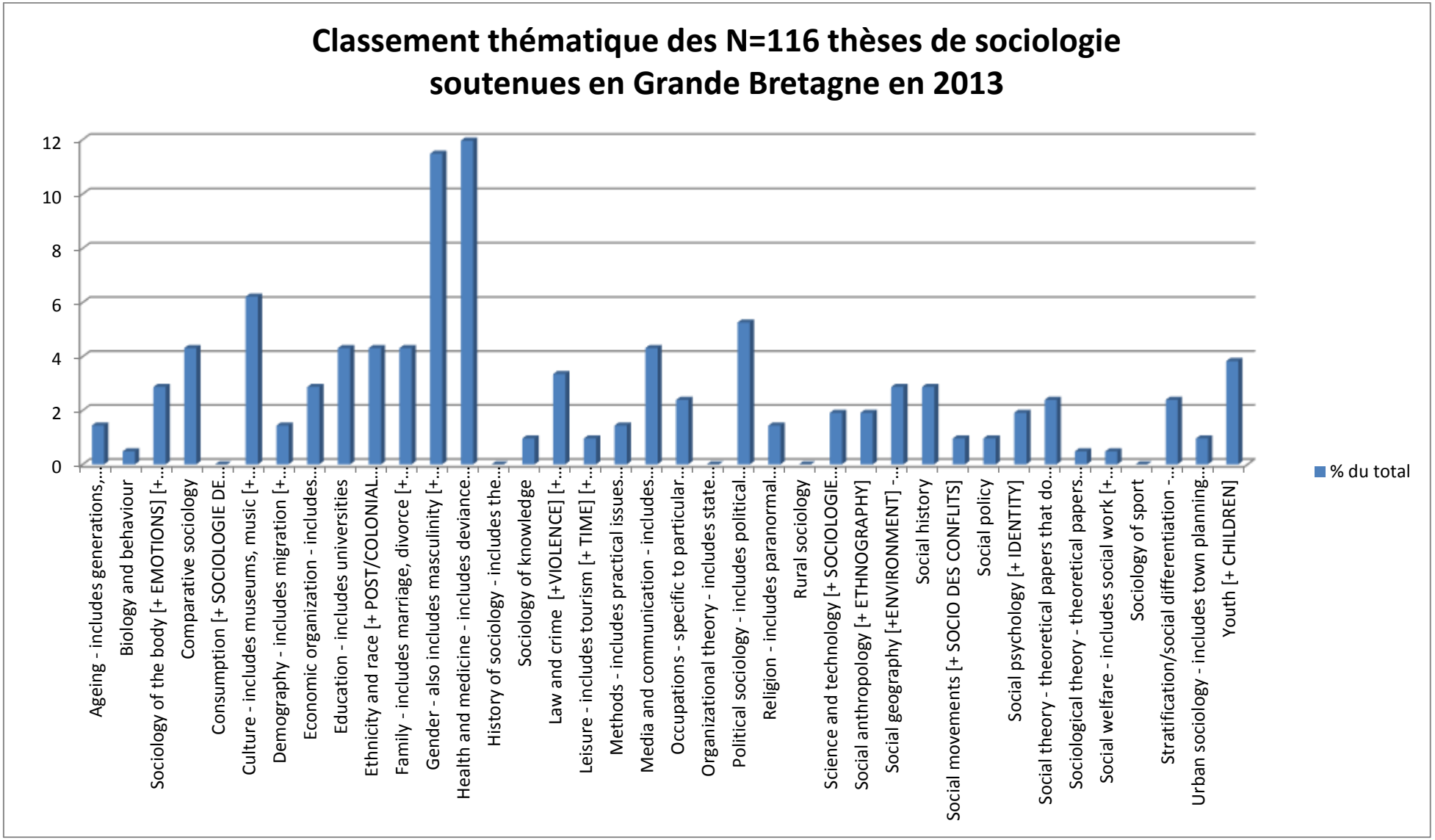
[56] Le rapport complet est disponible gratuitement à http://www.esrc.ac.uk/_images/sociology%20statistical%20briefing_tcm8-15007.pdf, consulté le 22 juilet 2014.

Pour en savoir un peu plus sur ce à quoi ressemblera la sociologie britannique du XXIe siècle, il serait intéressant de savoir à quoi travaillent actuellement les chercheurs de demain. Or, il n'y a pas beaucoup de moyen de le deviner, puisque ces chercheurs sont en devenir. Toutefois, il nous a semblé possible – et faisable, car les données étaient disponibles avec un peu de travail – de proposer une analyse des « chercheurs de demain » à partir du travail des « doctorants d'aujourd'hui ». Puisque comme le souligne le rapport ESRC (2010), près de la moitié des doctorants trouvent un emploi dans l'enseignement ou la recherche en Grande Bretagne quelques années après leur diplôme, les thèses soutenues de 2013 proposent un panorama des futurs leaders de la recherche sociologique britannique.

Ainsi, avec l'aide du site Internet de la BSA qui compile la liste des thèses de sociologie soutenues dans les universités britanniques en 2013, il a été possible de proposer une liste exhaustive des thématiques choisies par ces doctorants.[57] La liste proposée est de N=116 thèses soutenues en 2013. Il faut prendre ces chiffres avec des pincettes : d'abord, ils ne constituent qu'un échantillon du nombre total de thèses soutenues en 2013 en Grande Bretagne (200 à 250 doctorats en sociologie sont soutenus par an depuis 2002 (ESRC, 2010 : 26)). Le chiffre exact n'est pas connu par 2013 mais on peut légitimement affirmer qu'environ 50% seulement des thèses soutenues cette année-là sont représentées. Ensuite, seule l'année 2013 est représentée car les chiffres ne sont pas disponibles pour les années précédentes (la base de données a commencé en 2013) et sont partiels pour 2014 au moment d'écrire cette thèse (N=18 thèses en juillet 2014 sont disponibles, mais l'échantillon est trop petit pour être représentatif donc il ne figure pas dans ce chapitre ; tout au plus peut-on dire d'ores et déjà que 6 thèses sur 18 concernent la sociologie de la santé et de la médecine). Cela ne permet donc pas de produire une image entièrement fidèle de la sociologie à venir. Enfin, les thèses ont été catégorisées comme dans le II. pour les articles, c'est-à-dire qu'on pourra s'y référer pour comprendre la classification, qui est réadaptée de Halsey (2004). Dernière chose, seul le titre de ces thèses, indiqué par les étudiants eux-mêmes lorsqu'ils sont membres de la BSA ou par leur directeur de thèse dans le cas contraire, a pu être utilisé pour les classer. Il est donc tout à fait possible qu'à la lecture de la thèse la classification paraisse différente.

Malgré toutes ces précautions, il est intéressant de se dire que dans T+5 ou T+10 ans, il est fort probable que les doctorants actuels seront les futurs maîtres de conférences qui dirigeront les départements de sociologie britanniques, voire mondiaux. Voici donc le résultat du classement par catégorie (voir II. pour la méthodologie) des thèses de sociologie de 2013 :

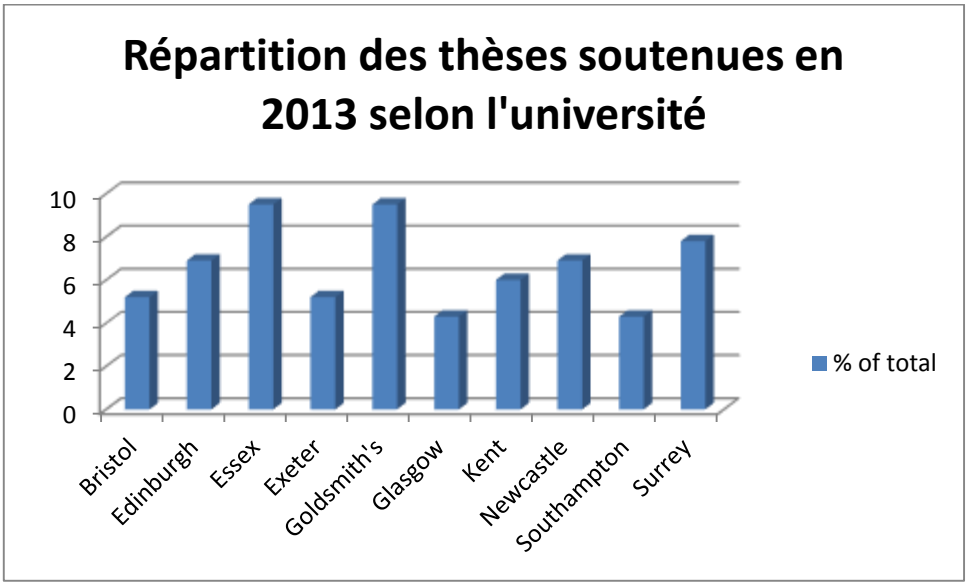
[57] La liste des thèses de 2013 n'est plus en ligne à l'heure où l'auteur écrit ces lignes. Seule la liste pour 2014 est désormais disponible à http://www.britsoc.co.uk/students/postgraduate-study/graduates-in-sociological-research.aspx, consulté le 12 juillet 2014. L'auteur a heureusement conservé une copie de la liste des thèses de 2013 qui était disponible à cette adresse jusque juillet 2014.


Classement thématique des N=116 thèses de sociologie soutenues en Grande Bretagne en 2013
12
10
8
6
4
2
0
Ageing - includes generations,...
Biology and behaviour
Sociology of the body [+ EMOTIONS] [+...
Comparative sociology
Consumption [+ SOCIOLOGIE DE...
Culture - includes museums, music [+...
Demography - includes migration [+...
Economic organization - includes...
Education - includes universities
Ethnicity and race [+ POST/COLONIAL...
Family - includes marriage, divorce [+...
Gender - also includes masculinity [+...
Health and medicine - includes deviance...
History of sociology - includes the...
Sociology of knowledge
Law and crime [+VIOLENCE] [+...
Leisure - includes tourism [+ TIME] [+...
Methods - includes practical issues...
Media and communication - includes...
Occupations - specific to particular...
Organizational theory - includes state...
Political sociology - includes political...
Religion - includes paranormal...
Rural sociology
Science and technology [+ SOCIOLOGIE...
Social anthropology [+ ETHNOGRAPHY]
Social geography [+ENVIRONMENT] -...
Social history
Social movements [+ SOCIO DES CONFLITS]
Social policy
Social psychology [+ IDENTITY]
Social theory - theoretical papers that do...
Sociological theory - theoretical papers...
Social welfare - includes social work [+...
Sociology of sport
Stratification/social differentiation -...
Urban sociology - includes town planning...
Youth [+ CHILDREN]
% du total

La sociologie de la santé et de la médecine (11,96% soit 25 thèses soutenues en 2013) et la sociologie du genre (11,48% soit 24 thèses) arrivent en première position. Ce sont donc les champs les plus actifs de la recherche au niveau doctoral en 2013. Viennent ensuite la sociologie de la culture (6,22%, 13 thèses) et la sociologie politique (5,26%, 11 thèses). On observe ainsi que la sociologie du « corps », globalement, si on ajoute la sociologie de la santé, du genre et du corps, représente près de 26% du total des thèses soutenue en 2013 soit plus d'un quart ! Cela laisse augurer de bonnes choses dans ce domaine pour la sociologie britannique à l'avenir.

Etonnamment, cette hiérarchisation thématique correspond ainsi bien au « canon sociologique » de la fin du XXe siècle mis à jour par Outhwaite (2009). L'auteur décrit dans son article le fait que la sociologie britannique s'est développée à la fin du XXe siècle en s'inspirant en particulier de Bauman, Beck, Bourdieu et Giddens. Chacun de ces « nouveaux pères fondateurs », représente une corrélation avec un des thèmes de tête des thèses de 2013 : Bourdieu pour la culture, Beck pour la sociologie politique, Giddens avec la sociologie du genre et Bauman pour la sociologie de la santé. C'est une corrélation partielle et une hypothèse, mais elle semble vérifier l'idée que la sociologie britannique contemporaine s'inspire en effet de ce canon.

L'avenir de la sociologie britannique dépend donc largement de ses doctorants et de ses étudiants. Il aurait été intéressant de pouvoir mener des entretiens avec eux, ce qui n'a pas été possible dans le cadre de ce chapitre. Mais l'avenir se joue aussi institutionnellement. Observons tout d'abord l'importance des universités dans la soutenance de ces thèses de 2013 :



On peut voir que les plus active sont plutôt des universités du sud de l'Angleterre, cotées en sociologie (Surrey, Essex, Londres Goldsmith's soit 27% des thèses de 2013 à elles seules) même si le nord n'est pas trop mal représenté avec Edimbourg, Glasgow et Newcastle. Ces université sont parmi les plus actives et conservent donc leur réputation d'être prestigieuses en sociologie. Oxford et Cambridge ne sont qu'à peine représentées, car ce sont de petits centres de recherche en sociologie en comparaison, comme on l'a déjà souligné.

Deuxième chose, l'avenir se joue institutionnellement au sein de la BSA qui représente une grande majorité des sociologues britanniques. D'abord, la conférence annuelle de la BSA se déroulera en 2015 à Glasgow du 15 au 17 avril (voir Annexe 3 pour la liste des conférences depuis 2003), après Leeds en 2014. Cela contribue à montrer l'importance des universités du Nord pour la sociologie britannique, en dépit de l'importance du sud dans la production et la soutenance de thèses en 2013 comme on vient de montrer. Ensuite, John Holmwood terminera son mandat de président de la BSA en août 2014 et sera remplacé par Lynn Jamieson, une sociologie de la famille de l'Université d'Edimbourg. Le changement marque sans doute une rupture puisque John Holmwood était un fervent défenseur de l'université publique, adversaire du néo-libéralisme tandis que Lynn Jamieson ne semble pas être aussi politisée. Peut-être ce changement est-il un message « d'apaisement » de la part de la BSA ?

Conclusion : la mort de la sociologie ?

L'année 2014 marquera-t-elle la mort de la sociologie classique ? Elle est en tout cas marquée, à l'heure d'écrire ces lignes, par une série de disparitions douloureuses pour la communauté sociologique britannique : Stuart Hall (le 10 février 2014) et Richard Hoggart (le 10 avril 2014), deux grandes figures des cultural studies de Birmingham puis John Westergaard (le 3 mai 2014) et enfin le « père fondateur » et co-auteur de la série de *l'Ouvrier de l'abondance* David Lockwood (le 6 juin 2014) nous ont quittés. Cela marque sans conteste un tournant pour la génération dominante dans les universités britanniques, mais c'est également le signe d'un renouveau possible pour la discipline encore largement dominée symboliquement par les leaders des années 60 et 70.

La question posée en introduction était celle de savoir si la sociologie britannique était « en crise ». Ces événements nécrologiques semblent indiquer qu'elle se trouve à un moment charnière de son histoire : une nouvelle génération est prête à émerger, tandis qu'une autre semble s'estomper. Des problèmes anciens se posent toujours : la fragmentation de la discipline entre ses différents champs et objets, la question du néo-libéralisme ennemi de la sociologie depuis les années 80 ou encore la réflexion de la communauté sur sa propre identité disciplinaire. L'apparition d'une « nouvelle » histoire de la sociologie et l'extension du concept de « sociologie publique » semblent indiquer un renouveau d'intérêt pour la recherche d'une identité et un renouveau d'idées sur l'écologie, la mondialisation ou bien encore la « troisième voie », certes désormais dépassée avec le conservatisme vainqueur aux dernières élections générales de 2010. Enfin, de nouveaux problèmes se posent : la question de la formation aux méthodes quantitatives, la « britannicité » de la sociologie britannique ou encore l'intégration de la recherche nationale dans des réseaux mondiaux se posent de manière plus abrupte ces dernières années.

Ce qu'on observe, d'un point de vue intérieur à la communauté sociologique, c'est qu'il existe un véritable décalage entre l'état de la sociologie britannique, très dynamique si on se concentre sur ses publications et sur ses chiffres comme on l'a fait, et la perception par ses membres interrogés à l'occasion de la conférence annuelle de la BSA d'avril 2014 à Leeds. Il semble qu'un véritable complexe d'infériorité et un sentiment de menace permanente envers la sociologie perdurent, à un moment où elle n'a jamais autant brillé par sa vivacité, sa longévité et le dynamisme de ses champs de recherche – que cela soit par les théoriciens qui l'inspirent (Bourdieu, Beck, Bauman et Giddens, notamment, d'après Outhwaite (2009)) ou

que cela soit par les thèses soutenues en 2013. La sociologie britannique est véritablement à la frontière scientifique, au cœur des débats, soutenue par une lingua franca qui s'étend et qui domine, et pourtant elle semble garder des barrières intellectuelles et géographiques importantes : il faut que les sociologues britanniques parviennent à s'en libérer pour célébrer ce qui leur a toujours été dénié – l'existence d'une sociologie propre et originale, qui n'a rien de biologique, empiriste ou conservatrice mais qui est au cœur des interrogations mondiales.

Avant de conclure généralement sur la thèse, nous souhaiterions évoquer un ouvrage qui s'applique tout à fait bien à la société britannique de 2014 et qui risque de faire parler de lui pour sa conception politique et sociologique originale. Phillip Blond est un essayiste politique (autrement dit : un sociologue qui ne s'affirme pas comme tel) conservateur qui tente dans son ouvrage de 2010, *Red Tory: How left and right have broken Britain and how we can fix it*, de trouver une « quatrième voie » et de proposer une théorie sociale novatrice censée servir le conservatisme renouvelé de David Cameron. On a souvent dépeint sa pensée comme celle de la « Big Society », et il est souvent comparé à Anthony Giddens pour sa proximité idéologique avec le parti au pouvoir.

La « Big Society » (ou grande société), n'est pas à proprement parler une expression de Blond (2010). Si, certes, on peut la trouver dans son ouvrage (ibid. : 290), elle est réutilisée d'un discours de David Cameron (*The Hugo Young Memorial Lecture*) de novembre 2009 et elle est utilisée entre guillemets pour la décrire. Ce n'est d'ailleurs pas non plus une invention de David Cameron, c'est plutôt une expression qui chapeaute leur conception nouvelle du conservatisme pour la différencier du « Big Government » des travaillistes, critiqué par Reagan et Thatcher dans les années 80. Cette expression est donc à la fois dans la rupture et dans la continuité avec la pensée conservatrice.

Blond tient à distinguer son « conservatisme civique » (ou social) (Blond, 2010 : 290-91) du « conservatisme à visage humain » de George Bush à la fin des années 80 – qui a été pour lui un échec – et de celui de Margaret Thatcher qu'il décrit plutôt comme une « libérale ». Pour lui, le conservatisme n'a rien à voir avec le libéralisme économique de Thatcher, qui n'a fait que renforcer le délitement moral et social de la Grande Bretagne. Blond cherche à se démarquer de ses prédécesseurs politiciens pour trouver ce qu'on pourrait appeler une « quatrième voie » (après la troisième de Giddens). En effet, Blond s'oppose à la fois au dualisme exclusif Etat/marché pour résoudre la crise économique, sociale et politique de la société britannique qu'il décrit largement dans la première partie de son ouvrage (ibid. : 37-156), et s'oppose également à la solution du « marché socialisé » (*market state*) proposé par la troisième voie de Giddens (ibid. : 130). Selon Blond, Giddens n'a rien proposé de nouveau à part une fusion des échecs du marché, de l'individualisme et de ses inégalités, avec ceux de l'Etat, de sa lourdeur et de son inefficacité. Tout cela au détriment de la « société civile » qui seule peut « reconstruire le Grande Bretagne » (« broken Britain » (Blond, 2010 : 74)) sur des bases solides.

Phillip Blond, penseur conservateur, semble proposer une « quatrième voie » innovatrice à égale distance entre les erreurs de la gauche et de la droite, c'est-à-dire de celles de l'Etat keynésien et de celles du libéralisme débridé. Cette quatrième voie est celle, finalement assez traditionnelle, de la société civile qu'on pourrait décrire, comme le fait Gérald Bronner (2013) par exemple comme l'idéal de la démocratie participative. Blond veut restructurer la société sur ses valeurs traditionnelles qui reposent selon lui sur la classe ouvrière, grande perdante de la société post-crise de 2008. En effet, elle a perdu ses repères, notamment familiaux, et les ouvriers sont devenus dépendant de l'Etat-providence qui leur propose de survivre mais pas

de s'élever socialement : il écrit, « the great tragedy of the modern British welfare state has been the corrosion of the long-standing social values held by the working class, and thereby the effective erosion of the mutualism these values enshrined. » (Blond, 2010 : 76)

Certes, Blond n'est pas si original que cela : bien avant lui, Edmund Burke en Angleterre ou Adam Jefferson aux Etats-Unis ont tous les deux proposé au XVIIIe siècle un idéal social fondé sur les valeurs de respect de la Nature et d'harmonie, et sur la tradition. Là où il innove cependant c'est qu'il bâtit un raisonnement convaincant sur les origines de la crise morale et économique de la Grande Bretagne depuis les années 2000, en blâmant autant les conservateurs thatchériens que le blairisme. Les « errors of the right » sont ainsi largement aussi nombreuses et critiquées que les « errors of the left », dans son ouvrage. Enfin, il propose un idéal civique auquel nombre de sociétés aspirent aujourd'hui : l'avenir se trouve dans la confiance dans la société civile, dans ses acteurs responsables et dans la démocratie locale plutôt que dans le marché débridé ou l'Etat bureaucratique. C'est un bilan assez convaincant.

Bien évidemment, de nombreuses critiques se sont élevées contre cette conception de la société civique en mettant en avant, par exemple, la faiblesse de l'engagement bénévole s'il n'est pas financé, les coupes budgétaires du gouvernement Cameron adossées à cette conception de la « Big Society » qui les justifient en partie, ou bien encore l'échec de l'expérimentation de la démocratie locale à Liverpool en février 2011.[58] Bien peu de ces critiques cependant ont attaqué la conception intellectuelle ou sociologique qu'il met en avant. Or, bien qu'un essai politique, l'ouvrage met en avant une théorie sociale du même acabit que le *Third Way* d'Anthony Giddens étudié au chapitre précédent. Pourquoi alors considérer Giddens comme plus sociologue que Blond ? Nous croyons qu'il est possible de considérer l'ouvrage de Phillip Blond comme un renouveau de la pensée sociale et surtout la démonstration de la possibilité d'une sociologie conservatrice – alors même qu'elle était au cœur de la critique de la sociologie britannique dans les années 80 (Soffer, 1982).

Une sociologie conservatrice, tout comme celle par exemple de Raymond Boudon en France, est non seulement possible mais probablement riche en enseignement. Cet ouvrage, choisi pour son intérêt sociologique et par goût de l'auteur de ces lignes, démontre avec brio que la critique fondamentale selon laquelle la sociologie britannique aurait de tout temps trop été « conservatrice » n'est ni justifiée ni même pertinente. La sociologie britannique ne s'est jamais posée comme telle et, de toute manière, cette approche n'est pas une impasse : le « toryisme rouge », proposé comme une « quatrième voie » originale par Phillip Blond, en est la preuve. Il reste à savoir si cette conception sociologique fera long feu ou bien disparaîtra – comme la troisième voie de Giddens – avec le changement éventuel de majorité politique après les élections de 2015.

[58] Ces arguments sont repris en partie de l'article disponible à l'adresse suivante : http://www.youphil.com/fr/article/03904-big-society-david-cameron?ypcli=ano, consulté le 22 juillet 2014.

Conclusion

I. Pourquoi un développement si tardif ?

Notre travail a permis d'avancer des arguments incontournables expliquant l'absence apparente de sociologie britannique – ou tout du moins son développement tardif :

– des explications intellectuelles, tout d'abord : l'absence de révolution contrairement à la France, l'Allemagne et aux Etats-Unis a rendu superflu le développement d'une sociologie « rationnelle » (Durkheim, 1915) ; l'absence de Pères fondateurs intellectuellement viables (Clark, 1973), la force du paradigme biologique et conservatisme des sociologues (Soffer, 1982), incapables de proposer une version marxiste de la réalité (Anderson, 1992) ; la faiblesse des idées sociologiques importées d'autres pays et l'insularité ; l'absence de tradition nationale (Nisbet, 1967) ; l'incapacité voire la non-nécessité de penser rationnellement le système politique et les institutions (Goldman, 1987) ou encore l'affirmation que la sociologie est partout, qu'il n'y a pas besoin de la chercher ailleurs que dans le sens commun (Hawthorn, 1976).

– A cela s'ajoutent des arguments institutionnels : le cannibalisme du sociologique par le politique (Abrams, 1968), l'absence de système institutionnel qui favorise les intellectuels publics (Collini, 2006), la faiblesse des frontières disciplinaires, une multitude de sociologies dans la littérature sociale et l'économie politique (Lepenies, 1988), la concurrence de l'anthropologie sociale et la domination sociale des sociologues, l'absence de l'histoire de la discipline (Scott, 2014)…

Mais tous ces arguments, aussi intéressants et pertinents soient-ils, méconnaissent souvent l'histoire de la discipline, c'est-à-dire l'existence de la sociologie en Grande Bretagne, dans les universités et hors des universités. Tout simplement parce qu'elle n'avait pas encore été faite. On connaît assez bien la période 1904-1914 et la période 1945-1968 : entre ces deux moments, très peu de travaux se sont intéressés à ce qui s'est passé en laissant supposer qu'il ne s'y était passé. C'est le premier intérêt de cette thèse : apporter des éléments historiques exhaustifs sur le XXe siècle.

Très peu d'ouvrages ont ensuite envisagé la sociologie de la discipline elle-même en essayant de détailler des arguments spécifiquement sociologiques (sauf Abrams, 1968), la faute sans doute à un problème de formation des historiens et des sociologues britanniques où l'alliance entre les disciplines n'est pas faite et la spécialisation encouragée, ce que l'on connaît moins en France. C'est le deuxième apport de cette thèse : proposer une vision sociologique, où la preuve n'est pas simplement chronologique ou archivistique (c'est-à-dire historique), mais empirique et argumentée.

On dit souvent qu'une institution – et une discipline en est une – est une construction sociale : rien n'a été fait pour le détailler. Au cœur de notre réflexion on trouve la question de l'institutionnalisation et de l'identité. Notre fil rouge était l'identité des sociologues, son problème de construction le centre de notre argument sociologique. Les sociologues contemporains souffrent toujours d'un complexe d'infériorité et d'un sentiment de fragmentation de leur discipline, alors même qu'elle est florissante.

II. Les apports de la thèse

Le premier apport de ce travail, qu'on rappelle, est donc de renseigner l'état de la discipline du mieux possible, tant du point de vue intellectuel qu'institutionnel, pour retracer l'histoire de la discipline. Il y a une cohérence qui se fait jour sur tout le XXe siècle, et il y a bien « quelque chose ». C'est donc un apport positif pour l'historiographie.

C'est également une avancée pour la communauté des chercheurs contemporains. Ce travail légitime leur discipline et leurs recherches. En effet, on a observé dans le chapitre 5 que les sociologues souffrent de ne pas connaître leur passé, de subir « une identité étrange » et d'être combattus par les forces politiques conservatrices. Retracer cette histoire c'est dire aux sociologues britanniques d'aujourd'hui : vous n'êtes pas seuls. Votre histoire est complexe, riche et intéressante, il faut accepter la place actuelle de la sociologie en tant que grande et forte discipline.

La méthodologie utilisée, notamment dans le chapitre 5, est à la fois quantitative et qualitative pour discuter des problèmes contemporains des sociologues. Nous avons utilisé deux bases de données ainsi que plus d'une dizaine d'entretiens pour démontrer que la sociologie contemporaine est évolue vers plus de fragmentation et qu'il faut peut-être ainsi remettre en cause le concept de « tradition nationale ». Il n'est pas sûr que les sociologues britanniques soient déjà conscients de l'existence d'une sociologie mondiale à laquelle ils participent désormais pleinement (voir le concept de « public sociology »).

La question n'est pas tant de savoir si la sociologie britannique a été « absente ou oubliée » comme se le demande Scott (2014), mais plutôt de comprendre pourquoi personne ne s'y intéresse, c'est-à-dire trouver les raisons d'un jugement de valeur sur la discipline. Et il est saisissant de se rendre compte à quel point la perception plutôt négative de la sociologie est stable au cours du XXe siècle – et comment les préjugés se répètent. Est-ce social ou intellectuel ?

Le chapitre 1 a permis de jeter les bases de ce qu'était la « science sociale » en s'appuyant sur des lectures de première main des « pères fondateurs » de la proto-sociologie britannique (C. Booth, S. Rowntree, P. Geddes, H. Spencer), de la pauvreté, notamment. Le chapitre 2, fondé sur un travail important de recherches d'archives et de lectures de première main a permis de montrer le « succès invisible » de la sociologie dans l'entre-deux-guerres et la pertinence des analyses sociologiques proposées, en dépit de leurs divisions entre chapelles. Ces deux chapitres, notamment dans l'analyse institutionnelle qu'ils proposent, ont constitué la première partie de notre réflexion sur « pourquoi n'y a-t-il pas, pendant longtemps, de sociologie britannique ? ». La réponse est qu'il y en a eu mais qu'elle a été « oubliée » et méprisée, au bénéfice d'autres disciplines concurrentes et à cause de l'insularité de ses acteurs. La Grande Bretagne a probablement été une pionnière en science sociale, mais cela ne lui a pourtant pas permis de proposer une sociologie pratiquement exportable et influente, du fait de l'absence de communauté fondatrice sur le modèle durkheimien ou chicagolien.

Le chapitre 3 a fait la synthèse de la sociologie britannique après la Seconde Guerre mondiale pour montrer qu'elle a connu une période de fort développement universitaire, préparé dans l'entre-deux-guerres intellectuellement par celui des méthodes et des théories. La professionnalisation est la notion-clé de cette période, avec la création d'une identité professionnelle pour les sociologues. Le chapitre 4 a permis de préciser le cadre idéologique

dans lequel s'est développée la sociologie, et les oppositions qu'elle a dû affronter, notamment le thatchérisme. Avec l'étude de rapports parlementaires on observe le changement de perspective sociologique avec, en point d'orgue, celle d'Anthony Giddens. Ces deux chapitres soulignent le lent développement et de la professionnalisation de la sociologie britannique.

Enfin le chapitre 5 a proposé une analyse de la communauté sociologique contemporaine, à la fois d'une perspective quantitative et qualitative. Si on peut évoquer « la mort de la sociologie », cela n'est que dans un sens symbolique où une nouvelle génération de penseurs et de praticiens émerge. C'est ainsi qu'on a présenté « à quoi ressemble la sociologie britannique contemporaine » : elle est en phase avec les récents développements théoriques (sociologie des émotions, du corps, de la science) et en discussion avec les sociologues influents de notre époque (U. Beck, A. Giddens, M. Burrawoy).

Aujourd'hui encore, un rapport de l'UNESCO de 2010 soulignait « the 'oxygenic' character of the social sciences » bien que « they are present everywhere but visible nowhere ». (cité par Danell et al., 2013 : 9) Cela souligne bien à quel point le problème du « succès invisible » de la sociologie britannique, que l'on a souligné dans l'entre-deux-guerre, reste d'actualité : les sciences sociales généralement inspirent une réflexion sur la société mais, bien qu'intégrées au discours public et présentes dans les médias, leur influence directe semble bien mince. Cela nous amène à nous demander dans quelle mesure ce jugement de la part de l'UNESCO est valable pour d'autres pays que la Grande Bretagne.

III. Une histoire comparative est nécessaire

L'histoire de la sociologie britannique n'est en définitive pas si différente de ce qui s'est passé en France, en Allemagne ou aux Etats-Unis au XXe siècle.

En fait, elle n'est pas si tardive. Il faut souligner par exemple que Durkheim n'obtient de chaire de « sociologie » à la Sorbonne qu'en 1912, là où Hobhouse l'obtient dès 1908 ! Ou encore que la Sociological Society est fondée avant l'ASA dès 1903. On gagnerait en France à déconstruire le mythe durkheimien du « père fondateur » et son institutionnalisation qui a bénéficié largement du positionnement social de ses membres (à l'inverse des « marginaux » britanniques qui ont largement contribué au succès de la discipline hors des universités). Marcel (2001) a écrit une histoire du durkheimisme dans l'entre-deux-guerres, pour montrer qu'il est une tendance durable de 1919 à 1945.

Mais c'est reproduire une construction sociale : pourquoi ne pas s'intéresser également à ce qui se faisait en dehors des universités ou encore dans les universités provinciales ? Cela permettrait de montrer le dynamisme de la sociologie non-parisienne puisqu'il faut rappeler par exemple que la sociologie était alors très développée à l'Université de Strabourg (avec Simmel, Halbwachs et Gurvitch comme enseignants entre 1914 et 1945) (Revue des sciences sociales, 2008) ou de Bordeaux (Bera, 2014), où des chaires existaient. Il y aurait probablement des choses surprenantes à découvrir en s'intéressant à la sociologie provinciale en France, un peu comme la sociologie non universitaire en Grande Bretagne. Ce travail reste largement à faire. L'institutionnalisation de la sociologie a pris du temps en France, tout comme ailleurs, dans les universités.

Il serait deuxièmement nécessaire de tracer une histoire comparative et internationale de la sociologie pour pouvoir comparer les pays d'après des aspects objectifs (par exemple entre

revues) pour montrer les échanges intellectuels entre sociologies. Un véritable projet d'histoire comparative entre la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne serait cohérent, inédit et riche d'enseignements. Ce livre reste à écrire, on peut considérer cette thèse comme sa première pierre. Certains ouvrages comme par exemple Malye et Hadley (2012) ont montré la puissance de l'histoire comparative entre la France et l'Angleterre pour mieux comprendre sa propre réalité nationale.

C'est la force de l'école historique anglo-saxonne, à laquelle j'ai été formé et sensibilisé au cours de mon doctorat, de produire la grande histoire à partir de la petite, de l'anecdote, du détail qui en dit long sur le contexte historique national (voir Gildea, 2002) voire international (voir Beevor, 2012 et Clark, 2013). Ces deux derniers ouvrages ont considérablement renouvelé l'histoire des deux guerres mondiales en utilisant au maximum les archives moins connues et la petite histoire de ses grands acteurs. Ce qui a été fait pour les guerres mondiales pourrait tout aussi bien être fait pour une discipline scientifique.

IV. L'histoire de la sociologie israélienne est-elle un cas pertinent ?

Un exemple de sociologie de la sociologie est donné par un article de Yair et Apeloig (2006) expliquant pourquoi les penseurs israéliens ont eu tant de mal à produire des théories sociologiques. Le problème est commun avec les Britanniques et l'analyse est proprement sociologique puisqu'ils annoncent par exemple dès l'introduction que « social positions affect modes of thought » (Yair et Apeloig, 2006 : 54). Leur explication est simple : les juifs, en dépit de leur culture commune ont souffert de leur position locale, précaire et d'étranger. Ce qui les a empêchés de s'intéresser à des problèmes théoriques qui s'éloignaient de cet état local et des problèmes pratiques auxquels ils avaient à faire face. (ibid. : 54) Cela est surprenant car, comme le soulignent les deux auteurs, « the social position of the 'stranger' and the historical sense of 'temporariness' have encouraged Jewish sociologists to evince general modes of thought » (ibid. : 56), ce qui aurait pu les conduire à produire, justement à cause de cette position précaire entre deux mondes, des théories originales. C'est la théorie de Simmel (1979) à propos de l'étranger ou bien de Stonequist (1937) sur l'apport de l'homme marginal à la réflexion créative.

Cela est cohérent avec l'histoire de la sociologie britannique. En effet, la sociologie israélienne a eu conscience très vite, notamment sous l'impulsion de S. Eisenstadt, que « a parochial sociology, which would focus solely on Israel, would have no long-lasting international impact » (Yair et Apeloig, 2006 : 55). En dépit de cette conscience, cela n'a pas empêché les premières générations de sociologues israéliens d'avoir une réflexion plutôt locale, « how to make the youth movements more value-oriented, more educational, more Zionist », par exemple. (ibid. : 58) Cela revient à dire, d'après les auteurs, que la perspective israélienne a été avant tout celle du « problem-solving » (ibid. : 59), c'est-à-dire une perspective qui ne permet pas à la sociologie de se développer comme une sociologie publique (voir typologie de Burrawoy, 2005 dans le chapitre 5).

Toutefois, contrairement à la sociologie britannique, la sociologie israélienne fut largement financée par des institutions nationales et gouvernementales, et « all major research projects were undertaken with a full awareness of national interests and practical utility. » (Yair et Apeloig, 2006 : 60) C'est un peu l'équivalent du CNRS en France, ce qui aurait pu favoriser l'émergence de théories mais a finalement conduit la sociologie en Israël à se concentrer sur des problèmes d'ordre pratique.

La conclusion de l'article est parlante pour la cas britannique. En effet, les auteurs y décrivent une relation entre la capacité à produire des théories sociologiques et son succès de reconnaissance au niveau international : « this study suggests that the ability of sociologists to theorize in general, universal terms – and thereby to enter the pantheon of the greatest or fade away into oblivion – […] allow a theory to go beyond the time and place of its origin. » (Yair & Apeloig, 2006: 64). C'est un apport intellectuel important, puisqu'on peut ainsi mieux expliquer « l'oubli » surprenant de la sociologie britannique : sans doute cela est-il dû à sa difficulté à proposer des théories sociologiques universelles et générales.

L'absence de père fondateur qui aurait pu marquer des générations de sociologues (à part Spencer et Hobhouse, rapidement oubliés) est liée sans doute, en partie, à la faiblesse intellectuelle des théories proposées et à la perspective locale de « problem-solving » des auteurs britanniques au XXe siècle. Cela donne du crédit à la théorie de Soffer (1982). Mais sans aller, comme elle, jusqu'à critiquer l'existence d'un paradigme biologique conservateur qui expliquerait l'absence de théorie sociologique en Grande Bretagne, on peut s'interroger sur sa capacité à exporter le savoir britannique dans d'autres pays, de l'appliquer à d'autres problèmes que ceux pour lesquels ils furent originellement créés. Sans doute la sociologie britannique est restée marquée par ses origines nationales et géographiques, ce qui a empêché son exportation et son succès international. Il faut donc encore s'intéresser à la capacité d'une sociologie à s'adapter au contexte multiforme du monde global.

V. Une tradition nationale ou une sociologie mondiale ?

La réflexion qu'entretient la sociologie britannique sur elle-même, qui doute encore aujourd'hui de sa légitimité et de son efficacité, n'est pas non plus originale. En effet, même la sociologie américaine, d'habitude présentée comme la plus développée et la plus assurée au monde, se pose des questions sur sa capacité à être une science et à être universelle depuis les années 90 (voir Turner et Turner, 1990 et Turner, 2013) : il est donc tout à fait normal que la question se pose pour des sociologies plus « modestes » ou « post-normales ». Turner et Turner (1990) expliquent qu'il n'est pas possible pour la sociologie d'être une science car elle a toujours affronté des problèmes d'institutionnalisation et qu'elle n'est pas prête d'être scientifique par manque de prise sur les débats de politiques publiques aux Etats-Unis.

Récemment, John Holmwood et Stephen Turner ont lancé la collection « Sociology Transformed » chez Palgrave. Dans cette série de monographies sur des sociologies nationales dont deux volumes sont déjà sortis (Turner, 2013 et Harley et Wickham, 2014), le premier sur la sociologie américaine et le second sur la sociologie australienne, moins bien connue, les auteurs cherchent à attirer l'attention sur l'existence de traditions nationales en sociologie et de poser la question de l'avenir de ces sociologies dans un contexte mondialisé.

L'exemple de la sociologie australienne (Harley et Wickham, 2014) montre bien à quel point la difficulté de la sociologie à s'institutionnaliser en terme de discipline légitime a été grande. Le cas britannique n'est sans doute pas seul : d'une part cette série de livre attire l'attention sur ce fait en prenant l'exemple de sociologies moins bien connues, mais en plus cela renforce notre conviction que le cas britannique n'est en rien original. L'institutionnalisation de la sociologie comme « discipline moderne » a de tout temps soulevé un problème d'identité et de construction de frontières intellectuelles. Ainsi, dès 1993, Raymond Boudon (1993) s'interrogeait également sur la perte d'identité de la sociologie européenne.

La question de la tradition nationale s'impose à tous depuis les années 2000 et en particulier au Québec. En effet, la question de l'existence d'une tradition typiquement québécoise de faire de la sociologie se pose au moins depuis Saint-Pierre (1980). Il est probable qu'il faille dire que « the sciences are certainly still being nationalized - but [...] denationalizing science is to us the prevailing trend » (Warren, 2005 : 31). La mondialisation des objets et des méthodes est à l'œuvre. Doit-on alors parler d'une sociologie mondiale ? On peut se le demander, en ce qui concerne le panthéon des sociologies nationales : on enseigne bien Weber, Durkheim ou Parsons comme des auteurs incontournables, c'est-à-dire universels, mais gardent-ils des traits particuliers ? Ce sont plutôt des modes d'entrée dans le cheminement sociologique intellectuel et dans une histoire cumulative de la science. On pourrait dire que cette mondialisation a toujours eu lieu dans n'importe quelle discipline puisqu'il existe des pères fondateurs qui sont enseignés partout et déclarés pertinents. Il n'y aurait donc pas beaucoup de crainte à avoir quant à une « deuxième » vague de mondialisation des idées sociologiques.

Paradoxalement, comme le souligne Warren (2005 : 6), on observe dans l'analyse sociologique contemporaine à la fois une ouverture des frontières nationales et un repliement sur les frontières « ethniques, de classes ou de genres ». Pour l'auteur, un champ scientifique national se définir d'abord par une langue ou par un rejet conscient de traditions opposées – par exemple dans son analyse il observe le rejet de la tradition américaine par la sociologie canadienne, qu'elle soit anglophone ou francophone. (Warren, 2005 : 12) Selon lui, il y a trois éléments nécessaires à l'émergence d'une tradition propre de sociologie nationale : l'horizon d'une société globale (c'est-à-dire la conscience d'une nation, opposée à d'autres), l'écriture d'une histoire cohérente de la discipline à laquelle puissent se référer ses praticiens, et l'existence de méthodes et de théories partagées par la communauté.

La difficile naissance d'une conscience nationale en Grande Bretagne, la première condition, expliquerait celle de la sociologie naissante au XXe siècle. Comme le souligne Kumar (2001), l'*Englishness* est un concept flou, qui ne s'oppose pas mais se complète avec l'Ecosse et l'Irlande du Nord : il faut plutôt parler de britannicité. Mais on perd alors en identité. La deuxième condition, l'écriture d'une histoire globale cohérente de la discipline, est en train de se faire et ce travail en est une modeste contribution en langue française. On peut rappeler ici les efforts de John Holmwood avec la série *Sociology Transformed* (2013-14) et le *Palgrave Handbook of Sociology in Britain* (2014). « Cette écriture de l'histoire permet de fonder la légitimité d'un champ scientifique distinct » en renvoyant à une certaine tradition de pensée qui fait le lien entre les interrogations passées, à l'époque de l'industrialisation et de la démocratisation, et les problèmes académiques présents, affirme Warren (2005 : 18). L'auteur souligne d'ailleurs que ce phénomène d'écriture ne peut s'empêcher d'être « téléologique » et d' « héroïser » les débuts de la sociologie. Notre travail ne fait sans doute par exception à cette tendance.

Warren (2005 : 19) ajoute que « il faut y insister, l'écriture d'une histoire disciplinaire sur un mode national a un effet autant rétrospectif que performatif » car c'est sur cette base du discours qu'est reconnue une certaine originalité « scientifique » et grâce à laquelle « des sociologues éprouvent le besoin de mieux circonscrire le développement de la discipline. »

Mais l'analyse la plus intéressante de l'article de Warren (2005 : 20) vient de la distinction entre « traditionalisation » et « institutionnalisation ». Comme il l'écrit sur la sociologie québécoise, elle est « pauvrement traditionalisée (sans être pour cela moins instituée). » Cela signifie, comme pour l'Angleterre, que la sociologie peut être instituée sans être appuyée sur

une identité claire et propre de ses membres. L'apport du concept d'identité, ou d'identification, à une tradition est central pour comprendre l'évolution de la sociologie – québécoise autant que britannique. L'opposition à d'autres traditions est certes importante, tout autant que l'analyse institutionnelle de la discipline, mais l'existence d'une communauté scientifique liée par des méthodes et des théories communes a été des plus difficiles pour les Britanniques. Voilà pourquoi, encore aujourd'hui, ils sont encore « à la recherche d'une discipline ». Il faut, pour conclure, souligner qu'« un champ sociologique national est finalement aussi flou et aussi fragile que la nation elle-même » (Warren, 2005 : 30) et que la recherche, en histoire de la sociologie, est inséparable d'une sociologie de la nation et de l'identité nationale elle-même.

Annexes

Annexe 1 – Questionnaire to ask British Sociologists in Leeds (23-25 April 2014)

Ci-dessous se trouve la trame générale du questionnaire utilisé dans le cadre des 11 entretiens réalisé en face à face avec des sociologues britanniques à la conférence annuelle de la BSA en avril 2014. Celui-ci a été amené à évoluer au cours des entretiens mais en règle générale il a largement inspiré les questions posées aux sociologues.

I. Your career/definition

Do you think of yourself primarily as a sociologist?

How did you become a sociologist?

Were you trained as a sociologist?

Could you tell me a bit about your academic situation when you started teaching/studying sociology? About the department, the opportunities, your colleagues, did you have an office, etc.

Who have been your most important mentors during your career?

II. Inspiration & international sociology

In the world as a whole which sociologists of the 20th century have contributed most to the subject?

Who inspired you? They can be academic sociologists or journalists, writers, etc.

Do you write for newspapers/magazines/popular?

Who currently inspires you sociologically in your work?

Have you ever had works translated into other languages?

Do you have co-writers?

Do you have any interest in continental/French sociology? American sociology?

Who would you recommend to read a French student to start with to get to know BS?

III. Continuity between 'old' and 'new' generation?

What are the roots of British sociology, according to you?

What are its main strengths/weaknesses?

What do you consider important in present day BS?

What are your views on present day British sociology?

What are the main sociological debates in which you are getting involved?

How would you define BS? Specific traits? How would you compare it to other sociologies?

IV. Future

What do you think about academic sociology rankings in the UK?

Do you see anything specific about the way sociology is done in the UK?

What would you say about the present state of sociology in the UK? (Funding, UG/PG students, projects, conferences, community, etc.) Do you see a bright future for sociology in the UK?

What do you like/dislike about sociology (is done/taught/seen) in Britain?

What do you know/like/dislike about other sociologies (France)? Do you think things 'are done differently' here or there?

Where do you see BS going?

V. Miscellaneous

Sociologists and globalization: have you done conferences abroad? In a foreign language?

Recommend another sociologist for an interview?

Annexe 2 – Sommaire du Palgrave *Handbook of Sociology in Britain* (2014) paru le 23 juillet 2014.

Cet ouvrage est l'aboutissement d'un travail important de recherche sur tous les aspects de la sociologie en Grande Bretagne de ses origines au XVIIIe siècle jusqu'à nos jours. Il comporte par ailleurs un chapitre sur l'entre-deux-guerres écrit par l'auteur de cette thèse, qui a pu par ailleurs rencontrer nombre des contributeurs à Leeds en avril 2014, notamment pour les interroger dans le cadre de sa thèse.

1. Introduction; John Holmwood and John Scott
2. The Scottish Enlightenment and Scottish Social Thought c.1725-1915; John Brewer
3. Poverty Studies and Social Research; Lucinda Platt
4. Absent or Forgotten? Recovering British Social Theory; John Scott
5. Evolutionism and British Sociology; Chris Renwick
6. Religion and British Sociology: the Power and Necessity of the Spiritual; Stephen Turner
7. Sociology and Social Work: In Praise of Limestone; Ian Shaw
8. The First Sociology 'Departments'; Chris Husbands
9. British Sociology in the Inter-War Years; Baudry Rocquin
10. Building a Textbook Tradition: Sociology in Britain, 1900-1968; John Scott
11. The International Library of Sociology and Social Reconstruction and British Sociology; Jennifer Platt
12. Feminism in Sociology, Feminism as Sociology; Mary Evans
13. Exiles in British Sociology; Charles Turner
14. British Sociology in the Metropole and the Colonies, 1940s-1960s; George Steinmetz
15. Between Humanities and Science: Sociology as a Third Culture; John Eldridge
16. The History of British Sociology from the Perspective of its Archived Qualitative Sources: Ruminations and Reflections; Mike Savage
17. The Sociology of Community; Graham Crow
18. Sociology of Race, Racism, and Ethnicity: Trends, Debates, and Research Agendas; John Solomos
19. Research Methodology in Sociology; Geoff Payne
20. The Sociological Study of Religion: Arrival, Survival, Revival; Grace Davie
21. Criminology, Deviance and Sociology; Eamonn Carrabine
22. The Sociology of Work: From Industrial Sociology to Work, Employment, and the Economy; Paul Edwards
23. Sociology, Cultural Studies, and the Cultural Turn; Gregor McLennan
24. 'Class' in Britain; Wendy Bottero
25. Sociology of the Body and the Relation between Sociology and Biology; Stevi Jackson and Sue Scott
26. Sociology's Past and Futures: The Impact of External Structure, Policy and Financing; John Holmwood

Source : http://www.palgrave.com/page/detail/?sf1=id_product&st1=497937, consulté le 20 juillet 2014.

Annexe 3 – BSA Annual Conferences (2003-2015)

Year	Title	Place	Plenary Speakers
11-13 Avril 2003	A Sociological History of the BSA Social Futures : Desire, Excess and Waster	University of York, UK	Georges Ritzer (University of Maryland) Beverly Skeggs (University of Manchester)
22-24 Mars 2004	Sociological Challenges: Conflict, Anxiety and Discontent	University of York, UK	Sue Scott (University of Durham) Joan Busfield (University of Essex)
21-23 Mars 2005	The Life Course: Fragmentation, Diversity and Risk	University of York, UK	Liz Stanley (University of Newcastle) Jenny Hockey (University of Sheffield)
21-23 Avril 2006	Sociology, Social Order(s) and Disorder(s)	Harrogate International Centre, UK	Jock Young (City University of New York and University of Kent) Angela McRobbie (University of London) Geoff Payne (University of Plymouth)
12-14 Avril 2007	Social Connections: Identities, Technologies, Relationships	University of East London, UK	Saskia Sassen (University of Chicago) Bruno Latour (Sciences Po Paris)
28-30 Mars 2008	Social Worlds, Natural Worlds	University of Warwick, UK	Kate Soper (London Metropolitan University) Nikolas Rose (London School of Economics) Gary Runciman (Cambridge University)
16-18 Avril 2009	The Challenge of Global Social Inquiry	Cardiff City Hall, UK	No plenary speakers
7-9 Avril 2010	Inequalities and Social Justice	Glasgow Caledonian University, UK	Loïc Wacquant (Berkeley) Karen Rowlingson (University of Birmingham)

			Neera Chandhoke (University of Delhi)
6-8 Avril 2011	60 Years of Sociology	London School of Economics, UK	Ulrich Beck and Paul Gilroy George Steinmetz Christine Delphy, Arlie Hochschild, Silvia Walby
11-13 Avril 2012	Sociology in an Age of Austerity	University of Leeds, UK	John Brewer Zygmunt Bauman and Michael Burawoy Steven Ackroyd and Rosemary Batt
3-5 Avril 2013	Engaging Sociology	Grand Connaught Rooms, London, UK	John Holmwood (University of Nottingham) Elijah Anderson (University of Yale) Polly Toynbee
23-25 Avril 2014	Changing Society	University of Leeds, UK	Steve Fuller (University of Warwick) Evelyn Ruppert (University of London) Monica Prasad (Northwestern University)
15-17 Avril 2015	Societies in Transition: Progression or Regression?	Glasgow Caledonian University, UK	Alice Goffman (University of Wisconsin) Colin Samson (University of Essex) Guy Standing (University of London)

Note : liste adaptée de http://www.britsoc.co.uk/events/annual-conference-archives.aspx, consulté le 12 juillet 2014.

Annexe 4 – List of articles published in *Economica* (1921-1933)

Note: This list only covers the articles published in *Economica* between 1921 and 1933. After this date, a new series was started, linked to the issue of *Politica* which contained much of the politics, sociology and social science previously published in *Economica.* Thus, after 1933, much of what was published in it was purely 'economic' or statistical. This explains why it was decided to stop this list with the last volume of the "old series", because most 'sociology' had disappeared.

Moreover, this list was compiled thanks to Jstor. All papers can be downloaded or viewed directly at http://www.jstor.org/action/showPublication?journalCode=economica (date accessed November 2012).

*

No. 1, January 1921

William Beveridge, Economics as a Liberal Education (pp. 2-19)
Herman Finer, The Group System in France (pp. 20-27)
Edwin Cannan, The Meaning of Bank Deposits (pp. 28-36)
T. E. Gregory, The Economics of Employment in England, 1660-1713 (pp. 37-51)
Persia Campbell, Asiatic Immigration into Australia (pp. 52-61)
E. W. Shanahan, An Analysis of the New International Frontiers in Central and Eastern Europe (pp. 62-63)
Sydney M. Bushell, The Relative Importance of Cooperative, Multiple and Other Retail Traders (pp. 64-68)
Margaret H. Hogg, Dependants on Women Wage-Earners (pp. 69-86)
Harold J. Laski, Recent Contributions to Political Science (pp. 87-91)

No. 2, May 1921

A. L. Bowley, Earners and Dependants in English Towns in 1911 (pp. 101-112)
A. L. Bowley, The Survival of Small Firms (pp. 113-115)
E. T. Kelly and M. L. Haskins, Foundations of Industrial Welfare (pp. 116-131)
C. K. Hobson, The Measurement of the Balance of Trade (pp. 132-146)
P. Ford, Marx and Marxists (pp. 147-158)
M. C. Buer, The Trade Depression Following the Napoleonic Wars (pp. 159-179)
H. C. Gutteridge, The Limitation of the Liability of Shipowners (pp. 180-191)
R. H. Soltau, The Present Position of the President of the French Republic (pp. 192-198)
Hugh Dalton, Some Recent Contributions to the Study of Public Finance (pp. 199-206)

No. 3, Oct., 1921

Miss W. A. Mackenzie, Changes in the Standard of Living in the United Kingdom, 1860-1914 (pp. 211-230)
D. H. Robertson, Economic Incentive (pp. 231-245)
Rodwell Jones, Commodity Maps (pp. 246-258)
B. M. Headicar, Industrial and Commercial Libraries of the Future (pp. 259-268)
A. R. Burns, The Indian Currency Report of December, 1919-and after (pp. 269-282)
A. F. Spencer, Siberia in 1919 (pp. 283-290)

Margaret S. Miller, Co-operation in Russia (pp. 291-301)
A. L. Bowley, Recent Official Statistical Publications (pp. 302-306)

No. 4, Jan., 1922

A. Pearce Higgins, International Relations and International Law (pp. 1-16)
H. C. Gutteridge, The Law Relating to "Received for Shipment" Bills of Lading (pp. 17-27)
Hubert Hall, A Classified List of Agrarian Surveys to the Public Record Office (London) (pp. 28-50)
Edith How Martyn, The Methods of Appointment of Administrative and Clerical Staffs in the Local Government Service of England and Wales (pp. 51-68)
J. W. F. Rowe, The Ball Warpers: The Policy of Their Unions and Its Results (pp. 69-74)
Herman Finer, Cabinet and Party, 1914-21 (pp. 75-86)
A. Wolf, Studies in Probability. I. Probability (pp. 87-97)
A. L. Bowley, Studies in Probability. II. The Logic of Probability and Statistics (pp. 97-100)

No. 5, Jun., 1922

E. Cannan, W. D. Ross, J. Bonar and P. H. Wicksteed, Who said "Barren Metal"?: A Symposium (pp. 105-111)
E. I. Black, The Relations of Magic and Religion (pp. 112-118)
W. F. Crick, Legal Aspects of the Trade Union Movement in the U.S.A. (pp. 119-126)
A. Weiner, Early Commercial Intercourse between England and Germany (pp. 127-148)
M. S. Birkett, The British Iron and Steel Industry (pp. 149-161)
R. H. Soltau, Regionalism and Administrative Decentralization in France (pp. 162-172)
Eileen Power, A Plea for the Middle Ages (pp. 173-180)
Hugh Dalton, Some Recent Books on Industry (pp. 181-190)

No. 6, Oct., 1922

Arthur L. Bowley, The Relation between Wholesale and Retail Prices Since the War (pp. 195-207)
Bronislaw Malinowski, Ethnology and the Study of Society (pp. 208-219)
H. B. Lees-Smith, The Bryce Conference on the Reform of the House of Lords (pp. 220-227)
Morris Ginsberg, The Theory of Progress (pp. 228-237)
Alice M. MacIver, Saint-Simon and His Influence on Karl Marx (pp. 238-245)
Leonard Le M. Minty, The Ontario Government Savings Bank and Farm Loan Scheme (pp. 246-255)
Emma A. Winslow, Changes in Food Consumption among Working-Class Families (pp. 256-271)
E. M. Burns, Recent Contributions to Economic Theory (pp. 272-278)

No. 7, Jan., 1923

A. L. Bowley and L. R. Connor, Tests of Correspondence between Statistical Grouping and Formulae (pp. 1-9)
D. H. Macgregor, Public Authorities and Unemployment (pp. 10-18)
Paul Vaucher, Le rôle de l'Angleterre dans la formation Démocratique française contemporaine (pp. 19-25)

R. B. Forrester, International Comparisons of Productive Efficiency in Industry and Agriculture (pp. 26-34)
H. C. Gutteridge, The Law of Bankers' Commercial Credits (pp. 35-54)
P. P. Pillai, Iron and Steel Production in India (pp. 55-66)
J. Flexner, Some Aspects of Workers' Control in Industry (pp. 67-82)
H. Ormsby, Some Recent Geographical Literature (pp. 83-85)

No. 8, Jun., 1923

J. Bonar, Adam Smith, 1723 and 1923 (pp. 89-92)
Edwin Cannan, Adam Smith on Twentieth Century Finance (pp. 93-97)
H. B. Lees-Smith, Reform of the House of Lords and the Government Resolutions of 1922 (pp. 98-102)
A. R. Burns, The Effect on Trade of Funding the Floating Debt (pp. 103-108)
L. L. T'ang (Thung Liang Lee), The Problem of Chinese Currency (pp. 109-121)
Hugh Dalton, A New Contribution to the Population Problem (pp. 122-132)
V. Anstey, Some Recent Literature on Finance and Politics in India (pp. 133-138)
R. A. Fisher, Statistical Tests of Agreement between Observation and Hypothesis (pp. 139-147)

No. 9, Nov., 1923

W. H. B., H. D. and H. J. L., Graham Wallas (pp. 169-170)
Gustav Cassel, The Restoration of the Gold Standard (pp. 171-185)
Arthur Newsholme, The Measurement of Progress in Public Health with Special Reference to the Life and Work of William Farr (pp. 186-202)
D. H. Robertson, A Word for the Devil (pp. 203-208)
R. B. Forrester, The Limits of Agricultural Expansion (pp. 209-214)
E. W. Shanahan, Over-Population, Emigration and Empire Development (pp. 215-223)
Hugh Dalton, Two More Books on Population (pp. 224-228)
A. L. Bowley and Margaret H. Hogg, Wages and Production in a Durham Colliery (pp. 229-235)
E. M. Burns, The French Minimum Wage Act of 1915 (pp. 236-244)

No. 10, Feb., 1924

William Beveridge, Mr. Keynes' Evidence for Over-Population (pp. 1-20)
Edwin Cannan, "Total Utility" and "Consumer's Surplus" (pp. 21-26)
S. E. Morison, The Origin of the Monroe Doctrine, 1775-1823 (pp. 27-51)
LSE, A List of the Rent Rolls of the Bishopric of Winchester (Ecclesiastical Commission) in the Public Record Office (pp. 52-61)
Sydney Herbert, A Plan of International Government in 1864 (pp. 62-65)
M. H. Dobb, The Entrepreneur Myth (pp. 66-81)
J. W. F. Rowe, Wage Disparities in British Industries (pp. 82-88)
L. G. Robinson, Recent Literature on Pre-War Diplomacy (pp. 89-96)
Dorothy S. Thomas, Changes in Marriage Seasons (pp. 97-106)

No. 11, Jun., 1924

D. H. Macgregor, Consumer's Surplus: A Reply (pp. 131-134)

A. L. Bowley, Does Mathematical Analysis Explain?: A Note on Consumer's Surplus (pp. 135-139)
H. B. Lees-Smith, The Time-Table of the House of Commons (pp. 140-162)
T. E. Gregory, Recent Theories of Currency Reform (pp. 163-175)
Arnold D. McNair, Agreements in Restraint of Trade (pp. 176-185)
H. D. Dickinson, Institutional Revenue (pp. 186-191)
Gilbert Slater, Food Prices of Exported Manufactures (pp. 192-197)
William Ashton and Alec Berry, Railway Amalgamations: Reorganization and Consolidation of Capital (pp. 198-211)
W. C. Dickinson, An Inquiry into the Origin and Nature of the Title Prince of Scotland (pp. 212-220)

No. 12, Nov., 1924

Edwin Cannan, Alfred Marshall 1842-1924 (pp. 257-261)
P. J. Noel Baker, The Growth of International Society (pp. 262-277)
L. T. Hobhouse, Competitive and Social Value (pp. 278-290)
F. Lavington, Short and Long Rates of Interest (pp. 291-303)
Kingsley Martin, The Development of British Imperialism (pp. 304-315)
Adam Krzyzanowski, Currency Reform in Poland (pp. 316-325)
C. H. Marsh, The American Cotton Crop and the Indian Monsoon (pp. 326-335)
I. F. Grant, Three Official Reports upon the Agricultural Depression (pp. 336-352)
D. C. Morison, The Recent History of the Copper Trade (pp. 353-368)

No. 13, Mar., 1925

John Stuart Mill, A Hitherto Unprinted Speech on the Influence of Lawyers (1825) (pp. 1-6)
Edward Jenks, A Reply to J. S. Mill (pp. 7-9)
William Beveridge, The Fall of Fertility among European Races (pp. 10-27)
Henry Slesser, The Place of Industrial Law in English Jurisprudence (pp. 28-37)
R. G. Hawtrey, Public Expenditure and the Demand for Labour (pp. 38-48)
J. A. Thomas, The House of Commons, 1832-1867: A Functional Analysis (pp. 49-61)
Gilbert Slater, The Steel Industry of India (pp. 62-68)
L. L. T'ang (Thung Liang Lee) and M. S. Miller, The Political Aspect of International Finance in Russia and China (pp. 69-88)
J. S. Henderson and H. J. Laski, A Note on Parliamentary Time and the Problems of Devolution (pp. 89-93)

No. 14, Jun., 1925

Harald Westergaard, On the History and Prospects of Vital Statistics (pp. 121-129)
J. F. Rees, The Phases of British Commercial Policy in the Eighteenth Century (pp. 130-150)
Sydney Herbert, The Translator of the Vindiciae Contra Tyrannos (pp. 151-154)
Eveline M. Burns, The Economics of Family Endowment (pp. 155-164)
Philip S. Belasco, John Bellers (pp. 165-174)
E. C. Rhodes, On Averages (pp. 175-179)
Edward Allen, Unemployment amongst Boys in Sheffield (pp. 180-190)
L. G. Robinson, These Eventful Years (pp. 191-201)
A. Meyendorff, Notes on Marx's Predecessors (pp. 202-203)
W. T. S., Obituary: Sir William Acworth, K.C.S.I. (p. 204)

No. 15, Nov., 1925

Ll. Rodwell Jones, Geography and the University (pp. 241-257)
A. Wolf, Intelligence, Sentiment, and Human Progress (pp. 258-269)
Charles S. Myers, Hindrances to Output (pp. 270-280)
T. S. Ashton, The Records of a Pin Manufactory, 1814-21 (pp. 281-292)
Russell D. Kilborne, The Labour Bank Movement in the United States (pp. 293-306)
H. Lauterpacht, Westlake and Present Day International Law (pp. 307-325)
Gilbert Slater, A Note on the Steel Industry of India (pp. 326-330)

No. 16, Mar., 1926

P. J. Noel Baker, Disarmament (pp. 1-15)
A. H. Dodd, The Beginnings of Banking in North Wales (pp. 16-30)
Lionel Robbins, The Dynamics of Capitalism (pp. 31-39)
Kingsley Martin, The Return of the State (pp. 40-48)
S. W. Buxton, Freedom of Transit in the Air. The Present Position and How It Has Been Reached (pp. 49-57)
Peter Roker and H. Crawford Scott, Juvenile Unemployment in West Ham (pp. 58-77)
W. H. Hutt, The Factory System of the Early 19th Century (pp. 78-93)

No. 17, Jun., 1926

W. H. Beveridge and Graham Wallas, Professor Lilian Knowles (1870-1926) (pp. 119-122)
Edwin Cannan, Adam Smith as an Economist (pp. 123-134)
F. Lavington, Monopoly and Business Stability (pp. 135-147)
F. Allemès, The Problem of Double Taxation (pp. 148-158)
Sydney Herbert, The Premiership and the Presidency (pp. 159-169)
G. C. Allen, The Population Problem in Japan (pp. 170-186)
Rupert Emerson, The German Constitution: A Bibliography (pp. 187-199)
J. W. F. Rowe, The Coal Mining Industry in Great Britain and the United States (pp. 200-213)
Maurice Dobb, The Dynamics of Capitalism-A Reply (pp. 214-217)

No. 18, Nov., 1926

C. H. McIlwain, Sovereignty Again (pp. 253-268)
H. Peat, Economic Welfare and Family Responsibility (pp. 269-284)
A. V. Judges, Philip Burlamachi: A Financier of the Thirty Years' War (pp. 285-300)
P. Barrett Whale, A Note on the Amendment of the German Bank Act (pp. 301-309)
Llewelyn Jones, The Welsh Mint (pp. 310-321)
Corrado Gini, The Economic Condition of Italy (pp. 322-337)
Herman Finer, Jefferson, Hamilton, and American Democracy (pp. 338-344)

No. 19, Mar., 1927

W. Y. Elliott, Pragmatic Ethics, Positivistic Law, and the Constitutional State (pp. 1-26)
F. Lavington, Technical Influences on Vertical Integration (pp. 27-36)
Hermann Kantorowicz, The New German Constitution in Theory and Practice (pp. 37-62)
Karin Kock, The Organisation of the Swedish Money Market (pp. 63-73)

S. P. Dobbs, Sweating in the Clothing Industry (pp. 74-90)
Charles Bastide, The Anglo-French Entente under Louis-Philippe (pp. 91-98)

No. 20, Jun., 1927

Morris Ginsberg, The Scope of Sociology (pp. 135-149)
Henry Higgs, Friedrich von Wieser, 1851-1926 (pp. 150-154)
J. H. Driberg, Anthropology in Colonial Administration (pp. 155-171)
Lionel Robbins, Mr. Hawtrey on the Scope of Economics (pp. 172-178)
Gerhard Lassar, Administrative Jurisdiction in Germany (pp. 179-190)
W. F. Crick, The Genesis of Bank Deposits (pp. 191-202)
Alfred Plummer, Some Aspects of the History and Theory of Social Insurance (pp. 203-223)
R. F. Harrod, Mr. Robertson's Views on Banking Policy (pp. 224-232)

No. 21, Dec., 1927

R. A. Lehfeldt, Tariffs and the Distribution of Foreign Trade (pp. 275-285)
Joseph Schumpeter, The Explanation of the Business Cycle (pp. 286-311)
Raymond Firth, The Study of Primitive Economics (pp. 312-335)
Phyllis Doyle, The Contemporary Background of Hobbes' "State of Nature" (pp. 336-355)
William A. Robson, Municipal Research Work in America (pp. 356-361)
Isobel Goddard, The Methodology of the Measurement of Labour-Turnover (pp. 362-368)

No. 22, Mar., 1928

Allyn A. Young, English Political Economy (pp. 1-15)
Harold Morris, The Industrial Court and Its Working (pp. 16-27)
Hugh Dalton, The Theory of Population (pp. 28-50)
E. W. Shanahan, Great Cities and Their Economic Problems (pp. 51-63)
K. B. Smellie, Sir Henry Maine (pp. 64-94)
M. Tappan, Mr. Robertson's Views on Banking Policy: A Reply to Mr. Harrod (pp. 95-109)

No. 23, Jun., 1928

D. H. Robertson, Theories of Banking Policy (pp. 131-146)
R. K. Gooch, The French Parliamentary Committee System (pp. 147-158)
J. R. Hicks, Wage-Fixing in the Building Industry (pp. 159-167)
Hortense Powdermaker, Leadership in Central and Southern Australia (pp. 168-190)
T. I. Cook, The Influence of the Protestant Atmosphere of Geneva on the Character and Writings of Rousseau (pp. 191-215)

No. 24, Dec., 1928

A. L. Bowley, Some Tests of the Trustworthiness of Public Statistics (pp. 253-276)
H. Lauterpacht, The Doctrine of Non-Justiciable Disputes in International Law (pp. 277-317)
Frederick Brown, Expenses of Production in Great Britain (pp. 318-331)
J. L. Gray, The Law of Combination in Scotland (pp. 332-350)
L. P. Mair, The Scheldt Controversy (pp. 351-369)

No. 25, Apr., 1929

Anonymous, Allyn Abbott Young (pp. 1-3)
Lilian M. Friedlander, Labour Problems in Two Worlds (pp. 4-14)
D. Marshall, The Domestic Servants of the Eighteenth Century (pp. 15-40)
A. A. Dudley, The Attitude to the State in Anglican Literature from 1525 to 1550 (pp. 41-52)
J. A. Thomas, The Repeal of the Corn Laws, 1846 (pp. 53-60)
W. Percy Harper, The Significance of the Farmers of the Customs in Public Finance in the Middle of the Seventeenth Century (pp. 61-70)
Lionel Robbins, Notes on Some Probable Consequences of the Advent of a Stationary Population in Great Britain (pp. 71-82)

No. 26, Jun., 1929

D. H. Buchanan, The Historical Approach to Rent and Price Theory (pp. 123-155)
E. G. Jones, The Argentine Refrigerated Meat Industry (pp. 156-172)
H. R. G. Greaves, Personal Origins and Interrelations of the Houses of Parliament (Since 1832) (pp. 173-184)
J. A. Thomas, Some Contemporary Critics of Thomas Hobbes (pp. 185-191)
Percy Ford, Tobacco and Coal: A Note on the Economic History of Whitehaven (pp. 192-196)
A. H. Dodd, The Story of an Elizabethan Monopoly, 1565-1823 (pp. 197-212)

No. 27, Nov., 1929

Graham Wallas, Address by Professor Graham Wallas at the Hobhouse Memorial Service St. Clement Dane's Church, June 27, 1929 (pp. 247-250)
Morris Ginsberg, The Contribution of Professor Hobhouse to Philosophy and Sociology (pp. 251-266)
Harold J. Laski, Law and the State (pp. 267-295)
J. D. Chambers, The Worshipful Company of Framework Knitters (1657-1778) (pp. 296-329)
H. Sinha, Jute Futures in Calcutta (pp. 330-337)
Earl J. Hamilton, American Treasure and the Rise of Capitalism (1500-1700) (pp. 338-357)

No. 28, Mar., 1930

T. E. Gregory, Is America Prosperous? (pp. 1-13)
Lionel Robbins, The Present Position of Economic Science (pp. 14-24)
J. R. Hicks, The Early History of Industrial Conciliation in England (pp. 25-39)
H. R. G. Greaves, The Political Ideas of Linguet (pp. 40-55)
W. J. Blyth Crotch, An Englishman of the Fifteenth Century (pp. 56-73)

No. 29, Jun., 1930

Lionel Robbins, On the Elasticity of Demand for Income in Terms of Effort (pp. 123-129)
P. Barrett Whale, Notes on the International Bank and the Creation of Credit (pp. 130-136)
H. Lauterpacht, The British Reservations to the Optional Clause (pp. 137-172)
F. C. Benham, "Economic Welfare" (pp. 173-187)
E. E. Rich, Education and the Dissenters. A Sidelight on Nineteenth-Century Political Thought (pp. 188-199)

No. 30, Nov., 1930

Lionel Robbins, The Economic Works of Phillip Wicksteed (pp. 245-258)
S. H. Bailey, Devolution in the Conduct of International Relations (pp. 259-274)
Brinley Thomas, The Migration of Labour into the Glamorganshire Coalfield (1861-1911) (pp. 275-294)
David Williams, French Opinion Concerning the English Constitution in the Eighteenth Century (pp. 295-308)
H. A. Shannon, Administrative Law in the Early Company Acts (pp. 309-314)

No. 31, Feb., 1931

Inaugural Lecture by the Research Professor of Social Biology in the University of London

H. G. Wells, Introductory Remarks (pp. 1-4)
Lancelot Hogben, The Foundation of Social Biology (pp. 4-24)
Morris Ginsberg, The Place of Instinct in Social Theory (pp. 25-44)
Lionel Robbins, Economic Notes on Some Arguments for Protection (pp. 45-62)
Arnold Plant, The Anti-Dumping Regulations of the South African Tariff (pp. 63-102)

No. 32, May, 1931

F. A. von Hayek, The "Paradox" of Saving (pp. 125-169)
J. R. Hicks, The Theory of Uncertainty and Profit (pp. 170-189)
W. G. East, The Port of Kingston-upon-Hull during the Industrial Revolution (pp. 190-212)
Gilbert Walker, The Payment of Reparations (pp. 213-236)

No. 33, Aug., 1931

S. Alexander, L. T. Hobhouse: His Life and Work (pp. 265-269)
F. A. von Hayek, Reflections on the Pure Theory of Money of Mr. J. M. Keynes (pp. 270-295)
B. Lippincott, James Fitzjames Stephen-Critic of Democracy (pp. 296-307)
H. R. G. Greaves, Bentham on Legislative Procedure (pp. 308-327)
Dale Allen Hartman, British and American Ambassadors: 1893-1930. A Study in Comparative Personnel (pp. 328-341)

No. 34, Nov., 1931

J. M. Keynes, The Pure Theory of Money. A Reply to Dr. Hayek (pp. 387-397)
F. A. von Hayek, A Rejoinder to Mr. Keynes (pp. 398-403)
W. Ivor Jennings, Cabinet Government at the Accession of Queen Victoria (pp. 404-425)
Frederic C. Benham, The Economic Significance of Public Utilities (pp. 426-436)
H. Donaldson Jordan, The Reports of Parliamentary Debates, 1803-1908 (pp. 437-449)
R. S. Sayers, The Indian Exchange Problem 1919-20 (pp. 450-462)

No. 35, Feb., 1932

Hermann Kantorowicz, The Concept of the State (pp. 1-21)

F. A. von Hayek, Reflections on the Pure Theory of Money of Mr. J. M. Keynes (continued) (pp. 22-44)
Arnold Plant, Trends in Business Administration (pp. 45-62)
W. Ivor Jennings, Cabinet Government at the Accession of Queen Victoria. Part II (pp. 63-78)
J. R. Hicks, Marginal Productivity and the Principle of Variation (pp. 79-88)
S. H. Bailey, The Political Aspect of Discrimination in International Economic Relations (pp. 89-115)

No. 36, May, 1932

Roger Bonnard, Civil Responsibility toward Private Persons in French Administrative Law (pp. 141-159)
S. H. Bailey, The Political Aspect of Discrimination in International Economic Relations Part II (pp. 160-179)
Nicholas Kaldor, A Case against Technical Progress? (pp. 180-196)
R. G. D. Allen, The Foundations of a Mathematical Theory of Exchange (pp. 197-226)
L. Mises, The Great German Inflation (pp. 227-234)

No. 37, Aug., 1932

Fritz Machlup, The Liquidity of Short-Term Capital (pp. 271-284)
Henry Schultz, Marginal Productivity and the Lausanne School (pp. 285-296)
J. R. Hicks, [Marginal Productivity and the Lausanne School]: A Reply (pp. 297-300)
H. Lauterpacht, The Nature of International Law and General Jurisprudence (pp. 301-320)
W. G. East, The Danube Route-Way in History (pp. 321-345)
A. Lerner, The Diagrammatical Representation of Cost Conditions in International Trade (pp. 346-356)
W. Hamilton Whyte, Decasualisation of Dock Labour at the Port of Bristol (pp. 357-364)

No. 38, Nov., 1932

Josiah Stamp, Lord Passfield, Harold J. Laski and William Beveridge, Graham Wallas: Address Given at the London School of Economics and Political Science, October 19th, 1932 (pp. 395-412)
Lionel Robbins, Consumption and the Trade Cycle (pp. 413-430)
Arthur W. Marget, The Definition of the Concept of a "Velocity of Circulation of Goods" Part I (pp. 431-456)
Charles F. Mullett, Coke and the American Revolution (pp. 457-471)

No. 39, Feb., 1933

R. H. Tawney, The Study of Economic History (pp. 1-21)
Morris Ginsberg, Recent Tendencies in Sociology (pp. 22-39)
Arnold Plant, A Letter on the True Principles of Advantageous Exportation, 1818 (pp. 40-41)
Anonymous, A Letter on the True Principles of Advantageous Exportation. In Refutation of Certain Popular Notions on That Subject (pp. 42-50)
Victor Edelberg, The Ricardian Theory of Profits (pp. 51-74)
Joan Robinson, A Parable on Savings and Investment (pp. 75-84)

No. 40, May, 1933

F. A. von Hayek, The Trend of Economic Thinking (pp. 121-137)
A. L. Bowley, The National Income of the United Kingdom in 1924 (pp. 138-142)
A. C. Pigou, A Note on Mr. Hicks' Distribution Formula (pp. 143-146)
Robert M. Lees, The Constitutional Importance of the "Commissioners for Wool" of 1689. An Administrative Experiment of the Reign of William III (pp. 147-168)
Benjamin F. Wright, Jr., The Origins of the Separation of Powers in America (pp. 169-185)
R. G. D. Allen, On the Marginal Utility of Money and Its Application (pp. 186-209)

No. 41, Aug., 1933

D. H. Robertson, A Note on the Theory of Money (pp. 243-247)
Lord Lugard, Colonial Administration (pp. 248-263)
Robert M. Lees, The Constitutional Importance of the "Commissioners for Wool" of 1689. An Administrative Experiment of the Reign of William III. Part II (pp. 264-274)
Arthur W. Marget, The Definition of the Concept of a "Velocity of Circulation of Goods" Part II (pp. 275-300)
Meyer Fortes, The Influence of Position in Sibship on Juvenile Delinquency (pp. 301-328)

No. 42, Nov., 1933

Felix Kaufmann, On the Subject-Matter and Method of Economic Science (pp. 381-401)
J. A. Hobson and E. F. M. Durbin, Underconsumption. An Exposition and a Reply (pp. 402-427)
S. H. Bailey, Reciprocity and the Most-Favoured-Nation Clause (pp. 428-456)
H. E. Batson, The Economic Concept of a Public Utility (pp. 457-472)
W. O. Henderson, The Liverpool Office in London (pp. 473-479)

Annexe 5 – List of articles published in *Politica* (1934-1939)

4 volumes, published by the LSE

Volume I, Numbers 1-4 (1934-5)

No. 1. February 1934.

Walter James Shepard, Recent Tendencies in American Political Science, p. 1.
Karl Mannheim, German Sociology (1918-1933), p. 12.
Crane Brinton, The Political Ideas of St. Just, p. 34.
Charles H. Wilson, The Basis of Kelsen's Theory of Law, p. 54.
A. Meyendorff, L. H. Nicaly (1737-1820) on J. J. Rousseau, With an Introduction, p. 83.
H. R. G. Greaves, Lockes and the Separation of Power, p. 90.
Book Reviews by C. A. W. Manning; Herman Finer; K. B. Smellie; L. G. Robinson; and others.

No. 2. August, 1934.

C. K. Webster, Lord Palmerston at Work, 1830-41, p. 129.
B. Mirkine-Guetzévitch, Revision of the Constitution in France, p. 145.
Hermann Levy, Economic Terminology, p. 161.
Andreas B. Schwarz, John Austin and the German Jurisprudence of His Time, p. 178.
S. Maccoby, Newspaper Politics: A Footnote to Nineteenth-Century History, p. 200.
O. Prausnitz, Representation and the Majority Principle, p. 215.
Book Reviews

No. 3. February, 1935.

C. H. McIlwain, A Forgotten Worthy, Philipp Hunton, and the Sovereignty of King in Parliament, p. 243.
Harold J. Laski, Discretionary Power, p. 274.
D. W. Brogan, The Nationalist Doctrine of M. Charles Maurras, p. 286.
Robert S. Smith, The Early History of the Spanish Sea Consulate, p. 312.
Daphne Trevor, Some Sources of the Constitutional Theory of the Abbé Sieyès. I, p. 325.
Book Review, p. 343.

No. 4. August, 1935.

Maxime Leroy, Alexis de Tocqueville, p. 393.
R. C. K. Ensor, The Supersession of County Government, p. 425.
Daphne Trevor, Some Sources of the Constitutional Theory of the Abbé Sieyès, p. 443.
Hermann Kantorowicz, Dictatorships, p. 470.
With a Bibliography by Alexander Elkin, p. 489.
Book Review, p. 509.

Volume II, Numbers 5-10 (1936-37)

No. 5. March, 1936.

T. F. Tsiang, China and European Expansion, p. 1.
Hans Kelsen, The Party-Dictatorship, p. 19.
C. A. W. Manning, “Sanctions-1935”, p. 33.
Dorothy M. Pickles, Intellectual Ferment, p. 56.
J. D. Krige, Tendencies in South African Native Policies, p. 71.
Book Reviews, p. 81.

No. 6. November, 1936.

Harold J. Laski, The Judicial Function, p. 115.
H. Lauterpacht, Neutrality and Collective Security, p. 133.
C. H. McIlwain, Who was “Rossaeus”?, p. 156.
W. Pickles, The Geographical Distribution of Political Opinions in France, p. 159.
Franklin Le Van Baumer, Thomas Sarkey and Marsilius of Padua, p. 188.
A. J. Carlyle, Christianity and Communism, p. 206.
Book Reviews, p. 210.

No. 7. March, 1937.

Sir Claud Schuster, Problems of Legal Administration, I, p. 239.
W. G. East, The Nature of Political Geography, p. 259.
W. Ivor Jennings, The Abdication of King Edward VIII, p. 287.
Book Reviews, p. 312.

No. 8. June, 1937.

Sir Claud Schuster, Problems of Legal Administration, II, p. 337.
W. P. M. Kennedy, The Constitution of Canada, p. 356.
M. Oakeshott, Dr. Leo Strauss on Hobbes, p. 364.
H. A. Mess, Modern Alternatives to the Poor Law, p. 380.
C. A. W. Manning, Notes on International Affairs: The “Reform” of the League, p. 390.
Book Reviews, p. 398.

No. 9. September, 1937.

Reinhold Aris, Proportional Representation in Germany, p. 433.
D. W. Brogan, Louis Blanc on England, p. 446.
Sir William Beveridge, The Place of the Social Sciences in Human Knowledge, p. 459.
Sidney Webb, A Basis for Political Science?, p. 480.
W. Ivor Jennings, Notes on Constitutional Developments 1 January – 1 August, 1937, p. 495.
Book Reviews, p. 507.

No. 10. December, 1937.

Lord Lloyd of Dolobran, The End of the Capitulations in Egype, p. 525.
T. F. T. Plucknett, The Rise of the English State Trial, p. 542.
Kenneth White, Prospects of the American Labour Movement, p. 560.
C. A. W. Manning, Notes on International Affairs, p. 576.
Book Reviews, p. 588.

Volume III, Numbers 11-14 (1937-8)

No. 11. March, 1938.

K. H. Bailey, The Abdication Legislation in the United Kingdom and in the Dominions, p. 1.
H. J. Laski, The English Constitution and French Public Opinion, 1789-1794, p. 27.
R. O'Sullivan, The Background of the New Irish Constitution, p. 43.
Margot Hentze, A Dictator of Modern Italy – F. Crispi, p. 54.
W. Ivor Jennings, Notes on Constitutional Developments, p. 68.
Book Reviews, p. 82.

No. 12. June, 1938.

Paul Vaucher, Social Experiments in France, p. 97.
T. S. Simey, The University Graduate and the Local Government Service, p. 118.
K. H. Bailey, The Abdication Legislation in the United Kingdom and in the Dominions, p. 147.
C. A. W. Manning, Notes on International Affairs, p. 168.
Book Reviews, p. 182.

No. 13. September, 1938.

Michael Oakeshott, The Concept of a Philosophical Jurisprudence, p. 203.
D. A. Routh, The Philosophy of International Relations: T. H. Green *versus* Hegel, p. 223.
W. Pickles, Marx and Proudhon, p. 236.
W. Ivor Jennings, Notes on Constitutional Developments, 1st February, 1938 - 1st August 1938, p. 261.
Book Reviews, p. 283.

No. 14. December, 1938.

C. K. Webster, Palmerston and the Liberal Movement, 1830-1841, p. 299.
A. Aspinall, The Grand Cabinet, 1800-1837, p. 324.
Michael Oakeshott, The Concept of a Philosophical Jurisprudence, Part II, p. 345.
C. A. W. Manning, Notes on International Affairs, p. 361.
Book Reviews, p. 370.

Volume IV (1939) – No title page and index was issued for this volume, and publication was suspended after No. 17.

No. 15. March, 1939.

M. Ginsberg, The Concepts of Juridical and Scientific Law, p. 1. [Weber's laws as chances, p. 1]
G. W. Paton, Whither Jurisprudence?, p. 16.
N. Mansergh, Local Self-Government in Northern Ireland, p. 34.
W. Ivor Jennings, Notes on Constitutional Developments, Constitutional Implications of the Czechoslovakian Crisis, p. 54.
Book Reviews, p. 72.

No. 16. June, 1939.

Eugene Forsey, Canada and Alberta: The Revival of Dominion Control over the Provinces, p. 95.
Ray Goodman, The New Danish Constitution, p. 124.
Hugh Seton-Watson, The Social Background in Balkan Politics, p. 139.
C. A. W. Manning, Notes on International Affairs, p. 155.
Book Reviews, p. 167.

No. 17. September, 1939.

Editorial Note, p. ii.
Quincy Wright, Political Activities of the League of Nations, p. 197.
J. W. Gough, Political Trusteeship, p. 220.
E. L. Woodward, The Place of Lord Acton in the Liberal Movement of the Nineteenth Century, p. 248.
W. I. Jennings, Notes on Constitutional Developments, p. 266.
Book Reviews, p. 275.

Annexe 6 – List of sociology theses in the UK (1927-1933)

'List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in Great Britain and Northern Ireland', *Economica*, 14 (1925), pp. 205-211.

1925, p. 209.

Sociology

L. J. CARR, Michigan. Some Aspects of Public Opinion as an Organ of Group Adjustment. 1926. L.S.E.
R. W. FIRTH, Auckland, N.Z. Economic Organization in Polynesian Societies. 1926. L.S.E.
TERESA JOSEPH, Madras and L.S.E. The Economic Aspects of the Caste System as it exists at Malabar. 1926. L.S.E.
W. P. LARKIN, Cork and Washington D.C. The Theory of Property in the Eighteenth Century, its Historical Antecedents, with special reference to England and Locke. 1926. L.S.E.
E. E. EVANS PRITCHARD, Oxford. Ethnology of Africa, with special reference to the Peoples of the Anglo-Egyptian Sudan. 1926. L.S.E.

*

'List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in Great Britain and Northern Ireland', *Economica*, 17 (1926), pp. 243-249.

1926, p. 247.

Sociology

J. F. BULSARA. Bombay. Social waste as affecting human welfare. 1927. L.S.E.
E. E. EVANS-PRITCHARD. Oxford. The ethnology of Africa, with special reference to the peoples of the Anglo-Egyptian Sudan. 1926. L.S.E.
R. W. FIRTH. Auckland. Economic organisation in Polynesian societies. 1926. L.S.E.
D. S. L. FU. Shanghai. The Chinese family. 1927. L.S.E.
TERESA JOSEPH. Madras; L.S.E. The economic aspects of the caste system as it exists at Malabar. 1926. L.S.E.
W. P. LARKIN. Cork. The theory of property in the eighteenth century; its historical antecedents with special reference to England and Locke. 1926. L.S.E.
EVELYN M. LAWRENCE. L.S.E. The relation between intelligence and environment. 1926. L.S.E.
MARGARET G. MACGREGOR. Edinburgh. Women's industrial organisation in Australia. 1927. Edinburgh.
PHYLLIS A. MANNING. Manchester. Labour discontent, with special reference to the lessening margin between the pay of skilled and unskilled workers. 1926. L.S.E.
HORTENSE POWDERMAKER. Goucher College. A sociological study of leadership in a primitive society. 1927. L.S.E.
W. J. WARNER. George Washington; Yale. The humanitarian movement in England in the eighteenth century, with special reference to the relation between the revival in religious life and the beginning of industrial change. 1926. L.S.E.

*

'List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in Great Britain and Northern Ireland', *Economica*, 20 (1927), pp. 264-272.

1927

p. 264
"The following is the third annual list of theses in preparation at the various universities, and includes those mentioned in the second annual list (June, 1926) which have been completed, those which are believed still to be in progress, and theses registered during the past twelve months. This year certain researches are included which are not intended to be presented for degrees, and these are indicated by an asterisk (*). It is the hope of the editors that such lists will prevent overlapping and will help students in similar fields to know one another. The list below of theses in preparation gives, in the following order, the name of the student, the place of his graduation, the title of his thesis, the probable date of completion and, in italics, the university or college at which he is preparing it. The initials L.S.E. are printed throughout for the London School of Economics and Political Science, University of London."

pp. 268-9
Sociology. [All theses for degrees, no asterisks – 1927: 18 theses at the time]

J. E. BULSARA. Bombay. A comparative study of some aspects of ritual in the simpler and more developed religions. 1927. L.S.E.
W. G. K. DUNCAN. Sydney. Immigration policies: Australian and American. 1928. L.S.E.
J. T. EDWARDS. Wales. A study of recent legislation in its bearing upon parental responsibility and the relation between children and parents. 1927. Liverpool.
E. E. EVANS-PRITCHARD. Oxford. The ethnology of Africa, with special reference to the peoples of the Anglo-Egyptian Sudan. 1927. L.S.E.
R. W. FIRTH. Auckland. Economic organisation in Polynesian societies. 1927. L.S.E.
D. S. L. Fu. Shanghai. The Chinese family. 1927. L.S.E.
I. IESERSKY. Leningrad; L.S.E. Town and village in modern Russia. 1929. L.S.E.
GWYNETH JEREMY. The development of multiple shops and its social consequences. Cardiff.
H. JONES. Wales. Vital statistics of certain Welsh parishes in the 17th and 18th centuries. 1927. Liverpool.
TERESA JOSEPH. Madras; L.S.E. The economic aspects of the caste system as it exists at Malabar. 192-. L.S.E.
W. P. LARKIN. Cork. The theory of property in the eighteenth century; its historical antecedents, with special reference to England and Locke. 1928. L.S.E.
EVELYN M. LAWRENCE. L.S.E. The relation between intelligence and environment. 1927. L.S.E.
PHYLLIS A. MANNING. Manchester. The relations between skilled and unskilled labour with special reference to the lessening margin of pay between the two. 1927. L.S.E.
D. T. MORGAN. Wales. Social and industrial conditions in the Wrexham coalfield, 1800-1860. 1927. Liverpool.
HORTENSE POWDERMAKER. Goucher. A sociological study of leadership in primitive society. 1927. L.S.E.

I. SCHAPERA. Cape Town. The concept of social personality in primitive society: a study of the relations between the individual and the society in primitive communities as expressed in ritual, law, rights of property, mana, etc. 1928. L.S.E.
W. J. WARNER. George Washington; Yale. The humanitarian movement in England in the eighteenth century, with special reference to the relation between the revival in religious life and the beginning of industrial change. 1927. L.S.E.
N. A. J. ZAINABI. Allahabad. The social and legal position of the tenantry in the United Provinces. 1928. L.S.E.

*

'List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in Great Britain and Northern Ireland', *Economica*, 23 (1928), pp. 243-251.

1928, p. 248

Sociology

J. E. BULSARA. Bombay. A comparative study of some aspects of ritual in the simpler and more developed religions. 1927. L.S.E.
J. H. DRIBERG. Oxford. A comparative study of age grades. 1928. L.S.E.
W. G. K. DUNCAN. Sydney. Immigration policies: Australian and American. 1929. L.S.E.
R. W. FIRTH. Auckland. Economic organisation in Polynesian societies. Completed. L.S.E.
D. S. L. Fu. Shanghai. The Chinese family. 1929. L.S.E.
*FLORENCE C. MELLONIE. Bedford College, London. The effects of the contact of European civilisation on the economic and political organisation of Egypt. 1928. L.S.E.
HORTENSE POWDERMAKER, Goucher. A sociological study of leadership in primitive society. 1927. L.S.E.
AUDREY I. RICHARDS. Cambridge. The "natural man": historical and biological conceptions. 1929. L.S.E.
I. SCHAPERA. Cape Town. The concept of social personality in primitive society: a study of the relations between the individual and the society in primitive communities as expressed in ritual, law, rights of property, mana, etc. 1929. L.S.E.
BARBARA SLATTELR, L.S.E. The family in an industrial society. 1929. L.S.E.
F. C. WEI. Boone, China; Harvard. A study of the Chinese moral tradition and its social values. 1929. L.S.E.

*

'List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in Great Britain and Northern Ireland', *Economica*, 26 (1929), pp. 237-244.

1929, p. 242.

Sociology

J. E. BULSARA. Bombay. A comparative study of some aspects of ritual in the simpler and more developed religions. 1929. L.S.E.
J. H. DRIBERG. Oxford. A comparative study of age grades. 1929. L.S.E.

S. MARTINEZ DE ALVA. Washington. Sociological and economic conditions in Mexico. 1931. L.S.E.
HORTENSE POWDERMAKER. Goucher. A sociological study of leadership in primitive society. Completed. L.S.E.
AUDREY I. RICHARDS. Cambridge. The "natural man": historical and biological conceptions. 1929. L.S.E.
J. RUMYANECK. L.S.E. Jewish population movement in England since 1800. 1929. L.S.E.
I. SCHAPERA. Cape Town. The concept of social personality in primitive society: a study of the relations between the individual and the society in primitive communities as expressed in ritual, law, rights of property, mana, etc. 1929. L.S.E.
F. C. WEI. Boone, China; Harvard. A study of the Chinese moral tradition and its social values. 1929. L.S.E.
T. J. A. YATES. Cambridge. Methods and principles of applied anthropology. 1931. L.S.E.

'List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in Great Britain and Northern Ireland', ***Economica,*** **29 (1930), pp. 230-241.**

1930, pp. 237-8.

Sociology

S. M. DE ALVA. Washington. Sociological and economic conditions in Mexico. 1931. L.S.E.
ELIZA Y. ANGUS. Glasgow. The higher education of women: its social bearings. 1931. L.S.E.
H. H. AYSCOUGH. Durham. Penal reform in England from 1810-1930. 1933. L.S.E.
E. BEAGLEHOLE. New Zealand. The psychology of property: being an attempt to determine by the use of the comparative method the psychological basis of the institution of property. 1930. L.S.E.
J. E. BULSARA. Bombay. A comparative study of some aspects of ritual in the simpler and more developed religions. Completed. L.S.E.
C. L. DRAKE. Sydney. Gregariousness and the social impulses. 1931.L.S.E.
J. H. DRIBERG. Oxford. A comparative study of age grades. 1930. L.S.E.
H. I. HOGBIN. Sydney. Primitive sanctions in Oceania. 1931. L.S.E.
H. W. HOWES. Wales. The functional aspects of the legend of St. James of Compostela, from its inception to the present time. 1931. L.S.E.
I. LEWIS. Oxford. A psychological analysis of group-behaviour in special regard to corporate worship. Oxford.
T. M. MIDDLETON. An enquiry into the use of leisure among the working classes in Liverpool. 1930. Liverpool.
AUDREY I. RICHARDS. Cambridge. The sociological importance of food with special reference to Bantu society. Completed. L.S.E.
W. B. ROBERTS. New York. Causes and effects of differential marriage and fertility rates. 1931. L.S.E.
J. RUMYANEK. L.S.E. Jewish population movement in England since 1800. 1931. L.S.E.
I. SCHAPERA. Cape Town. The tribal system in South Africa: a study of the Bushmen and Hottentots. Completed. L.S.E.
C. M. SKEPPER. London. Recent French sociology. 1931. L.S.E.
F. C. WEI. Boone, China; Harvard. A study of the Chinese moral tradition and its social values. Completed. L.S.E.

EVELYN WILKINS. London. Social factors in the determination of healthy maternity and infancy. 1933. L.S.E.
T. J. A. YATES. Cambridge. Methods and principles of applied anthropology. 1932. L.S.E.

*

'List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in the British Commonwealth of Nations', ***Economica,*** **33 (1931), pp. 362-380.**

1931, pp. 375-6.

Sociology and Anthropology

ELIZA Y. ANGUS. Glasgow. The higher education of women and its social bearings. 1931. L.S.E.
J. J. ANJARIA Bombay. The development of Indian culture. Bombay.
LEO AUSTIN. The Turama of British New Guinea. 1931. Sydney.
H. H. AYSOUGH. Durham. An account of the progress of penal reform in England from 1810-1930 together with some conclusions (a sociological study of the penal system). 1933. L.S.E.
M. L. BAGLA. Allahabad. Some features of Indian society and their bearing on the economic life of the people. Completed. Allahabad.
E. BEAGLEHOLE. New Zealand. The psychology of property: being an attempt to determine, by the use of comparative method, the psychological basis of the institution of property. Completed. L.S.E.
F. L. S. BELL. Sydney. Descent in Polynesia. 1931. Sydney.
S. S. CHAUHAN. Allahabad. The Bhill Communities of the Hills of Central India. Completed. Allahabad.
LAURA L. COOPER. London. Is the position of women an index to civilisation? 1931. L.S.E.
R. B. COOPER. Bombay. Social changes in India during 1900-1925. Bombay.
WALTER H. DAVIES. Cardiff. The influence of recent changes in the social environment on the outlook and habits of individuals, with special reference to mining communities in South Wales. Wales.
B. D. ENGINEER. Bombay. Crime and its repression in Bombay Presidency. Bombay.
N. F. FLAVIA. Bombay. Parsi charity and its organisation. Bombay.
LOLA GIRSAVICIUS. L.S.E. Some aspects of class differentiation of early society. 1934. L.S.E.
D. M. GOODFELLOW. L.S.E. Cultural contacts in South Africa. 1932. L.S.E.
C. W. M. HART. Sydney. Australian religions. 1932. L.S.E.
H. I. HOGBIN. Sydney. The maintenance of order in the societies of Oceania. 1931. L.S.E.
DANIEL I. JONES. Cardiff. A sociological treatment of religious influences on the social and economic life of Wales in the nineteenth century. Wales.
F. D. KLINGENDER. L.S.E. The black-coated worker in London. 1932. L.S.E.
HARRIET MAJID. South Africa. Native Labour in Natal. 1933. Natal.
B. L. MANKAD. Bombay. Genealogical study of some vital problems of population. Bombay.
C. C. MEHTA. Bombay. Social currents in Gujarat during the nineteenth century and after. Bombay.
S. J. NARSIAN. Bombay. The Amils of the Sind. Bombay.

J. OBREBSKI. Cracow. Family organisation among Slavs. 1932. L.S.E.
MABEL PALMER. Glasgow. History of Indian Immigration into the Union of South Africa. 1933. Natal.
K. M. PATEL. Bombay. Female education in India. Bombay.
RALPH PIDDINGTON. Sydney. The Karadjeri Tribe of Western Australia. 1932. Sydney.
MISS SHOESSIGER. Statistics of diseases in families. London (U.C.).
C. M. SKEPPER. L.S.E. Recent French sociology. 1931. L.S.E.
SIDNEY R. SMITH. Cambridge. The Ibo People. Completed. Cambridge.
G. B. STIGANT. L.S.E. Shaminism. 1932. L.S.E.
C. A. STOCKS. The social anthropology of the Chumbi Valley with special reference to the Bonpa faith which is practised there. Oxford.
B. THOMAS. Central South Africa and its inhabitants geographically and anthropologically considered. Cambridge.
G. B. TITI. Bombay. Moslem education in Bombay Presidency. Bombay.
T. J. A. YATES. Cambridge. The principles and mechanism of education among primitive peoples and the applications of these in European controlled education of natives in Africa. 1931. L.S.E.

*

'List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in the British Commonwealth of Nations', ***Economica*****, 37 (1932), pp. 375-388.**

1932, pp. 384-5.

Sociology and Anthropology

E. J. G. ALFORD. Cambridge.. The social significance of various aesthetic forms. L.S.E.
H. H. AYSCOUGH. Durham. An account of the progress of penal reform in England from 181O-1930 together with some conclusions (a sociological study of the penal system). 1933. L.S.E.
LAURA L. COOPER. L.S.E. Is the position of women an index to civilisation ? L.S.E.
W. H. DAVIES. Cardiff. The influence of recent changes in the social environment of the outlook and habits of individuals, with special reference to mining communities in South Wales. Cardiff.
P. FORD. London. Southampton Civic Survey and Southampton Social Survey. 1932. Southampton.
LOLA GIRSAVICIUS. L.S.E. Some aspects of class differentiation of early society. 1934. L.S.E.
D. M. GOODFELLOW. L.S.E. Culture contact between Bantu and European in South-East Africa as illustrated by the life of Sir Theophilus Shepstone. L.S.E.
C. W. M. HART. Sydney. The social anthropology of the Trivi tribe of Northern Australia. L.S.E.
F. D. KLINGENDER. L.S.E. The black-coated worker in London. 1932. L.S.E.
P. D. DE LASZLO. Oxford. Social consequences of "chain-store" distribution in America. Oxford.
M. A. MACCONAILL. Sheffield. The human cranial form. Not for thesis. 1932. Sheffield.
HARRIET MAJID. South Africa. Native labour in Natal. 1933. Natal.
J. OBREBSKI. Cracow. Family organisation among Slavs. 1932. L.S.E.

MABEL PALMER. Glasgow. History of Indian immigration into the Union of South Africa. 1933. Natal.
RALPH PIDDINGTON. Sydney. The Karadjeri tribe of Western Australia. 1932. Sydney.
FREDERICK L. RALPHS. Sheffield. Anthropometric survey of adolescents in Sheffield area. 1933.
C. P. RAWSON. An investigation into the phenomena of aggressiveness and submissiveness. L.S.E.
G. B. STIGANT. L.S.E. Shaminism. 1932. L.S.E.
C. A. STOCKS. The social anthropology of the Chumbi Valley, with special reference to the Bon-po faith which is practised there. Oxford.
CAMILLA H. WEDGWOOD. Cambridge. The function of myth. L.S.E.
T. J. A. YATES. Cambridge. The principles and mechanisms of education among primitive peoples and the application of these in European controlled education of natives in Africa. L.S.E.

*

'List of Theses in Economics and Allied Subjects in Progress in Universities and Colleges in the British Commonwealth of Nations', ***Economica*****, 41 (1933), pp. 357-373.**

1933, pp. 368-9.

Sociology and Anthropology

E. J. G. ALFORD. Cambridge. Social significance of various aesthetic forms. L.S.E.
H. H. AYSCOUGH. Durham. An account of the progress of penal reform in England from 181O-1930, together with some conclusions. L.S.E.
J. W. BERRY. McGill. A statistical analysis of population growth in Canada and the effect of immigration thereon. 1933. McGill.
R. S. BHATT. Bombay and L.S.E. Some social aspects of the problem of minorities in India. L.S.E.
LAURA L. COOPER. London. Is the position of women an index to civilisation ? L.S.E.
G. H. CRAIG. Alberta. The means and modes of living on the pioneer fringe of land settlement, with special reference to the Peace River Area. 1933. McGill.
WALTER H. DAVIES. Cardiff. The influence of recent changes in the social environment of the outlook and habits of individuals, with special reference to mining communities in South Wales. Completed. Cardiff.
ELEONORA GIRSAVICIUS. L.S.E. Some aspects of class differentiation in early society. L.S.E.
M. FORTES. Cape Town and London. The social and emotional development of the African child. L.S.E.
L. HERRMAN. Cape Town. The genetic status of intelligence tests. L.S.E.
M. M. HUNTER. Cambridge. The results of culture contact on the life of Bantu women in South Africa. Cambridge.
F. D. KLINGENDER. L.S.E. The black-coated worker in London. L.S.E.
P. D. DE LASZLO. Social consequences of "Chain Store" distribution in America. Oxford.
E. J. LINDGREN. Cambridge. Tungus tribes of Northern Manchuria. Cambridge.
S. MACCOBY. Cambridge and University College, Wales. The development of Radical opinion on social problems, 1832-1885. L.S.E.
LUCY P. MAIR. St. Andrews and Cambridge. Native development in Uganda. L.S.E.

D. N. MAJUMDAR. Calcutta. Social and economic life of primitive tribes in India. Cambridge.
H. E. MAUDE. Cambridge. Anthropological research among natives of the Gilbert Islands, with special reference to their social organisation. Cambridge.
C. J. MORRIS. Cambridge. The manners and customs of the peoples of Nepal, and their languages. Cambridge.
J. OBRDEBSKI. Cracow. Family Organisation among Slavs. L.S.E.
F. L. RALPHS. Sheffield. An anthropometric survey of male school children in Sheffield. 1934. Sheffield
C. P. RAWSON. L.S.E. An investigation into the phenomena of aggressiveness and submissiveness. L.S.E.
MARGARET H. READ. Cambridge. The aboriginal peoples of the Chota Nagpur Plateau. L.S.E.
L. G. REYNOLDS. Alberta. The occupational adjustment of the British immigrant in Montreal. 1933. McGill.
T. A. RODGER. Cambridge. A study of the procedure adopted by vocational psychologists in their assessments of the temperamental qualities of adolescents. L.S.E.
MADELINE M. ROOFF. London. The influence of protective legislation on the status and economic position of women. L.S.E.
G. K. ROTH. Cambridge. The life and customs of the Fijians. Cambridge.
J. RUMYANECH. L.S.E. The social and economic development of the Jews in England, 1730-1860. L.S.E.
E. A. G. SHRIMPTON. L.S.E. Physical and Mental Inheritance in an inbred community. L.S.E.
H. J. SIMONS. Pretoria. The application of modern penological theory to South Africa. L.S.E.
D. SLOME. Cape Town. The genetic mechanism of amaurotic family idiocy. L.S.E.
G. B. STIGANT. L.S.E. A review of some recent work on primitive Japanese Shinto. L.S.E.
B. S. THOMAS. Central South Africa and its inhabitants – geographically and anthropologically considered. Cambridge.
J. W. WELCH. Cambridge. Social anthropology of the Isoko tribe, and a diagnosis of the present transition stage with its interaction of primitive paganism, trade, Government, education and Christianity. Cambridge.
EVA YOUNGE. Alberta. Social organisation on the pioneer fringe, with special reference to the Peace River Area. 1933. McGill.

*

Note: This list stops in 1933, probably because the number of theses became too important or because *Politica*, LSE's own journal on politics, social science and sociology, was launched in 1934. The list was not carried on in the latter journal.

Bibliographie

1. Archives

Archives de l'Université d'Oxford

Archives de l'Université de Cambridge

Archives de l'Université de Keele

Archives de l'Université de Liverpool

Archives de l'Université de Birmingham

Archives de Royal Holloway, London

Archives de University College, London

Archives de Mass Observation

Archives de la London School of Economics and Political Science

House of Commons Parliamentary Papers

2. Sources publiées

Abrams, P. (1968), *The origins of British sociology, 1834-1914 : an essay with selected papers*, Chicago : University of Chicago Press.

Affergan, F., Valade, B. (2006) « Discipline », in Mesure, S., Savidan P., *Dictionnaire des sciences humaines*, Paris : PUF, 278-284.

Anderson, P. (1992), *English questions*, London : Verso.

Annan, N. G. (1959), *The Curious Strength of Positivism in English Political Thought*, London : OUP.

Année Sociologique, L' (1925), NS Tome 1, 1923-4, Paris : Librairie Félix Alcan.

Ansart, P. (1990), *Les sociologies contemporaines*, Paris : Points Seuil.

Archer, M. (1995), *Realist Social Theory: The Morphogenetic Approach*, Cambridge : CUP.

Arendt, H. (1958), *The Human Condition*, Chicago : University of Chicago Press.

Aron, R. (1967), *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris : Gallimard.

Bakke, E. W. (1933), *The Unemployed Man: A Social Study*, London : Nisbet.

Barker, E. (1928), *Political thought in England, 1848 to 1914*, London : OUP.

Bartlett, F. C., Ginsberg, M., Lindgren, E. J., Thouless, R. H. (eds.) (1939), *The Study of Society*, London : Kegan Paul, Trench and Trubner.

Beales, H. L. et Lambert, R. S. (eds.) (1934), *Memoirs of the Unemployed*, London : Victor Gollancz, Ltd.

Becker, H. S., Rau, W. C. (1992), 'Sociology in the 1990s', *Society*, 30, 1, 70-74.

Becquemont, D., Mucchielli, L. (1998), *Le cas Spencer : Religion, science et politique*, Paris : PUF.

Beevor, A. (2012), *The Second World War*, London : Weidenfeld & Nicolson.

Bera, M. (2014), *Durkheim à Bordeaux (1887-1902)*, Bordeaux : Confluences.

Berger, P., Luckmann, T. (1967), *The Social Construction of Reality: a Treatise in the Sociology of Knowledge*, London : Penguin.

Bernstein, B. (1971), *Class, Codes and Control*, 4 volumes, London : Routledge & Kegan Paul.

Berthelot, J.-M. (1991), *La Construction sociale de la sociologie*, Paris : PUF.

Berthezène, C. (2011), *Les conservateurs britanniques dans la bataille des idées, 1929-1954. Ashridge College, premier think tank conservateur*, Paris, Presses de Sciences Po.

Beveridge, W. (1944), *Report of the Inter-Departmental Committee on Social Insurance and Allied Services*, Londres, HMSO.
Blond, P. (2010), *Red Tory: How Left and Right Have Broken Britain and How We Can Fix It*, London: Faber.

Booth, C. (1887), 'The Inhabitants of Tower Hamlets, their condition and occupations', *Journal of the Royal Statistical Society*, 50, 2, 326-401.

Booth, C. (1889), *Life and Labour of the People of London*, vol. 1, London : Macmillan.

Booth, C. (1893), 'Life and Labour of the People in London: First Results of an Inquiry based on the 1891 Census', *Journal of the Royal Statistical Society*, 56, 4, 557-593.

Bottomore, T., Nisbet, R. (eds.) (1978), *A History of Sociological Analysis*, London : Heinemann.

Boudon, R. (1993), 'European Sociology: The Identity Lost' in Nedelmannn, B., Sztompka P. (eds.), *Sociology in Europe*, 27–43, New York : Walter de Gruyter.

Bourdieu, P. (1976), 'Le champ scientifique', *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2, 2-3, 88-104.

Branford, V. (1905), ‘On the origin and use of the word sociology’, *Sociological Papers Volume I*, 1-42, London.

Branford, V. (1926), ‘A Survey of Recent and Contemporary Sociology’, *The Sociological Review*, 18, 4, 315-322.

Branford, V. (1928), ‘Sociology: Its Past, Present and Future’, *The Sociological Review*, 20, 322-339.

Briggs, A. (1961), *A Study of the Work of Seebohm Rowntree 1871-1954*, London : Longmans.

Bronner, G. (2013), *La démocratie des crédules*, Paris : PUF.

Bryant, C. G. A. (1970), "In Defence of Sociology: A Reply to Some Contemporary Philosophical Criticisms", *The British Journal of Sociology*, 21, 1, 95-107.

Bulmer, M. (1981), ‘Sociology and Political Science at Cambridge in the 1920s: an Opportunity Missed and an Opportunity Taken’, *The Cambridge Review* (27 April 1981), 156-159.

Bulmer, M (ed.) (1985), *Essays on the History of British Sociological Research*, Cambridge : Cambridge University Press.

Bulmer, M. (ed.) (1985), *Essays on the History of British Sociological Research*, Cambridge : Cambridge University Press.

Burawoy, M. (2005), ‘2004 American Sociological Association Presidential address: For public sociology’, *The British Journal of Sociology*, 56, 2, 259-294.

Byrne, D. (2012), ‘UK Sociology and Quantitative Methods: Are We as Weak as They Think? Or Are They Barking up the Wrong Tree?’, *Sociology*, 46, 1, 13-24.

Calhoun, C. (2007), *Sociology in America: a history*, London: University of Chicago Press.

Carr-Saunders, A. M. (1922), *The Population Problem: a study in human evolution*, Oxford.

Carr-Saunders, A. M., Jones, D. C. (1927), *A Survey of the social structure of England & Wales: as illustrated by statistics*, Oxford : Oxford University Press.

Chapoulie, J.-M. (2001), *La tradition sociologique de Chicago, 1892-1961*, Paris : Seuil.

Chester, D. N. (1986), *Economics, Politics and Social Studies in Oxford, 1900-85*, London : Macmillan.

Chester, N. (1986), *Economics, Politics and Social Studies in Oxford, 1900-85*, London : Macmillan.

Cicourel, A. (1964), *Method and Measurement in Sociology*, New York : Free Press ; London

: Collier-Macmillan.

Clapham, J. (1946), *Report of the Committee on the Provision of Social and Economic Research*, Cmnd. 6868. London, HMSO.

Clark, C. M. (2013), *The sleepwalkers: how Europe went to war in 1914*, London : Penguin Books.

Clark, T. (1973), *Prophets and patrons: the French university and the emergence of the social sciences*, Harvard University Press.

Clark, T. N. (1973), *Prophets and patrons : The French university and the emergence of the social sciences*, Cambridge : Harvard University Press.

Coats, A. W. (1967), 'Sociological Aspects of British Economic Thought (ca. 1880-1930)', *The Journal of Political Economy*, 75, 5, 706-729.

Cole, G. D. H. (1920), *Social Theory*, London : Methuen & co.

Cole, S. (2001), *What's Wrong with Sociology?*, London: Transaction Publishers.

Collini, S. (1978), 'Sociology and Idealism in Britain 1880-1920', *European Journal of Sociology*, 19, 3-50.

Collini, S. (1979), *Liberalism and sociology: L. T. Hobhouse and political argument in England, 1880-1914*, Cambridge : Cambridge University Press.

Collini, S. (2006), *Absent minds: intellectuals in Britain*, Oxford : OUP.

Collins, R. (1994), *Four Sociological Traditions*, New York ; Oxford : Oxford University Press.

Collins, R. (1994), *Four Sociological Traditions*, Oxford : Oxford University Press.

Collins, R. (1994), *Four Sociological Traditions*, Oxford: Oxford University Press.

Collison, P., Webber, S. (1971), 'British Sociology 1950-1970: A Journal Analysis', *The Sociological Review*, 19, 4, 521-542.

Commission on the Social Sciences (2003), *Great Expectations*, London: Commission on the Social Sciences.

Comte, A. (1839), *Cours de philosophie positive, Tome 4*, Paris.

Crothers, C. (2011), 'Developments in British Sociology as Shown in British Sociology Journals', Sociological Research Online, 16, 3, 1-11, consulté à http://www.socresonline.org.uk/16/3/13.htm, 23 juillet 2014.

Cuin, C.-H. (1993), *Les sociologues et la mobilité sociale*, Paris : PUF.

Cuin, C.-H., Gresle, F. (1992), *Histoire de la sociologie, t1 : avant 1918*, Paris : Repères.

Cullen, M. J. (1975), *The Statistical Movement in Early Victorian Britain: The Foundations of Empirical Social Research*, New York : Barnes & Noble.

Currie, R. (1994), 'The arts and social studies, 1914-1939' in Harrisson, B. (ed.), *The History of the university of Oxford*, vol 8, 'The Twentieth Century', Oxford : OUP, 109-138.

Dahrendorf, R. (1959), *Class and Class Conflict in Industrial Society*, London, Routledge & Kegan Paul.

Dahrendorf, R. (1995), *LSE: A History of the London School of Economics and Political Science, 1895-1995*, Oxford University Press.

Danell, R., Larsson, A., Wisselgren, P. (2013), *Social Science in Context: Historical, Sociological, and Global Perspectives*, Nordic Academic Press.

Durkheim, E. (1895), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris : Félix Alcan.

Durkheim, E. (1905), 'On the Relations of Sociology to the Social Sciences and to Philosophy', *The Sociological Papers I* (1905), 197-216.

Durkheim, E. (1915), 'La Sociologie', La Science Française I, 5-14, http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/textes_1/textes_1_04/la_sociologie.htm,

consulté le 19 août 2014.

Eldridge, J. (1980), *Recent British sociology*, London : Macmillan.

Eldridge, J. (2011), "Half-Remembrance of Things Past: Critics and Cuts of Old", Sociological Research Online, 16, 3, http://www.socresonline.org.uk/16/3/20.html [consulté le 23 mai 2014].

ESRC (2005), SSRC/ESRC The First Forty Years, http://www.esrc.ac.uk/_images/ESRC-40-years_tcm8-6369.pdf [consulté le 23 mai 2014].

ESRC (2010), *International Benchmarking Review of UK Sociology*, Swindon.

Evans, D. (1986), *Le Play House and the Regional Survey Movement in British Sociology 1920-1955*, Unpublished M.Phil thesis, City of Birmingham Polytechnic/CNAA.

Evans, R. T. (1923), *Aspects of the study of society*, London : Hodder & Stoughton.

Eversley, D. (1973), *The Planner in Society: The Changing Role of a Profession*, London : Faber and Faber.

Farquharson, A. (1921), 'An introduction to Sociology for Social Workers and General Readers. By J. J. Findlay, 1920', Book Review, *The Sociological Review*, 13, 249.

Ferrand-Bechmann, D. (2014), 'Le rôle des associations : Le cas de l'afs et de l'ais', *Sociologies Pratiques*, HS 1, 77-85.

Fincham, J. (1975), *The Development of Sociology First Degree Courses at English Universities, 1907-72*, Thèse non publiée, Londres, London City University.

Fincham, J. (1975), *The Development of Sociology First Degree Courses at English Universities, 1907-72*, Unpublished PhD Thesis, City University London : London.

Findlay, J. J. (1920), *An Introduction to Sociology for Social Workers and General Readers*, Manchester : Manchester University Press.

Fletcher, R. (1972), *The making of sociology : a study of sociological theory*, 2 vols, London.

Frydman R. (1988), 'La Théorie Générale de Keynes : Economie et Politique', *Cahiers d'économie politique*, 14-15, 99-109.

Fuller, S. (2000), "A Very Qualified Success, Indeed: The Case of Anthony Giddens and British sociology", *The Canadian Journal of Sociology*, 25, 4, pp. 597-516.

Garfinkel, H. (1967), *Studies in Ethnomethodology*, Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall.

Garrett, A. C. (1987), The quest for autonomy: sociology's advocatory dimension, Unpublished PhD thesis, Durham University, http://etheses.dur.ac.uk/6750/, consulté le 23 juillet 2014.

Genov, N. (ed.) (1989), *National Traditions in Sociology*, London : Sage.

Giddens, A. (1971), *Capitalism and Modern Social Theory: An Analysis of the writings of Marx, Durkheim and Max Weber*, Cambridge : Cambridge University Press.

Giddens, A. (1976), *New Rules of Sociological Method: a Positive Critique of interpretative Sociologies*, London : Hutchinson.

Giddens, A. (1978), *Durkheim*, London : Fontana Modern Masters.

Giddens, A. (1984), *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*, Cambridge : Polity.

Giddens, A. (1990), *The Consequences of Modernity*, Cambridge : Polity.

Giddens, A. (1994), *Beyond Left and Right: The Future of Radical Politics*, Cambridge : Polity.

Giddens, A. (1998), *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, Cambridge : Polity.

Gildea, R. (2002), *Marianne in chains: in search of the German occupation, 1940-1945*, London : Macmillan.

Ginsberg, M. (1921), *The psychology of society*, London : Methuen.

Ginsberg, M. (1922), 'The Theory of Progress', *Economica*, 6, 228-237

Ginsberg, M. (1927), 'The Scope of Sociology', *Economica*, 20, 135-149

Ginsberg, M. (1929a), 'Interchange between social classes', *Economic Journal*, 39, 554-565.

Ginsberg, M. (1929b), 'The Contribution of Professor Hobhouse to Philosophy and Sociology', *Economica*, 27, 251-266

Ginsberg, M. (1931), 'The Place of Instinct in Social Theory', *Economica*, 31, 25-44

Ginsberg, M. (1933), 'Recent Tendencies in Sociology', *Economica*, 39, 22-39.

Ginsberg, M. (1934), 'Aspects of Mental Development', *Sociology*, 196-233, London : OUP.

Ginsberg, M. (1934), *Sociology*, London : OUP.

Ginsberg, M. (1939), 'The Concepts of Juridical and Scientific Law', *Politica*, 15, 1-15.

Ginsberg, M. (1956), *Essays in Sociology and Social Philosophy, Volume One: On the Diversity of Morals*, London : William Heinemann Ltd.

Glass, D. (1954), *Social Mobility in Britain*, Londres, Routledge & Kegan Paul.

Goffman, E. (1975), *Frame analysis: An Essay on the Organization of Experience*, Harmondsworth : Penguin.

Goldman, L. (1986), 'The Social Science Association, 1857-1886: A Context for Mid-Victorian Liberalism', *The English Historical Review*, 101, 398, 95-134.

Goldman, L. (1987), 'A Peculiarity of the English? The Social Science Association and the Absence of Sociology in Nineteenth-Century Britain', *Past and Present*, 114, 133-171.

Goldman, L. (2002), *Science, reform and politics in Victorian Britain : the Social Science Association, 1857-1886*, Cambridge : CUP.

Goldman, L. (2007), 'Foundations of British sociology 1880–1930: contexts and biographies', *The Sociological Review*, 55, 431–440.

Goldthorpe, J. H. (1973), "Book Review: A Revolution in Sociology?", *Sociology*, 7, 449-462.

Goldthorpe, J. H. (1998), 'Rational Action Theory for Sociology', *The British Journal of Sociology*, 49, 2, 167-192.

Goldthorpe, J., Lockwood, D., Bechhoffer F., Platt, J. (1969), *L'Ouvrier de l'Abondance*, Paris.

Gouldner, A. W. (1970), *The Coming Crisis of Western Sociology*, London: Basic Books.

Graunt, J. (1662), *Natural and political observations mentioned in a following index, and made upon the bills of mortality*, London.

Greenwood, W. (1933), *Love on the Dole*, London : Vintage.

Grimley, M. (2012), "'No Such Thing as Society', The Backlash against Sociology, c. 1968-1990", article non publié, Oxford : University of Oxford.

Hadow (1926), Report on 'The Education of the Adolescent', (http://www.educationengland.org.uk/documents/hadow1926/index.html, consulté le 6 août 2014).

Hall, P. (1952), *The Social Services of Modern England*, Londres, Routledge & K. Paul.

Halliday, R. J. (1968), 'The Sociological Movement, The Sociological Society and the Genesis of Academic Sociology in Britain', *The Sociological Review*, 16, 377-398.

Halsey, A. H. (1989), 'A Turning of the Tide? The Prospects for Sociology in Britain', *The British Journal of Sociology*, 40, 3, 353-373.

Halsey, A. H. (2004), *A History of Sociology in Britain*, Oxford: OUP.

Harley, K., Wickham, G. (2014), *Australian sociology: fragility, survival, rivalry*, Basingstoke : Palgrave Macmillan.

Harris, J. (1977), *William Beveridge: a biography*, Oxford : Clarendon Press.

Harris, Jose. (1993), *Private Lives, Public Spirit: Britain 1870-1914*, Oxford : OUP.

Harrisson, T., Madge, C. (1940), *War Begins at Home*, London.

Hawthorn, G. (1976), *Enlightenment and Despair: A History of Sociology*, Cambridge : Cambridge University Press.

Heilbron, J. (2006), *Naissance de la sociologie*, Agone.

Heilbron, J. (2008), 'Qu'est-ce qu'une tradition nationale en sciences sociales ?', *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 18, 3-14.

Heyworth, G. (1965), *Report of the Committee on Social Studies*, Cmnd. 2660, London, HMSO.

Hobbes, T. (1651), *Leviathan, or, The matter, forme, and power of a common wealth, ecclesiasticall and civil*, London : Printed for Andrew Crooke.

Hobhouse, L. T. (1901), *Mind in Evolution*, London.

Hobhouse, L. T. (1906), *Morals in evolution: a study in comparative ethics*, London :

Chapman & Hall.

Hobhouse, L. T. (1911), *Liberalism*, London : Oxford University Press.

Hobhouse, L. T. (1924), *Social Development: Its Nature and Conditions*, London : Allen & Unwin.

Hobhouse, L. T., Wheeler, G. C., Ginsberg, M. (1915), *The material culture and social institutions of the simpler peoples: an essay in correlation*, London : Chapman & Hall.

Hogben, L. (ed.) (1938), *Political Arithmetic: A Symposium of Population Studies*, London : Allen & Unwin.

Hoggart, R. (1957), *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life*, London : Chatto and Windus.

Holmwood, J. (2007), 'Sociology as Public Discourse and Professional Practice: A Critique of Michael Burawoy', *Sociological Theory*, 25, 1, 46-66.

Holmwood, J. (2010), 'Sociology's misfortune: disciplines, interdisciplinarity and the impact of audit culture', *The British Journal of Sociology*, 61, 4, 639-658.

Holmwood, J., Scott, J. (2014), *The Palgrave Handbook of Sociology in Britain*, London : Palgrave Macmillan.

Howarth, T. E. B. (1978), *Cambridge between two wars*, London : Collins.

Institute of Sociology et Dugdale, J. E. (1937), *Further papers on the social sciences: Their relations in theory and in teaching*, London : Le Play House Press.

Jabko N. (1990), 'Le « fondamentalisme » de J.M. Keynes: vers une théorie générale de l'incertitude', *Revue française d'économie*, 5, 4, 157-189.

Jahoda, M., Lazarsfeld, P. F., Zeisel, H. (1933), *Die Arbeitlosen von Marienthal*, Leipzig.

Jennings, H., Madge, C. (1937), *May the Twelfth: Mass-Observation Day Surveys*, London.

Jones, D. C. (1934), *The social survey of Merseyside*, Three volumes, Liverpool : University of Liverpool.

Kelsall, R. (1955), *Higher civil servants in Britain : from 1870 to the present day*, London : Routledge & Kegan Paul.

Kent, R. A. (1981), *A History of British Empirical* Sociology, Aldershot: Gower.

Kuhn, T. (1962), *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago ; London : University of Chicago Press.

Kumar, K. (2001), 'Sociology and the Englishness of English Social Theory', *Sociological Theory*, 19, 1, 41-64.

Lakatos, I. (1978), *Histoire et méthodologie des sciences. Programmes de recherche et reconstruction rationnelle*, PUF.

Lallement, M. (1993), *Histoire des idées sociologiques, tome 1, des origines à Weber*, CIRCA.

Laski, H. J. (1935), 'Discretionary Power', *Politica*, 3, 274-286.

Laski, H. J. (1936), 'The Judicial Function', *Politica*, 6, 115-132.

Le Play, P. (1855), *Les ouvriers européens*, Paris.

Lenoir, R. (1999), 'Objet sociologique et problème social', *Initiation à la pratique sociologique*, 52-97.

Lepenies, W. (1988), *Between literature and science: The rise of sociology*, Cambridge : CUP.

Lepenies, W. (1988), *Les Trois cultures : Entre science et littérature, l'avènement de la sociologie*, MSH.

Lepsius, M. R. (1987), 'Sociology in the Interwar Period: Trends in Development and Criteria for Evaluation' in V. Meja, D. Misgeld, N. Stehr (1987), *Modern German sociology*, Guilford : Columbia University Press, 1987), pp. 37-56.

Lienhardt, R. G. (2004), 'Pritchard, Sir Edward Evan Evans- (1902–1973)', *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford : Oxford University Press.

Lockwood, D. (1958) *The Blackcoated Worker: A Study in Class Consciousness*, London : Allen & Unwin.

Lukes, S. (1973), *Emile Durkheim, his life and work: a historical and critical study*, London : Allen Lane.

MacIver, R. M. (1921), *The elements of social science*, London: Methuen & co.

Malye, F., Hadley, K. (2012), *Dans le secret des archives britanniques : l'Histoire de France vue par les Anglais (1940-1981)*, Paris : Calmann-Lévy.

Mannheim, K. (1934), 'German Sociology (1918-1933)', *Politica*, 1, 12-33.

Marcel, J.-C. (2001), *Le durkheimisme dans l'entre-deux-guerres*, Paris : PUF.

Marcuse, H. (1968 [1964]), *L'homme unidimensionnel*, Paris, Editions de Minuit.

Marett, R. R. (1926), 'Greeting to L'Année Sociologique, N.S.', *The Sociological Review*, 17, 89-90.

Marett, R. R. (1934), 'Fact and Value in Sociology', *The Sociological Review*, 26, 139-157.

Marett, R. R. (1941), *A Jerseyman at Oxford*, London : Oxford University Press.

Marshall, T. H. (1950), *Citizenship and social class: and other essays*, Cambridge : CUP.

Mass Observation (1939), *Britain*, Harmondsworth : Penguin.

Mass Observation (1941), *People in Production: A Report Prepared by Mass-Observation for the Advertising Service Guild*, London.

Mattelart, A., Neveu, E. (2003), *Introduction aux cultural studies*, Paris, Repères, La Découverte.

McDougall, W. (1920), *The group mind: a sketch of the principles of collective psychology with some attempt to apply them to the interpretation of national life and character*, Cambridge : Cambridge University Press.

Meara, G. (1936), *Juvenile unemployment in South Wales*, Cardiff.

Mennell, S. (1975), "Ethnomethodology and the New "Methodenstreit"", *Acta Sociologica*, 18, 4, 287-302.

Mess, H. A. (1936), 'On Spirit and Method in Social Service', *The Sociological Review*, 28, 187-202.

Mess, H. A. (1937), 'Modern Alternatives to the Poor Law', *Politica*, 8, 380-389.

Mess, H. A. (1940), *Social Groups in Modern England*, London : Thomas Nelson and Sons.

Michelet, J. (1861), *Tableau de la France*, http://classiques.uqac.ca/classiques/michelet_jules/tableau_de_la_france/tableau_de_la_france.html, consulté le 19 août 2014.

Mills, C. W., Gerth, H. H. (1948), *From Max Weber: Essays in sociology*, London : Routledge & Kegan Paul.

Moon, C. (2010), 'The British Journal of Sociology in the 1990s: disintegration and disarray?', *The British Journal of Sociology*, 61, 261-269.

Mucchielli, L. (1998), *La Découverte du social : naissance de la sociologie en France (1870-1914)*, Paris : La Découverte.

Nisbet, R. A. (1967), *The sociological tradition*, London : Heinemann.

Nisbet, R. A. (2005 [1993]), *La tradition sociologique*, Paris : PUF.

Orwell, G. (1937), *The Road to Wigan Pier*, London : Victor Gollancz.

Outhwaite, W. (2009), 'Canon Formation in Late 20th-Century British Sociology', *Sociology*, 43, 6, 1029-1045.

Palmer, V. (1927), 'Impressions of Sociology in Great Britain', *American Journal of Sociology*, 32, 756-761.

Parsons, T. (1932), 'Economics and Sociology: Marshall in Relation to the Thought of his Time', *The Quarterly Journal of Economics*, 46, 2, 316-347.

Parsons, T. (1937), *The structure of social action: a study in social theory with special reference to a group of recent European writers*, New York : McGraw-Hill Book Company.

Payne, G. (2007), 'Social Divisions, Social Mobilities and Social Research: Methodological Issues after 40 Years', *Sociology*, 41, 5, 901-915.

Payne, G., Williams, M., Chamberlain, S. (2004), 'Methodological Pluralism in British Sociology', *Sociology*, 38, 1, 153-163.

Petty, W. (1690), *Political Arithmetick*, London.

Piriou, O., Cibois, P. (2009), 'Inventaire des revues où publient les sociologues', *Socio-logos*, 4, http://socio-logos.revues.org/2310, consulté le 4 juillet 2014.

Pizarro Noël, F. (2009), 'Du désaveu du social à la présentation nominaliste : le mouvement de la réception de Durkheim (1893-1939)', Thèse de doctorat non publiée, Université du Québec à Montréal.

Platt, J. (1971), *Social Research in Bethnal Green: An evaluation of the work of the Institute of Community Studies*, London, Macmillan.

Platt, J. (1998), *A brief history of the ISA: 1948-1997*, International Sociological Association.

Platt, J. (2002), *Fifty years of the International Social Science Council*, Paris: International Social Science Council.

Platt, J. (2003), *The British Sociological Association: a sociological history*, Durham: sociologypress.

Platt, J. (2007), ‘The women's movement and British journal articles, 1950-2004’, *Sociology*, 41, 5, 961-975.

Platt, J. (2008), ‘British sociological textbooks from 1949’, *Current Sociology*, 56, 2, 165-182.

Posner, M. (2002), ‘Social Sciences under Attack in the UK (1981-1983)’, La revue pour l'histoire du CNRS, 7, http://histoire-cnrs.revues.org/547, consulté le 23 mai 2014.

Priestley, J. B. (1934), *English Journey: being a rambling but truthful account of what one man saw and heard and felt and thought during a journey through England during the autumn of the year 1933*, London : W. Heinemann & V. Gollancz.

Radcliffe-Brown, A. R. (1923), *The methods of ethnology and social anthropology*.

Renwick, C. (2009), ‘The Practice of Spencerian Science: Patrick Geddes’s Biosocial Program, 1876-1889’, *Isis*, 100, 1, 36-57.

Renwick, C. (2012), *British sociology’s lost biological roots: a history of futures past*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Renwick, C. (2014), ‘Evolutionism and British Sociology’, in Holmwood, J. et Scott, J. (2014), *The Palgrave Handbook of Sociology in Britain*, 71-96, London : Palgrave.

Revue des sciences sociales (2008), *Strasbourg, Carrefour des sociologies*, 40.

Rex, J. (1983), ‘British Sociology 1960-80 – An Essay’, *Social Forces*, 61, 4 (1983), 999-1009.

Rivers, W. (1918), ‘Sociology and Psychology’, *The Sociological Review*, 9, 1-2.

Rodriguez, J. (2007), *Le pauvre et le sociologue : la construction de la tradition sociologique anglaise 19e-20e siècle*, Lille : Septentrion.

Rodriguez, J. (2013), *Lire Poverty: a Study of Town Life de Benjamin S. Rowntree*, Paris : Ellipses.

Rothschild, Lord. (1982), "An Enquiry into the Social Science Research Council", Cmnd. 8554, HCPP.

Rowntree, B. S. (1901), *Poverty: A study of town life*, London : Macmillan.

Rowntree, B. S. (1941), *Poverty and Progress*, London : Longmans Green.

Rowntree, B. S. (1951), *Poverty and the welfare state: a third social survey of York dealing only with economic questions*, London : Longmans Green.

Rumney, J. (1938), *The Science of Society: An Introduction to Sociology*, London : Duckworth.

Runciman, W. (1966), *Relative deprivation and social justice : a study of attitudes to social inequality in twentieth-century England*, London, Routledge & Kegan Paul.

Runciman, W. G. (2009), *The theory of cultural and social selection*, New York : CUP.

Saint-Pierre, C. (1980), 'Internationalisation de la sociologie ou résurgence des sociologies nationales ?', *Sociologie et sociétés*, 12, 2, 7-20.

Sankey (1919), 'Coal Industry Commission Act 1919' [alias la 'Sankey Commission'], Second stage' (1919), HCPP.

Savage, M. (2010), *Identities and social change in Britain since 1940: the politics of method*, Oxford: OUP.

Savage, M., Burrows, R. (2007), 'The Coming Crisis of Empirical Sociology', *Sociology*, 41, 5, 885-899.

Schnapper, D. (2005), 'A View from a French Sociologist' in *British Sociology Seen From Without and Within*, edited by A. H. Halsey, W. G. Runciman, The British Academy: Oxford University Press, 107-18.

Schrecker, C. (2006), *La communauté : Histoire critique d'un concept dans la sociologie anglo-saxonne*, Paris : L'Harmattan.

Schrecker, C. (2008), 'Textbooks and Sociology: A Franco-British Comparison', *Current Sociology*, 56, 2, 201-219.

Schütz, A. (1967), *The Phenomenology of the Social World*, Evanston : Northwestern University Press.

Scott, D., Lindsay T., Emmet, D. (1971), *A.D. Lindsay: a biography*, Oxford : Blackwell.

Scott, J. (2014), 'Building a Textbook Tradition: Sociology in Britain 1900-1968' in Scott, J. et Holmwood, J. (ed.), *The Palgrave Handbook of Sociology in Britain*, 211-235, London : Palgrave Macmillan.

Scott, J., Bromley, R. (2014), *Envisioning Sociology: Victor Branford, Patrick Geddes, and the Quest for Social Reconstruction*, New York: State of New York Press.

Shinn, T., Ragouet, P. (2005), *Controverses sur la science. Pour une sociologie transversaliste de l'activité scientifique*, Raisons d'agir.

Simey, T. S. (1937), *Principles of Social Administration*, London : OUP.

Simiand, F. (1902), 'C. Booth, Life and Labour of the People in London', *L'Année sociologique*, 7, 1902-1903, 606-611.

Simmel, G. (1979) [1908], 'Digression sur l'étranger' in Grafmeyer, Y. et Joseph, I., *L'École de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Paris : Ed. Du Champ urbain, 53-77.

Smith, H. L. (1930-5), *The New Survey of London, Nine Volumes*, London : P. S. King & Son.

Sociological Society (1905-7), *Sociological Papers*, 3 vols., London : Sociological Society.

Soffer, R. N. (1982), 'Why Do Disciplines Fail? The Strange Case of British Sociology', *The English Historical Review*, 97, 385, 767-802.

Spencer, H. (1873), *Introduction à la science sociale*, http://classiques.uqac.ca/classiques/spencer_herbert/intro_sc_sociale/intro_sc_sociale.html, consulté le 19 août 2014.

Spencer, H. (1885), *L'individu contre l'Etat*, http://classiques.uqac.ca/classiques/spencer_herbert/individu_contre_Etat/individu_contre_Etat.html, consulté le 19 août 2014.

Spengler O. (1991 [1923]), *The decline of the West*, Oxford : Oxford University Press.

Stonequist, E. V. (1937), *The marginal man: a study in personality and culture conflict*, New York : Russell & Russell.

Street, B. (non daté), 'Mass Observation and Social Anthropology', Unpublished paper, *The Mass-Observation Archive*, London (http://www.massobservation.amdigital.co.uk/essays/content/MOSocial.aspx, consulté le 10 mars 2012).

Studholme, M. (1997), 'From Leonard Hobhouse to Tony Blair: A Sociological Connection?', *Sociology*, 31, 3, 531-547.

Swingewood, A. (1984), *A short history of sociological thought*, London : Palgrave.

Tawney, R. H. (1931), *Equality*, London : Allen & Unwin.

The Carnegie United Kingdom Trust (1943), *Disinherited Youth: A report on the 18+ Age group enquiry prepared for the trustees of the Carnegie United Kingdom Trust*, Edinburgh.

The Pilgrim Trust (1938), *Men Without Work*, Cambridge : Cambridge University Press.

Titmuss, R. (1958), *Essays on 'The Welfare State'*, London : Allen & Unwin.

Topalov, C. (1991), 'La ville, « terre inconnue ». L'enquête de Charles Booth et le peuple de Londres, 1886-1891', *Genèses*, 5, 4-34.

Townsend, P. (1957), *The family life of old people: an inquiry in East London*, London : Routledge & Kegan Paul.

Tropp, A. (1957), *The school teachers: the growth of the teaching profession in England and Wales from 1800 to the present day*, London : Heinemann.

Turner, S. (2013), *American sociology: from pre-disciplinary to post-normal*, Palgrave Macmillan.

Turner, S., Turner, J. (1990), *The impossible science: an institutional analysis of American sociology*, London : Sage.

Vanderstraeten, R. (2010), 'Scientific Communication: Sociology Journals and Publication Practices', *Sociology*, 44, 3, 559-576.

Vidal de la Blache, P. (1903), *Tableau de la géographie de la France*, Paris : Hachette.

Villermé, L. (1840), *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris.

Wakeling, P. (2009), *International Benchmarking Review of Sociology: Statistical Overview and Commentary*, ESRC.

Walby, S. (2011), 'The Impact of Feminism on Sociology', *Sociological Research Online*, 16, 3, 21.

Warren, J.-P. (2005), 'Universalisation et traditionnalisation de la discipline sociologique : le cas du Québec francophone', *Sociologies et sociétés*, 37, 2, 65-89.

Webb, S. (1937), 'A Basis for Political Science?', *Politica*, 9, 480-494.

Webb, S. et Webb, B. (1923), *The decay of capitalist civilization*, Westminster : The Fabian society.

Webb, S. et Webb, B. (1975 [1932]), *Methods of Social Study with an introduction by T. H. Marshall*, Cambridge : Cambridge University Press.

Wells, A. F. (1935), *The Local Social Survey in Great Britain*, London.

Wells, A. F. (1936), 'Social Surveys and Sociology', *The Sociological Review*, 28, 274-294.

Westergaard, J. and Resler, H. (1975) *Class in a capitalist society : a study of contemporary Britain*, London : Heinemann.

Westergaard, J., Pahl, R. (1989), 'Looking Backwards and Forwards: The UGC's Review of Sociology', *The British Journal of Sociology*, 40, 3, 374-392.

Westermarck, E. (1932), *Ethical relativity*, London : K. Paul, Trench, Trubner & Co.

Westermarck, E. (1936), *The future of marriage in western civilisation*, Freeport, N.Y. : Books for Libraries Press.

Wilks-Heeg, S. (2005), 'The Appliance of Social Science: A Hundred Years of Sociological Teaching and Research at the University of Liverpool', BSA Network, http://www.liv.ac.uk/sspsw/conference/100_years_of_sociology_at_the_University_of_Liverpool.pdf, consulté le 26 septembre 2012.

Williams, R. (1958), *Culture and society, 1780-1950*, London, Chatto & Windus.

Williamson, C. C. H. (1920), 'The Origin and Cure of the "Bad Boy"', *The Sociological Review*, 12, 28-35.

Winch, P. (1958), *The Idea of a Social Science and its Relation to Philosophy*, London : Routledge & Kegan Paul.

Wright Mills, C. (1959), *The Sociological Imagination*, New York : OUP.

Yair, G., Apeloig, N. (2006), 'Israel and the Exile of Intellectual Caliber Local Position and the Absence of Sociological Theory', *Sociology*, 40, 1, 51-69.

Young, M., Willmot, P. (1957), *Family and Kinship in East London*, London, Harmondsworth : Penguin Books.

Young, M., Willmot, P. (1960), *Family and Class in a London Suburb*, London : Routledge & Kegan Paul.

Young, M., Willmot, P. (1961), 'Research Report No. 3: Institute of Community Studies, Bethnal Green', *Sociological Review*, 10, 2, 203-13.

Zafirovski, M. (2014), 'Sociological dimensions in classical/neoclassical economics: Conceptions of social economics and economic sociology', *Social Science Information*, 53, 1, 76-118.